



Comment gérer vos impôts personnels 2025-2026

Une perspective canadienne



Meilleure la question,
meilleure la réponse.
Pour un monde meilleur.



EY

Façonner l'avenir
en toute confiance

Note importante pour les utilisateurs

4 NOVEMBRE 2025

Mesures du budget fédéral visant l'impôt sur le revenu

Le 4 novembre 2025, le ministre des Finances et du Revenu national, François-Philippe Champagne, a déposé le budget fédéral de 2025.

Le gouvernement a annoncé plus tôt son intention de déposer les futurs budgets à l'automne, puis de présenter une mise à jour économique et budgétaire au printemps suivant. C'est l'inverse des années précédentes, où le budget était habituellement déposé à la fin de l'hiver ou au début du printemps, et était suivi d'une mise à jour économique et budgétaire à l'automne.

Étant donné le très court délai entre le dépôt du budget en novembre et la date de publication de notre guide *Comment gérer vos impôts personnels 2025-2026 - Une perspective canadienne*, les mesures pertinentes visant l'impôt sur le revenu que le budget fédéral de 2025 propose ne sont intégrées à aucun des chapitres concernés du guide. Nous avons plutôt ajouté un chapitre « En vedette » qui présente les principales propositions susceptibles d'avoir une incidence sur vous, accompagnées des renvois aux chapitres pertinents du guide où vous trouverez de plus amples renseignements sur le sujet.

Pour en savoir davantage sur les propositions du budget fédéral, consultez le bulletin **FiscAlerte 2025 numéro 52**, *Budget fédéral de 2025*, d'EY.

Pour vous guider dans votre planification fiscale personnelle

Nous sommes heureux de vous présenter notre nouveau guide *Comment gérer vos impôts personnels 2025-2026 - Une perspective canadienne*. Que vous soyez salarié, investisseur, propriétaire d'une petite entreprise ou à votre compte, si vous souhaitez améliorer vos connaissances en matière d'impôt, le présent guide vous accompagnera tout au long de votre processus de planification.

La fiscalité peut souvent sembler intimidante, pétrie de règles complexes et de lois et règlements qui changent constamment : de quoi accabler même les plus minutieux d'entre nous. Dans le présent guide, nos objectifs sont d'aplanir ces obstacles en offrant des explications claires, des conseils pratiques et des renseignements à jour ainsi que de faciliter l'accès à la planification fiscale.

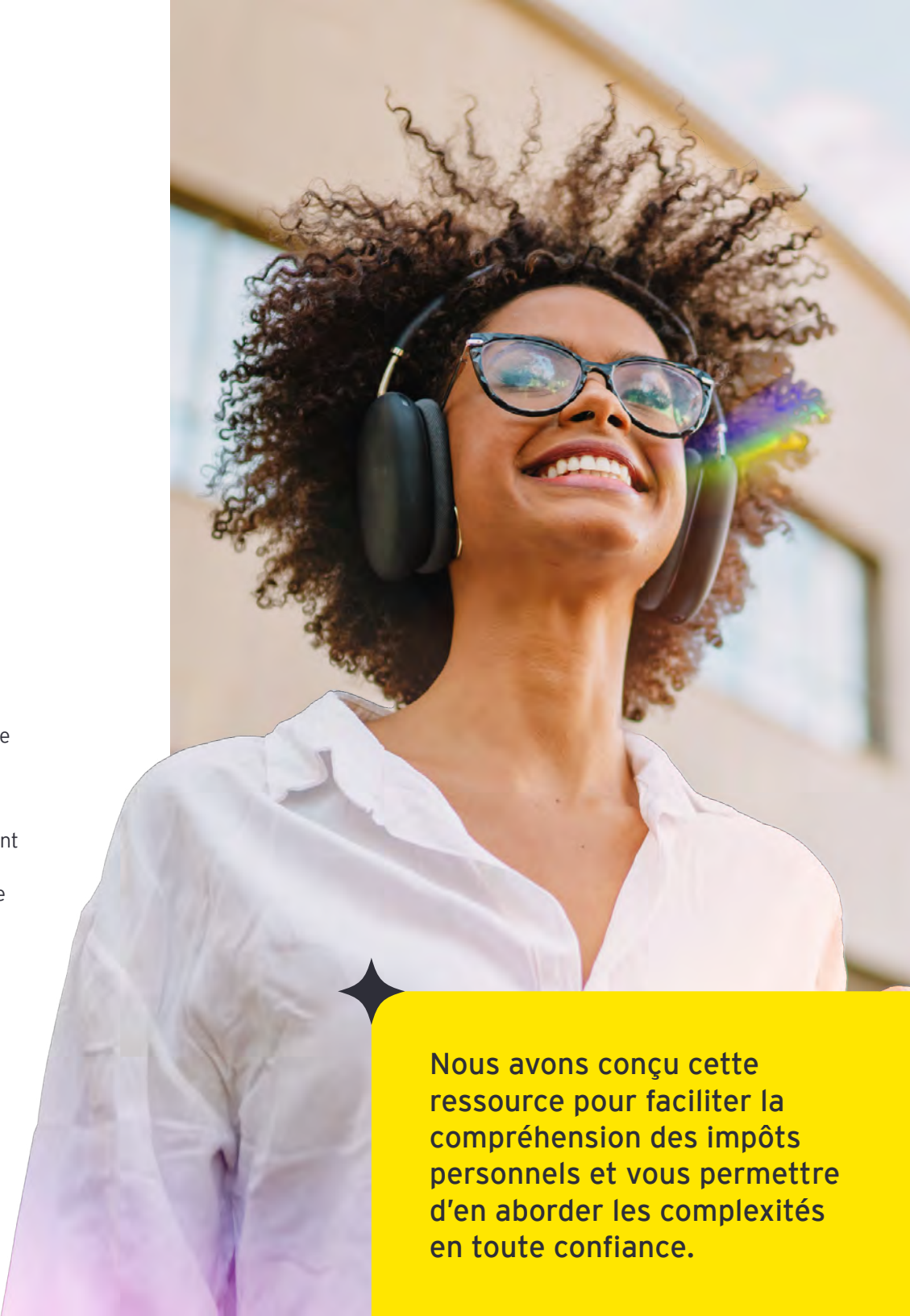
Le régime fiscal canadien vous offre un éventail de possibilités pour réaliser des économies. La clé est de savoir où les trouver et de déterminer celles dont vous pouvez bénéficier. Nous voulons non seulement vous informer, mais aussi accroître votre autonomie. En comprenant les complexités des impôts personnels, vous pourrez prendre des décisions éclairées, établir une stratégie et possiblement faire des économies.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez des idées, des stratégies, des suggestions et d'importantes mises à jour. Nous espérons qu'elles vous aideront à mieux comprendre votre situation fiscale particulière, à planifier l'avenir, à tirer profit des encouragements consentis par les gouvernements et, peut-être le plus important, à gagner du temps et à économiser de l'argent. Avec un peu de chance, elles contribueront même à alléger votre stress.

Nous vous invitons à considérer le présent guide comme un point de départ, puis à obtenir d'autres conseils auprès de professionnels de la fiscalité de façon à appliquer les règles relatives aux impôts personnels à votre situation particulière. Nous espérons que le présent guide renforcera votre confiance dans votre capacité à gérer efficacement vos impôts. Merci de choisir le guide *Comment gérer vos impôts personnels* d'EY pour vous accompagner dans l'univers des impôts personnels.

Le présent guide est à jour au 4 novembre 2025. Pour d'autres idées de planification fiscale et d'économies d'impôt, consultez notre site Web, à l'adresse ey.com/fr_ca/services/tax, ou communiquez avec le bureau d'EY de votre région, dont vous trouverez les coordonnées à la fin du présent guide.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.



Nous avons conçu cette ressource pour faciliter la compréhension des impôts personnels et vous permettre d'en aborder les complexités en toute confiance.

EN VEDETTE

Mesures fiscales
du budget fédéral de
2025 qui pourraient
vous concerner

- 7 Crédit d'impôt compensatoire
- 7 Crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire
- 8 Crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques
- 8 Prestations fédérales automatisées
- 8 Crédit d'impôt pour les préposés aux services de soutien à la personne
- 8 Modifications apportées aux règles sur les placements admissibles
- 8 Passation en charges immédiate pour les bâtiments de fabrication ou de transformation admissibles
- 9 Annulation de l'incitatif aux entrepreneurs canadiens
- 9 Mesures législatives et réglementaires en suspens

CHAPITRE 1

Songez-vous à vendre
votre entreprise?

- 11 Considérations commerciales
- 14 Optimisation de vos résultats fiscaux

CHAPITRE 2

Worldwide Personal
Tax and Immigration
Guide 2024-25

- 19 Consultez le texte intégral du guide

CHAPITRE 3

Worldwide Estate
and Inheritance
Tax Guide 2025

- 21 Consultez le texte intégral du guide

CHAPITRE 4

Calculatrices
et taux d'impôt d'EY

- 23 Ressources utiles

CHAPITRE 5

Investisseurs

- 25 Revenu d'intérêts
- 25 Revenu de dividendes
- 26 Gains et pertes en capital
- 29 Modifications limitant le fractionnement du revenu après 2017
- 30 Déduction pour gains en capital
- 32 Dons
- 36 Frais d'intérêts
- 37 Fonds de placement
- 39 Biens immeubles de location
- 40 Régimes enregistrés d'épargne-retraite
- 43 Compte d'épargne libre d'impôt
- 45 CELIAPP
- 46 Sociétés de placement
- 46 Investir à l'étranger

CHAPITRE 6

Professionnels
et propriétaires
d'entreprise

- 48 Dépenses d'entreprise
- 49 Déduction pour amortissement accéléré temporaire
- 52 Sociétés de personnes
- 53 Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes
- 54 Constitution de votre entreprise en société
- 58 Planification de la rémunération pour le propriétaire d'une société
- 59 Emprunts à la société
- 59 Convention entre actionnaires

CHAPITRE 7

Employés

- 61 Avantages
- 67 Déduction pour les employés
- 69 Crédits pour les employés
- 70 Employé constitué en société - entreprise de prestation de services personnels
- 71 Remboursement de TPS/TVH et de TVQ

CHAPITRE 8

Exemption pour
résidence principale

- 75 Règle sur les reventes précipitées de biens immobiliers résidentiels
- 76 Règles sur le changement d'usage
- 77 Tirez le maximum de votre maison et de votre chalet
- 80 Fiducies et exemption pour résidence principale
- 81 En résumé

CHAPITRE 9

Familles

- 83 Époux et conjoints de fait
- 83 Fractionnement du revenu et des gains en capital
- 84 Règles d'attribution
- 85 Impôt sur le revenu fractionné
- 88 Recours aux fiducies et aux sociétés
- 91 Fractionnement du revenu de pension
- 93 Échec du mariage ou de l'union de fait
- 94 Enfants
- 96 Études
- 98 Régime enregistré d'épargne-invalidité
- 101 Résidence principale
- 103 Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP)
- 104 Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles
- 105 Crédits d'impôt non remboursables
- 109 Frais pour soins de préposé et CIPH

CHAPITRE 10

Soins de longue durée
aux aînés

- 111 Crédit d'impôt pour personnes handicapées
- 113 Autres déductions et crédits d'impôt possibles
- 120 Interaction du CIFM et du CIPH
- 121 Autres points à prendre en considération
- 122 Autres frais médicaux

CHAPITRE 11

Planification de la retraite

- 124 Régimes de pension agréés
- 124 Régimes de retraite individuels
- 125 Régimes de pension agréés collectifs
- 125 Régimes enregistrés d'épargne-retraite
- 133 Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec
- 134 Sécurité de la vieillesse
- 134 Financement de la retraite - options additionnelles
- 136 Travailleurs à l'étranger
- 136 Frontaliers
- 136 Citoyens américains résidant au Canada

CHAPITRE 12

Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession

- 138 Qu'est-ce qu'un plan successoral?
- 140 Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu
- 141 Revenus de fiducie, gains en capital et règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné
- 142 Gel successoral et fractionnement du revenu
- 143 Quand procéder à un gel?
- 144 Report des impôts
- 144 Fiducies testamentaires - année 2016 et années
- 146 Déclaration pour les fiducies
- 148 Testaments
- 148 Fiducies en faveur de soi-même et fiducies mixtes au profit du conjoint
- 149 Impôt sur l'administration de la succession / droits d'homologation
- 149 Dons entre vifs
- 150 Assurance-vie
- 151 Polices avec participations et polices sans participations
- 151 Coût de base rajusté aux fins de l'impôt

- 151 Retraits et avances sur polices
- 152 Changements de propriété
- 152 Déductibilité des primes
- 152 Désignations de bénéficiaires
- 153 Utilisation par les entreprises
- 153 Legs caritatifs effectués par testament
- 153 Legs caritatifs et dons effectués par une SAITP
- 154 Règle de disposition réputée tous les 21 ans

CHAPITRE 13

Lignes directrices en matière de citoyenneté américaine

- 156 Obtention de la citoyenneté
- 156 Citoyenneté américaine par filiation
- 158 Renonciation à la citoyenneté

CHAPITRE 14

Impôt américain s'appliquant aux Canadiens

- 160 Retraités migrants
- 161 Enjeux fiscaux pour les Canadiens possédant des biens immobiliers aux États-Unis
- 162 Société à but unique
- 162 Copropriété
- 162 Assurance-vie
- 163 Hypothèque sans recours
- 163 Fiducie canadienne
- 163 Déclaration pour les fiducies
- 164 Société de personnes canadienne
- 165 Location d'un bien américain
- 166 Copropriété et impôt sur les dons des États-Unis
- 167 Problèmes liés au crédit pour impôt étranger en cas d'application des règles d'attribution canadiennes
- 168 Vendre des biens immobiliers aux États-Unis : obligations d'observation

CHAPITRE 15

Émigration et immigration

- 170 Date à laquelle un particulier change de résidence
- 171 Émigration
- 174 Immigration

CHAPITRE 16

Impôts canadiens pour les non-résidents

- 178 Employés rendant des services au Canada
- 180 Services rendus au Canada
- 180 Disposition de biens immeubles
- 181 Exemption pour résidence principale - modifications apportées en 2016
- 181 Exemption pour résidence principale - modifications apportées en 2023
- 181 Impôt sur les revenus de location
- 182 Impôt sur les prestations canadiennes

CHAPITRE 17

Clôture de l'année d'imposition : paiements et remboursements d'impôt

- 184 Paiements
- 185 Dispositions d'allégement (auparavant appelées dispositions en matière d'équité)
- 186 Divulgations volontaires
- 187 Remboursements
- 188 Communication avec l'ARC
- 189 Services en ligne de l'ARC
- 190 Préremplir ma déclaration
- 190 Outil « Vérifier les délais de traitement de l'ARC »
- 190 Service ReTRANSMETTRE
- 190 Service ADC express
- 191 Service d'avis par courriel de l'ARC
- 192 Planifiez votre avenir en toute confiance

CHAPITRE 18

Annexes

- 194 Taux d'impôt combinés sur le revenu des particuliers
- 201 Crédits d'impôt non remboursables par administration
- 203 Droits d'homologation par province ou territoire
- 205 Droits de cession immobilière

EN VEDETTE

Mesures fiscales du budget fédéral de 2025 qui pourraient vous concerner





Le 4 novembre 2025, le ministre des Finances et du Revenu national a déposé le budget fédéral de 2025. Le gouvernement fédéral a annoncé plus tôt son intention de déposer les futurs budgets à l'automne, puis de présenter une mise à jour économique et budgétaire au printemps. C'est l'inverse des années précédentes, où le budget était habituellement déposé à la fin de l'hiver ou au début du printemps, et était suivi d'une mise à jour économique et budgétaire à l'automne.

Étant donné le court délai entre le dépôt du budget en novembre et la date de publication de notre guide *Comment gérer vos impôts personnels 2025-2026 - Une perspective canadienne*, les mesures pertinentes que le budget fédéral de 2025 propose ne sont pas intégrées dans les chapitres concernés. Ainsi, ce chapitre « En vedette » présente les principales propositions susceptibles d'avoir une incidence sur vous, accompagnées des renvois aux chapitres pertinents du guide où vous trouverez de plus amples renseignements sur le sujet.

Pour en savoir davantage sur les propositions du budget fédéral, consultez le bulletin **FiscAlerte 2025 numéro 52**, *Budget fédéral de 2025*, d'EY.

Crédit d'impôt compensatoire

De récentes propositions législatives feraient passer le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers (soit le taux aussi utilisé pour calculer la plupart des crédits d'impôt non remboursables) de 15 % à 14,5 % pour l'année d'imposition 2025, puis à 14 % pour les années d'imposition 2026 et suivantes. En conséquence, le taux applicable à la plupart des crédits d'impôt non remboursables se trouverait également réduit.

Le budget présente un nouveau crédit d'impôt compensatoire non remboursable qui aurait pour effet de maintenir le taux de 15 % utilisé pour calculer les crédits d'impôt non remboursables demandés relativement à des montants qui excèdent la première tranche d'imposition (revenu imposable allant jusqu'à 57 375 \$ pour 2025). Par exemple, si vous demandiez un montant très important pour frais médicaux ou de scolarité, ou pour une combinaison de tels frais, qui dépasserait 57 375 \$ en 2025,

le crédit d'impôt compensatoire vous permettrait de bénéficier du taux de 15 % sur la partie excédant 57 375 \$ pour cette année d'imposition. Le crédit d'impôt compensatoire s'appliquerait aux années d'imposition 2025 à 2030.

Pour en savoir davantage sur certains des crédits d'impôt non remboursables les plus courants, dont ceux pour dons de bienfaisance, frais de scolarité ou frais médicaux, consultez le **chapitre 9, « Familles »**.

Crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire

Le crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire (CIAD) est un crédit d'impôt non remboursable applicable à un maximum de 20 000 \$ de dépenses admissibles de rénovation ou de modification des logements par année civile. Il vise à aider les aînés et les personnes handicapées à vivre de façon plus autonome dans leur propre maison en encourageant les rénovations domiciliaires qui améliorent l'accessibilité, la sécurité et la fonctionnalité.

Actuellement, un particulier peut demander à la fois ce crédit et le crédit d'impôt pour frais médicaux à l'égard des mêmes dépenses, pourvu que les conditions d'admissibilité soient remplies pour les deux crédits. Cependant, selon les propositions du budget fédéral de 2025, une dépense réclamée au titre du crédit d'impôt pour frais médicaux ne serait plus admissible aux fins du CIAD pour les années d'imposition 2026 et suivantes.

Pour en savoir davantage sur le CIAD, consultez le **chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »**.

Crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques

Le crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques (CIEMC) procure aux particuliers un crédit d'impôt égal à 30 % des dépenses d'exploration minière déterminées engagées au Canada à l'égard de certains minéraux critiques et auxquelles la société a renoncé en faveur de détenteurs d'actions accréditatives.

Le budget propose d'élargir le CIEMC en y ajoutant 12 minéraux critiques. Cette modification s'appliquerait aux dépenses auxquelles une société a renoncé en vertu d'une convention pour actions accréditatives conclue après le 4 novembre 2025 et au plus tard le 31 mars 2027.

Prestations fédérales automatisées

À compter de l'année d'imposition 2025, l'Agence du revenu du Canada (ARC) générera de façon automatique des déclarations de revenus préremplies pour les Canadiens à faible revenu admissibles de façon qu'ils reçoivent certaines prestations, dont le crédit pour la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), l'Allocation canadienne pour enfants et l'Allocation canadienne pour les travailleurs, qui ne peuvent être reçues que si une déclaration de revenus est produite.

Avant de produire une déclaration au nom d'un particulier admissible, l'ARC fournira à celui-ci les renseignements dont elle dispose à ce moment-là en ce qui concerne sa déclaration de revenus. Le particulier admissible aura 90 jours pour examiner ces renseignements et présenter toute modification nécessaire avant que l'ARC produise la déclaration de revenus.

Crédit d'impôt pour les préposés aux services de soutien à la personne

Le budget présente, pour les années d'imposition 2026 à 2030, un crédit d'impôt remboursable temporaire pour les préposés aux services de soutien à la personne (PSSP) admissibles employés par des établissements de soins de santé admissibles.

Ce crédit équivaldrait à 5 % des revenus admissibles et pourrait atteindre 1 100 \$ par an. Il serait offert aux PSSP travaillant dans les provinces et les territoires qui n'auraient pas conclu d'ententes bilatérales avec le gouvernement fédéral pour augmenter leur salaire (pour le moment, seuls la Colombie-Britannique, Terre-Neuve-et-Labrador et les Territoires du Nord-Ouest ont conclu de telles ententes). Plusieurs conditions s'appliqueraient.

Pour en savoir davantage sur les questions d'impôt et les possibilités d'économie d'impôt visant les employés, consultez le [chapitre 7, « Employés »](#).

Modifications apportées aux règles sur les placements admissibles

Les règles sur les placements admissibles régissent les placements que des régimes enregistrés (comme le régime enregistré d'épargne-retraite [REER], le fonds enregistré de revenu de retraite [FERR], le compte d'épargne libre d'impôt [CELI], le régime enregistré d'épargne-études [REEE], le régime enregistré d'épargne-invalidité [REEI] et le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété [CELIAPP]) peuvent effectuer. Des règles anti-évitement prévoient des pénalités très sévères pour les régimes enregistrés comptant des placements non admissibles.

Le budget fédéral de 2025 propose de simplifier, de rationaliser et d'harmoniser les règles sur les placements admissibles. Plus précisément, les règles permettant aux REER, FERR, CELI, REEE et CELIAPP d'investir dans des actions de sociétés déterminées exploitant une petite entreprise, de sociétés à capital de risque et de coopératives déterminées seraient étendues aux REEI.

Les placements dans les actions de sociétés admissibles et les participations dans des sociétés de personnes en commandite de placement dans des petites entreprises et dans des fiducies de placement dans des petites entreprises, actuellement permis pour les REER, FERR, REEE et régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB), ne constitueraient plus des placements admissibles.

Ces modifications s'appliqueraient à compter du 1^{er} janvier 2027. Diverses modifications techniques seront aussi proposées pour simplifier les règles sur les placements admissibles.

Pour en savoir davantage au sujet des règles sur les placements admissibles et des règles anti-évitement connexes, consultez la rubrique « **REER** » du [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Pour en savoir davantage sur les REEI, consultez la rubrique « **Régime enregistré d'épargne-invalidité** » du [chapitre 9, « Familles »](#).

Passation en charges immédiate pour les bâtiments de fabrication ou de transformation admissibles

Si vous êtes travailleur indépendant et que vous tirez un revenu de l'exploitation d'une entreprise non constituée en société, de l'exercice d'une profession ou de la location de biens, vous pouvez demander une déduction pour amortissement (DPA) sur les immobilisations amortissables, comme les ordinateurs, le mobilier de bureau, les outils et la machinerie, si les biens sont acquis et prêts à être mis en service pour tirer un tel revenu avant la fin de l'année.

Le montant déductible pour l'année dépend de la catégorie de DPA à laquelle le bien appartient. Au cours des dernières années, les règles avaient été modifiées pour permettre, de façon temporaire, la passation en charges immédiate de certaines catégories de biens et de permettre, aussi de façon temporaire, que la plupart des catégories d'immobilisations soient amorties aux fins de l'impôt à un taux accéléré (l'« incitatif à l'investissement accéléré »).

Le budget présente une mesure temporaire de passation en charges immédiate pour le coût des bâtiments de fabrication ou de transformation, notamment le coût des additions ou transformations admissibles apportées à ces bâtiments. Une déduction de 100 % serait permise dans la première année d'imposition au cours de laquelle le bien admissible serait utilisé, pourvu que l'exigence minimale de 90 % d'utilisation de l'aire de plancher du bâtiment soit satisfaite.

Un bien qui a été utilisé, ou acquis pour être utilisé, à toute fin que ce soit, avant d'être acquis par le contribuable serait admissible à la passation en charges immédiate, sous réserve de certaines conditions.

Cette mesure s'appliquerait aux biens admissibles acquis après le 3 novembre 2025 et utilisés pour la première fois pour la fabrication ou la transformation avant 2030. La déduction maximale permise pour la première année d'imposition passerait à 75 % pour les biens utilisés pour la première fois en 2030 ou 2031 et à 55 % en 2032 et 2033. Le taux bonifié ne s'appliquerait pas à un bien utilisé pour la première fois après 2033.

Pour en savoir davantage sur la demande de DPA accéléré temporaire, consultez le [chapitre 6, « Professionnels et propriétaires d'entreprise »](#).

Annulation de l'incitatif aux entrepreneurs canadiens

Le budget fédéral de 2024 ainsi que les modifications législatives proposées correspondantes publiées en août 2024 proposaient un incitatif aux entrepreneurs canadiens ayant pour effet de réduire de moitié le taux d'inclusion des gains en capital réalisés à la disposition de biens admissibles par un particulier admissible résidant au Canada, sous réserve d'un plafond cumulatif de 2 millions de dollars en gains en capital par particulier. Les biens admissibles comprenaient les actions admissibles de petite entreprise ainsi que les biens agricoles ou de pêche admissibles, pourvu que certaines conditions soient remplies. Les particuliers admissibles pouvaient demander cet incitatif en plus de toute exonération cumulative des gains en capital disponible.

Le budget fédéral de 2025 a annoncé que l'incitatif aux entrepreneurs canadiens n'ira pas de l'avant.

Pour en savoir davantage sur l'exonération cumulative des gains en capital, consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#).

Mesures législatives et réglementaires en suspens

Dans son budget de 2025, le gouvernement fédéral a confirmé son intention de mettre en œuvre diverses modifications législatives et réglementaires proposées et annonces de l'*Énoncé économique de l'automne de 2024*, notamment :

- Élargissement de l'exonération temporaire des gains en capital à l'égard de la première tranche de 10 millions de dollars de gains en capital réalisés sur les transferts admissibles d'entreprise à une fiducie collective des employés de sorte

qu'elle s'applique également à une vente admissible d'actions à une coopérative de travailleurs (mesure applicable aux dispositions admissibles d'actions effectuées entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026). Consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#).

- Exigences de déclaration pour les simples fiducies - l'application des modifications est repoussée d'un an, aux années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2026. Consultez le [chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »](#).
- Rétablissement et prolongation de l'incitatif à l'investissement accéléré à l'égard de la plupart des catégories d'immobilisations amortissables et de la passation en charges immédiate de certains biens, comme il avait été annoncé dans l'*Énoncé économique de l'automne de 2024*¹. Consultez le [chapitre 6, « Professionnels et propriétaires d'entreprise »](#).
- DPA accéléré temporaire des nouveaux logements construits spécialement pour la location admissibles et passation en charges immédiate temporaire de certains actifs améliorant la productivité². Consultez le [chapitre 6, « Professionnels et propriétaires d'entreprise »](#).
- Augmentation de l'exonération cumulative des gains en capital pour la faire passer à 1,25 million de dollars (en vigueur pour les dispositions admissibles effectuées entre le 25 juin 2024 et la fin de 2025) et indexation de cette exonération à l'inflation à compter de 2026. Consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#) et le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Pour obtenir de l'aide concernant l'une de ces mesures ou toute autre proposition présentée dans le budget fédéral de 2025, veuillez consulter votre conseiller en fiscalité EY.

¹ La passation en charges immédiate des machines et du matériel de fabrication et de transformation, du matériel désigné de production d'énergie propre et des véhicules zéro émission qui sont acquis le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date et qui deviennent prêts à être mis en service avant 2030.

² Actifs de la catégorie 44 : brevets ou droits permettant l'utilisation de renseignements brevetés pour une durée limitée ou non; de la catégorie 46 : matériel d'infrastructure pour réseaux de données et logiciels d'exploitation connexes; et de la catégorie 50 : matériel électronique universel de traitement de l'information et logiciels d'exploitation connexes.

CHAPITRE 1

Songez-vous à vendre votre entreprise?



LA VENTE DE VOTRE ENTREPRISE
PEUT CONSTITUER UN PROCESSUS
DIFFICILE ET ÉMOTIF POUR TOUTES
LES PERSONNES CONCERNÉES.





Après tout, vous vous êtes donné corps et âme à bâtir un héritage et vous voulez qu'il s'apprécie lorsque vous ne serez plus à la tête de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel de se préparer soigneusement tant pour obtenir la meilleure valeur après impôt que pour favoriser la fluidité du processus de vente.

Même s'il est, en définitive, impossible de prédire le résultat d'un processus de vente, vous pouvez augmenter considérablement la probabilité de clore une transaction selon des modalités acceptables si vous planifiez avec soin en fonction des implications commerciales et fiscales.

Les facteurs commerciaux et fiscaux sont d'égale importance pour aider les actionnaires à atteindre leurs objectifs lorsqu'ils décident de se retirer de leur entreprise; il est donc important d'en tenir compte bien avant de procéder à la transaction. Voici quelques points essentiels que vous devriez connaître, idéalement avant de décider de vendre votre entreprise.

Considérations commerciales

Plan de relève pour les postes de direction

Si vous prenez part activement aux activités quotidiennes de l'entreprise, il est temps de penser à qui dirigera l'entreprise après la vente. Voulez-vous continuer à jouer un rôle dans l'entreprise? La prochaine génération est-elle intégrée à la structure actuelle de l'entreprise? Une solide équipe de direction est-elle déjà en poste?

Avoir fait en sorte de ne plus être indispensable pour les activités quotidiennes de l'entreprise sera un argument de vente attrayant pour des acheteurs potentiels en supposant que vous comptez sur une équipe de direction de confiance. Si vous prenez toujours part à l'exploitation de l'entreprise, mais que vous avez établi un processus de transfert du leadership, vous devriez vous assurer de ne pas constituer vous-même la plus grande part de la survaleur de votre entreprise.

L'absence d'un plan de transition adéquat pourrait éloigner un certain nombre d'acquéreurs, y compris des fonds de capital-investissement. Elle pourrait également diminuer la valeur de votre entreprise, donner lieu à une contrepartie conditionnelle (indexation sur les bénéfices futurs), ou faire en sorte que

vous deviez continuer à travailler au sein de l'entreprise plus longtemps que vous le souhaitez ou y maintenir une plus grande participation après la clôture de la transaction.

La mise en œuvre d'un plan de transition est une forme d'assurance visant à garantir la continuité des activités en cas de tragédie imprévue.

Présentation d'informations financières solides

Dans le cadre de la vente de votre entreprise, il est primordial d'avoir en main des informations financières solides, puisque les rapports de gestion sont l'un des principaux documents consultés par l'acheteur pour déterminer la valeur de votre entreprise. Les informations financières présentées doivent être exactes et cohérentes; elles permettent à l'acheteur de mieux comprendre le mode de fonctionnement de votre entreprise ainsi que les possibilités d'amélioration. En cas d'incertitude, l'acheteur voudra diminuer le prix qu'il est prêt à payer pour l'entreprise ou changer les modalités de la transaction en sa faveur.

Il est aussi vital de disposer des ressources financières internes et externes adéquates. Les acheteurs potentiels examineront comment vous gérez les opérations financières de l'entreprise. Ils voudront savoir si vous avez un commis-comptable, un contrôleur, un vice-président des finances ou un chef des finances à temps partiel ou à temps plein. Ils regarderont également qui délivre les rapports externes à l'égard des états financiers et si ces rapports sont établis dans le cadre d'une mission de compilation, d'audit ou d'examen.

En plus de s'intéresser à *qui* gère vos finances, les acheteurs potentiels tiendront compte de *comment* les informations financières sont présentées. Voici quelques-unes des questions cruciales que vous poserez les acheteurs :

- Combien d'ajustements sont apportés à la fin de l'exercice (par rapport aux fins de mois)?
- Les bons systèmes sont-ils en place pour soutenir la fonction de présentation de l'information financière?

ADOPTEZ LE POINT DE VUE D'UN ACHETEUR

Quel regard porte un investisseur ou un acheteur externe sur votre entreprise? Pourquoi est-elle intéressante?

- Le fait d'adopter le « point de vue d'un acheteur » objectif améliorera votre entreprise, que vous vendiez ou non.
- Portez un regard honnête sur votre entreprise en vous mettant dans la peau d'un acheteur :
 - Ce que vous dites est-il crédible? Soutenable?
 - Comment l'entreprise de votre acheteur et la vôtre s'agencent-elles?
 - Qu'est-ce qui pourrait préoccuper les acheteurs?
- Mettez en œuvre les initiatives qui améliorent votre entreprise et démontrez leur viabilité :
 - Autrement, vous ne recevrez peut-être pas de valeur en contrepartie.

- Quels sont les types de rapports mensuels disponibles?
- Quels types d'informations financières et de renseignements relatifs aux clients, fournisseurs, gammes de produits, revenus, marges et contributions font l'objet d'un suivi?
- Dans quelle mesure l'information est-elle accessible?

Si vous soumettez des informations financières fiables et en temps réel et que vous pouvez démontrer que celles-ci sont utilisées pour gérer l'entreprise, les acheteurs seront rassurés par le portrait de l'entreprise et de ses bénéfices que vous présentez. Le processus de contrôle préalable deviendra ainsi plus facile à gérer, et le risque que la valeur de l'entreprise soit rajustée à la baisse en raison de l'incertitude sera plus faible. À l'évidence, si vous disposez d'information de meilleure qualité, vous devriez en tirer des avantages concrets dans la gestion quotidienne de votre entreprise pendant que vous en êtes encore propriétaire.

Rôle déterminant de l'organisation

Lorsque vous vous préparez à vendre votre entreprise, il est important que vos dossiers soient bien organisés et facilement accessibles. Les acheteurs potentiels s'intéressent à des entreprises dotées de processus relatifs à la conservation

CRÉATION ET MAINTIEN DE LA VALEUR DE L'ENTREPRISE - ÊTRE PROACTIF

- Qualité de l'équipe de direction
- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA) prévisible
- Prévisions justifiables
- Fonds de roulement optimisé
- Bilan nettoyé
- Présentation d'informations financières solides
- Attributs fiscaux

des documents, aux dossiers des employés, aux contrats avec les clients et avec les fournisseurs, aux contrats de location, à la gestion des risques et aux affaires de nature réglementaire.

Lorsque l'information est exhaustive et présentée de manière organisée, l'acheteur gagne en confiance, il redoute moins les inconnues et les conditions favorables à la clôture de la transaction sont maintenues. Si, dans votre situation, les contrats officiels n'existent pas, voici venu le moment de bien documenter les relations dont il est question. Cette information doit être facilement disponible dans le cadre du processus de contrôle préalable.

Certains rapports peuvent être compilés rapidement et de façon ponctuelle, mais le fait de se doter de processus adéquats, et ce, des années avant d'enclencher le processus de vente, peut réduire le stress ainsi que les délais nécessaires pour se préparer au processus de contrôle préalable. Autre avantage : un tel processus facilite le bon déroulement des activités de l'entreprise et réduit les risques pendant que vous êtes encore propriétaire.

BAIIA prévisible

La valeur d'entreprise, qui est habituellement calculée selon le BAIIA prévisible multiplié par un multiplicateur de valeur, est souvent prise en compte par l'acheteur. Il est important de connaître votre BAIIA prévisible et de savoir comment l'augmenter. Le BAIIA qui est calculé à partir de vos états financiers devra être ajusté en fonction d'une série de facteurs. Vous devez être au courant de ces facteurs, puisqu'ils se révéleront dans le cadre du processus de contrôle préalable.

Il est essentiel d'être préparé, d'avoir bien réfléchi aux ajustements appropriés et d'être en mesure d'étayer les ajustements pour maximiser la valeur de votre entreprise. Un BAIIA ajusté (ou normalisé) peut être bien différent de celui calculé à partir de vos états financiers. Vous ne voulez pas avoir une surprise dans le cadre du processus de contrôle préalable et vous priver d'empocher une partie de la valeur.

Prévisions justifiables

N'oubliez pas qu'un acheteur achète les flux de trésorerie futurs de votre entreprise et il veut savoir à quoi s'attendre. Il est important que la direction prépare des prévisions détaillées et justifiables qui reposent sur les facteurs opérationnels clés.

Les prévisions peuvent fournir une indication de la performance future et démontrer la bonne compréhension qu'a la direction de l'entreprise et du secteur, ce qui renforcera la crédibilité de l'équipe de direction. Les prévisions qui n'ont pas fait l'objet d'une réflexion poussée et qui ne sont pas appuyées par des preuves donneront une mauvaise impression.

Fonds de roulement optimisé

Question souvent négligée, le fonds de roulement est pourtant un aspect qui peut faire tomber à l'eau de nombreuses transactions. La majorité des contrats de vente d'entreprise prévoient une forme d'ajustement du prix d'achat lié au fonds de roulement.

En règle générale, le fonds de roulement à la date de clôture est comparé à un montant cible précédemment négocié. Le prix est ensuite ajusté d'un montant équivalant à la différence et qui peut jouer en faveur de l'une ou l'autre des parties selon le déroulement du processus.

C'est le fonds de roulement réel qui est transmis à l'acheteur à la clôture. Le fonds de roulement cible repose souvent sur une moyenne historique. Par conséquent, le vendeur veut un fonds de roulement cible bas, puisqu'il a alors de meilleures chances que l'ajustement de prix se fasse en sa faveur.

Il y a beaucoup d'éléments complexes dans ces calculs et, si vous n'êtes pas prudent, la place à l'interprétation est grande. Connaître tôt les pièges peut permettre d'éviter les différends qui pourraient survenir à la clôture.

Lorsque vous examinez votre entreprise avant un processus de vente, vous devez trouver et mettre en œuvre des manières d'abaisser votre fonds de roulement et de démontrer sa durabilité. Il s'agit d'un processus proactif qui ajoutera de la valeur à l'entreprise même si la transmission ou la vente est abandonnée.

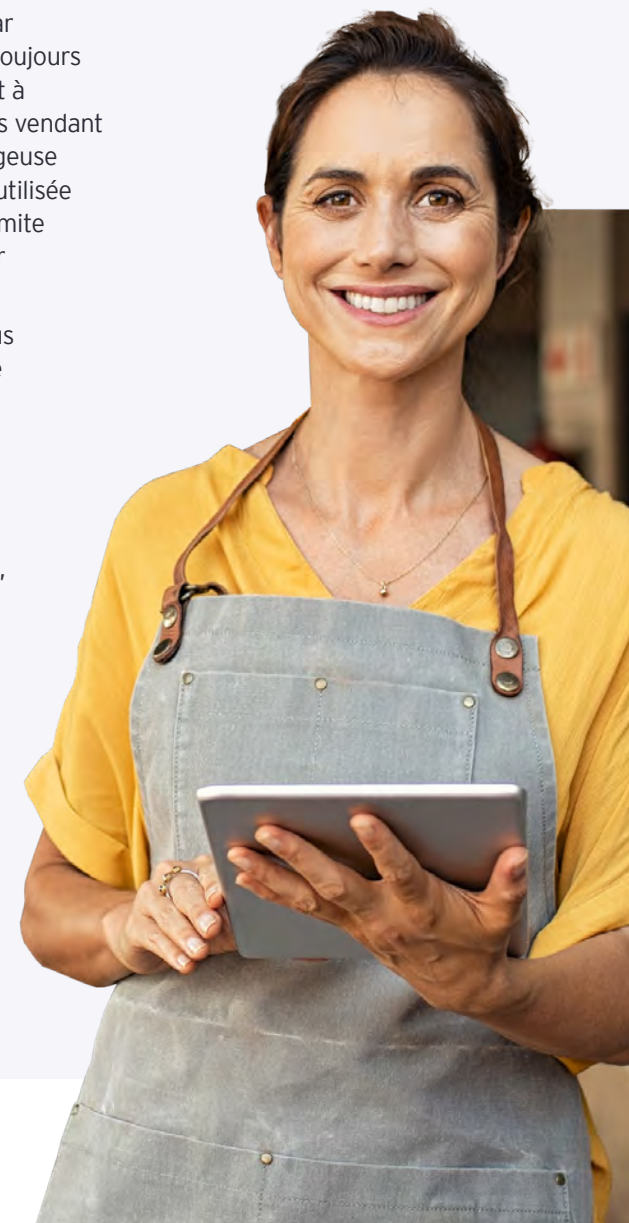
Bilan nettoyé

Pour obtenir la valeur maximale pour votre entreprise et favoriser une transaction sans heurts, vous devez évaluer votre bilan. Dans bien des cas, les entreprises familiales privées comptent de nombreux actifs de nature personnelle ou actifs superflus qui s'avèrent peu utiles dans l'entreprise.

Les actifs personnels peuvent comprendre notamment des véhicules et des placements qui ne sont pas liés à l'entreprise. Les actifs superflus peuvent comprendre, par exemple, du matériel vieillissant dont l'entreprise ne se sert pas, mais qui est toujours inscrit dans les livres comptables, ou encore des biens immeubles appartenant à l'entreprise et offrant la possibilité d'augmenter les liquidités maintenant en les vendant et en les reprenant à bail. Une telle opération peut également s'avérer avantageuse lorsque l'actif superflu (par exemple, les biens immeubles dont une partie est utilisée par l'entreprise et le reste est loué à des locataires sans lien de dépendance) limite l'accès à l'exonération des gains en capital compte tenu des critères fondés sur la valeur des actifs.

Il est conseillé de retirer ces actifs de l'entreprise avant d'entamer un processus transactionnel. Consultez l'analyse ci-après sur la purification d'une entreprise pour avoir accès à l'exonération cumulative des gains en capital (ECGC). L'acheteur aura ainsi plus de facilité à évaluer les activités essentielles de l'entreprise, et le processus de conclusion de la vente en sera simplifié. Sans les actifs personnels et les actifs superflus, l'acheteur est en mesure de mieux évaluer la situation financière de l'entreprise. Il peut s'agir d'une excellente manière d'augmenter la valeur de l'entreprise. Dans le cas des actifs superflus, la vente du matériel inutilisé avant la vente de l'entreprise peut, en fait, ajouter de la valeur.

Vous devez également tenir compte de tout passif hors bilan dans l'entreprise. Les éléments tels que les contrats d'approvisionnement, les contrats de location-exploitation, les programmes de primes et autres incitatifs, les litiges et les enjeux environnementaux peuvent tous avoir une incidence sur la valeur de l'entreprise. Ces éléments devraient être abordés rapidement et gérés adéquatement pour réduire au minimum l'incidence qu'ils pourraient avoir.



Optimisation de vos résultats fiscaux

Mise en œuvre de la bonne structure

Sur le plan fiscal, vous devez planifier pour réaliser vos objectifs. Vous devez mettre en œuvre une structure fiscale optimale qui procurera le meilleur produit après impôt aux actionnaires vendeurs. Par exemple, vous devez déterminer s'il est nécessaire de réorganiser le groupe de sociétés pour vous assurer d'obtenir à la sortie les meilleures possibilités d'économie et de report d'impôt.

Un exemple d'une telle structure consiste à faire en sorte que la croissance future des actions de la société d'exploitation revienne à une fiducie familiale afin que vous et les membres de votre famille élargie puissiez vous prévaloir de l'ECGC lors de la vente des actions de l'entreprise. Pour en savoir plus, consultez le **chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »**.

Pour donner droit à l'ECGC, les actions doivent être des actions admissibles de petite entreprise (AAPE). Les règles relatives aux AAPE sont assez complexes, mais, de manière générale, elles exigent que les deux conditions suivantes soient remplies :

- Les actions sont celles d'une société privée sous contrôle canadien et ont été détenues par un actionnaire pendant au moins deux ans.
- La société utilise, directement ou par l'intermédiaire d'une société rattachée, des éléments d'actif représentant 90 % ou plus de la juste valeur marchande de son actif dans une entreprise exploitée activement et principalement au Canada.

Selon les modifications proposées, le montant de l'ECGC s'élève à 1 250 000 \$ par personne pour les dispositions ayant lieu entre le 25 juin 2024 et la fin de 2025. Aux termes des propositions, l'indexation de cette exonération reprendra en 2026.

Le montant de l'ECGC peut représenter une partie importante de la valeur si plusieurs exonérations peuvent être utilisées à la vente¹. Cependant, vous ne pouvez transférer la croissance future qu'à la fiducie ou à d'autres membres de la famille. Ainsi, la mise en œuvre de cette structure juste avant la vente ne procurera aucun avantage. Il n'y aura pas assez de temps entre la date de la réorganisation et celle de la clôture de la transaction pour que la valeur de l'entreprise connaisse une croissance suffisante. De manière générale, la fiducie doit détenir les actions pendant deux ans pour qu'il soit possible de se prévaloir de l'ECGC lorsqu'elle vendra les actions.

Si une trop grande partie de la valeur actuelle de votre entreprise est attribuable à des éléments d'actif qui ne sont pas utilisés dans l'exploitation de l'entreprise au Canada, comme des actifs passifs ou des actions de filiales étrangères, il se pourrait que l'ECGC ne puisse pas être utilisée. Il pourrait être nécessaire de procéder à une « purification » de l'entreprise pour que les actions donnent droit à l'ECGC, et, selon la proportion de ces « mauvais » actifs, cette purification pourrait devoir avoir lieu plus de deux ans avant la vente.

Des modifications législatives ont été adoptées en juin 2021 et en juin 2024 pour faciliter le transfert intergénérationnel d'actions d'une société exploitant une entreprise familiale, par exemple, le transfert à des enfants ou petits-enfants d'âge adulte.

En vertu des anciennes règles fiscales, lorsque les parents ou les grands-parents transféraient les actions d'une société exploitant une entreprise familiale à une société appartenant à un ou plusieurs de leurs enfants ou petits-enfants, les vendeurs pouvaient être réputés avoir reçu des dividendes au lieu d'avoir réalisé des gains en capital. De façon générale, les dividendes sont imposés à un taux plus élevé que les gains en capital.

Les modifications adoptées permettent plutôt aux vendeurs de réaliser des gains en capital et de se prévaloir de l'ECGC, sous réserve de plusieurs conditions.

Pour en savoir plus, consultez le **chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »**. Consultez également les bulletins **FiscAlerte 2023 numéro 20**, *Budget fédéral de 2023-2024*, et **FiscAlerte 2023 numéro 44**, *Le projet de loi C-59 portant exécution de certaines mesures annoncées antérieurement, notamment dans le budget de 2023, franchit l'étape de la première lecture*, d'EY ainsi que l'article « Les nouvelles règles concernant le transfert intergénérationnel d'entreprise » paru dans le **numéro de février 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY**.

L'ECGC ne vise que la vente d'AAPE ou de biens agricoles ou de pêche admissibles². Certaines transactions sont structurées comme des « transactions de vente des actifs », c'est-à-dire que la société qui exploite l'entreprise vend ses actifs corporels et incorporels à l'acheteur. Certains acheteurs pourraient privilégier cette structure qui leur permet de ne pas « hériter » de l'historique fiscal de la société qui exploitait l'entreprise et d'amortir la juste valeur marchande réelle des actifs achetés aux fins de l'impôt, puisqu'ils acquièrent ces actifs directement. Il est souvent possible d'éviter cette tension apparente entre acheteur et vendeur relativement à la structure de la transaction grâce à une planification fiscale prudente et à la négociation.

Si l'ECGC ne peut pas être utilisée à l'égard de gains en capital réalisés à la vente d'actions, notamment si les actions ne sont pas des AAPE ou si l'ECGC a déjà été utilisée, ou si des gains en capital sont réalisés sur la vente d'actifs, 50 % de ces gains seront assujettis à l'impôt (taux d'inclusion de 50 %).

¹ Vous devez procéder à une planification fiscale minutieuse pour avoir droit à l'ECGC pour le fractionnement des gains en capital afin d'éviter des conséquences fiscales défavorables; notamment, l'application des règles en vertu desquelles les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition d'actions de sociétés privées au profit de parties ayant un lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés imposés aux taux d'imposition marginaux les plus élevés. Consultez le **chapitre 9, « Familles »**.

² Pour en savoir plus sur les biens agricoles ou de pêche admissibles, voir le **chapitre 5, « Investisseurs »**.

Attributs fiscaux

Les attributs fiscaux représentent souvent un aspect négligé de l'entreprise, et vous voudrez vous assurer que vous avez suffisamment de temps pour mettre en place un plan approprié. Vous vous demanderez s'il y a plus d'un actionnaire et s'il y a des conventions entre actionnaires, et évalueriez si ces éléments diminueront la valeur de votre entreprise et auront des conséquences fiscales inattendues en cas de changement de contrôle.

Il est possible que vous ayez acheté l'entreprise d'une autre partie il y a plusieurs années. Le prix de base de vos actions et l'incidence de votre historique devront faire l'objet d'un suivi et être bien compris.

Le revenu protégé est également une notion présente dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il peut vous permettre de reporter un montant d'impôt élevé à la vente de l'entreprise. Il est basé sur les bénéfices non répartis aux fins fiscales et non sur les bénéfices non répartis dans les états financiers. Il nécessite des calculs détaillés fondés sur les données fiscales et financières historiques. Essayez de vous assurer que l'information requise est disponible et à jour, puisque des lacunes peuvent entraîner une sous-estimation des attributs fiscaux qu'offre votre entreprise. De même, si vous exercez des activités à l'étranger, les calculs relatifs aux comptes de surplus peuvent vous être fort utiles, un peu comme l'utilisation du revenu protégé, mais seulement si vous les avez tenus correctement à jour.

Prenez le temps d'évaluer l'incidence de vos provisions pour impôts, comme vos travaux en cours ou vos revenus reportés. Elles peuvent enlever ou ajouter de la valeur selon ce que vous en faites. Enfin, la plupart des ajustements du prix d'achat ne tiennent généralement pas compte de l'incidence fiscale future des déductions reportées, notamment en ce qui a trait aux biens amortissables ou aux pertes fiscales. Si ces attributs sont importants, il faudrait envisager de tenir compte de la valeur des économies d'impôt futures qui s'y rattachent dans la négociation du prix d'achat.

De plus, d'autres comptes d'impôt sont importants dans votre entreprise. Vos comptes d'impôt en main remboursable au titre de dividendes déterminés et non déterminés peuvent représenter un atout si vous disposez du bon type de revenu et de biens au sein de votre entité. Votre compte de dividendes en capital peut vous permettre de sortir de l'entreprise de l'argent en franchise d'impôt, mais l'historique devra être dressé dès le début. Au cours des dernières années, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a de plus en plus fait le suivi de ce type d'information. Il pourrait donc être utile de confirmer les soldes auprès de l'ARC avant qu'une transaction ait lieu afin d'éviter tout problème inattendu sur le plan fiscal.





FIDUCIES COLLECTIVES DES EMPLOYÉS - UNE NOUVELLE OPTION POUR LA VENTE D'UNE ENTREPRISE ET LA PLANIFICATION SUCCESSORALE

De récentes modifications législatives donnent une nouvelle option aux propriétaires d'entreprises privées pour la planification successorale. Les modifications législatives adoptées en juin 2024 et en vigueur de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2024 visent à faciliter l'établissement et l'utilisation de fiducies collectives des employés (FCE) au Canada.

De manière générale, les FCE sont une forme d'actionnariat des employés dans laquelle les actions d'une entreprise sont détenues en fiducie au profit des employés de l'entreprise. Le fait qu'une FCE permette de faciliter l'achat de votre entreprise par vos employés, sans que ceux-ci aient à payer directement pour acquérir des actions, représente une caractéristique particulièrement attrayante.

Une FCE s'entend d'une fiducie résidant au Canada (sauf une fiducie réputée résidente) qui détient des actions d'une entreprise admissible au profit des employés et anciens employés bénéficiaires et qui fait des distributions aux bénéficiaires selon une formule de distribution en tenant compte de certains critères déterminés. Généralement, l'entreprise sous-jacente prête des fonds à la FCE, laquelle s'en sert ensuite pour faire l'acquisition d'une participation majoritaire dans l'entreprise. Le prêt est remboursé à partir des bénéfices générés par l'entreprise.

Au moins 90 % de la juste valeur marchande des biens de la FCE doit être attribuable à des actions d'une ou de plusieurs entreprises admissibles. Une entreprise admissible s'entend d'une société privée sous contrôle canadien (SPCC) qui satisfait à certaines exigences en matière de gouvernance et de représentation au conseil d'administration.

Un transfert admissible d'entreprise se produit lorsqu'un contribuable dispose d'actions d'une entreprise admissible en faveur d'une FCE, ou d'une SPCC détenue à 100 % par une FCE, sous réserve de certaines conditions. Après le transfert de l'entreprise à la FCE, les anciens propriétaires majoritaires ne peuvent plus conserver de droit de contrôle ni d'influence sur l'entreprise.

Les bénéficiaires de la FCE doivent exclusivement être des personnes employées par une entreprise admissible contrôlée par la FCE ou des personnes qui étaient employées par une entreprise admissible alors que celle-ci était contrôlée par la FCE. Les règles précisent aussi qui devraient être les fiduciaires de la FCE.

Les modifications législatives comprennent aussi une exemption temporaire d'impôt pour la première tranche de 10 millions de dollars de gains en capital réalisés sur la vente d'une entreprise à une FCE, exemption qui s'appliquerait aux transferts admissibles d'entreprise effectués entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026. Des propositions législatives étendraient cette exemption temporaire pour les transferts admissibles d'entreprise (en vertu des règles relatives aux FCE) aux ventes admissibles d'actions à une coopérative de travailleurs remplissant certains critères à compter du 1^{er} janvier 2024.

On peut s'attendre à ce qu'une entreprise mette du temps à générer suffisamment de bénéfices pour permettre à la FCE d'acquitter la totalité du prix d'achat des actions. Pour cette raison, la provision pour gains en capital passerait de cinq ans à un maximum de 10 ans dans le cas d'un transfert admissible d'entreprise à une FCE ou à une SPCC qui est détenue à 100 % par une FCE, conformément à un transfert admissible d'entreprise³.

Pour en savoir plus sur les provisions pour gains en capital, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Parmi les éléments cruciaux à prendre en considération pour décider si une FCE est une option pour la vente d'une entreprise ou pour la planification successorale, mentionnons ce qui suit :

- La perte du contrôle de l'entreprise après le transfert à une FCE
- Les exigences continues en matière de gouvernance et de conformité qui accompagnent la FCE
- Le coût d'opportunité associé à un paiement du prix d'achat sur plusieurs années
- Le risque de non-paiement de la totalité du prix d'achat
- La possibilité de contracter un emprunt auprès de tiers prêteurs pour ce type de structure
- Les conditions à remplir pour demander l'exemption de 10 millions de dollars de gains en capital

Adressez-vous à votre conseiller en fiscalité EY pour savoir si la vente à une FCE pourrait être avantageuse dans votre situation.

Pour en savoir plus sur les FCE, consultez les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 47](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 29](#) d'EY.

³ En vertu des propositions législatives, une provision pour gains en capital de 10 ans serait également disponible pour les ventes admissibles à une coopérative de travailleurs qui remplit certaines conditions, à compter du 1^{er} janvier 2024.



Utilisation du facteur impôts pour rapprocher les parties

Les impôts peuvent servir à rapprocher le vendeur et l'acheteur. Une planification fiscale bien structurée peut vous aider à rapprocher vos besoins de ceux de l'acheteur. Le prix brut que vous obtiendrez est beaucoup moins important que ce que vous empocherez une fois que les impôts auront été payés. Si la structure utilisée pour la vente peut également lui procurer des avantages fiscaux, comme dans le cas d'une transaction de vente des actifs, l'acheteur pourrait être disposé à augmenter le prix d'achat afin de partager une partie de cet avantage avec vous. Même si l'acheteur ne souhaite pas modifier son prix, il se peut que l'avantage fiscal pour l'acheteur facilite la négociation d'autres éléments de l'entente et aide à concilier d'autres positions au cours du processus de vente.

Choisissez les bons conseillers

Le recours à des conseillers d'expérience en fusions et acquisitions, qui vous accompagnent dès le début du processus, peut vous aider à réaliser vos objectifs financiers. Les acquéreurs stratégiques et financiers arrivent souvent bien préparés à la table de négociation en étant accompagnés de conseillers qui veillent sur leurs intérêts. Il est important que vous soyez tout aussi bien préparé pour obtenir les résultats financiers et structurels que vous souhaitez.

Pour plusieurs, la vente d'une entreprise est un événement unique au cours d'une vie. Vous voudrez vous entourer d'une équipe de conseillers juridiques et de conseillers d'affaires de confiance qui comprennent vos intentions et qui travailleront avec vous pour vous permettre d'atteindre vos objectifs. La réussite peut avoir différentes significations selon les personnes. Peu importe ce qu'elle signifie pour vous - qu'il s'agisse de maximiser le produit avant et après impôt, de préparer votre retraite ou de conserver une participation dans l'entreprise -, vous devez avoir le soutien des bonnes personnes pour vous permettre de vendre votre entreprise selon vos conditions.

Pour en savoir davantage sur EY Privé, visitez-nous à l'adresse ey.com/fr_ca/services/private-business.



AUGMENTEZ LA VALEUR DE VOTRE ENTREPRISE

- Faites en sorte de ne plus être indispensable.
- Préparez-vous; ayez un plan en tête.
- Connaissez bien votre équipe, notamment ses forces et ses faiblesses.
- Ayez en place des contrôles et processus financiers rigoureux.
- Présentez des prévisions réalistes et justifiables.
- Distinguez les questions touchant la famille de celles concernant l'entreprise.
- Faites appel aux bons conseillers. Ils ajoutent de la valeur.

CHAPITRE 2

Worldwide Personal Tax and Immigration Guide 2024-25



LA PUBLICATION *WORLDWIDE PERSONAL TAX AND IMMIGRATION GUIDE 2024-25* D'EY (EN ANGLAIS SEULEMENT) RÉSUME LES RÉGIMES D'IMPOSITION DES PARTICULIERS ET LES RÈGLES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION DANS QUELQUE 150 ADMINISTRATIONS, DONT L'ALLEMAGNE, L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA CHINE, LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE, L'INDE, LE MEXIQUE, LES PAYS-BAS ET LE ROYAUME-UNI.





Le guide présente des renseignements faciles à repérer et des détails concernant les impôts des particuliers dans une administration.

Il comporte des rubriques sur les sujets suivants :

- **Impôt sur le revenu des particuliers** : Personnes visées, types de revenus considérés comme étant imposables, taux, déductions et crédits applicables
- **Autres impôts** : Contenu variable selon l'administration, mais comprenant souvent les impôts sur les successions, les legs et les dons et l'impôt foncier
- **Charges sociales** : Paiements pour les avantages sociaux relatifs à la santé et à la retraite et autres avantages sociaux fournis par l'État
- **Procédures en matière de déclarations fiscales et de paiement**
- **Allègement de la double imposition et conventions fiscales**
- **Information relative à l'immigration** : Visas temporaires, visas et permis de travail, visas et permis de résidence
- **Considérations familiales et personnelles**

Consultez le texte intégral du [Worldwide Personal Tax and Immigration Guide](#).

CHAPITRE 3

Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide 2025



LA PUBLICATION *WORLDWIDE ESTATE AND INHERITANCE TAX GUIDE 2025 D'EY* (EN ANGLAIS SEULEMENT) RÉSUME LES RÉGIMES D'IMPOSITION DES DONS, SUCCESSIONS ET LEGS, ET EXPOSE LES CONSIDÉRATIONS LIÉES À LA PLANIFICATION DU TRANSFERT DE PATRIMOINE DANS 44 PAYS ET TERRITOIRES.





Ce guide s'adresse aux propriétaires d'entreprise familiale ou d'entreprise privée, aux gestionnaires d'entreprise d'investissement privée, aux dirigeants de société multinationale et à d'autres particuliers entrepreneurs, fortunés et mobiles à l'échelle internationale.

Consultez le texte intégral du [*Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide*](#).

CHAPITRE 4

Calculatrices et taux d'impôt d'EY



SOUVENT MENTIONNÉE PAR LES CHRONIQUEURS SUR LA PLANIFICATION FINANCIÈRE, NOTRE CALCULATRICE D'IMPÔT PERSONNEL DE 2025, COMPATIBLE AVEC LES APPAREILS MOBILES, SE TROUVE À L'ADRESSE [EY.COM/FR_CA/TAX/TAX-CALCULATORS](https://ey.com/fr_ca/tax/tax-calculators).





Cette calculatrice vous permet de comparer le total de l'impôt fédéral et de l'impôt provincial des particuliers à payer en 2025 dans toutes les provinces et tous les territoires.

Une seconde calculatrice vous permet de comparer le total de l'impôt fédéral et de l'impôt provincial des particuliers à payer en 2024.

Vous trouverez également des outils de planification fiscale des particuliers utiles pour 2025 et pour 2024 aux fins de comparaison :

- La calculatrice REER calculant l'économie d'impôt découlant de votre cotisation
- Les taux et crédits d'impôt des particuliers par province et territoire pour toutes les fourchettes de revenu

De plus, vous pourrez explorer nos outils de planification fiscale des sociétés pour 2025 et pour 2024 aux fins de comparaison :

- Les taux d'impôt sur le revenu des sociétés fédéraux et provinciaux combinés applicables au revenu admissible au taux des petites entreprises, au revenu de fabrication et de transformation, et au revenu assujéti au taux général
- Les taux d'impôt sur le revenu des sociétés provinciaux applicables au revenu admissible au taux des petites entreprises, au revenu de fabrication et de transformation, et au revenu assujéti au taux général
- Les taux d'impôt sur le revenu des sociétés applicables au revenu de placement gagné par les sociétés privées sous contrôle canadien et par d'autres sociétés

Vous trouverez ces ressources utiles et bien d'autres - notamment nos plus récents points de vue, nos documents de leadership éclairé, les bulletins *FiscAlerte*, nos bulletins mensuels *Questionsfiscales@EY* et plus encore - à l'adresse ey.com/fr_ca/services/tax. Vous trouverez également des renseignements à jour sur les budgets gouvernementaux de 2025 à l'adresse ey.com/fr_ca/insights/tax/canadian-federal-provincial-and-territorial-budgets.

CHAPITRE 5

Investisseurs



LORSQUE VOUS PRENEZ DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS, VOUS DEVEZ TENIR COMPTE DE L'INCIDENCE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET DU TAUX D'INFLATION PRÉVU SUR VOS PLACEMENTS. AUTREMENT DIT, VOUS DEVEZ MESURER LE TAUX DE RENDEMENT RÉEL APRÈS IMPÔTS DU PLACEMENT PAR RAPPORT AU RISQUE QU'IL COMPORTE.





Lorsque l'inflation est faible, les placements offrant un taux de rendement nominal moindre peuvent être tout aussi intéressants que les placements à rendement plus élevé en période de forte inflation.

Le revenu de placement, aussi appelé revenu de biens ou revenu tiré de biens, correspond au rendement du capital investi dans des situations « passives » - soit celles dans lesquelles vous avez peu ou pas d'effort à faire pour obtenir le rendement. Les intérêts, les dividendes et les gains en capital sont assujettis à des taux d'imposition différents, lesquels varient selon votre province de résidence (voir l'[annexe A](#)).

Si beaucoup d'efforts et de temps sont nécessaires pour générer le revenu d'intérêts ou de location, les rendements obtenus peuvent alors être considérés comme un revenu d'entreprise. Par exemple, les loyers qu'un particulier gagne lorsqu'il est propriétaire de plusieurs centres commerciaux pourraient être considérés comme un revenu d'entreprise. Il pourrait s'agir là d'une distinction importante, étant donné que le revenu d'entreprise peut donner droit à des déductions non disponibles dans le cas du revenu de biens. Cependant, bien que des déductions additionnelles puissent être disponibles dans ce cas, les gains réalisés sur les actifs sous-jacents, qui pourraient par ailleurs être des gains en capital, pourraient être entièrement imposables en tant que gains au titre du revenu.

Revenu d'intérêts

Les intérêts gagnés au cours d'une année doivent être inclus dans votre revenu imposable. Dans le cas des placements pour lesquels vous gagnez des intérêts qui ne vous sont pas versés tous les ans, vous devez inclure les intérêts courus dans votre revenu à chaque date anniversaire annuelle du placement. Par conséquent, si les intérêts ne sont pas versés chaque année, une partie du revenu d'intérêts est réputée incluse dans votre revenu annuel.

La prime reçue à l'échéance de certains placements, tels que les bons du Trésor, les obligations à coupons détachés, les autres obligations vendues à escompte ou les billets liés (voir ci-après), doit aussi être déclarée à titre de revenu d'intérêts. La règle de déclaration annuelle des intérêts courus s'applique généralement à ces placements.

Revenu de dividendes

En règle générale, si vous recevez un dividende en espèces ou en actions d'une société publique canadienne (dividende déterminé) ou un dividende déterminé d'une société privée canadienne, vous devrez majorer le montant de 38 % dans le calcul de votre revenu. Dans le calcul des impôts sur le revenu à payer, vous aurez cependant droit à un crédit d'impôt pour dividendes (CID) fédéral non remboursable à hauteur de 20,73 % du montant réel du dividende. En ajoutant le CID provincial, le taux d'imposition combiné le plus élevé à l'égard de dividendes déterminés s'établira approximativement entre 28 % et 46 %, selon votre province ou territoire de résidence (consultez les taux à l'[annexe A](#)).

Les dividendes non déterminés de sociétés privées canadiennes (et, dans de rares cas, de sociétés publiques canadiennes) sont assujettis à une majoration de 15 % dans le calcul de votre revenu et à un CID fédéral non remboursable de 10,38 % en 2025. En ajoutant le CID provincial, le taux d'imposition combiné le plus élevé à l'égard de dividendes reçus de sociétés privées canadiennes variera approximativement entre 37 % et 50 %, selon votre province ou territoire de résidence (consultez les taux à l'[annexe A](#)).

Les dividendes de sociétés étrangères ne sont pas admissibles au mécanisme de majoration des dividendes et de CID et sont imposés comme un revenu d'intérêts. Si vous faites l'objet d'une retenue d'impôt étranger, vous pourriez avoir droit à un crédit pour impôt étranger.

FISCALIDÉES

- L'impôt sur le revenu peut représenter un coût important au chapitre de vos placements. Prenez en considération le rendement après impôts lors de l'évaluation des différentes options de placement.
- Le revenu d'intérêts cumulé (mais non versé) à l'égard de placements acquis après le 1^{er} janvier 2025 peut être reporté jusqu'en 2026 aux fins fiscales.
- Si les dividendes déterminés constituent votre unique source de revenus, vous devriez envisager de diversifier votre portefeuille pour réduire toute obligation au titre de l'impôt minimum de remplacement (IMR)¹.
- La prime reçue à l'échéance de certains placements, tels que les bons du Trésor, les obligations à coupons détachés ou autres obligations vendues à escompte, doit être déclarée à titre de revenu d'intérêts. La règle de déclaration annuelle des intérêts courus s'applique généralement à ces placements.
- Une provision pour créances douteuses pourrait être disponible s'il est peu probable que les intérêts courus inclus dans votre revenu dans la déclaration seront payés. Subsidiairement, vérifiez si les intérêts impayés sont devenus une créance irrécouvrable au cours de l'année.



Gains et pertes en capital

Lorsque vous vendez vos placements, la différence entre le prix de base rajusté (PBR) et le produit de disposition net reçu est normalement considérée comme un gain ou une perte en capital. Seule une partie du gain ou de la perte en capital (50 %) est incluse dans le calcul de votre revenu. Toutefois, certaines opérations sur titres sont considérées comme des opérations au titre du revenu et sont entièrement imposables ou déductibles.

Taux d'inclusion des gains en capital : annulation de la hausse proposée

Le budget fédéral de 2024 avait proposé d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (la proportion des gains en capital réalisés assujettie à l'impôt) à la disposition d'une immobilisation, de façon à le faire passer d'une demie aux deux tiers sur la partie des gains en capital réalisés après le 24 juin 2024 et qui excède 250 000 \$ dans l'année pour les particuliers et certaines fiducies, et sur la totalité des gains en capital réalisés par les sociétés et la plupart des fiducies².

Le 31 janvier 2025, le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il prévoyait présenter des dispositions législatives pour reporter au 1^{er} janvier 2026 l'entrée en vigueur des modifications. Cependant, le 21 mars 2025, il a annoncé l'annulation de l'augmentation proposée du taux d'inclusion des gains en capital et de l'ensemble des modifications corrélatives. Par conséquent, le taux d'inclusion d'une demie s'applique toujours, soit le même taux qui s'applique depuis le 18 octobre 2000.

Pour en savoir davantage, consultez le commentaire d'EY N 057-25, *Dissolution du Parlement et élections générales : Conséquences sur les propositions fiscales en suspens*.

Ventes de billets liés

Un billet lié est une créance dont le rendement est lié à la performance d'actifs ou d'indices de référence. Bien que la *Loi de l'impôt sur le revenu* contienne des règles en vertu desquelles les intérêts sont réputés courir annuellement sur une créance visée par règlement, les investisseurs ont généralement adopté la position qu'étant donné le caractère conditionnel des billets liés, les intérêts à leur égard ne courent pas avant que le montant maximal des intérêts ne puisse être déterminé. Par conséquent, le montant intégral du rendement du billet est inclus dans le revenu dans l'année d'imposition où il peut être déterminé, soit habituellement à l'échéance du billet.

Avant 2017, les investisseurs qui détenaient leurs billets liés à titre d'immobilisations pouvaient les vendre avant l'échéance afin de convertir le rendement des billets de revenus d'intérêts en gains en capital. Ainsi, seulement 50 % du montant du gain était inclus dans le revenu aux fins de l'impôt. Dans le cas des ventes de billets liés effectuées après 2016, les règles ont été modifiées de manière à ce que tout rendement positif d'un billet lié conserve son caractère de revenus d'intérêts, qu'il soit réalisé à échéance ou lors d'une vente avant l'échéance.

¹ L'assiette du régime de l'IMR a été élargie à compter de l'année d'imposition 2024. Pour en savoir plus sur l'IMR et les modifications qui le concernent, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#), le bulletin [FiscAlerte 2023 numéro 45](#) et le bulletin [FiscAlerte 2024 numéro 25](#) d'EY.

² Parmi les exemples d'immobilisations, mentionnons celles utilisées dans votre entreprise non constituée en société, comme les machines et le matériel ou les immeubles, ou encore les placements, comme les actions ou les obligations, que vous détenez à titre de capital.

Choix relatif aux gains en capital

Vous pouvez choisir que tout gain réalisé (ou toute perte subie) à la disposition de titres canadiens soit toujours traité comme un gain en capital (ou une perte en capital). Produisez le formulaire T123, *Choix visant la disposition de titres canadiens*³, avec votre déclaration de revenus pour l'année. Une fois que vous l'avez produit, ce choix est irrévocable. Par conséquent, toute perte ou tout gain à la disposition de titres canadiens sera par la suite considéré comme une perte ou un gain en capital, et non comme une perte déductible ou un revenu imposable à 100 %.

Les personnes qui effectuent beaucoup d'opérations peuvent être imposées au titre de leur revenu et ne pas avoir droit au traitement plus avantageux réservé aux gains en capital.

Le choix ne s'applique pas aux dispositions réalisées par un courtier ou un négociant en valeurs ni aux dispositions de certains titres visés par règlement⁴.

Provision pour gains en capital

Si vous vendez une immobilisation et acceptez de l'acheteur une créance – autre qu'un billet à ordre payable à vue –, vous pouvez peut-être demander une provision pour gains en capital à l'égard d'un produit payable après la fin de l'année. Cependant, dans la plupart des cas, vous devez inclure dans le revenu la totalité du gain en capital imposable sur une période d'au plus cinq ans, à un taux minimal cumulatif de 20 % du gain en capital imposable déclaré par année.

Cette règle générale relative à la provision est prolongée à 10 ans, avec déclaration annuelle d'un taux minimal de 10 %, dans le cas des dispositions, en faveur d'enfants, de petits-enfants ou d'arrière-petits-enfants résidant au Canada, d'actions admissibles de petite entreprise (AAPE), d'une entreprise agricole familiale, d'un bien de pêche ou d'actions d'une société agricole ou société de pêche familiale.

FISCALIDÉES

- Si vous vendez une immobilisation et qu'une fraction du produit n'est payable qu'après la fin de l'année, prévoyez avoir les fonds nécessaires au paiement des impôts au cours des années d'inclusion du gain si une provision est réclamée.
- Si le produit est reçu sous forme de billet à ordre payable à vue, il ne sera pas possible d'utiliser une provision, puisque le billet sera considéré comme étant exigible immédiatement, et non après la fin de l'année.

De même, la règle générale relative à la provision est prolongée à 10 ans dans le cas des dispositions qui remplissent les conditions prévues dans les règles sur les transferts intergénérationnels d'entreprises familiales. Se reporter au [chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »](#), pour en savoir plus. Un gain provenant de la disposition d'actions d'une entreprise admissible en faveur d'une fiducie collective des employés (FCE) pourrait bénéficier d'une provision pour gains en capital prolongée à 10 ans⁵. Se reporter au [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#), pour en savoir plus.

Report de pertes

Vous pouvez reporter tout excédent des pertes en capital déductibles sur les gains en capital imposables sur les trois années précédentes, mais vous ne pouvez l'imputer qu'aux gains en capital nets imposables pour ces années. Toutefois, si vous avez réclamé la déduction pour gains en capital à l'égard d'une fraction de ces gains, vous devriez limiter le montant reporté rétrospectivement à un montant suffisant pour compenser les gains non visés par la déduction pour gains en capital.



De plus, il n'est pas prudent de reporter rétrospectivement des pertes à une année au cours de laquelle vous n'avez payé aucun impôt (par exemple, en raison du fait que vous aviez divers crédits compensant l'impôt à payer). Tout montant non reporté rétrospectivement sera disponible pendant une période indéfinie pour mettre vos gains en capital imposables futurs à l'abri de l'impôt.

Réalisation de pertes à des fins fiscales

En vendant des titres qui ne sont pas détenus dans votre régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou dans d'autres régimes enregistrés cumulant des pertes avant la fin de l'année, vous pouvez mettre à l'abri de l'impôt des gains en capital réalisés durant l'année d'imposition en cours, ou recouvrer de l'impôt payé sur les gains en capital réalisés au cours des trois années d'imposition précédentes. En passant en revue votre portefeuille, déterminez quels titres cumulant des pertes ne répondent pas à vos objectifs de placement et songez au délai dans lequel le cours d'un titre pourrait remonter, car vous aurez peut-être la possibilité de vendre le titre et de le racheter plus tard.

Cependant, faites attention à l'application des règles sur les pertes apparentes. Si vous disposez d'un titre et réalisez une perte, et que vous, votre époux ou conjoint de fait, une société contrôlée par l'un de vous deux ou une société de personnes ou une fiducie affiliée (comme votre REER, fonds enregistré de revenu de retraite [FERR], compte d'épargne libre d'impôt [CELI] ou régime enregistré d'épargne-études [REEE]) acquérez le même titre ou un titre identique au cours de la période commençant 30 jours avant la disposition et se terminant 30 jours après la disposition (la période de 61 jours), et que le titre est encore détenu à la fin de la période, la perte sera refusée. Cette perte refusée s'ajoutera toutefois au PBR du même titre ou titre identique acquis durant cette période, de sorte que vous tirerez les avantages de cette perte à la vente ultérieure de ce titre (sous réserve de toute autre application des règles sur les pertes apparentes).

³ Une fois que ce choix a été fait auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC), il s'applique automatiquement au Québec. Cependant, si vous produisez une déclaration de revenus au Québec, vous devez en informer Revenu Québec par écrit et lui fournir une copie du formulaire T123 et de votre déclaration de revenus fédérale dans les 30 jours suivant la production du choix ou au plus tard à l'échéance de production de votre déclaration de revenus. Autrement, vous ferez l'objet de pénalités.

⁴ Une liste de ces titres est fournie à l'article 6200 du *Règlement de l'impôt sur le revenu*.

⁵ Les propositions législatives publiées le 12 août 2024 prévoient qu'une provision pour gains en capital sur 10 ans pourrait être demandée à l'égard de ventes admissibles d'actions en faveur d'une coopérative de travailleurs qui remplit certaines conditions (à compter du 1^{er} janvier 2024).

Perte déductible au titre d'un placement d'entreprise

Une perte en capital subie à la disposition d'une créance à recevoir d'une société exploitant une petite entreprise insolvable ou en faillite ou d'une action d'une telle société peut donner lieu à une perte au titre d'un placement d'entreprise. La proportion d'une perte au titre d'un placement d'entreprise correspond à la moitié de la perte déductible au titre d'un placement d'entreprise (PDTPE) et est réduite par suite des déductions pour gains en capital déjà réclamées.

Dans certains cas, une perte subie pour respecter une garantie peut être considérée comme une PDTPE si vous payez des frais de garantie raisonnables à l'égard d'une créance devenue irrécouvrable⁶.

Vous pouvez déduire une PDTPE de votre revenu de toute source dans l'année où vous la subissez. Si vous n'utilisez pas pleinement la PDTPE dans l'année où vous la subissez, vous pouvez la demander à titre de perte autre qu'une perte en capital, et cette perte peut être reportée sur les 3 années précédentes et sur les 10 années suivantes et appliquée en réduction du revenu de toute source. Une PDTPE qui n'est pas réclamée dans cette période de report prospectif ou rétrospectif redevient une perte en capital nette.

Vente de monnaie étrangère ou de titres détenus dans une monnaie étrangère

Lorsque vous achetez de la monnaie étrangère ou des titres libellés dans une monnaie étrangère, vous devez en déterminer le PBR en dollars canadiens en utilisant le taux de change à la date de règlement de votre achat.

Vous devez également utiliser le taux de change à la date de règlement de la vente pour déterminer le produit de la vente de la monnaie étrangère ou des titres.

Les gains et pertes en capital sur change provenant de la disposition d'avoirs en monnaie étrangère (c.-à-d. d'argent) d'un particulier sont assujettis à des règles spéciales. En général, la conversion en dollars canadiens des avoirs en monnaie étrangère devrait entraîner un gain ou une perte en capital.

De plus, le remboursement d'une dette libellée en monnaie étrangère par un particulier peut entraîner un gain ou une perte en capital lorsque la monnaie étrangère a fluctué par rapport

au dollar canadien. Des règles spéciales s'appliquent également à ces gains en capital sur change réalisés ou à ces pertes en capital sur change subies lors du remboursement d'une dette libellée en monnaie étrangère (ou d'une obligation similaire) par un particulier.

FISCALIDÉES

Une bonne planification du moment de la vente de vos placements peut, dans certains cas, réduire vos impôts. Vous devriez passer en revue votre situation fiscale et votre portefeuille de placements annuellement afin de déterminer s'il est avantageux de vendre avant la fin de l'année tout placement comportant un gain ou une perte en capital non réalisé.

- **Pour les dispositions en 2025 :** Assurez-vous de vendre vos titres au plus tard le dernier jour de règlement des opérations si vous prévoyez les vendre sur le marché libre avant la fin de l'année. Pour la plupart des bourses nord-américaines, le règlement intervient un jour ouvrable après la date de l'opération⁷. À la date de publication, le dernier jour habituel pour qu'une opération soit réglée en 2025 est le 30 décembre sur les bourses canadiennes et américaines.
- **Utilisez les pertes en capital :** Les gains en capital qui ne sont pas admissibles à l'exonération des gains en capital dont vous disposez toujours peuvent être mis à l'abri de l'impôt par la disposition, avant la fin de l'année, de placements qui ont subi une moins-value. N'oubliez pas de tenir compte des règles sur les pertes apparentes lorsque vous prévoyez vendre des titres cumulant des pertes et évaluez si ces règles peuvent être utilisées à votre avantage. Par exemple, si votre époux ou conjoint de fait possède des placements dont la valeur a diminué, mais qu'il ne peut utiliser la perte en capital, pensez à tirer parti des règles sur les pertes apparentes en achetant les placements de votre époux ou conjoint de fait pour une contrepartie correspondant à la juste valeur marchande et à renoncer à l'application des dispositions relatives au roulement automatique. À la vente ultérieure des placements à une personne sans lien de dépendance, vous pourrez déduire la perte en capital.
- **Pertes des années antérieures :** Si vous n'avez pas déclaré une perte en capital au cours de l'année où elle a été subie, communiquez avec votre conseiller EY pour connaître les options qui s'offrent à vous pour que l'ARC reconnaisse la perte. Une fois subies, les pertes en capital n'expirent pas.
- **Utilisez les PDTPE :** Au cours de l'année où une société exploitant une petite entreprise est devenue insolvable, envisagez d'exercer un choix spécial afin de subir une PDTPE ou une perte en capital sans avoir à vendre les actions ou la créance d'une telle société que vous détenez. Il importe de noter qu'aucune perte en capital ne sera subie si aucun intérêt n'est payable sur une créance entre parties liées et que vous n'êtes pas un actionnaire de la société exploitant une petite entreprise.
- **Déterminez le coût :** Envisagez l'acquisition d'un bien par l'intermédiaire de votre époux ou conjoint de fait, de votre société de placement (SP) ou d'une autre entité distincte si vous achetez un bien identique à un autre que vous possédez déjà. Ainsi, votre gain ou perte sera déterminé pour un bien précis, et non en fonction du coût moyen.

⁶ Certaines conditions s'appliquent.

⁷ Avant le 5 septembre 2017, le règlement intervenait trois jours ouvrables après la date de l'opération, et avant le 27 mai 2024 (le 28 mai 2024 aux États-Unis), deux jours ouvrables après la date de l'opération.



Modifications limitant le fractionnement du revenu après 2017

Des modifications adoptées en juin 2018 sont venues limiter le recours aux mécanismes de fractionnement du revenu utilisant des sociétés privées pour profiter des taux d'imposition des particuliers moins élevés de certains membres de la famille âgés de 18 ans ou plus qui sont des actionnaires directs ou indirects de la société ou qui sont des membres de la famille liés à de tels actionnaires.

Pour les années d'imposition 2018 et suivantes, ces règles limitent, en effet, la capacité de partager le revenu au sein d'une famille, celles-ci ayant élargi le bassin de particuliers assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné (IRF) (un impôt au taux marginal d'imposition des particuliers le plus élevé [33 % au fédéral et 53,31 % pour le taux combiné fédéral-Québec en 2025] qui ne s'appliquait qu'à certains types de revenus reçus par des mineurs avant 2018) pour inclure les enfants de 18 ans ou plus ainsi que les autres particuliers adultes liés (ce qui inclut les époux ou conjoints de fait, les frères et sœurs, les grands-parents et les petits-enfants, mais exclut les tantes, les oncles, les neveux, les nièces, les cousins et les cousines) qui reçoivent un revenu fractionné⁸ provenant d'une entreprise (familiale) liée, soit directement d'une société privée (notamment sous forme de dividendes) ou par l'intermédiaire d'une fiducie ou d'une société de personnes. Une entreprise est considérée comme étant liée, par exemple, lorsqu'une personne liée participe activement à l'entreprise de façon régulière ou qu'elle détient au moins 10 % de la juste valeur marchande des actions d'une société qui exploite l'entreprise.

La liste des types de revenus qui sont assujettis à l'IRF a également été allongée pour y inclure :

- le revenu d'intérêts tiré d'une créance d'une société privée, d'une société de personnes ou d'une fiducie (sous réserve de certaines exceptions);
- les gains provenant de la disposition d'un bien si le revenu tiré du bien constituerait par ailleurs un revenu fractionné.

En vertu de ces règles, le revenu ou les gains tirés d'une entreprise liée par certains membres adultes de la famille sont exclus de l'IRF si l'une des diverses exceptions s'applique. Les adultes qui ont 25 ans ou plus et qui reçoivent un revenu fractionné sont assujettis à un critère de « caractère raisonnable » s'ils ne sont visés par aucune des exceptions. Ce critère est fondé sur l'importance de leurs apports de main-d'œuvre et de capital à l'entreprise, les risques pris et les autres paiements déjà reçus de l'entreprise. L'IRF s'appliquera au revenu fractionné reçu dans la mesure où ce revenu est considéré comme déraisonnable selon ce critère.

Pour en savoir plus sur l'IRF, voir le [chapitre 9, « Familles »](#), l'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions exclues » dans le [numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#) ainsi que l'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » dans le [numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

⁸ En fait, le revenu est considéré comme étant fractionné lorsqu'il est directement ou indirectement rattaché à une entreprise liée.



Déduction pour gains en capital

Les résidents du Canada ont droit à une exonération cumulative limitée au titre des gains en capital nets (gains réels moins pertes réelles) réalisés à la disposition de certains biens, laquelle donne droit à une déduction pour gains en capital. Avant la publication de récentes propositions législatives, l'exonération cumulative maximale des gains en capital indexée pour 2024 dont on pouvait se servir pour mettre à l'abri de l'impôt le gain en capital réalisé à la disposition de biens agricoles ou de pêche admissibles ou d'AAPE (voir ci-après) était de 1 016 836 \$. Selon le budget fédéral de 2024 et les propositions législatives correspondantes, le plafond de l'exonération cumulative des gains en capital (ECGC) devrait être relevé pour passer à 1 250 000 \$ à l'égard des dispositions qui ont lieu après le 24 juin 2024. L'indexation de l'ECGC à l'inflation reprendrait à partir de 2026.

Avant des modifications législatives récentes, l'ECGC ne pouvait pas être utilisée lorsque des actions admissibles d'une société privée exploitant une entreprise étaient transférées à une société contrôlée par une partie ayant un lien de dépendance - par exemple, dans le cadre du transfert intergénérationnel d'une entreprise familiale.

Or, des modifications récentes adoptées en juin 2021 et en juin 2024 pourraient permettre à un contribuable de se prévaloir de l'ECGC à l'égard des gains en capital réalisés dans une telle situation, pourvu que certaines conditions soient réunies. Pour en savoir davantage, consultez la rubrique « **Transfert intergénérationnel d'entreprises familiales** » du **chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »**, les bulletins **FiscAlerte 2023 numéro 20** et **FiscAlerte 2023 numéro 31** d'EY ainsi que l'article « Les nouvelles règles concernant le transfert intergénérationnel d'entreprise » paru dans le **numéro de février 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY**.

Actions admissibles de petite entreprise

Une société exploitant une petite entreprise est généralement définie comme une société privée sous contrôle canadien (SPCC) dont la totalité, ou presque, de la juste valeur marchande des éléments d'actif est attribuable à des éléments qui sont utilisés principalement dans une entreprise qu'elle exploite activement principalement au Canada, ou qui détient des actions ou des dettes de sociétés qui répondent à cette définition (de sorte que les actions des sociétés de portefeuille sont admissibles à la déduction évoquée ci-après).

Une déduction pour gains en capital équivalente est applicable aux gains en capital provenant de la disposition d'AAPE qui ont été détenues seulement par vous (ou une personne ou une société de personnes qui vous est liée) au cours des 24 mois précédents.

De plus, au cours de cette période de 24 mois, plus de 50 %, et au moment de la disposition, environ 90 % ou plus, de la juste valeur marchande des éléments d'actif de la société doit être attribuable à des éléments d'actif utilisés principalement dans une entreprise exploitée activement.

FISCALIDÉES

- Si vous possédez des actions d'une SPCC exploitant une entreprise au Canada :
 - Assurez-vous que les actions sont bien des AAPE et qu'elles le demeurent.
 - Envisagez de cristalliser votre gain en capital dès maintenant.
 - Planifiez pour permettre aux membres de votre famille d'utiliser aussi les déductions pour gains en capital⁹.
- Une perte nette cumulative sur placements (PNCP) limitera l'utilisation de votre exonération cumulative des gains en capital. Envisagez de convertir la rémunération reçue de votre société en revenu de dividendes ou en revenu d'intérêts afin de réduire ou d'éliminer la PNCP.
- Le fait de réclamer une PDTPE pourrait réduire la déduction pour gains en capital que vous pouvez demander.
- Si vos gains en capital nets ne sont pas suffisants pour vous permettre d'utiliser la déduction pour gains en capital en entier, songez à provoquer des gains en capital.
- Si vous réclamez la déduction pour gains en capital, il peut en découler une obligation au titre de l'IMR¹⁰.
- Si vous songez à vendre une entreprise non constituée en société, pensez à la constituer en société avant la vente afin de tirer parti de la déduction pour gains en capital.
- Si vous avez le choix de réclamer le solde de votre exonération cumulative des gains en capital ou d'utiliser les pertes en capital nettes reportées afin d'éliminer ou de réduire les gains en capital nets imposables, envisagez de réclamer la déduction pour gains en capital. Vous pouvez reporter indéfiniment les pertes en capital nettes sur des années ultérieures.

⁹ Examinez les règles relatives à l'IRF, puis consultez votre conseiller en fiscalité EY. Les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition d'actions de sociétés privées en faveur d'une partie avec lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés et imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé. Voir le **chapitre 9, « Familles »**.

¹⁰ L'assiette du régime d'IMR a été élargie à compter de l'année d'imposition 2024. Pour en savoir plus sur l'IMR et les modifications qui le concernent, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le **numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY**, le bulletin **FiscAlerte 2023 numéro 45** et le bulletin **FiscAlerte 2024 numéro 25** d'EY.



Lorsque vous vendez des AAPE et que vous demandez la provision pour gains en capital, la provision pour gains en capital incluse dans le revenu d'années subséquentes est admissible à la déduction pour gains en capital.

Biens agricoles ou de pêche admissibles

Si vous avez disposé de biens agricoles ou de pêche admissibles après le 20 avril 2015 et avant 2024, vous aviez le droit de demander la déduction pour gains en capital majorée de 1 million de dollars à l'égard de votre disposition. Pour les dispositions qui ont eu lieu le 1^{er} janvier 2024 ou après cette date mais avant le 25 juin 2024, l'exonération des gains en capital a été portée à 1 036 816 \$. Les modifications législatives proposées relèveraient de nouveau le plafond de la déduction pour gains en capital pour le faire passer à 1 250 000 \$ dans le cas des dispositions ayant lieu le 25 juin 2024 ou après cette date (voir « **Déduction pour gains en capital** » ci-dessus).

Un bien agricole et/ou un bien de pêche admissible comprend un bien réel ou immeuble ou un navire de pêche utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole et/ou de pêche, une action d'une société agricole et/ou de pêche, une participation dans une société de personnes agricole ou de pêche familiale et certains actifs incorporels utilisés principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole et/ou de pêche (p. ex. des quotas de lait et d'œufs, des permis de pêche).

Diverses conditions d'admissibilité doivent être remplies.

FISCALITÉ

Vous pouvez transférer à un enfant des biens agricoles et/ou des biens de pêche à une valeur comprise entre le coût et la juste valeur marchande. Vous pourriez envisager de vendre les biens à votre enfant en retour d'une valeur qui vous permettra de réaliser des gains en capital suffisants pour utiliser votre déduction pour gains en capital. Votre enfant bénéficiera alors d'un PBR plus élevé dans le cas d'une disposition ultérieure.



Règles générales

Les règles générales relatives à la capacité d'un particulier de demander la déduction pour gains en capital à l'égard des AAPE et des biens agricoles admissibles et/ou des biens de pêche admissibles sont traitées ci-après.

Admissibilité : La déduction pour gains en capital ne peut être réclamée par les sociétés, les sociétés de personnes et les fiducies. Toutefois, les gains en capital admissibles attribués par des sociétés de personnes ou des fiducies, ou qui en proviennent par ailleurs, demeurent admissibles à la déduction s'ils entrent dans le calcul du revenu des associés ou des bénéficiaires.

Montant : La déduction pour gains en capital est réduite du montant de la déduction réclamé au cours des années antérieures, y compris avant 1995 alors que la déduction s'appliquait aux gains réalisés sur la plupart des immobilisations.

Pertes : Vos gains en capital nets imposables donnant droit à la déduction sont réduits de tout montant réclamé pendant l'année au titre des pertes en capital nettes de l'année en cours, ou d'autres années, ou des PDTPE.

Déduction discrétionnaire : La déduction pour gains en capital est discrétionnaire. Vous pouvez déduire un montant inférieur au maximum ou ne rien déduire dans une année donnée, ce qui vous permet d'utiliser pleinement les autres déductions non discrétionnaires et de conserver la déduction résiduelle pour les années ultérieures.

Perte nette cumulative sur placements (PNCP) :

La déduction pour gains en capital que vous pouvez demander peut être réduite du solde de votre PNCP.

Si le total des frais de placement que vous avez déduits après 1987 excède le total de vos revenus de placement, vous vous retrouvez avec une PNCP. Les frais de placement suivants viennent généralement augmenter votre PNCP :

- Les intérêts sur les sommes empruntées à des fins de placement, y compris pour effectuer un placement dans une société de personnes dans laquelle vous ne jouez pas un rôle actif
- Les frais de conseils en placement
- La moitié de la plupart des déductions relatives à des ressources
- Des pertes relatives à des biens ou des pertes locatives résultant d'un bien vous appartenant ou appartenant à une société de personnes si vous ne participez pas activement à l'entreprise de cette société de personnes

Les revenus de placement suivants viennent généralement réduire votre PNCP :

- Le revenu d'intérêts et le revenu de dividendes, y compris la majoration des dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables
- Les revenus tirés de biens ou les loyers provenant d'un bien vous appartenant ou appartenant à une société de personnes si vous ne participez pas activement à l'entreprise de cette société de personnes
- Les gains en capital nets imposables qui ne sont pas admissibles à la déduction pour gains en capital

Aux fins d'application de l'impôt du Québec, certaines déductions admissibles propres à cette province ne sont pas prises en compte dans le calcul de la PNCP.

Exemption temporaire applicable aux gains en capital réalisés sur la vente d'une entreprise à une fiducie collective des employés ou à une coopérative de travailleurs

Diverses mesures ont été adoptées en juin 2024 pour faciliter l'établissement et l'utilisation des FCE au Canada. Au nombre de ces mesures figure l'exemption fiscale temporaire applicable à la première tranche de 10 millions de dollars de gains en capital que réalise un particulier à la vente d'une entreprise à une FCE. L'exemption s'applique aux transferts admissibles d'entreprise effectués entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026 dans la mesure où un certain nombre de conditions sont réunies. Pour en savoir plus sur cette exemption et les FCE, consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#).

Le budget fédéral de 2024 et les propositions législatives correspondantes publiées le 12 août 2024 proposent d'étendre l'exemption temporaire applicable aux gains en capital réalisés lors du transfert d'une entreprise à une FCE afin qu'une telle exemption s'applique aussi lorsque des actions sont vendues à une coopérative de travailleurs au sens de la *Loi canadienne sur les coopératives*. La mesure s'appliquerait aux dispositions admissibles d'actions effectuées entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Ordre dans lequel les exemptions applicables aux gains en capital peuvent être demandées

Il se pourrait que vous ayez le droit de demander plus d'un type d'exemption pour une même disposition. Si vous êtes admissible à l'ECGC, de même qu'à l'exemption temporaire applicable aux gains en capital réalisés lors de la vente d'une entreprise à une FCE (ou à une coopérative de travailleurs), vous devrez respecter l'ordre établi par les dispositions législatives proposées. Suivant cette règle, vous devrez d'abord demander l'exemption temporaire accordée aux FCE (ou aux coopératives de travailleurs), s'il y a lieu, puis l'ECGC. Vous ne pouvez cependant pas demander plus d'une de ces déductions à l'égard d'une même partie d'un gain en capital imposable.

Report des gains en capital pour les placements dans des petites entreprises

En plus de l'exonération cumulative des gains en capital, vous avez la possibilité de choisir de reporter le gain réalisé à la disposition de certains placements dans des petites entreprises si le produit de la disposition est réinvesti dans d'autres petites entreprises. En règle générale, les placements admissibles sont de nouvelles actions ordinaires d'une société exploitant une petite entreprise.

En outre, il existe une limite quant à la taille de l'actif de la société en question et une période de détention minimale à l'égard des actions qui ont été vendues. Le montant du réinvestissement en vue de reporter un gain en capital n'est assujéti à aucun plafond, mais vous devez effectuer le réinvestissement dans l'année de la disposition ou dans les 120 jours suivant la fin de celle-ci.

Le gain en capital reporté sera déduit du PBR des placements de remplacement acquis.

Les propositions législatives publiées le 15 août 2025 proposent d'augmenter la période pour l'acquisition d'actions de remplacement et d'élargir ce que l'on qualifie d'action déterminée de petite entreprise (ADPE). La période pour acquérir les actions de remplacement serait élargie de manière à englober l'année de la disposition et toute l'année civile qui suit l'année de la disposition. Une ADPE comprendrait aussi bien les actions ordinaires que les actions privilégiées. La limite de la valeur comptable des actifs de la société exploitant une petite entreprise et des sociétés liées passerait de 50 millions de dollars

à 100 millions de dollars. Ces changements seraient en vigueur pour les dispositions admissibles qui se produisent à compter du 1^{er} janvier 2025.

Dons

Dons de titres cotés en bourse – Afin d'encourager les dons d'immobilisations avec plus-value, les gains en capital réalisés sur les dons de titres cotés en bourse à un organisme de bienfaisance enregistré ne sont pas inclus dans le revenu. Les biens qui sont admissibles à cet encouragement comprennent ce qui suit :

- Les actions (y compris celles de sociétés de placement à capital variable)
- Les obligations
- Les autres droits cotés sur une bourse de valeurs désignée (canadienne ou étrangère)
- Les parts de fonds communs de placement canadiens
- Les participations dans des fiducies créées à l'égard de fonds réservés (assurance)
- Les créances visées par règlement (comme certaines obligations du gouvernement)

Une économie comparable s'applique à certains dons de titres par des employés au moyen de régimes d'options d'achat d'actions (voir le [chapitre 7, « Employés »](#), pour plus de détails).

Actions échangeables d'une société ou participations dans une société de personnes

– Si vous échangez des actions non cotées en bourse du capital-actions d'une société ou une participation dans une société de personnes contre des titres cotés en bourse et que vous faites don de ces titres à un organisme de bienfaisance enregistré ou à une fondation publique ou privée, le taux d'inclusion dans le revenu des gains en capital réalisés à l'échange est de zéro, sous réserve de certaines conditions. Pour profiter de ce traitement, l'option d'échange devra être incluse au moment de l'émission ou de la disposition des actions, vous ne pouvez pas recevoir une contrepartie autre que les titres cotés en bourse à l'échange et vous devez faire don des titres dans les 30 jours suivant l'échange.

FISCALIDÉE

Si vous avez utilisé votre ECGC, envisagez de choisir un report des gains en capital à la vente d'actions d'une petite entreprise si le produit sert à acquérir d'autres placements dans des petites entreprises.



En ce qui concerne les participations dans une société de personnes non cotées en bourse, la partie du gain en capital imposable attribuable à une réduction du PBR (découlant généralement de pertes d'exploitation) n'est pas exonérée d'impôt. Ce gain en capital imposable est calculé comme étant la moins élevée de deux sommes :

- Le gain en capital imposable déterminé par ailleurs
- La moitié de l'excédent du coût, pour le donateur, de la participation échangée (y compris tout apport au capital de la société de personnes par le donateur) sur le PBR de cette participation pour lui. Le PBR est déterminé sans tenir compte des distributions des bénéfices ou du capital de la société de personnes.

Par conséquent, seule la partie des gains en capital attribuable à l'appréciation économique de la participation dans une société de personnes est exonérée d'impôt.

Ainsi, toute partie du gain attribuable à une réduction du PBR de la participation dans une société de personnes (plutôt qu'à certaines distributions d'une société de personnes) donnera lieu à un gain en capital imposable à l'échange. Cela se produira généralement lorsque le PBR a été réduit par la quote-part des pertes d'exploitation de la société de personnes revenant au donateur.

Actions accréditatives cotées en bourse - En général, pour un investisseur, le PBR d'une action accréditative est nul. À la disposition, la valeur totale du produit de disposition constitue donc un gain en capital.

La partie exonérée du gain en capital résultant du don d'actions accréditatives est généralement limitée à la partie qui représente l'excédent de la valeur des actions au moment du don sur leur coût d'origine¹¹.

Dons de biens culturels - Les dons de biens culturels certifiés peuvent être faits au profit d'établissements et d'administrations du Canada (comme des galeries, des bibliothèques, des archives ou des musées) qui ont été désignés par le ministre de l'Identité et de la Culture canadiens (en vertu de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*). Les gains en capital réalisés à l'égard d'objets certifiés à titre de biens culturels canadiens par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels (CCEEBC) faisant l'objet d'un don à un établissement ou à une administration désigné ne sont pas inclus dans le revenu.

Voici des exemples de biens culturels :

- Objets archéologiques, fossiles et minéraux
- Objets de culture matérielle ethnographique (notamment des objets des Premières Nations et des objets métis et inuits)
- Objets militaires
- Objets d'art appliqué et décoratif
- Objets relevant des beaux-arts
- Objets scientifiques ou techniques
- Pièces d'archives (notamment des cartes, des enregistrements sonores, des photographies, des films et des documents)
- Collections audiovisuelles
- Instruments de musique

¹¹ En vertu de modifications législatives initialement annoncées dans le budget fédéral de 2022 puis adoptées en décembre 2022, le régime des actions accréditatives a été éliminé pour les activités pétrolières ou gazières et les activités du charbon, pour ce qui est des dépenses ayant fait l'objet d'une renonciation en vertu de conventions visant des actions accréditatives conclues après le 31 mars 2023.



Selon le site Web de la CCEEBC, des biens culturels peuvent être admissibles à une attestation si la CCEEBC détermine qu'ils sont « d'un intérêt exceptionnel ». Un bien ou une collection peuvent être jugés d'intérêt exceptionnel en raison de l'un ou plusieurs des critères suivants :

- Lien étroit avec l'histoire du Canada
- Lien étroit avec la société canadienne
- Qualités esthétiques
- Valeur pour l'étude des arts
- Valeur pour l'étude des sciences

En plus de bénéficier d'un traitement avantageux à l'égard des gains en capital, vous pouvez demander un crédit d'impôt fondé sur le montant admissible de votre don de biens culturels certifiés (c.-à-d. l'excédent de la juste valeur marchande du bien sur le montant de l'avantage que vous avez reçu à l'égard du don).

Le montant admissible du don est calculé en fonction de la juste valeur marchande du bien, telle qu'elle est déterminée par la CCEEBC. Le plafond lié au revenu net visant les dons (qui limite généralement le montant des dons de bienfaisance qu'un particulier peut réclamer pour une année d'imposition donnée à 75 % de son revenu net) ne s'applique pas aux dons de biens culturels certifiés.

Dons de fonds de terre écosensibles – Les gains en capital réalisés sur les dons de fonds de terre écosensibles (y compris un covenant ou une servitude visant un fonds de terre, ou une servitude réelle ou une servitude personnelle dans le cas d'un fonds de terre situé au Québec) faits au Canada ou à une province, un territoire ou une municipalité du Canada, ou à un organisme de bienfaisance enregistré (sauf une fondation privée) approuvé par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique ne sont pas inclus dans le revenu.

Pour être admissible, le fonds doit avoir fait l'objet d'une attestation du ministre (ou d'une personne désignée par le ministre) selon laquelle la préservation et la conservation du fonds de terre sont importantes pour la protection du patrimoine environnemental du Canada.

Vous pouvez également demander un crédit d'impôt fondé sur le montant admissible d'un don de fonds de terre écosensible. Les dons de fonds de terre écosensibles faits à un organisme municipal ou public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada donnent également droit à un crédit d'impôt.

Pour déterminer le montant admissible du don, le ministre attestera la juste valeur marchande du don. Pour le don d'un covenant ou d'une servitude visant un fonds de terre, ou d'une servitude réelle ou personnelle dans le cas d'un fonds de terre situé au Québec, la juste valeur marchande du don est le plus élevé des montants suivants :

- La juste valeur marchande du don autrement déterminée par le ministre
- Le montant de réduction de la juste valeur marchande du fonds de terre découlant du don

Comme pour les dons de biens culturels certifiés, le plafond lié au revenu net visant les dons ne s'applique pas aux dons de fonds de terre écosensibles. Pour les dons de fonds de terre écosensibles effectués après le 10 février 2014, la période de report prospectif (pour la partie non réclamée du don) est prolongée à 10 ans au lieu de 5.

Arrangements relatifs à des dons utilisés comme abris fiscaux

– Ne songez à investir dans un abri fiscal qu'après avoir consulté un professionnel. L'ARC conteste souvent ces structures. Plus particulièrement, l'ARC examine activement les arrangements relatifs à des dons utilisés comme abris fiscaux, qui, la plupart du temps, constituent des stratagèmes dans le cadre desquels un particulier reçoit un reçu de don de bienfaisance d'une valeur plus élevée que le montant réel du don.

L'ARC a indiqué qu'elle vérifie les arrangements relatifs à des dons utilisés comme abris fiscaux et réduit généralement le montant que le contribuable réclame, le remplaçant par celui d'un don en espèces légitime, le cas échéant. En règle générale, les tribunaux ont donné raison à l'ARC de refuser les avantages relativement à ces arrangements.

L'ARC n'établira pas la cotisation pour votre déclaration tant que l'abri fiscal n'aura pas fait l'objet d'une vérification, sauf, et c'est la seule exception, si vous retirez la demande de crédit d'impôt pour don de bienfaisance relatif à l'arrangement en question. Si vous vous opposez à une cotisation établie au titre de l'impôt, des intérêts ou des pénalités en raison du refus d'un crédit d'impôt demandé à l'égard d'un de ces arrangements, l'ARC est autorisée à percevoir 50 % du montant en litige pendant le déroulement du processus d'opposition.

Dons aux organisations journalistiques enregistrées -

Des modifications adoptées en 2019 ont instauré une série de mesures pour appuyer le journalisme canadien, dont un crédit d'impôt remboursable à l'intention des organisations journalistiques admissibles qui produisent du contenu de nouvelles originales, un crédit d'impôt non remboursable pour les abonnements aux nouvelles numériques canadiennes avant 2025 et l'ajout des organisations journalistiques enregistrées en tant que donateurs reconnus. Les donateurs reconnus (p. ex. les organismes de bienfaisance enregistrés) sont des entités exonérées d'impôt qui peuvent délivrer des reçus officiels en contrepartie des dons reçus aux fins du crédit d'impôt pour dons de bienfaisance, dans le cas des particuliers, et de la déduction pour dons de bienfaisance, dans le cas des sociétés. Les donateurs reconnus peuvent aussi recevoir des dons d'organismes de bienfaisance enregistrés canadiens. Depuis le 1^{er} janvier 2020, si vous faites un don en espèces ou un don en nature (p. ex. le don de titres cotés en bourse) à une organisation journalistique enregistrée, celle-ci doit vous remettre un reçu fiscal correspondant au montant donné (ou à la juste valeur

FISCALITÉ

Le délai de déclaration des dons de bienfaisance a été prolongé pour l'année d'imposition 2024. Par conséquent, il vous était possible de réclamer dans votre déclaration de revenus de 2024 les dons que vous avez effectués en janvier ou février 2025. Si vous réclamez un crédit dans votre déclaration de revenus de 2025 relativement à un don effectué en janvier ou en février 2025, assurez-vous de ne pas l'avoir déjà réclaté dans votre déclaration de revenus de 2024.



marchande du don en nature), qui vous permettra de réclamer le crédit pour don de bienfaisance dans votre déclaration de revenus.

Une organisation journalistique enregistrée est une organisation journalistique admissible qui est enregistrée auprès du ministre du Revenu national. Une organisation journalistique admissible doit se consacrer principalement à la production de contenu de nouvelles originales¹². Plusieurs autres conditions doivent être

remplies. Par exemple, ce type d'organisation doit se consacrer principalement à la production de contenu de nouvelles originales axé principalement sur des questions d'intérêt général et rendant compte de l'actualité (y compris la couverture des institutions et processus démocratiques), mais sans être axé principalement sur un sujet donné (comme des nouvelles propres à un secteur particulier, les sports, les loisirs, les arts, les modes de vie ou le divertissement).



¹² Conformément aux modifications à la définition adoptées en juin 2021.



Frais d'intérêts

En général, si des fonds empruntés servent à acquérir un placement permettant de gagner un revenu, tous les frais d'intérêts engagés sont déductibles. Il n'est pas nécessaire que vous tiriez un revenu du placement dans l'immédiat, mais vous devez raisonnablement pouvoir vous attendre à le faire. À cette fin, le revenu comprend les intérêts et les dividendes, mais non les gains en capital.

Les frais d'intérêts sur des sommes que vous empruntez pour acheter des actions ordinaires sont généralement déductibles, car les actions ordinaires ont le potentiel de générer des dividendes. Néanmoins, la question de savoir si l'attente de dividendes est raisonnable dépendra des faits particuliers.

Notons que les positions de l'ARC à l'égard de la déductibilité des intérêts sont présentées dans son folio de l'impôt sur le revenu S3-F6-C1, *Déductibilité des intérêts*.

Au Québec, la déduction des frais de placement (dont les frais d'intérêts) est plafonnée au montant du revenu de placement gagné dans l'année. Les frais de placement qui, en raison de ce plafond, ne sont pas déductibles dans une année donnée peuvent être reportés sur les trois années précédentes ou à toute année ultérieure.

Si vous subissez une perte à la vente d'un placement, les intérêts sur le solde de l'emprunt demeurent déductibles si le produit de la vente sert à réduire cet emprunt ou à acquérir un autre placement productif de revenus.

Les intérêts sur les sommes empruntées pour verser des cotisations à un REER, à un régime de pension agréé, à un régime de participation différée aux bénéfices, à un CELI, à un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), à un REEE ou à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI), ou encore pour acheter des biens personnels, comme une maison ou un chalet, ne sont pas déductibles.

Vous pouvez déduire les frais d'intérêts, qu'ils soient payés ou payables, à condition de toujours les déduire de la même manière. Veuillez noter toutefois que les intérêts composés doivent avoir été payés pour être déductibles.

FISCALIDÉES

- Assurez-vous que tous les paiements seront faits d'ici le 31 décembre si vous déduisez les frais d'intérêts selon la comptabilité de caisse.
- Envisagez de convertir les intérêts non déductibles en intérêts déductibles en utilisant les liquidités en main pour rembourser vos prêts personnels, puis en empruntant à des fins de placement ou d'affaires.
- Utilisez vos fonds excédentaires pour rembourser vos dettes personnelles, comme les prêts hypothécaires ou les soldes de cartes de crédit, avant les dettes liées aux placements.
- Payez d'abord vos dettes personnelles les plus onéreuses afin de réduire vos frais d'intérêts non déductibles. Envisagez même de refinancer ces dettes, comme les soldes de cartes de crédit, en contractant un prêt à la consommation moins onéreux.



Fonds de placement

Fonds communs de placement

Les fonds communs de placement, habituellement structurés comme des fiducies (et, dans certains cas, comme des sociétés) à capital variable, sont une mise en commun des ressources de nombreux contribuables ayant un même objectif de placement. Les placements du fonds sont achetés et négociés par des gestionnaires. Les intérêts, dividendes, revenus étrangers et gains en capital générés par ces placements, déduction faite des frais de gestion et autres dépenses du fonds, sont distribués aux porteurs de parts. La valeur des parts ou actions de fonds commun de placement, régulièrement rapportée en ligne ainsi que dans les journaux et les magazines, représente la valeur des placements sous-jacents divisée par le nombre de parts ou d'actions en circulation.

Le revenu vous étant distribué annuellement par un fonds commun de placement doit être inclus dans votre revenu net, même si vous n'avez pas reçu les distributions en espèces, parce que vous avez choisi de les réinvestir automatiquement dans le même fonds ou dans un fonds différent.

Dans un fonds commun de placement, vous pouvez aussi réaliser des gains ou pertes en capital à la vente ou au rachat de parts ou d'actions du fonds. Le gain ou la perte correspond à la différence entre le produit de la vente ou du rachat et le PBR des parts ou actions. Le PBR de vos parts de fonds commun de placement est généralement établi en divisant le coût d'achat total, commissions ou autres frais initiaux compris, plus les distributions réinvesties, moins les remboursements de capital, par le nombre de parts ou d'actions que vous détenez juste avant le rachat. Les charges reportées ou les frais de rachat réduisent le produit de rachat.

Bon nombre de sociétés de placement à capital variable sont organisées en tant que « fonds de substitution ». Ces fonds permettent aux investisseurs d'échanger des actions d'une catégorie de la société de placement à capital variable contre des actions d'une autre catégorie. Avant 2017, les substitutions d'une catégorie à l'autre étaient réputées ne pas être des dispositions aux fins de l'impôt sur le revenu. L'impôt était plutôt reporté sur ce genre d'échange. Depuis le 1^{er} janvier 2017, et sous réserve de certaines exceptions, l'échange d'actions d'une société de placement à capital variable contre des actions d'une autre catégorie d'actions d'une société de placement à capital variable est considéré comme une disposition aux fins de l'impôt, disposition effectuée pour un produit égal à la juste valeur marchande des actions échangées.

Fonds réservés

Les fonds réservés, ou fonds distincts, sont semblables aux fonds communs de placement, mais comportent une composante assurance, qui garantit le remboursement d'au moins 75 % du capital initial à l'échéance du contrat ou au décès du particulier titulaire du contrat, bien qu'il existe des options permettant d'assurer un remboursement garanti plus élevé. Vous concluez un contrat (habituellement une rente) avec le fonds réservé, qui repose sur un groupe d'actifs et qui est considéré, à de nombreux égards, comme semblable à un fonds commun de placement.

Le fonds réservé attribue aux titulaires de contrat le revenu tiré des actifs sous-jacents du fonds, et les gains ou pertes en capital réalisés lors de la vente d'actifs sous-jacents sont considérés comme les gains ou pertes des titulaires de contrat. Contrairement aux fonds communs de placement, comme les

pertes en capital des fonds réservés sont considérées comme des pertes des titulaires de contrat, lorsque le fonds réservé subit des pertes en capital nettes résultant de la vente d'actifs sous-jacents au cours d'une année d'imposition, celles-ci sont attribuées en fait aux titulaires de contrat¹³.

Tous les revenus du fonds réservé doivent être attribués aux titulaires de contrat dans une année d'imposition donnée. Toutefois, contrairement aux fonds communs de placement, l'attribution provenant d'un fonds réservé est théorique, puisqu'elle n'entraîne pas l'acquisition d'unités supplémentaires et ne se traduit pas par un versement de fonds.

Dans un fonds réservé, vous pouvez aussi réaliser des gains ou pertes en capital à la vente ou au rachat d'unités du fonds. Le calcul de ces gains ou pertes et du PBR est semblable à celui effectué dans le cas d'un fonds commun de placement, dans lequel le prix d'achat initial est ajusté en fonction de l'attribution théorique, des gains réalisés, ou des pertes subies, à la vente ou au rachat, et du montant du produit tiré de la vente ou du rachat lui-même. Le titulaire d'un fonds réservé recevra chaque année un feuillet T3 et un Relevé 16 (le cas échéant) déclarant l'attribution théorique et tout gain en capital réalisé, ou toute perte en capital subie, à la vente ou au rachat des unités du fonds.

Si la valeur de votre fonds a diminué, une prestation additionnelle correspondant à l'écart entre la valeur liquidative de votre placement et le montant garanti sera versée. La prestation additionnelle est généralement déclarée comme un gain en capital par les assureurs¹⁴. Toutefois, ce gain en capital peut être réduit par une perte en capital subie à la disposition du contrat (coût en excédent de la valeur liquidative).

¹³ Les fonds réservés peuvent attribuer des pertes en capital aux titulaires de contrat en vertu du paragraphe 138.1(3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR). En vertu de ce paragraphe, le gain ou la perte en capital d'un fonds réservé qui résulte de la disposition d'un bien sous-jacent et qui touche les prestations du titulaire de contrat est réputé être un gain ou une perte en capital du titulaire de contrat. Les fiducies de fonds commun de placement ne peuvent pas attribuer de pertes en capital aux porteurs de parts (voir le paragraphe 10 du [bulletin d'interprétation IT-381R3](#) de l'ARC, *Fiducies - Gains et pertes en capital et transfert de gains en capital imposables à des bénéficiaires*).

¹⁴ Les participations dans des fonds réservés sont exclues de l'exception au traitement à titre de gains en capital habituellement applicable aux polices d'assurance aux termes du sous-alinéa 39(1)a)(iii) de la LIR.

Fonds négociés en bourse

Un fonds négocié en bourse (FNB) est un fonds de placement combinant de nombreux attributs des fonds communs de placement et des actions individuelles.

Habituellement, un FNB est un fonds commun de placement à capital fixe qui suit un indice, une marchandise ou un panier d'actifs. Cependant, à l'instar des actions, les FNB connaissent des variations de prix au cours de la journée à mesure que les titres sont achetés et vendus, et ils peuvent faire l'objet d'une vente à profit ou à découvert.

Étant donné qu'un FNB se négocie comme des actions, sa valeur liquidative n'est pas calculée tous les jours comme pour un fonds commun de placement.

Les FNB sont normalement structurés comme des fiducies, et le revenu généré par leurs placements, déduction faite des frais de gestion et autres dépenses du fonds, est distribué aux porteurs de parts, soit mensuellement, trimestriellement ou annuellement. En général, si le FNB est une fiducie résidente du Canada, ce sont ses actifs sous jacents qui déterminent si le revenu déclaré par les porteurs de parts est considéré comme des intérêts, des dividendes, des revenus étrangers ou des gains en capital.

Dans un FNB, vous pouvez aussi réaliser des gains ou subir des pertes en capital à la vente ou au rachat de parts. Le gain ou la perte correspond à la différence entre le produit de la vente ou du rachat et le PBR des parts.

Crédit d'impôt relatif à une société à capital de risque de travailleurs

Une société à capital de risque de travailleurs (SCRT) est une société à capital de risque établie en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et parrainée par un syndicat ou une autre forme d'organisation de travailleurs déterminée. Une SCRT a pour mandat de fournir du capital de risque à des entreprises admissibles.

FISCALIDÉES

- Tenez un registre du PBR de vos placements dans des fonds communs de placement, des FNB, des fiducies de revenu, des sociétés en commandite et des actions accréditives afin de pouvoir déclarer fidèlement les gains ou pertes en capital au moment du rachat.
- Déterminez si l'avantage des garanties aux termes d'un contrat de fonds réservé contrebalance les frais plus importants réclamés par ces fonds.
- La faculté de nommer un bénéficiaire désigné d'un fonds réservé offre aussi l'avantage d'éviter les droits d'homologation au décès (dans les provinces où ils s'appliquent).
- Les abris fiscaux sont des placements destinés à vous permettre de reporter l'impôt. Lorsque vous déterminez le montant de l'avantage fiscal que peut vous procurer un abri fiscal, vous devriez tenir compte de ce qui suit :
 - Les règles sur la fraction à risques, qui pourraient réduire les montants de déduction accordés aux investisseurs dans des sociétés en commandite en empêchant toute déduction fiscale excédant les montants investis ou gagnés
 - L'exigence de constater, à titre de gain en capital, tout PBR négatif d'une participation dans une société en commandite
 - Les déductions importantes pour abris fiscaux qui peuvent donner lieu à l'impôt minimum¹⁵
 - Les règles qui exigent que le coût des placements finançant les dépenses d'entreprise d'un autre contribuable en échange d'un droit au revenu futur soit déduit au prorata de la durée de cette source de revenus
- La déduction pour amortissement des abris fiscaux pour logiciels est limitée au montant du revenu s'y rapportant.



Vous pouvez réclamer un crédit d'impôt fédéral non remboursable correspondant à 15 % du coût net des actions approuvées du capital-actions d'une SCRT de régime provincial dont vous êtes le premier détenteur (crédit maximal de 750 \$, le plafond des investissements dans une SCRT étant de 5 000 \$). Pour 2025, le crédit peut être réclamé à l'égard d'actions acquises en 2025 ou dans les 60 premiers jours de 2026 (mais aucune action acquise en 2025 à l'égard de laquelle le crédit a été demandé dans votre déclaration de revenus de 2024 ne peut être visée par la demande de 2025). Le crédit d'impôt pour les SCRT de régime fédéral a été éliminé pour les années d'imposition 2017 et suivantes.

Fiducies de revenu et fiducies de placement immobilier

Les fiducies de revenu et les sociétés en commandite cotées en bourse sont considérées comme des entités intermédiaires de placement déterminées (EIPD). À l'origine, les EIPD visaient à attirer des investisseurs à la recherche de rentrées stables et prévisibles.

Depuis 2011, les EIPD sont assujetties à un impôt sur les distributions qui fait en sorte qu'elles sont davantage traitées comme des sociétés. Leur avantage fiscal s'en trouve en fait éliminé et, dans certains cas, cet impôt peut réduire les sommes disponibles aux fins de distribution aux investisseurs.

Par conséquent, de nombreuses EIPD se sont converties en sociétés. Des règles permettent ces conversions en franchise d'impôt sans incidence fiscale immédiate pour les investisseurs.

Les fiducies de placement immobilier (FPI) admissibles font l'objet d'une exception importante quant aux règles s'appliquant aux EIPD. Les FPI sont toujours considérées comme des entités intermédiaires aux fins fiscales.

¹⁵ L'assiette du régime d'IMR a été élargie à compter de l'année d'imposition 2024. Pour en savoir plus sur l'IMR et les modifications qui le concernent, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#), et les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 45](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 25](#) d'EY.

Biens immeubles de location

Si vous êtes propriétaire d'un bien et que vous le louez pour tirer un revenu, vous devez déclarer le revenu de location net gagné ou la perte de location nette subie dans votre déclaration de revenus. S'il en découle une perte de location nette (des dépenses de location engagées supérieures au revenu de location gagné au cours de l'année), vous pouvez généralement la déduire d'autres sources de revenus au cours de l'année.

Les dépenses raisonnables que vous engagez pour gagner un revenu de location peuvent habituellement être déduites de ce revenu. Les dépenses courantes (celles qui procurent des avantages à court terme) sont entièrement déductibles dans l'année où elles ont été engagées. Ces dépenses peuvent comprendre les intérêts hypothécaires, les taxes foncières, les primes d'assurance, les frais d'entretien et de réparation, les frais de services publics, des frais de publicité et des frais de gestion.

Les dépenses en capital (celles qui procurent un avantage durable), comme le coût du bâtiment (mais non celui du fonds de terre) ainsi que le coût du mobilier et des appareils loués avec le bien, peuvent être déduites sur un certain nombre d'années au titre de la déduction pour amortissement (DPA). Toutefois, la DPA est plafonnée au montant du revenu de location avant application de toute DPA. Autrement dit, vous ne pouvez pas créer une perte de location ou augmenter le montant d'une telle perte en vous servant de la DPA.

Locations à court terme non conformes

Des règles récemment adoptées empêchent la déduction des dépenses engagées par les exploitants de logements servant à la location à court terme afin de tirer un revenu de location à court terme dans les provinces ou les municipalités qui ont interdit ce type de location. À ces fins, une « location à court terme » s'entend d'un bien résidentiel offert en location pour une durée inférieure à 90 jours consécutifs. Ces règles s'appliquent aux frais d'intérêts et aux autres types de dépenses de location.



L'exploitant qui ne respecte pas les exigences provinciales ou municipales en matière d'enregistrement, de licence et de permis ne peut pas réclamer de déductions fiscales pour la location à court terme. Ces nouvelles restrictions s'appliquent à toutes les dépenses de location engagées après 2023.

Pour en savoir plus, consultez l'article « Nouvelles mesures pour remédier à la pénurie de logements et à la hausse du prix des logements » paru dans le [numéro de juin 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

DPA accéléré applicable aux logements construits spécialement pour la location

Le budget fédéral de 2024 et les propositions législatives correspondantes proposent d'augmenter temporairement le taux de DPA, pour le faire passer de 4 % à 10 %, dans le cas des bâtiments ou parties de bâtiments considérés comme étant de nouveaux ensembles résidentiels construits spécialement pour la location. Pour qu'un bâtiment puisse être admissible à titre de nouvel ensemble résidentiel construit spécialement

pour la location, sa construction doit commencer après le 15 avril 2024 et avant 2031, et le bien doit être prêt à être mis en service avant 2036.

Un ensemble résidentiel construit spécialement pour la location est un bâtiment ou une partie de bâtiment situé au Canada qui contient au moins 4 logements privés, ou au moins 10 chambres ou suites privées, et dans lequel au moins 90 % des logements sont destinés à la location pour des périodes continues d'au moins 28 jours consécutifs.

Les bâtiments auparavant utilisés comme des biens à usage commercial ayant fait l'objet de rénovations majeures en vue d'être utilisés comme des ensembles résidentiels construits spécialement pour la location peuvent aussi constituer des biens admissibles à la DPA bonifiée. Les immeubles d'habitation existants ayant fait l'objet de rénovations ne seront pas admissibles.

Pour les immobilisations qui sont acquises et deviennent prêtes à être mises en service entre 2024 et la fin de 2027, vous pouvez vous prévaloir d'une DPA bonifiée temporaire pouvant atteindre jusqu'à deux fois le montant de DPA maximal normal pour la première année, à quelques exceptions près¹⁶.

L'Énoncé économique de l'automne de 2024 propose d'augmenter la DPA bonifiée temporaire de sorte qu'elle puisse atteindre jusqu'à trois fois le montant de DPA maximal normal pour la première année pour les immobilisations qui sont acquises et deviennent prêtes à être mises en service après 2024 et avant la fin de 2029. Le taux de DPA passerait ensuite à deux fois le montant de DPA maximal normal pour la première année pour les immobilisations qui sont acquises et deviennent prêtes à être mises en service après 2029 et avant 2034. Les biens qui deviennent prêts à être mis en service après 2033 ne seraient plus admissibles à une DPA bonifiée. Pour en savoir davantage, consultez le bulletin **FiscAlerte 2024 numéro 63** d'EY.

Certaines immobilisations pouvaient être passées en charges immédiatement si elles avaient été acquises et devenaient prêtes à être mises en service après le 31 décembre 2021 et avant 2025. Ce traitement s'appliquait à un maximum de 1,5 million de dollars de biens admissibles par année d'imposition.

FISCALITÉ

Si vous possédez plus d'un bien de location, vous pouvez déduire les frais liés à l'utilisation que vous avez faite de votre voiture pour recouvrer le loyer, superviser des réparations ou effectuer la gestion générale de vos biens.



Certains types de dépenses en capital font l'objet de règles particulières permettant qu'elles soient déduites dans l'année où elles sont engagées. Les frais d'aménagement paysager et les coûts admissibles rattachés à la modification d'un logement en vue de le rendre plus accessible pour une personne à mobilité réduite ou d'y rendre les déplacements de celle-ci plus faciles font partie de ces dépenses.

Si vous louez des logements dans un bâtiment où vous vivez, vous pouvez déduire une fraction raisonnable des frais liés aux aires communes.

Si vous vendez votre bien locatif plus cher que vous l'avez payé, vous devez déclarer un gain en capital correspondant à l'excédent du produit de la vente sur le coût initial. Vous pourriez aussi devoir payer l'impôt sur le revenu représentant des sommes réclamées antérieurement au titre de la DPA. Si le produit de la vente est supérieur à la fraction non amortie du coût en capital du bien, l'excédent est imposé, jusqu'à concurrence du coût initial, à titre de récupération de l'amortissement dans l'année de la vente.

En matière de placements immobiliers, il y a certains pièges à éviter :

- Vous devez avoir une source de revenus ou la possibilité de gagner un revenu pour pouvoir déduire les dépenses. La prudence s'impose si des pertes de location se répètent d'année en année. En l'absence d'attente raisonnable de profit à l'égard du bien locatif, par exemple en raison d'un élément personnel ou récréatif lié à la location du bien, la déduction des pertes pourrait être refusée.
- Si vous louez une propriété à un parent ou à un ami proche à un prix inférieur aux taux du marché, la déduction d'une perte de location vous sera probablement refusée.

Régimes enregistrés d'épargne-retraite

Pour bien des Canadiens, le principal outil de placement est le REER. Lorsque le REER est autogéré, il peut détenir une vaste gamme de placements admissibles.

Afin de déterminer la combinaison de placements la plus appropriée à détenir dans un REER autogéré, vous devez tenir compte d'un certain nombre de facteurs, y compris les attributs fiscaux des REER. Plus précisément, aucun impôt n'est perçu sur les gains au sein d'un REER, et les retraits sont entièrement imposables à titre de revenu. Le **chapitre 11, « Planification de la retraite »**, donne un aperçu général des attributs fiscaux et des règles relativement aux REER (cotisations, retraits et échéance).

Un autre facteur à considérer est l'obtention de la croissance nécessaire du capital de votre REER pour financer votre retraite. Dans certains cas, il peut être approprié de détenir des placements axés sur la croissance et plus risqués dans votre REER afin d'en maximiser la valeur. En général, il faut détenir les placements dans un REER pendant une longue période pour que cette stratégie permette de contrebalancer le risque lié aux variations de la valeur des placements et l'impôt plus élevé qui s'applique aux retraits d'un REER, comparativement à l'impôt sur les gains en capital ou sur les dividendes.

Lorsqu'on détient des titres dans un REER, on perd tout avantage rattaché au traitement des dividendes et des gains en capital détenus à titre personnel. Cependant, cet inconvénient peut être largement compensé par le report de l'impôt sur le revenu et par la fructification du capital dans le REER. La valeur du report dépendra de votre âge et du moment prévu du retrait.

Les intérêts reçus ne bénéficient pas, pour leur part, d'un traitement fiscal privilégié à l'extérieur d'un REER. Vous pouvez donc envisager de détenir les placements portant intérêt dans votre REER.

¹⁶ Il était auparavant possible, pour les immobilisations acquises et devenues prêtes à être mises en service après le 20 novembre 2018 et avant 2024, de se prévaloir d'une DPA bonifiée pouvant atteindre jusqu'à trois fois le montant de DPA maximal normal pour la première année.

Votre REER peut acquérir des placements sur le marché ou, encore, vous pouvez y transférer des placements admissibles que vous déteniez hors de ce régime. Ce transfert s'effectue sous la forme d'une cotisation en nature déductible dans l'année. Le transfert peut entraîner un gain en capital aux fins de l'impôt, car les biens ainsi transférés sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition à la juste valeur marchande. Les éventuelles pertes en capital résultant d'un tel transfert ne seront pas déductibles.

Il importe que votre REER ne détienne que des placements admissibles. Si votre REER a acquis un placement non admissible avant le 23 mars 2011, la valeur du placement a été incluse dans votre revenu. Par contre, lorsque vous avez disposé du placement non admissible faisant partie de votre régime, vous avez pu réclamer, dans votre déclaration de revenus, une déduction équivalente au montant le moins élevé entre le produit de disposition et la valeur du placement auparavant incluse

dans votre revenu. De plus, tout revenu tiré du placement était imposable pour la fiducie régie par le REER au cours de l'année où il était gagné, et la fiducie régie par le REER a dû payer un impôt de pénalité de 1 % par mois pour chaque mois où elle détenait un placement non admissible.

Les règles anti-évitement applicables aux placements non admissibles acquis après le 22 mars 2011 et aux placements acquis avant le 23 mars 2011 qui sont devenus non admissibles après le 22 mars 2011 remplacent l'obligation d'inclusion dans le revenu et la déduction visant le rentier ainsi que l'impôt de pénalité de 1 % par mois que doit payer la fiducie régie par un REER (voir la rubrique « **Élargissement des règles anti-évitement aux REER et aux FERR** » pour de plus amples détails). Cependant, une fiducie régie par un REER reste assujettie à l'impôt sur le revenu tiré d'un placement non admissible qui est acquis par le REER après le 22 mars 2011.

Un placement non admissible est défini comme un bien qui n'est pas un placement admissible. En règle générale, les placements suivants sont admissibles :

- Les espèces
- Les dépôts à terme
- Les certificats de placement garanti (CPG)
- Les bons du Trésor
- Tous les titres (autres que les contrats à terme) inscrits à la cote d'une bourse de valeurs canadienne ou de la plupart des bourses de valeurs étrangères
- La plupart des obligations du gouvernement
- La plupart des fonds communs de placement et fonds réservés canadiens
- Les options d'achat de placements admissibles
- Les actions de certaines sociétés privées dans des circonstances limitées

Élargissement des règles anti-évitement aux REER et aux FERR

Une série de règles anti-évitement relatives aux REER et aux FERR sont en vigueur depuis le 15 décembre 2011, avec effet rétroactif au 22 mars 2011. Ces règles prescrivent un impôt de pénalité équivalant à 50 % tant sur les placements interdits que sur les placements non admissibles détenus par un REER ou un FERR, de même qu'un impôt de pénalité distinct équivalant à 100 % sur certains « avantages » tirés d'opérations qui exploitent les attributs fiscaux d'un REER ou d'un FERR. Des règles semblables existaient déjà pour les CELI. Ces règles anti-évitement ont également été étendues aux REEE et aux régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) pour les opérations effectuées et les placements acquis après le 22 mars 2017, à quelques exceptions près. Le titulaire d'un régime pouvait choisir, avant le 1^{er} avril 2018, de payer l'impôt sur le revenu des particuliers ordinaire sur les distributions de revenus de placement au lieu de payer l'impôt relatif à un avantage pour un placement détenu le 22 mars 2017. Les règles anti-évitement ont également été étendues au CELIAPP, dès son instauration le 1^{er} avril 2023.



IMPÔT SUR LES PLACEMENTS INTERDITS ET LES PLACEMENTS NON ADMISSIBLES

L'impôt de pénalité s'applique aux placements interdits acquis après le 22 mars 2011 et à ceux acquis avant le 23 mars 2011 qui sont devenus des placements interdits après le 4 octobre 2011. Un placement interdit peut être décrit de manière générale comme un placement auquel le rentier d'un REER ou d'un FERR est étroitement lié, y compris, par exemple, une créance du rentier ou une action d'une société, une dette d'une société, d'une fiducie ou d'une société de personnes dans laquelle le rentier (ou une personne ayant un lien de dépendance avec le rentier) a une participation notable (généralement 10 % ou plus) ou une participation dans une telle société, fiducie ou société de personnes.

Dans le cas des placements non admissibles, l'impôt de pénalité s'applique aux placements non admissibles acquis après le 22 mars 2011 et aux placements acquis avant le 23 mars 2011 qui sont devenus non admissibles après le 22 mars 2011.

Si le placement interdit ou le placement non admissible est retiré avant la fin de l'année civile suivant l'année d'acquisition, vous pourriez avoir droit à un remboursement de l'impôt de pénalité.

IMPÔT RELATIF À UN AVANTAGE

L'impôt relatif à un avantage s'applique généralement aux avantages obtenus relativement à des opérations, des revenus gagnés, des gains en capital accumulés ou des placements acquis après le 22 mars 2011, sous réserve d'une certaine forme d'allègement transitoire qui était consentie si un choix était produit au plus tard le 2 mars 2013 (voir ci-après).

En gros, un avantage peut être défini comme étant tout bénéfice tiré d'une opération conçue pour exploiter les attributs fiscaux d'un REER, d'un FERR ou d'un autre régime enregistré¹⁷.

Mentionnons par exemple les avantages attribuables à des placements interdits, des opérations de swap, des opérations de dépouillement de REER et des cotisations excédentaires délibérées. Le titulaire, souscripteur ou rentier d'un régime enregistré peut payer des frais de gestion de placements raisonnables relativement aux actifs du régime enregistré au moyen de fonds qui ne proviennent pas de ce régime enregistré sans être assujetti à l'impôt relatif à un avantage sur le montant des frais¹⁸.

Vous avez pu bénéficier d'un allègement transitoire à l'égard de l'impôt relatif à un avantage si vous avez produit un choix au plus tard le 2 mars 2013¹⁹. Vous disposiez d'un choix si, le 22 mars 2011, vous déteniez dans votre régime un placement qui est devenu un placement interdit le 23 mars 2011 et que vous avez continué de le détenir au cours de l'année. Ce choix vous permettait de décider de ne pas appliquer l'impôt sur

un avantage de 100 % au revenu gagné et aux gains accumulés après le 22 mars 2011 qui étaient attribuables à un placement interdit que vous déteniez le 23 mars 2011. Pour avoir droit à cet allègement, vous devez avoir produit le formulaire de choix (le formulaire RC341) au plus tard le 2 mars 2013 et avoir retiré le revenu ou les gains réalisés attribuables au placement interdit annuellement dans les 90 jours après la fin de l'année civile où le revenu a été gagné ou les gains ont été réalisés. Le montant retiré est imposé à votre taux marginal d'imposition comme tout retrait ordinaire du régime. Aucune disposition ne permet la production tardive de ce choix.

Pour plus de détails, voir le [chapitre 11, « Planification de la retraite »](#).

OBLIGATIONS DE DÉCLARATION

Si vous avez un impôt à payer en vertu de l'une ou l'autre de ces règles, vous devez produire le formulaire RC339 - *Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI*, et payer l'impôt au plus tard le 30 juin de l'année suivante (p. ex. le 30 juin 2026 pour l'année d'imposition 2025).

RENONCIATION POSSIBLE À L'IMPÔT

L'ARC peut, à sa discrétion, renoncer à tout ou partie des impôts de pénalité si elle est d'avis qu'il est juste et équitable de le faire, sous réserve que les fonds soient retirés du régime et assujettis à l'impôt sur le revenu des particuliers.

¹⁷ Les règles sur les avantages ont été étendues aux REEI et aux REEE à compter du 23 mars 2017, sous réserve de certaines règles transitoires. Avant cette date, les règles s'appliquaient déjà aux CELI, aux REER et aux FERR. Les règles ont aussi été étendues aux CELIAPP à compter du 1^{er} avril 2023.

¹⁸ Applicable aux années d'imposition 2018 et suivantes.

¹⁹ Voir le [folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C2, Placements interdits](#).

Placements de REER autogérés dans des actions de sociétés privées

Les règles anti-évitement s'appliquant aux placements effectués après le 22 mars 2011 font en sorte qu'il est plus difficile pour les actions des sociétés privées d'être considérées comme des placements admissibles aux fins d'un REER. Les actions de sociétés canadiennes exploitant activement une entreprise qui ne sont pas inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée pourraient être admissibles aux fins d'un REER si la société est une société exploitant une petite entreprise, et si vous et les parties qui vous sont liées détenez moins de 10 % des actions. Veuillez noter que si la société ne conserve son statut de société exploitant une petite entreprise en tout temps, ses actions seront

des placements interdits aux fins d'un REER. Tout placement dans un REER effectué avant le 23 mars 2011 dans des sociétés privées devrait être surveillé afin de s'assurer qu'il ne devient pas un placement interdit; vous devriez également examiner les incidences liées au retrait de tout placement irrégulier.

Compte d'épargne libre d'impôt

Tous les résidents canadiens (autres que les citoyens américains et les détenteurs de cartes vertes aux États-Unis) de 18 ans ou plus devraient envisager d'intégrer un CELI à leur stratégie de placement. L'avantage fiscal ne prend pas ici la forme de cotisations déductibles d'impôt, mais celle de la non-imposition de la croissance des fonds investis.

Pour les citoyens américains et les détenteurs de cartes vertes aux États-Unis, la décision est plus complexe, étant donné que les revenus générés par le CELI doivent être présentés dans la déclaration de revenus américaine du particulier, de sorte que les économies d'impôt pourraient être limitées et que des renseignements supplémentaires devront être fournis.

Le mécanisme du CELI est simple :

- Vous pouvez verser des cotisations totalisant jusqu'à 7 000 \$ chaque année (7 000 \$ en 2025 et en 2024, 6 500 \$ en 2023, 6 000 \$ en 2022, en 2021, en 2020 et en 2019, 5 500 \$ en 2018, en 2017 et en 2016, 10 000 \$ en 2015, 5 500 \$ en 2014 et en 2013, et 5 000 \$ avant 2013). Si, dans une année donnée, vous ne versez pas la cotisation maximale, vous pouvez, comme dans le cas des REER, vous prévaloir des droits de cotisation inutilisés dans toute année subséquente. Le plafond de cotisation cumulatif pour 2025 est de 102 000 \$.
- Le revenu et les gains en capital gagnés au sein du CELI ne sont pas assujettis à l'impôt, même lorsqu'ils en sont retirés.
- Vous pouvez effectuer des retraits en tout temps et les utiliser à n'importe quelle fin sans être imposé.
- Les sommes retirées du CELI - qu'elles soient au titre du revenu ou du capital - viennent accroître vos droits de cotisation pour l'année suivante. Autrement dit, vous pouvez verser de nouveau plus tard dans votre CELI toutes les sommes retirées sans incidence sur vos droits de cotisation annuels. De nouvelles cotisations dans la même année pourraient donner lieu à une cotisation excédentaire, laquelle serait assujettie à un impôt de pénalité.

FISCALIDÉES

- Lorsque vous déterminez la combinaison des placements dans votre REER autogéré, tenez compte de ce qui suit :
 - Vos besoins de liquidités pour votre retraite
 - Le temps qui s'écoulera avant le premier retrait de votre REER
 - Les taux marginaux d'impôt applicables aux intérêts, aux dividendes et aux gains en capital
 - La possibilité de détenir des placements axés sur la croissance du capital à l'extérieur de votre REER (pour tirer parti des taux d'imposition moins élevés sur les gains en capital et les dividendes déterminés) et de détenir des placements portant intérêt dans votre REER
 - La possibilité de détenir des obligations à coupons détachés dans un REER, puisque dans le cas contraire, les intérêts seront assujettis annuellement à l'impôt, même s'ils ne sont reçus qu'à l'échéance
 - La possibilité de détenir vos placements en capital admissibles à la déduction pour gains en capital ailleurs que dans un REER afin d'utiliser la déduction pour gains en capital au moment de leur vente (ces placements sont parfois considérés comme des placements admissibles au REER)
- Il est possible de transférer à un REER certaines options d'achat d'actions accordées à des employés - mais il en découle une forme de double imposition.
- Avant de tenter de rééquilibrer la combinaison des placements dans votre REER en fonction des considérations susmentionnées, vérifiez si un transfert serait visé par les règles fiscales punitives sur les avantages ou les opérations de swap.
- Si vous croyez que les actions de sociétés privées que vous détenez dans votre REER sont interdites ou pourraient le devenir, communiquez avec votre conseiller EY au sujet des règles et des conséquences liées à leur retrait de votre REER.



Les placements admissibles pour les CELI sont les mêmes que pour les REER et les autres régimes enregistrés. Les cotisations en nature sont permises, comme dans le cas des REER. Sachez toutefois que les gains cumulés sur les biens transférés dans un CELI seront réalisés (au moment du transfert) et imposables, tandis que la déduction des pertes accumulées sera refusée.

Comme dans le cas des REER et des FERR, un impôt de pénalité spécial équivalant à 50 % s'applique à un placement interdit ou à un placement non admissible détenu par un CELI, et un impôt spécial équivalant à 100 % s'applique à certains avantages reçus relativement à un CELI.

L'ARC fait le suivi de vos droits de cotisation et les indique chaque année dans votre avis de cotisation. Comme dans le cas des REER, les cotisations excédentaires que vous pourriez verser seront assujetties à un impôt de pénalité de 1 % par mois jusqu'à ce que vous remédiez à la situation. Si vous devenez non-résident du Canada, un impôt de pénalité semblable équivalant à 1 % s'appliquera à toute cotisation que vous versez à votre CELI pendant que vous êtes non-résident.

Sachez que si les activités d'un CELI consistent à exploiter une entreprise²⁰, le revenu connexe gagné dans le CELI sera imposable. Le titulaire du CELI, le fiduciaire du CELI (p. ex. une institution financière) et la fiducie régie par le CELI sont solidairement tenus au paiement de l'impôt²¹.

FISCALIDÉES

- Vous pouvez donner ou prêter à votre époux ou conjoint de fait l'argent nécessaire aux fins de ses propres cotisations. Vous ne devriez pas verser directement une cotisation au CELI en son nom. Le revenu gagné sur les cotisations ne vous sera pas attribué pendant que les fonds sont dans le régime.
- Vous pouvez également consentir un don à un enfant majeur pour qu'il puisse cotiser à un CELI. Un particulier ne peut pas ouvrir un CELI ni y cotiser avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans. Cependant, le jour de ses 18 ans, il a le droit de cotiser au CELI jusqu'à concurrence du plafond de cotisation pour cette année-là (7 000 \$ pour 2025).
- Pour transférer votre CELI à un époux ou un conjoint de fait, vous devez le désigner à titre de titulaire remplaçant afin que les fonds continuent de s'accumuler en franchise d'impôt dans le compte sans toucher à ses droits de cotisation.
- Le montant maximal de vos cotisations pour l'année comporte trois composantes :
 - Le plafond CELI de 7 000 \$ pour l'année (7 000 \$ pour 2025 et 2024, 6 500 \$ pour 2023, 6 000 \$ pour 2022, 2021, 2020 et 2019, 5 500 \$ pour 2018, 2017 et 2016, 10 000 \$ pour 2015, 5 500 \$ pour 2014 et 2013, et 5 000 \$ avant 2013)
 - Les droits de cotisation inutilisés d'une année précédente
 - Le montant total des retraits de votre CELI effectués au cours de l'année précédente
- Vous pouvez avoir plus d'un CELI, tant que vos cotisations annuelles ne dépassent pas le plafond qui vous est applicable.
- Vous pouvez consulter votre Sommaire de transactions CELI sur le site Web de l'ARC. Allez dans Mon dossier²² pour voir toutes les cotisations à votre CELI ainsi que les retraits du compte. Cependant, n'oubliez pas que les opérations de l'année civile en cours n'y figureront pas avant l'année prochaine.
- Si vous devenez non-résident du Canada :
 - Vous ne serez pas imposé au Canada sur les revenus générés par le CELI (un impôt étranger pourrait cependant s'appliquer) ni sur les retraits de votre régime.
 - Aucun droit de cotisation ne s'accumulera pour toute année au cours de laquelle vous êtes non-résident. Dans l'année de votre émigration ou immigration, le plafond CELI pour l'année, sans rajustement au prorata, s'applique.
 - Si vous rétablissez votre résidence au Canada, tous les retraits effectués pendant que vous étiez non-résident seront rajoutés à vos droits de cotisation au CELI dans l'année suivante.
- Envisagez de détenir vos placements ne donnant pas droit à un traitement fiscal avantageux – soit ceux qui produisent des intérêts et des dividendes étrangers – au sein de votre CELI.
- Ni le revenu gagné au sein du CELI ni les retraits de celui-ci n'influent sur votre admissibilité aux avantages fédéraux fondés sur le revenu (c.-à-d. les prestations au titre de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti) ou aux crédits (c.-à-d. le crédit pour taxe sur les produits et services [TPS], le crédit en raison de l'âge et l'Allocation canadienne pour enfants [ACE]).



²⁰ Il pourrait s'agir, par exemple, d'une entreprise faisant le commerce de valeurs mobilières dans le cadre de laquelle le titulaire du CELI effectue activement, à l'instar d'un courtier, des opérations sur valeurs au sein du CELI, comme c'était le cas dans l'affaire *Canadian Western Trust Company as Trustee of the Fareed Ahmed TFSA v. The King*, 2023 TCC 17.

²¹ La responsabilité du fiduciaire du CELI à l'égard du revenu d'entreprise gagné par le CELI se limite aux biens alors détenus dans le CELI et à la somme de toutes les distributions de biens du CELI à compter de la date à laquelle l'avis de cotisation a été envoyé.

²² Se reporter au **chapitre 17, « Clôture de l'année d'imposition : paiements et remboursements d'impôt »** pour d'autres renseignements au sujet du service Mon dossier.

CELIAPP

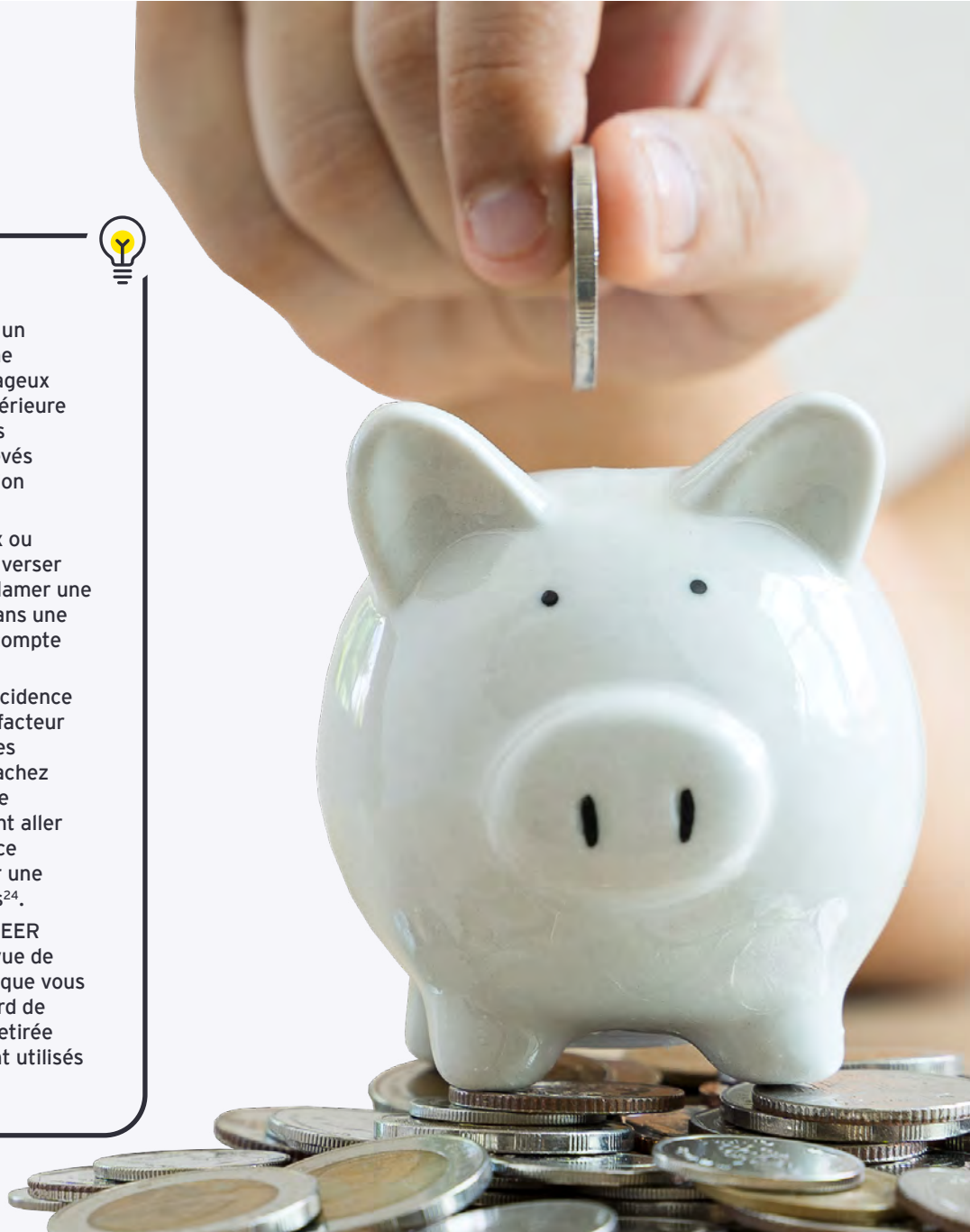
Le CELIAPP est un type de compte enregistré relativement nouveau permettant aux Canadiens d'épargner en vue d'une mise de fonds pour leur première maison. Il comporte des caractéristiques bien connues des particuliers qui investissent déjà dans des REER et des CELI, notamment les déductions de cotisations et les plafonds de cotisation annuels²³.

Les retraits admissibles effectués en vue d'acheter une première propriété sont non imposables. Même si le CELIAPP a été conçu avant tout pour les acheteurs d'une première habitation, vous pourriez tout de même y être admissible comme tel si vous n'avez pas été propriétaire d'une habitation depuis plusieurs années.

Les fonds qui sont versés à un CELIAPP, s'ils sont utilisés aux fins prévues, ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Les cotisations initiales donnent droit à une déduction d'impôt, ce qui signifie qu'elles sont prélevées sur un revenu avant impôt et que les retraits ne sont pas imposables. Cette structure diffère de celle des REER, qui offre plutôt une possibilité de report d'impôt et non de franchise d'impôt, et de celle des CELI, dans le cadre de laquelle les cotisations sont prélevées sur un revenu après impôt. Pour en savoir plus sur le CELIAPP, consultez le **chapitre 9, « Familles »**.

FISCALIDÉES

- Rappelez-vous que, même si une cotisation à un CELIAPP vous donne le droit de demander une déduction d'impôt, il pourrait être plus avantageux de conserver la déduction pour une année ultérieure si vous vous attendez à payer de l'impôt à des taux marginaux d'impôt sur le revenu plus élevés dans l'avenir. Vous pouvez reporter la déduction prospectivement de façon indéfinie.
- Vous pouvez donner de l'argent à votre époux ou à votre enfant adulte afin de lui permettre de verser une cotisation à un CELIAPP. Ils pourront réclamer une déduction d'impôt, dans la même année ou dans une année ultérieure, et le revenu gagné dans le compte ne vous sera pas attribué.
- Les cotisations à un CELIAPP n'ont aucune incidence sur vos droits de cotisation à un REER. Si un facteur d'équivalence limite votre faculté de verser des cotisations déductibles d'impôt à un REER, sachez qu'ouvrir un CELIAPP pourrait vous permettre d'épargner des sommes additionnelles pouvant aller jusqu'à 8 000 \$ par année, jusqu'à concurrence du plafond à vie de 40 000 \$, et de demander une déduction d'impôt à l'égard de ces cotisations²⁴.
- Vous pouvez transférer de l'argent de votre REER à un CELIAPP sans avoir à payer d'impôt en vue de maximiser votre cotisation au CELIAPP. Bien que vous ne recevriez pas de déduction d'impôt à l'égard de la cotisation, la somme versée pourrait être retirée plus tard en franchise d'impôt si les fonds sont utilisés pour l'achat d'une habitation admissible.



²³ 8 000 \$ par année, jusqu'à concurrence du plafond à vie de 40 000 \$.

²⁴ Il y a un facteur d'équivalence lorsque vous participez au régime de pension agréé ou au régime de participation différée aux bénéfices de votre employeur, par exemple.

Sociétés de placement

Par le passé, nombreux sont les particuliers qui ont détenu des placements par l'intermédiaire d'une SP pour profiter de la possibilité de report d'impôt à l'égard du revenu gagné au sein d'une société du fait que les gains réalisés au sein d'une société ne sont pas assujettis à l'impôt des particuliers tant qu'ils ne sont pas versés à l'actionnaire.

Cet avantage a, en bonne partie, été éliminé depuis l'application d'un impôt remboursable supplémentaire sur le revenu de placement des SPCC et des SPCC en substance, qui n'est remboursé que lorsque la société verse un dividende imposable à un particulier²⁵.

Le taux d'imposition effectif applicable au revenu gagné par l'intermédiaire d'une société est fonction de l'impôt des sociétés et de l'impôt des particuliers combinés. Étant donné que le mécanisme de majoration des dividendes et de crédit d'impôt pour dividendes est fondé sur des taux d'imposition fédéraux et provinciaux théoriques au niveau de la société et du particulier, dans la mesure où ces taux théoriques ne correspondent pas aux taux réels, le taux d'imposition effectif sur le revenu gagné par l'intermédiaire d'une société sera supérieur ou inférieur au taux d'imposition qu'un particulier paierait sur le même revenu gagné directement. Le coût ou l'économie absolu découlant du fait de gagner un revenu par l'intermédiaire d'une société correspond à l'écart entre les taux.

Dans toutes les provinces, un coût est rattaché, par suite d'une distribution intégrale, au fait de gagner un revenu de placement au sein d'une SP plutôt que de le gagner directement à titre de particulier. Cependant, des possibilités de report peuvent exister dans quelques provinces (et dans toutes les provinces en ce qui a trait aux dividendes non déterminés) si les fonds sont conservés dans la SP en raison des taux d'imposition des particuliers qui y sont applicables. Le fait d'avoir une SP peut également offrir d'autres avantages non fiscaux.

Notamment, une SP pourrait toujours se révéler utile dans les circonstances suivantes :

- Planification relative aux droits d'homologation
- Protection de l'actif contre l'impôt successoral américain
- Facilitation d'un gel successoral
- Report de l'impôt par le choix d'une fin d'année d'imposition ne coïncidant pas avec l'année civile
- Réduction du revenu personnel net pour maintenir certains crédits d'impôt et certaines prestations des programmes sociaux
- Conversion des intérêts par ailleurs non déductibles en intérêts déductibles aux fins fiscales
- Détention d'actions dans des sociétés d'exploitation qui versent des dividendes²⁶

FISCALIDÉES

- Si vous songez à liquider votre SP, songez aux avantages possibles des SP et sachez que des coûts fiscaux considérables peuvent découler de la liquidation.
- Si vous songez à constituer une SP, n'oubliez pas que le transfert d'un portefeuille personnel à une société pourrait rendre difficile l'utilisation des pertes en capital personnelles. De plus, tenez compte du coût fiscal par rapport à tout avantage tiré du report de l'impôt dans votre province ainsi que des coûts administratifs additionnels liés à la constitution et au maintien d'une société.



Investir à l'étranger

Les résidents canadiens sont imposés sur leurs revenus de toutes provenances, de sorte qu'investir à l'étranger, directement ou indirectement, ne vous permet généralement pas d'éviter l'impôt canadien.

Toute une gamme de règles et d'exigences d'observation en matière de fiscalité canadienne vise les placements à l'étranger, notamment :

- les règles concernant les entités de placement étrangères qui prévoient l'inclusion dans le revenu annuel aux fins fiscales canadiennes, même en l'absence de distribution de revenu;
- les règles relatives aux fiducies étrangères qui présument qu'une fiducie étrangère réside au Canada et y est donc imposable;
- les exigences de déclaration annuelle des placements étrangers pour les particuliers qui détiennent des placements étrangers dont le coût totalise plus de 100 000 \$ CA à un moment quelconque de l'année ou des actions d'une société étrangère affiliée.

²⁵ Vous trouverez des renseignements sur les SPCC en substance au [chapitre 6, « Professionnels et propriétaires d'entreprise »](#), dans l'article « Instauration de la notion de SPCC en substance » du [numéro de novembre 2022 du bulletin Questionsfiscales@EY](#) et dans le bulletin [FiscAlerte 2024 numéro 31](#) d'EY.

²⁶ Les options de fractionnement du revenu à l'aide de cette méthode sont maintenant très limitées. Voir le [chapitre 9, « Familles »](#).

CHAPITRE 6

Professionnels et propriétaires d'entreprise



QUE VOUS SOYEZ UN PROFESSIONNEL
OU UN PROPRIÉTAIRE D'ENTREPRISE,
DE NOMBREUSES POSSIBILITÉS
DE PLANIFICATION FISCALE TRÈS
INTÉRESSANTES S'OFFRENT À VOUS.





Dépenses d'entreprise

En termes généraux, toutes les dépenses raisonnables engagées en vue de tirer un revenu d'entreprise sont déductibles dans le calcul du revenu d'entreprise aux fins de l'impôt.

Par contre, les lois fiscales prévoient certaines restrictions particulières :

- Le montant pouvant être réclamé au titre des frais de repas et de représentation est généralement plafonné à 50 % du montant payé (au Québec, ce plafond correspond à 50 % des frais engagés ou au plafond basé sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, selon le montant le moins élevé).
- Si vous utilisez votre voiture aux fins de votre entreprise, vous pouvez réclamer des frais d'utilisation liés à l'entreprise, y compris l'essence, l'entretien, les réparations, l'immatriculation et l'assurance. De plus, vous pouvez réclamer l'amortissement ou les frais de location, sous réserve des montants maximaux prescrits. Souvenez-vous que la partie de ces dépenses à des fins d'affaires sera généralement calculée en fonction des kilomètres parcourus à des fins d'affaires par rapport au kilométrage total effectué au cours de l'année. De plus, les déplacements entre votre domicile et les locaux de votre entreprise ne sont pas considérés comme des déplacements d'affaires. Pour appuyer votre réclamation au titre des frais d'utilisation d'une automobile, tenez un registre du kilométrage total parcouru et du kilométrage parcouru à des fins d'affaires au cours de l'année.
- Si vous exploitez votre entreprise principalement à partir d'un bureau à domicile (et que vous n'avez pas d'autre bureau ou que vous utilisez votre bureau à domicile exclusivement pour exploiter votre entreprise et pour recevoir vos clients ou patients de façon régulière), vous pouvez réclamer une partie raisonnable des intérêts hypothécaires ou du loyer, des impôts fonciers et des primes d'assurance, des frais de services publics, ainsi que des frais de réparation et d'entretien. La détermination de ce qui constitue une « partie raisonnable »

est habituellement fondée sur la superficie occupée par rapport à la superficie totale de la maison; des règles spéciales s'appliquent au Québec. Vous pouvez même réclamer l'amortissement de votre maison en ce qui a trait à l'espace occupé par votre bureau, mais pareille réclamation n'est généralement pas judicieuse, car elle peut limiter l'exemption pour résidence principale au moment de la vente de la maison. Au cours de toute année donnée, la déduction des frais de bureau à domicile ne peut pas dépasser le revenu tiré de l'entreprise qui y est exploitée. Toutefois, l'excédent peut être reporté prospectivement et ajouté aux frais de bureau à domicile de l'année suivante.

- Vous pouvez réclamer les coûts de participation à des congrès afférents à votre entreprise ou profession. Vous devez cependant vous limiter à deux congrès par année, et ces congrès doivent être tenus en un lieu en rapport avec le territoire de votre entreprise ou organisation professionnelle. Comme nous l'avons vu, les frais de repas et de représentation dans le cadre du congrès seront probablement plafonnés.
- Vous pouvez demander un amortissement, à l'égard des actifs corporels et incorporels prêts à être utilisés dans votre entreprise ou votre profession en vue de gagner un revenu, en réclamant la déduction pour amortissement (DPA). Toutefois, le montant de DPA que vous pouvez réclamer chaque année d'imposition est assujéti à un plafond, selon la catégorie des immobilisations aux fins de la DPA, de sorte que le coût des immobilisations est déduit sur un certain nombre d'années. Généralement, ces catégories sont fondées sur la méthode de l'amortissement dégressif, et des taux maximum s'appliquent à chaque catégorie.

Déduction pour amortissement accéléré temporaire

Certains biens acquis après le 20 novembre 2018 peuvent, de façon temporaire, être amortis aux fins de l'impôt à un taux accéléré, comme suit :

- La passation en charges intégrale immédiate du coût des machines et du matériel de fabrication et de transformation (F&T) et du matériel désigné de production d'énergie propre qui sont devenus prêts à être mis en service dans une entreprise avant 2024. La déduction pour amortissement accéléré (DPA accéléré) applicable au matériel de F&T et au matériel désigné de production d'énergie propre est en voie d'être éliminée progressivement pour les biens qui deviennent prêts à être mis en service entre 2024 et la fin de 2027. La déduction pour la première année est de 75 % pour les machines et le matériel admissibles qui deviennent prêts à être mis en service en 2024 et en 2025 et de 55 % pour les machines et le matériel admissibles qui deviennent prêts à être mis en service en 2026 et en 2027¹.

Une DPA bonifiée est aussi toujours possible dans le cadre d'un incitatif à l'investissement accéléré dans l'année d'imposition durant laquelle le bien est prêt à être mis en service pour la première fois dans une entreprise ou dans l'exercice d'une profession. Cette DPA pour la première année peut atteindre jusqu'à deux fois la déduction normale pour la plupart des catégories d'immobilisations qui deviennent prêtes à être mises en service entre 2024 et la fin de 2027

(au départ, elle pouvait atteindre jusqu'à trois fois la DPA normale pour la première année pour la plupart des catégories d'immobilisations qui sont devenues prêtes à être mises en service avant 2024)². Cet incitatif n'est pas disponible si la DPA a été demandée à l'égard du bien par une personne ou une société de personnes ayant un lien de dépendance au cours d'une année d'imposition terminée avant l'acquisition du bien par le contribuable.

- La passation en charges intégrale des véhicules « zéro émission » admissibles qui ont été acquis et sont devenus prêts à être mis en service dans une entreprise ou l'exercice d'une profession entre le 19 mars 2019 et le 31 décembre 2023, sous réserve d'un plafond de 61 000 \$ (plus les taxes de vente)³ par véhicule. Une DPA accéléré sera offerte pour les véhicules qui deviennent prêts à être mis en service entre 2024 et la fin de 2027. La déduction pour la première année est de 75 % pour les véhicules admissibles qui deviennent prêts à être mis en service en 2024 et en 2025 et de 55 % pour les véhicules admissibles qui deviennent prêts à être mis en service en 2026 et en 2027⁴. Les véhicules admissibles comprennent les véhicules fonctionnant grâce à des batteries électriques, les véhicules hybrides rechargeables (munis d'une batterie d'une capacité d'au moins 7 kWh) et les véhicules fonctionnant grâce à des piles à hydrogène, y compris les véhicules légers, moyens et lourds achetés par des entreprises.

Des modifications législatives ont aboli l'exigence que le véhicule zéro émission soit nouvellement acquis, sauf si le véhicule a été acquis d'une partie ayant un lien de dépendance avec l'acheteur ou dans le cadre d'un transfert avec report d'impôt.

D'autres modifications législatives ont élargi l'application de ces règles aux autres types de matériel et de véhicules automobiles (c.-à-d. autpropulsés) qui sont entièrement électriques ou alimentés à l'hydrogène. Le matériel et les véhicules qui sont en partie alimentés par d'autres sources que l'électricité ou l'hydrogène - comme l'essence, le diesel, la force humaine ou animale - ne sont pas admissibles.

En vertu de ces modifications, le matériel ou les véhicules admissibles doivent être acquis après le 1^{er} mars 2020 et devenir prêts à être mis en service avant 2028.

¹ Dans l'Énoncé économique de l'automne de 2024 (EEA de 2024), publié le 16 décembre 2024, le gouvernement fédéral a proposé de rétablir la passation en charges intégrale pour les machines et le matériel de F&T ainsi que le matériel désigné de production d'énergie propre qui sont acquis le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date et qui deviennent prêts à être mis en service avant 2030; quant aux biens admissibles qui deviennent prêts à être mis en service après 2029 et avant 2034, ils pourraient faire l'objet d'une DPA accéléré.

² L'EEA de 2024 proposait également de prolonger l'incitatif à l'investissement accéléré afin que son élimination progressive ne commence qu'après 2029 et qu'il ne soit complètement éliminé que pour les biens admissibles qui sont acquis et deviennent prêts à être mis en service après 2033.

³ Ce plafond était auparavant de 59 000 \$ pour les véhicules acquis après le 31 décembre 2022.

⁴ L'EEA de 2024 proposait aussi de rétablir la passation en charges intégrale pour les véhicules zéro émission qui sont acquis le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date et qui deviennent prêts à être mis en service avant 2030; quant aux véhicules admissibles qui deviennent prêts à être mis en service après 2029 et avant 2034, ils pourraient faire l'objet d'une DPA accéléré.

Le budget fédéral de 2024 et les propositions législatives correspondantes prévoient une augmentation du taux maximal de la DPA, de façon à le faire passer de 4 % à 10 % dans le cas des immeubles neufs construits spécialement pour la location admissibles dont la construction commence le 16 avril 2024 ou après cette date, et avant 2031, et qui deviennent prêts à être mis en service avant 2036. Les immeubles admissibles à ces fins comprennent les nouveaux ensembles résidentiels construits spécialement pour la location, soit les immeubles d'habitation contenant au moins 4 logements privés ou au moins 10 chambres ou suites privées et dans lesquels au moins 90 % des logements sont destinés à la location à long terme (pour des périodes continues d'au moins 28 jours consécutifs)⁵.

Le budget et les propositions législatives prévoient également la passation en charges intégrale des immobilisations des catégories suivantes acquises le 16 avril 2024 ou après cette date et qui deviennent prêtes à être mises en service avant le 1^{er} janvier 2027 :

- Catégorie 44 : Les brevets ou les droits permettant l'utilisation de renseignements brevetés pour une durée limitée ou non
- Catégorie 46 : Le matériel d'infrastructure pour réseaux de données et les logiciels d'exploitation connexes
- Catégorie 50 : Le matériel électronique universel de traitement de l'information et les logiciels d'exploitation connexes

⁵ Les mesures proposées s'appliquent également aux biens utilisés antérieurement à titre de biens à usage commercial ayant fait l'objet de rénovations majeures en vue d'être utilisés comme ensembles résidentiels construits spécialement pour la location, si les rénovations commencent après le 15 avril 2024 et avant 2031.

La passation en charges intégrale ne sera disponible que pour l'année dans laquelle le bien devient prêt à être mis en service. Les biens qui deviennent prêts à être mis en service après 2026 et avant 2028 continueront de bénéficier de l'incitatif à l'investissement accéléré existant.

Consultez le bulletin **FiscAlerte 2024 numéro 42** d'EY.

Primes ou cotisations à un régime privé d'assurance-maladie

Les propriétaires d'entreprises non constituées en société, y compris tous les travailleurs indépendants, peuvent généralement déduire les primes ou cotisations versées à un régime privé d'assurance-maladie et d'assurance-soins dentaires, sous réserve de certaines conditions et limites.

Pour être admissibles, les frais d'un régime privé d'assurance-maladie doivent être versés à des tiers qui offrent de tels régimes et ne peuvent être inclus dans la réclamation au titre du crédit d'impôt pour frais médicaux s'ils sont déduits comme dépense d'entreprise. Cependant, les frais qui dépassent les montants déductibles sont admissibles au titre du crédit d'impôt pour frais médicaux.

La déduction n'est pas disponible aux fins de l'impôt du Québec. Seul le crédit d'impôt pour frais médicaux peut être réclamé au Québec.



Crédit canadien pour la formation

Le crédit canadien pour la formation est un crédit d'impôt remboursable qui apporte aux particuliers admissibles ayant un revenu d'emploi ou un revenu d'entreprise une aide financière pour couvrir jusqu'à la moitié des frais de scolarité et autres frais admissibles associés à la formation.

Les particuliers admissibles accumulent 250 \$ par année dans un compte théorique qui peut être utilisé pour couvrir les frais de la formation. Pour accumuler le montant de 250 \$ chaque année, un particulier résidant au Canada (qui a atteint l'âge de 26 ans, mais non de 66 ans, avant la fin de l'année) doit produire une déclaration de revenus, avoir un revenu d'emploi ou un revenu d'entreprise dans l'année d'imposition précédente d'au moins 10 000 \$⁶ (11 821 \$ en 2024 aux fins du calcul du solde du compte théorique pour 2025) et avoir un revenu net dans l'année d'imposition précédente qui ne dépasse pas le plafond de la troisième fourchette d'imposition (173 205 \$ en 2024 aux fins du calcul du solde du compte théorique pour 2025). L'accumulation maximale à vie est de 5 000 \$, et tout solde inutilisé expirera à la fin de l'année où un particulier atteindra l'âge de 65 ans.

Le montant du crédit remboursable qui peut être demandé pour une année d'imposition est égal au moins élevé des montants suivants : la moitié des frais de scolarité et autres frais admissibles payés pour l'année d'imposition et le solde du compte théorique du particulier. Aux fins de ce crédit, les frais de scolarité et autres frais n'incluent pas ceux qui sont perçus par des établissements d'enseignement situés à l'extérieur du Canada. Le crédit canadien pour la formation (remboursable) réduit le montant admissible au titre du crédit d'impôt pour frais de scolarité. L'accumulation annuelle dans le compte théorique a commencé en 2019, et le premier crédit pouvait être demandé pour l'année d'imposition 2020.

Règles relatives au changement d'usage pour les immeubles résidentiels à logements multiples

Lorsqu'un contribuable convertit un bien servant à produire un revenu (p. ex. un immeuble locatif) en un bien à usage personnel (p. ex. un immeuble résidentiel) ou vice versa, il y a disposition réputée du bien et nouvelle acquisition du bien à la juste valeur marchande aux fins de l'impôt. Par conséquent, s'il y a des gains en capital latents sur le bien, ceux-ci seront réalisés et assujettis à l'impôt au moment de la disposition. Lorsque l'usage d'un bien est changé, le contribuable peut choisir de se soustraire à cette disposition réputée. Ce choix peut se traduire par un report de la réalisation de tout gain en capital accumulé sur le bien, jusqu'à ce qu'il soit finalement réalisé lors d'une disposition ultérieure. La règle de disposition réputée s'applique aux changements d'usage de l'intégralité ou d'une partie seulement d'un bien.

Par exemple, si vous êtes propriétaire d'un immeuble résidentiel à logements multiples (comme un triplex), que vous louez les logements, mais que vous décidez d'emménager dans l'un d'eux, les règles relatives au changement d'usage s'appliqueront puisqu'il s'agit d'un changement d'usage d'une partie du bien. Cependant, vous pourriez choisir de vous soustraire à la disposition réputée qui se rattache à ce changement d'usage.

Locations à court terme non conformes

Des règles récemment adoptées empêchent la déduction des dépenses engagées par les exploitants de logements servant à la location à court terme afin de tirer un revenu de location à court terme dans les provinces ou les municipalités qui ont interdit ce type de location. À ces fins, une « location à court terme » s'entend d'un bien résidentiel offert en location pour une durée inférieure à 90 jours consécutifs.

Ces règles s'appliquent aux frais d'intérêts et aux autres types de dépenses de location. L'exploitant qui ne respecte pas les exigences provinciales ou municipales en matière d'enregistrement, de licence et de permis ne peut pas réclamer de déductions fiscales pour la location à court terme. Ces nouvelles restrictions s'appliquent à toutes les dépenses de location engagées après 2023.

Pour en savoir plus, consultez l'article « Nouvelles mesures pour remédier à la pénurie de logements et à la hausse du prix des logements » paru dans le **numéro de juin 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY**.

⁶ Cette somme comprend aussi les prestations de maternité et parentales de l'assurance-emploi ou payées en vertu de la *Loi sur l'assurance parentale du Québec*, certaines subventions de recherches et bourses d'études, bourses de perfectionnement ou bourses d'entretien non exonérées d'impôt, de même que certains montants normalement exonérés de l'impôt sur le revenu.



Taux d'inclusion des gains en capital : annulation de la hausse

Le budget fédéral de 2024 avait proposé d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (la proportion des gains en capital réalisés assujettie à l'impôt) à la disposition d'une immobilisation, de façon à le faire passer d'une demie aux deux tiers sur la partie des gains en capital réalisés après le 24 juin 2024 et qui excède 250 000 \$ dans l'année pour les particuliers et certaines fiducies, et sur la totalité des gains en capital réalisés par les sociétés et la plupart des fiducies⁷.

Le 31 janvier 2025, le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il prévoyait présenter des dispositions législatives pour reporter au 1^{er} janvier 2026 l'entrée en vigueur des modifications.

Cependant, le 21 mars 2025, il a annoncé l'annulation de l'augmentation proposée du taux d'inclusion des gains en capital et de l'ensemble des modifications corrélatives. Par conséquent, le taux d'inclusion d'une demie s'applique toujours, soit le même taux qui s'applique depuis le 18 octobre 2000.

Pour en savoir davantage, consultez le commentaire d'EY N 057-25, *Dissolution du Parlement et élections générales : Conséquences sur les propositions fiscales en suspens*.

Sociétés de personnes

Lorsque deux contribuables ou plus regroupent leurs biens ou leurs activités commerciales ou se lancent dans une entreprise commune sans se constituer en société, ils forment généralement une société de personnes. Bien qu'une société de personnes ne soit pas une entité imposable, le revenu ou la perte est calculé au niveau de la société de personnes et passe aux associés personnellement selon les proportions convenues dans leur convention de société de personnes. Le revenu tiré d'une société de personnes conserve sa nature lorsqu'il est attribué à un associé et déclaré par lui.

Si une société de personnes compte au moins un particulier associé, sa fin d'exercice doit être le 31 décembre, sauf s'il est possible de choisir l'autre méthode (voir ci-après).

Planification fiscale pour les sociétés de personnes dans le passé

Avant le 22 mars 2011, si tous les associés étaient des sociétés, n'importe quelle fin d'exercice pouvait être choisie, ce qui permettait à de nombreuses sociétés associées de bénéficier d'un report d'impôt sur le revenu de la société de personnes en choisissant pour la société de personnes une fin d'exercice postérieure à la fin de leur propre exercice. Aux fins fiscales, la société déclarait le revenu de la société de personnes pour l'exercice se terminant au cours de l'année d'imposition de la société.

Le budget fédéral de 2011 a éliminé cette possibilité de report d'impôt sur le revenu provenant d'une société de personnes pour les sociétés associées, y compris les parties liées et affiliées, ayant droit à plus de 10 % du revenu ou de l'actif net de la société de personnes.

⁷ Parmi les exemples d'immobilisations, mentionnons celles utilisées dans votre entreprise non constituée en société, comme les machines et le matériel ou les immeubles, ou encore les placements, comme les actions ou les obligations, que vous détenez à titre de capital.



Le budget fédéral de 2016 a instauré des règles visant à restreindre l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises dans le cadre de certaines structures impliquant des sociétés et des sociétés de personnes qui multiplient l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises au sein d'un groupe. Ces règles s'appliquent aux années d'imposition qui commencent après le 21 mars 2016.

Déclaration du revenu d'entreprise

En règle générale, l'exercice des entreprises individuelles et des sociétés de personnes doit se terminer le 31 décembre aux fins du calcul de l'impôt. Comme il existe des raisons valables ne relevant pas de la fiscalité justifiant une fin d'exercice à une autre date que le 31 décembre, les entreprises individuelles (et les sociétés de personnes dont tous les associés sont des particuliers) peuvent toutefois opter pour un exercice ne coïncidant pas avec l'année civile aux fins fiscales et calculer leur revenu d'entreprise pour l'année à l'aide d'une formule déterminée (l'autre méthode). Les sociétés de personnes en paliers et les entreprises qui investissent principalement dans des abris fiscaux ne sont pas admissibles à ce choix.

FISCALIDÉE

Les particuliers qui déclarent un revenu d'entreprise, sauf ceux dont le seul revenu d'entreprise provient d'un abri fiscal, doivent produire leurs déclarations de revenus des particuliers au plus tard le 15 juin, et non le 30 avril. Toutefois, la date limite pour acquitter tout solde d'impôt impayé demeure le 30 avril.



Règles de divulgation obligatoire

Des modifications législatives récentes visent à améliorer les règles de divulgation obligatoire pour permettre d'obtenir des renseignements pertinents sur les stratégies de planification fiscale abusive et sur les opérations effectuées par les contribuables, dont les particuliers. Ces règles visent à la fois les opérations à déclarer (terme défini) et les opérations à signaler, soit des opérations que l'Agence du revenu du Canada (ARC) considère comme abusives, ainsi que les opérations dignes d'intérêt. Les opérations à déclarer et à signaler conclues après le 22 juin 2023 doivent être divulguées dans les déclarations de renseignements prescrites. Des pénalités seront imposées pour le non-respect des obligations de divulgation.

Pour en savoir plus sur ces règles, consultez les ressources suivantes :

- Le bulletin **FiscAlerte 2022 numéro 37**, *Le ministère des Finances publie des propositions législatives visant des mesures en suspens du budget de 2022*, d'EY
- Le bulletin **FiscAlerte 2023 numéro 27**, *Adoption de la Loi n° 1 d'exécution du budget de 2023*, d'EY
- Le bulletin **FiscAlerte 2023 numéro 29**, *Les nouvelles règles de divulgation obligatoire sont maintenant en vigueur*, d'EY
- La page Web de l'ARC **Règles de divulgation obligatoire - Aperçu**.

Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes

Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) offrait des prêts sans intérêt pouvant atteindre 60 000 \$ aux petites entreprises et aux organismes à but non lucratif admissibles afin de leur donner accès au capital nécessaire pour couvrir des charges d'exploitation non reportables pendant la pandémie de COVID-19.

Au départ, les prêts sans intérêt offerts plafonnaient à 40 000 \$, mais à partir du 4 décembre 2020, le programme a été bonifié pour offrir une somme supplémentaire de 20 000 \$ au titre des prêts aux demandeurs approuvés dans le cadre du CUEC qui étaient toujours touchés par la pandémie. Le tiers de ces prêts, soit une somme maximale de 20 000 \$ (25 % du financement initial et 50 % du financement additionnel obtenu dans le cadre du programme bonifié), pouvait être radié si le solde était remboursé au plus tard le 18 janvier 2024⁸. Le gouvernement a également mentionné que les prêts en souffrance allaient alors être convertis en prêts de trois ans assortis d'un taux d'intérêt de 5 % par année à compter du 19 janvier 2024 et devront être entièrement remboursés au plus tard le 31 décembre 2026.

La partie des prêts obtenus dans le cadre du programme de CUEC qui peut être radiée était imposable dans l'année de la réception du prêt. Si les conditions de remboursement ne sont pas respectées, le montant au titre de la partie du prêt radiée déjà inclus dans le calcul du revenu peut être déduit aux fins de l'impôt dans l'année d'imposition où il est remboursé.

Pour en savoir plus sur ce programme, visitez le site <https://ceba-cuec.ca/fr/>.

⁸ La date limite était le 28 mars 2024 pour les personnes qui présentaient au plus tard le 18 janvier 2024 une demande de refinancement auprès de l'institution financière qui a accordé le prêt.

Constitution de votre entreprise en société

En tant que propriétaire d'entreprise, vous devrez probablement décider s'il faut constituer en société votre entreprise lorsque celle-ci deviendra prospère. Vous devrez fonder cette décision sur certains facteurs d'ordre commercial et fiscal.

La constitution en société peut comporter une foule d'avantages commerciaux, dont les suivants :

- La responsabilité est limitée aux éléments d'actif de la société. Cependant, les propriétaires d'entreprise doivent souvent fournir des garanties personnelles pour les prêts commerciaux. Le risque ne se limite plus alors aux éléments d'actif de l'entreprise.
- Étant donné qu'une société constituée est une entité juridique distincte de son propriétaire, elle peut poursuivre ses activités au décès de celui-ci, ce qui facilite la transmission de l'entreprise.

Ces avantages sont toutefois contrebalancés par les coûts commerciaux, dont les frais comptables et juridiques liés à l'établissement de la société, et les frais permanents de maintien et de conformité, notamment les coûts relatifs aux procès-verbaux, aux états financiers et aux déclarations de revenus. Toutefois, des règles permettent que soient déduits en totalité au cours de l'année les premiers 3 000 \$ des dépenses engagées au titre de la constitution en société (alinéa 20(1)b)) qui ne sont pas déductibles par ailleurs aux fins de l'impôt.

Le principal avantage fiscal de la constitution en société, par rapport au fait de tirer un revenu d'entreprise personnellement et de payer l'impôt au taux d'imposition marginal le plus élevé, est le report de l'impôt sur le revenu. Ce report résulte du fait qu'une SPCC est généralement assujettie à un taux d'imposition réduit sur la première tranche de 500 000 \$⁹ du revenu tiré d'une entreprise exploitée activement. Le taux pour 2025 varie de 9 % à 12,2 % selon la province ou le territoire. Il en résulte un report d'impôt annuel possible approximatif de 185 000 \$ à 281 420 \$ sur le montant admissible au taux réduit applicable aux petites entreprises selon la province ou le territoire d'exploitation de l'entreprise et de résidence du propriétaire.

L'avantage lié au report sera normalement éliminé lorsque les revenus de la société seront versés au propriétaire sous forme de dividendes¹⁰. Cependant, plus les revenus demeurent longtemps au sein de la société, plus l'avantage lié au report d'impôt est considérable. Des règles limitent les mécanismes de planification fiscale au moyen de sociétés privées et réduisent le plafond des affaires des petites entreprises pour les SPCC gagnant un revenu passif excédant 50 000 \$ par année, de sorte que, notamment, l'avantage lié au report d'impôt découlant de la constitution en société pourrait être moins intéressant.

Voir les rubriques « **Modifications limitant le fractionnement du revenu après 2017** » et « **Modifications touchant les sociétés privées gagnant un revenu de placement passif** » plus loin pour en savoir plus.

Des mesures empêchent aussi l'utilisation de certaines structures pour multiplier l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises au sein d'un groupe. Une attention particulière devrait être portée à ces règles dans le cadre de la planification afin de maximiser l'avantage des taux réduits pour les petites entreprises. Ces règles sont complexes; consultez votre conseiller en fiscalité EY.

En 2025, le taux fédéral d'imposition des petites entreprises est de 9 %¹¹.

⁹ Au fédéral et dans l'ensemble des provinces et territoires, sauf en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard où le plafond des affaires est de 600 000 \$, et en Nouvelle-Écosse où il est de 700 000 \$.

¹⁰ En fait, il y a, dans la plupart des provinces, un faible coût fiscal global lorsque les revenus de la société sont versés au propriétaire sous forme de dividendes. Autrement dit, le total de l'impôt sur le revenu des sociétés et de l'impôt des particuliers combinés est légèrement plus élevé que le total de l'impôt qui devrait être payé si le revenu était gagné directement par un particulier dans le cas d'une entreprise non constituée en société.

¹¹ Toutefois, le revenu admissible des fabricants de technologies à zéro émission est temporairement assujéti soit à un taux fédéral d'imposition des petites entreprises de 4,5 %, soit à un taux général d'imposition des sociétés de 7,5 % pour les années d'imposition commençant après 2021. Voir les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 20](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 31](#) d'EY pour en savoir plus.

Au niveau fédéral, cette réduction du taux d'imposition des sociétés est moins importante pour les grandes sociétés dont le capital imposable (et celui de l'ensemble de leurs sociétés associées) est supérieur à 10 millions de dollars et est éliminée lorsque le capital imposable (et celui de l'ensemble de leurs sociétés associées) est de 50 millions de dollars ou plus¹². L'ensemble des provinces et des territoires ont une disposition de récupération semblable. Comme il a été mentionné, une autre disposition de récupération pour les SPCC dont le revenu de placement passif (et celui de l'ensemble de leurs sociétés associées) excède 50 000 \$ par année, qui s'applique pour les années d'imposition commençant après 2018.

Voir la rubrique « **Modifications touchant les sociétés privées gagnant un revenu de placement passif** » ci-après pour en savoir plus.

FISCALIDÉES

- Si vous exploitez avec succès une entreprise non constituée en société, évaluez les avantages commerciaux et fiscaux que pourrait vous procurer la constitution en société.
- Si votre société fournit des services qui pourraient normalement être fournis par un employé, examinez les règles relatives aux entreprises de prestation de services personnels. En plus des règles punitives existantes qui limitent les déductions et refusent l'admissibilité à la déduction accordée aux petites entreprises ou à la réduction du taux général d'imposition des sociétés, le taux fédéral d'imposition des sociétés applicable au revenu des entreprises de prestation de services personnels est très élevé, s'établissant à 33 %. Pour en savoir plus sur ces règles, consultez l'article « Entreprises de prestation de services personnels : considérations fiscales à garder à l'esprit » paru dans le [numéro de juillet 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).



Avantages supplémentaires

La constitution d'une entreprise individuelle en société comporte aussi d'autres avantages fiscaux, dont les suivants :

- Possibilité de réclamer l'exonération cumulative des gains en capital à la vente d'actions admissibles de petite entreprise. Pour en savoir plus, consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#).
- Souplesse quant à la nature de la rémunération et au moment où elle est versée
- Possibilité de fractionner le revenu en faisant en sorte que certains membres de la famille souscrivent des actions de l'entreprise et reçoivent des dividendes. Avant 2018, ce type de fractionnement du revenu fonctionnait pour les membres adultes de la famille qui recevaient un revenu ou des gains en capital provenant d'une société privée, puisque seuls les enfants mineurs recevant un tel revenu étaient assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné (IRF) au taux d'imposition marginal des particuliers le plus élevé. Or, les règles révisées relatives à l'IRF, en vigueur après 2017, ont étendu l'application de cet impôt à certains membres adultes de la famille, ce qui limite encore davantage les possibilités de fractionnement du revenu.

Voir la rubrique « **Modifications limitant le fractionnement du revenu après 2017** » ci-après.

- Gestion du coût fiscal éventuel lié à la disposition réputée des biens au décès du propriétaire au moyen d'un gel successoral. (Notons que la planification liée aux gels successoraux a également été touchée par les règles révisées relatives à l'IRF. Voir ci-après.) Pour en savoir plus sur la planification successorale, consultez le [chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »](#).
- Réduction des droits d'homologation éventuels à payer sur la succession au décès du propriétaire

¹² Le budget fédéral de 2022 et les dispositions législatives connexes ont augmenté ce seuil d'élimination pour le faire passer de 15 millions de dollars à 50 millions de dollars, pour les années d'imposition qui ont commencé après le 6 avril 2022.

Inconvénients

L'exploitation d'une entreprise constituée en société comporte néanmoins quelques inconvénients, notamment ce qui suit :

- Pertes immobilisées. Si l'entreprise fonctionne à perte, ces pertes ne peuvent être utilisées par le propriétaire en réduction des autres sources de revenus. Elles ne peuvent qu'être reportées rétroactivement sur 3 ans ou prospectivement sur 20 ans en diminution d'autres revenus de la société pour ces années. C'est la raison pour laquelle les entreprises en démarrage ne sont souvent pas constituées en société dès le départ, mais seulement une fois que l'entreprise commence à enregistrer des profits.
- Risque de double imposition à la vente de l'entreprise ou à la disposition d'éléments d'actif. Lorsque la société procède à la disposition d'éléments d'actif, tout gain connexe est imposable pour la société. Or, il y a de nouveau imposition lorsque le produit de la disposition après impôts est distribué aux actionnaires sous forme de dividendes. Une planification appropriée peut cependant permettre d'obtenir un résultat plus efficace sur le plan fiscal. Pour en savoir plus, consultez le [chapitre 1, « Songez-vous à vendre votre entreprise? »](#).

FISCALITÉ

Envisagez de détenir à titre personnel les biens productifs de revenus de placement, de sorte que votre société exploitant activement une entreprise conserve le statut de société exploitant une petite entreprise et que les actions soient admissibles à la déduction pour gains en capital en réduisant potentiellement votre compte de PNCP personnel.

Modifications limitant le fractionnement du revenu après 2017

Des modifications adoptées en juin 2018 sont venues limiter le recours aux mécanismes de fractionnement du revenu utilisant des sociétés privées pour profiter des taux d'imposition des particuliers moins élevés de certains membres de la famille âgés de 18 ans ou plus qui sont des actionnaires directs ou indirects de la société ou qui sont des membres de la famille liés à de tels actionnaires.

Pour les années d'imposition 2018 et suivantes, ces règles limitent, en effet, la capacité de partager le revenu au sein d'une famille, celles-ci ayant élargi le bassin de particuliers assujettis à l'IRF pour inclure les enfants de 18 ans ou plus ainsi que les autres particuliers adultes liés (ce qui inclut les époux ou conjoints de fait, les frères et les sœurs, les grands-parents et les petits-enfants, mais exclut les tantes, les oncles, les neveux, les nièces, les cousins et les cousines) qui reçoivent un revenu fractionné¹³ provenant d'une entreprise (familiale) liée, soit directement d'une société privée (notamment sous forme de dividendes) ou par l'intermédiaire d'une fiducie ou d'une société de personnes. Le taux de l'IRF correspond au taux marginal d'impôt sur le revenu des particuliers fédéral le plus élevé (33 % en 2025). La liste des types de revenus qui sont assujettis à l'IRF a également été allongée pour y inclure le revenu d'intérêts tiré d'une créance d'une société privée, d'une société de personnes ou d'une fiducie (sous réserve de certaines exceptions); et les gains provenant de la disposition d'un bien si le revenu tiré du bien constituait par ailleurs un revenu fractionné.

En vertu de ces règles, le revenu ou les gains tirés d'une entreprise liée par certains membres adultes de la famille sont exclus de l'IRF si l'une des diverses exceptions s'applique. Les adultes qui ont 25 ans ou plus et qui reçoivent un revenu fractionné sont assujettis à un critère de « caractère raisonnable »

s'ils ne sont visés par aucune des exceptions. Ce critère est fondé sur l'importance de leurs apports de main-d'œuvre et de capital à l'entreprise, les risques pris et les autres paiements déjà reçus de l'entreprise. L'IRF s'appliquera alors au revenu fractionné reçu dans la mesure où ce revenu est considéré comme déraisonnable selon ce critère.

Pour obtenir une liste détaillée des exceptions à l'application de l'IRF et pour en savoir plus sur ces règles, consultez les ressources suivantes :

- Le [chapitre 9, « Familles »](#)
- L'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions exclues » paru dans le [numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#)
- L'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » paru dans le [numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#)

Les sociétés privées, leurs actionnaires et les membres de la famille de ces derniers devraient envisager de revoir les dividendes et les autres paiements versés aux membres de la famille dans le contexte de ces règles et prendre en considération l'incidence de ces règles sur les mécanismes en place ou la planification future.

Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec votre conseiller en fiscalité EY.

¹³ En fait, le revenu est considéré comme étant fractionné lorsqu'il est directement ou indirectement rattaché à une entreprise liée.

Modifications touchant les sociétés privées gagnant un revenu de placement passif

Des modifications adoptées en juin 2018 limitent l'avantage fiscal d'investir des revenus provenant d'une entreprise exploitée activement non distribués par le recours à une société privée. L'avantage apparent découle du fait que les taux d'impôt sur le revenu des sociétés applicables au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement sont généralement plus faibles que les taux d'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui permet d'investir un montant plus élevé de revenus non distribués dans un portefeuille de placements passif. Ces règles limitent l'avantage fiscal pour les SPCC dont le revenu de placement passif excède 50 000 \$ par année. D'autres règles visant cet avantage fiscal limitent la capacité d'une société privée de verser des dividendes déterminés dans le but d'obtenir un remboursement au titre de dividendes de son compte d'impôt en main remboursable au titre de dividendes (CIMRTD). Ces mesures sont applicables pour les années d'imposition commençant après 2018.

Les modifications visant le revenu de placement passif excédant 50 000 \$ par année instaurent une deuxième disposition de récupération qui restreint l'accès pour une SPCC à la déduction accordée aux petites entreprises (DAPE) (en plus de la récupération visant le capital imposable de plus de 10 millions de dollars [voir ci-dessus]). Le plafond des affaires des petites entreprises de 500 000 \$ (ouvrant droit à la DAPE) pour une année d'imposition est réduit de 5 \$ pour chaque dollar de revenu de placement passif de la SPCC (et de ses sociétés associées) excédant 50 000 \$ au cours de l'année précédente. Une SPCC n'a donc droit à aucune DAPE dans une année d'imposition si le revenu de placement passif de la SPCC et de son groupe de sociétés associées excède 150 000 \$ au cours de l'année précédente. Le montant de la récupération au titre du plafond des petites entreprises applicable à une SPCC pour une année d'imposition donnée correspond au plus élevé de la récupération au titre du capital imposable et de celle



au titre du revenu de placement passif. En juin 2025, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick étaient les seules provinces à avoir adopté des dispositions législatives confirmant qu'elles ne copieraient pas ces nouvelles règles en ce qui a trait au revenu de placement passif.

De récentes modifications ont instauré la notion de « SPCC en substance ». Le but de ces mesures est d'empêcher une SPCC de perdre artificiellement son statut de SPCC avant de réaliser un revenu passif substantiel qui serait par ailleurs assujetti à un impôt supplémentaire de 10,67 %, qui serait seulement remboursable lors du versement de dividendes imposables, sous réserve de certaines restrictions. En vertu de ces modifications, une SPCC en substance est de façon générale imposée de la même manière qu'une SPCC en ce qui a trait au revenu de placement, à compter des années d'imposition se terminant le 7 avril 2022 ou après cette date.

Pour en savoir plus sur les mesures sur les SPCC en substance, consultez les ressources suivantes :

- L'article « Instauration de la notion de "SPCC en substance" » paru dans le numéro de **novembre 2022 du bulletin Questionsfiscales@EY**
- Le bulletin **FiscAlerte 2024 numéro 31**, *Projet de loi C-59 : quasi-adoption des règles de RDEIF et d'autres mesures visant l'impôt sur le revenu des entreprises*, d'EY

Planification de la rémunération pour le propriétaire d'une société

Les propriétaires d'une entreprise constituée en société jouissent d'une grande latitude au chapitre des décisions concernant la rémunération qu'ils touchent de la société. Il importe que les décisions concernant la rémunération soient prises avant la fin de l'année et qu'elles soient prises en compte dans le cadre des processus de préparation des états financiers de l'entreprise et de préparation des déclarations de revenus.

Par suite de changements apportés aux taux d'imposition des particuliers et des sociétés fédéraux et provinciaux, la planification en matière de rémunération est plus importante que jamais. Le plan à cet égard devrait être réévalué chaque année à la lumière des besoins précis du propriétaire de l'entreprise, et le tout devrait s'inscrire dans un plan financier global.



FISCALIDÉES

- Pour déterminer la composition optimale salaires et dividendes, tenez compte de ce qui suit :
 - Avant les modifications adoptées en juin 2018 (voir ci-dessus), en général, si le propriétaire exploitant n'en avait pas besoin, l'argent pouvait rester dans la société pour fructifier et être imposé aux taux d'imposition des sociétés, qui sont inférieurs à ceux des particuliers pour le revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Cependant, en vertu des règles sur le revenu de placement passif (voir ci-dessus), cette stratégie n'est plus aussi efficace pour le revenu passif excédant 50 000 \$ par année, étant donné que tout dépassement de ce seuil peut restreindre l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises, et ce, pour les années d'imposition commençant après 2018. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.
 - Même si le propriétaire exploitant n'en a pas besoin, il pourrait être avantageux qu'il se verse une gratification ou un salaire suffisant pour créer un revenu lui permettant d'optimiser son maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) l'année suivante.
 - Les gratifications peuvent être comptabilisées et déduites par la société en 2025, mais elles n'ont pas à être incluses dans le revenu personnel du propriétaire de l'entreprise jusqu'à leur versement en 2026 (pourvu qu'elles soient versées dans les 180 jours suivant la fin de l'année d'imposition de la société).
 - Versez une gratification ou un salaire suffisant pour éliminer ou réduire l'impôt minimum à payer¹⁴.
 - Notez que le paiement d'un salaire ou d'une gratification peut accroître les cotisations salariales provinciales.
 - Versez-vous des dividendes plutôt qu'un salaire si vous prévoyez que les règles sur la perte nette cumulative sur placements (PNCP) réduiront vos possibilités d'utiliser l'exonération pour gains en capital qu'il vous reste.
 - Le versement de dividendes peut parfois s'avérer une manière efficace sur le plan fiscal de sortir des fonds de la société. Les dividendes en capital sont totalement libres d'impôt lorsqu'ils sont reçus par des particuliers actionnaires résidant au Canada, les dividendes déterminés sont assujettis à un taux d'imposition préférentiel et les dividendes imposables donnent droit à un remboursement au titre de dividendes si la société a un CIMRTD. Un examen des éléments fiscaux de la société et des taux d'impôt des particuliers applicables dans la province de résidence de l'actionnaire permettra de déterminer si des dividendes efficaces sur le plan fiscal peuvent être versés.
 - Les dividendes n'entrent pas dans le revenu gagné aux fins de la création de droits de cotisation à un REER. Le revenu gagné est également pertinent aux fins d'autres déductions d'impôt personnelles, comme les frais de garde d'enfants et les frais de déménagement.
 - Remboursez le capital versé ou réduisez les avances des actionnaires au lieu de verser des dividendes imposables ou un salaire.
- Envisagez d'employer votre époux ou conjoint de fait ou vos enfants afin de bénéficier des possibilités de fractionnement du revenu. Leur salaire doit être raisonnable compte tenu du travail accompli. Les salaires ne sont pas assujettis aux règles relatives à l'IRF (voir ci-dessus).

¹⁴ Pour en savoir plus sur l'impôt minimum de remplacement (IMR), notamment les modifications législatives visant à élargir l'assiette du régime d'IMR à compter de l'année d'imposition 2024, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » paru dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#), et les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 45](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 25](#) d'EY.

Emprunts à la société

Si vous empruntez de votre société, que ce soit un prêt sans intérêt ou à intérêt faible, vous aurez peut-être à déclarer un avantage imposable correspondant aux intérêts théoriques sur le prêt, moins tout paiement d'intérêts que vous effectuez à la société au plus tard le 30 janvier de l'année suivante. Le montant des intérêts théoriques est calculé aux taux prescrits applicables au solde impayé du prêt pour la période.

FISCALITÉ

Si vous contractez un emprunt en vue d'en tirer un revenu de biens ou d'entreprise, l'intérêt payé et l'avantage imposable lié aux intérêts sur les prêts sans intérêt ou à intérêt faible sont déductibles aux fins fiscales.



En 2025, le taux prescrit était de 4 % pour les premier et deuxième trimestres et de 3 % pour les troisième et quatrième trimestres. Afin d'éviter l'inclusion du montant total du prêt dans votre revenu, le prêt doit généralement être remboursé avant la fin de l'année d'imposition de votre société suivant l'année de l'octroi du prêt. Si le montant total du prêt est inclus dans le revenu, l'avantage au titre des intérêts théoriques ne s'applique pas. Si un actionnaire rembourse un prêt qui a précédemment été inclus dans le revenu aux termes de ces règles, il a droit, dans l'année du remboursement, à une déduction à hauteur du montant remboursé, à condition que le remboursement ne fasse pas partie d'une série de prêts ou d'autres opérations et remboursements.

Les prêts à l'habitation, les prêts automobiles et les fonds empruntés pour acquérir des actions nouvellement émises de la société peuvent ne pas être assujettis à cette règle d'inclusion dans le revenu s'ils sont consentis en raison d'un emploi.

Convention entre actionnaires

Si votre société a plus d'un actionnaire, même s'il ne s'agit que de membres de votre famille, une convention entre actionnaires devrait être adoptée en vue de protéger vos droits d'actionnaire, de réduire au minimum les différends entre actionnaires, et d'assurer une transition en douceur en cas de décès ou de désistement d'un actionnaire.

La convention doit être revue régulièrement à la lumière des changements dans la situation personnelle des actionnaires, de l'évolution du droit fiscal et d'autres modifications d'ordre législatif.

FISCALITÉS

La convention entre actionnaires devrait aborder de nombreux points, notamment :

- le rachat de la participation d'un actionnaire dans le cas d'un décès, d'une invalidité, d'une faillite ou de la retraite, et les modalités de financement de ce rachat;
- le versement de dividendes (dividendes imposables et dividendes en capital);
- le règlement des différends entre actionnaires;
- le règlement des questions de gestion;
- l'évaluation des actions de la société.



CHAPITRE 7

Employés



LES EMPLOYÉS D'ENTREPRISES CANADIENNES PEUVENT TIRER PROFIT DE POSSIBILITÉS D'ÉCONOMIES D'IMPÔT INTÉRESSANTES À L'ÉGARD DE DIVERS AVANTAGES, ALLANT DE LEUR AUTOMOBILE D'ENTREPRISE ET RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS AUX REMBOURSEMENTS DE TAXE DE VENTE.





Les employés d'entreprises canadiennes peuvent tirer profit de possibilités d'économies d'impôt intéressantes à l'égard de divers avantages, allant de leur automobile d'entreprise et régime d'options d'achat d'actions aux remboursements de taxe de vente.

Avantages

Outre votre salaire, votre traitement et vos gratifications, vous êtes imposé sur la valeur des avantages que vous recevez en raison de votre emploi. Cependant, certains avantages ne sont pas imposables.

Principaux avantages imposables et avantages non imposables

AVANTAGES NON IMPOSABLES

- Cotisations aux régimes de pension agréés et aux régimes de participation différée aux bénéfices
- Primes de régimes privés d'assurance-maladie (sauf au Québec)
- Primes de régimes de prestations supplémentaires d'assurance-emploi
- Rabais accordés à tous les employés sur les marchandises vendues par l'employeur
- Repas subventionnés (frais raisonnables)
- Uniformes et vêtements spéciaux
- Frais d'adhésion à un club social ou sportif, lorsque votre employeur est le principal bénéficiaire de l'adhésion
- Frais de scolarité si les cours sont suivis à la demande de votre employeur et qu'il est celui qui en bénéficie principalement

- Allocation pour automobile raisonnable fondée sur le kilométrage
- Pension, logement et transport sur un chantier particulier ou un lieu de travail éloigné
- Laissez-passer pour des employés de sociétés de transport par train, autobus ou avion, dans certains cas
- Services de consultation relativement au réemploi, à la retraite ou à la santé mentale ou physique
- Utilisation des installations récréatives de votre employeur (si la possibilité est offerte à tous les employés)
- Remboursement de divers frais liés à l'emploi (déplacements, divertissements, déménagements)
- Prestation consécutive au décès jusqu'à concurrence de 10 000 \$
- Cadeaux non monétaires reçus par des employés sans lien de dépendance et ayant une valeur globale annuelle de moins de 500 \$¹
- Activités mondaines qu'un employeur offre à tous ses employés et dont le coût est de 150 \$ ou moins par personne (jusqu'à six activités par année)²

¹ À compter du 1^{er} janvier 2022, les cartes-cadeaux et les chèques-cadeaux sont considérés comme des cadeaux autres qu'en espèces si certaines conditions sont remplies. À compter du 1^{er} janvier 2023, une carte-cadeau offerte à un employé sans lien de dépendance à titre de récompense pour les années de service (pour cinq années ou plus de service auprès de l'employeur) n'entraîne pas d'avantage imposable, pourvu que la carte-cadeau remplit les conditions pour être considérée comme un cadeau ou une récompense autre qu'en espèces.

² À compter du 1^{er} janvier 2022, cette catégorie comprend les activités mondaines virtuelles offertes par l'employeur si certaines conditions sont remplies.

- Utilisation à des fins personnelles des points d'un programme passagers assidus ou d'un autre programme de fidélisation accumulés grâce à vos voyages d'affaires, dans la plupart des cas
- Remboursement de laissez-passer de transport en commun (Québec seulement)³
- Utilisation à des fins professionnelles d'un téléphone cellulaire ou d'un service Internet fourni par l'employeur

AVANTAGES IMPOSABLES

- Pension et logement, logement gratuit ou à loyer peu élevé (certaines exceptions s'appliquent pour les chantiers particuliers et les lieux de travail éloignés)
- La plupart des cadeaux (à l'exception des cadeaux autres qu'en espèces mentionnés précédemment), prix et récompenses
- Primes de régimes d'assurance collective contre la maladie et les accidents
- Primes d'assurance-vie
- Avantages liés aux options d'achat d'actions
- Aide à l'adoption
- Frais de déplacement pour la famille, sauf si les membres de votre famille doivent vous accompagner et qu'ils participent à des activités d'affaires pendant votre voyage
- Prêts sans intérêt ou à faible taux d'intérêt
- Frais de scolarité remboursés par votre employeur pour des cours que vous avez suivis par intérêt personnel ou dont vous êtes le principal bénéficiaire
- Automobile fournie par votre employeur (avantage mensuel lié aux frais pour droit d'usage et frais de fonctionnement)
- Allocation pour frais d'automobile établie sans égard à la distance parcourue

- Privilèges de stationnement, dans certaines circonstances⁴
- Frais pour la préparation de déclarations de revenus et pour des conseils financiers
- Frais de financement payés par votre employeur relativement aux coûts de logement par suite d'une réinstallation, remboursement d'une perte à la vente d'une ancienne habitation (seulement la moitié du montant versé en sus de 15 000 \$ est imposable si le déménagement constitue une réinstallation admissible)
- Billets pour usage personnel fournis par l'employeur pour assister à un événement sportif ou à un autre genre d'événement
- Utilisation de l'aéronef de l'entreprise⁵

Nous décrivons plus en détail les principaux avantages dans les pages qui suivent.

Allocation pour frais d'automobile

Si vous devez utiliser votre propre automobile à des fins professionnelles, l'allocation raisonnable fondée sur le kilométrage qui vous est versée n'est pas imposable. Vous devez cependant consigner la distance parcourue. Sinon, l'allocation ne sera pas considérée comme raisonnable et devra être incluse dans votre revenu.

Si votre employeur ne verse pas d'allocation non imposable fondée sur le kilométrage ou si vous incluez votre allocation dans votre revenu parce qu'elle n'est pas raisonnable, vous pouvez peut-être déduire certains frais d'automobile dans le calcul de votre revenu.

Remboursement de montants de prestations liées à la COVID-19

Si vous avez reçu des prestations gouvernementales liées à la COVID-19 en 2020, 2021 ou 2022, celles-ci ont été imposées dans l'année où elles ont été reçues. Cependant, si vous devez rembourser des prestations (parce qu'il a été établi ultérieurement que vous n'y étiez pas admissible), vous pouvez vous prévaloir d'une déduction dans l'année du remboursement seulement. Pour certains remboursements effectués avant 2023, il était possible de demander une déduction dans l'année où vous aviez reçu la prestation et même de diviser la déduction et de l'imputer en partie à l'année du remboursement et en partie à l'année où la prestation avait été reçue.

Automobile d'entreprise

Si votre employeur vous permet - ou permet à une personne avec qui vous avez un lien de dépendance - d'utiliser à des fins personnelles une automobile qui appartient à l'entreprise, vous aurez à payer l'impôt sur l'avantage, appelé frais pour droit d'usage. Cet avantage est habituellement égal à 2 % par mois du coût initial de l'automobile ou, dans le cas d'une automobile louée, aux deux tiers du coût de location, à l'exclusion du coût de l'assurance.

Vous pourriez réduire ces frais pour droit d'usage si vous utilisez l'automobile principalement (c.-à-d. à plus de 50 %) à des fins professionnelles et que votre usage personnel totalise au plus 20 004 kilomètres par année. De plus, tout paiement que vous versez à votre employeur relativement à l'automobile au cours de l'année, autre qu'un remboursement des frais de fonctionnement, vient réduire l'avantage imposable.

³ Le remboursement total ou partiel du coût d'un titre de transport en commun admissible qui consiste en un abonnement d'au moins un mois ne constitue pas un avantage imposable pour un employé aux fins de l'impôt du Québec (sur présentation de pièces justificatives).

⁴ De façon générale, il y aura avantage imposable si un employeur rembourse les frais de stationnement ou fournit une place de stationnement, y compris une place de stationnement à un coût inférieur à sa juste valeur marchande. Toutefois, des exceptions s'appliquent dans certains cas, notamment lorsque l'employeur fournit un nombre de places de stationnement inférieur au nombre d'employés souhaitant une place (p. ex. une exception peut s'appliquer s'il n'y a pas plus de deux places de stationnement fournies pour trois employés souhaitant une place, si certaines autres conditions sont aussi remplies).

⁵ L'Agence du revenu du Canada (ARC) a publié des lignes directrices à l'intention de ses vérificateurs sur place concernant la manière de calculer l'avantage imposable d'un employé lié à l'usage personnel d'un aéronef d'affaires appartenant à une société ou loué par celle-ci. Selon le type et la nature de l'usage personnel, l'avantage est dorénavant basé sur le prix du billet le plus cher pour un vol équivalent ou sur le coût de l'affrètement d'un aéronef comparable, ou il inclura des frais de fonctionnement et un avantage relatif aux biens prêts à être mis en service.

Il y a également avantage imposable lorsque votre employeur paie des frais de fonctionnement liés à l'utilisation à des fins personnelles de l'automobile qu'il vous fournit.

Cependant, si vous utilisez l'automobile fournie par votre employeur au moins 50 % du temps à des fins professionnelles, vous avez la possibilité de demander par écrit à votre employeur que l'avantage relatif aux frais de fonctionnement soit calculé comme la moitié des frais pour droit d'usage, moins tout remboursement à votre employeur des frais de fonctionnement liés à l'usage personnel, dans les 45 jours suivant la fin de l'année.

La situation pourrait être désavantageuse si vous payez l'essence et l'huile et que votre employeur n'assume que des frais de fonctionnement accessoires. Pour 2025, l'avantage relatif aux frais de fonctionnement de 34 cents le kilomètre s'appliquera quand même intégralement, à moins que vous ne puissiez vous prévaloir de l'autre méthode de calcul de l'avantage lié aux frais de fonctionnement (la moitié des frais pour droit d'usage) et réduire ainsi le montant à inclure dans le revenu. Les frais de stationnement à des fins personnelles payés par votre employeur entraînent un avantage imposable distinct. Pour 2025, si votre principale occupation est de vendre ou de louer des automobiles, l'avantage lié aux frais de fonctionnement est de 31 cents le kilomètre.

Si vous travaillez au Québec, vous devez remettre à votre employeur une copie de votre registre des déplacements afin que l'avantage imposable soit correctement calculé. Une pénalité de 200 \$ pourrait être imposée si ce registre n'est pas fourni dans les 10 jours de la fin de l'année ou le 10^e jour suivant celui où l'automobile est retournée à l'employeur, si ce jour tombe avant la fin d'année.

FISCALIDÉES



- Tenez un registre de l'usage de votre automobile qui distingue les kilomètres parcourus respectivement à des fins personnelles et à des fins professionnelles afin de justifier une demande de réduction des frais pour droit d'usage.
- Il peut être avantageux de calculer l'avantage relatif aux frais de fonctionnement comme la moitié des frais pour droit d'usage si l'automobile est utilisée au moins à 50 % à des fins professionnelles, en particulier si la réduction des frais pour droit d'usage s'applique. Dans ce cas :
 - informez votre employeur par écrit au plus tard le 31 décembre;
 - inscrivez dans le registre les kilomètres parcourus à des fins personnelles et à des fins professionnelles.
- Envisagez de payer la tranche des frais de fonctionnement liée à l'utilisation personnelle si l'automobile que votre employeur vous fournit est utilisée à moins de 50 % à des fins professionnelles.



Prêts sans intérêt ou à faible taux d'intérêt

À compter du 1^{er} janvier 2023, aucun avantage imposable ne découle d'un prêt sans intérêt ou à faible taux d'intérêt consenti à un employé ou d'une dette contractée par celui-ci si le montant total du prêt est de 10 000 \$ ou moins par année civile, la durée du prêt est de 60 jours ou moins, et le prêt n'est pas reçu en raison d'actions détenues (ces règles ne s'appliquent pas à un prêt sans intérêt ou à faible taux d'intérêt au Québec). Toutefois, si le prêt n'est pas remboursé dans les 60 jours, l'avantage au titre des intérêts constituera un avantage imposable.

Lorsqu'un avantage imposable découle d'un prêt sans intérêt ou à faible taux d'intérêt consenti par un employeur, cet avantage est calculé au taux d'intérêt prescrit fixé trimestriellement par l'ARC (en 2025, 4 % pour les premier et deuxième trimestres de l'année civile, et 3 % pour les troisième et quatrième trimestres de l'année civile), mais les intérêts que vous payez à votre employeur au plus tard le 30 janvier de l'année suivante viennent réduire l'avantage.

Veuillez noter que les taux d'intérêt prescrits fixés trimestriellement par Revenu Québec sont les suivants pour l'année 2025 :

- Premier trimestre : 4 %
- Deuxième trimestre : 4 %
- Troisième trimestre : 3 %
- Quatrième trimestre : 3 %

Prêt consenti pour l'achat d'une maison

Il est possible de réduire l'avantage si vous avez utilisé le prêt pour acheter ou refinancer une maison. L'avantage est calculé à l'aide du taux prescrit courant ou du taux en vigueur au moment où vous avez reçu le prêt s'il est moins élevé. À cette fin, le prêt est réputé être un nouveau prêt tous les cinq ans.

Prêt pour un bien productif de revenus

Si vous avez utilisé le prêt pour produire un revenu, vous pouvez généralement déduire le montant de l'avantage imposable à titre de frais d'intérêts. Ce montant est compris dans votre perte nette cumulative sur placements et pourra limiter votre capacité d'utiliser votre déduction pour gains en capital.

FISCALIDÉE

Pensez à renégocier le prêt consenti par votre employeur pour l'achat d'une maison lorsque les taux prescrits sont bas afin de réduire au maximum l'avantage imposable sur le prêt pour les années futures.



Avantages liés aux options d'achat de titres

Si vous avez acquis des actions ou des unités d'une fiducie de fonds commun de placement dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions ou d'unités pour employés, l'excédent de la valeur des actions ou des unités à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition est inclus à titre d'avantage lié à des options d'achat de titres dans votre revenu d'emploi.

Si la société n'est pas une société privée sous contrôle canadien (SPCC), l'avantage est généralement inclus dans votre revenu de l'année où vous avez acquis les actions/unités.

La moitié de l'avantage lié aux options d'achat de titres inclus dans le revenu est généralement admissible à titre de déduction, pourvu que le prix d'acquisition des titres ne soit pas inférieur à la valeur des titres à la date d'octroi des options et que les titres satisfassent aux critères portant sur les actions visées par règlement.

Toutefois, des modifications récentes sont venues limiter la disponibilité de cette déduction dans certaines circonstances, mais ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque les options d'achat de titres sont octroyées à des employés d'entreprise en démarrage, émergentes ou en expansion ou à l'égard des options d'achat de titres d'une SPCC (voir la rubrique « **Limitations récentes à la déduction pour options d'achat de titres** » ci-après).

Toute augmentation de la valeur des titres après leur acquisition est habituellement imposable comme gain en capital dans l'année de la disposition. Toute diminution de la valeur des titres constitue une perte en capital que vous ne pouvez généralement pas utiliser pour réduire l'impôt que vous payez sur l'avantage net lié aux options d'achat de titres.

Si vous avez acquis des actions d'une SPCC en vertu d'un régime d'options d'achat d'actions ou d'un régime d'achat d'actions des employés depuis le 22 mai 1985, l'avantage (tel qu'il est calculé plus haut) est toujours imposé dans l'année où vous vendez les actions plutôt que dans l'année d'acquisition.

Si vous avez détenu les actions d'une SPCC pendant au moins deux ans, 50 % de l'avantage est admissible à titre de déduction, même si le prix d'acquisition était inférieur à leur valeur à la date d'octroi de l'option. Vous réalisez un gain en capital dans la mesure où le produit de disposition net excède la valeur des actions à la date d'acquisition. Ce gain en capital peut être admissible à la déduction pour gains en capital dont vous disposez toujours.

Aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, le taux de la déduction est habituellement de 25 %⁶ pour les options exercées après le 30 mars 2004. Pour les employés de PME poursuivant des activités innovantes, la déduction pour options d'achat d'actions passera de 25 % à 50 %. Une société sera une PME poursuivant des activités innovantes si elle exploite une entreprise au Québec et y a un établissement, si son actif pour l'année précédente, y compris l'actif des sociétés associées, est inférieur à 50 000 000 \$, et si elle a obtenu un crédit relatif à la RS&DE au cours de l'année où l'option est octroyée ou au cours de l'une des trois années précédentes. La différence dans le traitement de l'avantage lié aux options relatives aux actions d'une SPCC et celui de l'avantage lié aux options relatives aux actions d'une société qui n'est pas une SPCC est fonction du statut de la société au moment où les options sont octroyées. Par conséquent, si vous avez une option visant l'achat d'actions d'une SPCC, ou avez exercé pareille option, et que la société fait un appel public à l'épargne ou n'est plus une SPCC, le traitement fiscal spécial

applicable aux options d'une SPCC continue de s'appliquer aux options déjà octroyées et aux actions déjà acquises, ainsi qu'aux actions ou aux options de la société publique que vous pouvez recevoir en échange.

Limitations récentes à la déduction pour options d'achat de titres – Des modifications récentes sont venues plafonner à 200 000 \$ par an la déduction pour options d'achat de titres pour les options d'achat de titres octroyées qui sont acquises (qui deviennent exerçables) dans une année civile, plafond établi en fonction de la juste valeur marchande des titres sous-jacents à la date de l'octroi. Ces modifications ont pour but de limiter l'accès au traitement préférentiel accordé aux options d'achat de titres dans le cas des employés de grandes entreprises matures et bien établies, tout en maintenant intégralement les avantages fiscaux pour les personnes employées par des SPCC ou par des entreprises canadiennes en démarrage, en expansion ou émergentes (ces termes n'étaient pas définis dans les propositions initiales déposées en 2019).

Le gouvernement a opté pour un critère de revenu au lieu de parler d'entreprises en démarrage ou en expansion. Ainsi, le plafond annuel de 200 000 \$ ne s'applique pas aux options d'achat de titres octroyées par des SPCC ou par des sociétés qui ne sont pas des SPCC dont le revenu brut annuel ne dépasse pas 500 millions de dollars⁷.

Les modifications visent les options d'achat de titres octroyées après le 30 juin 2021, sauf les options admissibles octroyées après juin 2021 pour remplacer des options octroyées avant juillet 2021.

Voici un exemple illustrant l'incidence de ces mesures :

- Votre employeur, société dont les actions sont cotées en bourse, vous octroie, en août 2025, 10 000 options visant l'achat d'actions de la société au prix de 100 \$ l'action. La juste valeur marchande des actions est alors de 100 \$ l'action elle aussi. La valeur des actions visées par les options au moment de l'octroi est donc de 1 000 000 \$. Dans ses états financiers, la société a rapporté un revenu brut de plus de 500 millions de dollars pour l'exercice clos immédiatement avant l'émission des options; 5 000 options seront acquises en 2026, et les autres, en 2027.

Si vous exercez 5 000 options en juillet 2026 et que la juste valeur marchande des actions s'établit alors à 120 \$ l'action, vous comptabiliserez un avantage lié aux options d'achat d'actions de 100 000 \$ ($5\,000 \times (120 \$ - 100 \$)$). La tranche des options exercées en 2026 qui ne donnera pas droit à la déduction pour options d'achat de titres suivant les règles modifiées se calcule comme suit : juste valeur marchande des titres sous-jacents à la date de l'octroi, soit 500 000 \$ ($5\,000 \times 100 \$$), moins le plafond de 200 000 \$ = 300 000 \$. Par conséquent, 3 000 ($5\,000 \times (300\,000 \$ / 500\,000 \$)$) des 5 000 titres acquis en 2026 ne donneront pas droit à la déduction. La juste valeur marchande des actions à la date de l'octroi qui sont visées par les 2 000 options admissibles à la déduction correspond au plafond annuel de 200 000 \$ ($2\,000 \times 100 \$$ l'action).

Vous pourrez vous prévaloir d'une déduction pour options d'achat de titres de 20 000 \$ ($50 \% \times 2\,000 \times (120 \$ - 100 \$)$) pour l'année d'imposition 2026.

⁶ Une déduction d'une demie peut être appliquée dans le cas d'options accordées par une petite ou moyenne entreprise poursuivant des activités innovantes ou d'options d'achat d'actions cotées en bourse d'une société dont les salaires assujettis à la cotisation au Fonds des services de santé totalisent au moins 10 millions de dollars.

⁷ De manière générale, à cette fin, le revenu brut correspond au revenu rapporté dans les états financiers de l'employeur ou, dans le cas d'un groupe de sociétés, dans les états financiers consolidés de la société mère ultime, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus et présentés aux actionnaires ou aux porteurs d'unités pour le dernier exercice clos avant la date de l'octroi des options d'achat de titres.

En vertu des modifications apportées, l'employeur pourra réclamer une déduction fiscale à l'égard de la partie de l'avantage lié aux options d'achat de titres qui n'est pas admissible à la déduction pour options d'achat de titres à l'intention des employés. Il pourra aussi désigner un ou plusieurs des titres visés par une convention d'options pour les employés comme étant des « titres non admissibles » ne donnant pas droit à la déduction de 50 % pour options d'achat de titres, à condition qu'il en avise l'employé par écrit dans les 30 jours suivant l'octroi. Cette désignation peut se faire octroi par octroi. Un employeur peut aussi réclamer une déduction fiscale pour la société à l'égard des avantages liés aux options d'achat de titres qui sont réalisés à l'égard de ces titres.

En plus des limitations susmentionnées, de récentes propositions législatives exigent l'inclusion de 100 % des avantages liés à des options d'achat de titres accordées à des employés dans l'assiette pour le calcul de l'impôt minimum de remplacement (IMR), à compter de l'année d'imposition 2024. Par conséquent, la déduction pour options d'achat de titres n'est pas prise en compte dans le calcul.

Pour en savoir plus sur l'IMR et les changements apportés au régime de l'IMR, consultez :

- l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#);
- le bulletin [FiscAlerte 2023 numéro 45](#), *Impôt minimum de remplacement : des modifications importantes toucheront les contribuables en 2024*, d'EY;
- le bulletin [FiscAlerte 2024 numéro 25](#), *Le budget fédéral de 2024 présente d'autres modifications à l'impôt minimum de remplacement*, d'EY.

Versement obligatoire par l'employeur de l'impôt à payer par l'employé par suite de l'exercice d'une option d'achat d'actions – Pour les actions autres que des actions d'une SPCC acquises par un employé en vertu d'une convention d'option d'achat d'actions des employés, l'employeur est tenu de verser l'impôt au titre de l'avantage pour option d'achat d'actions, compte tenu de la déduction pour option d'achat d'actions, au moment de l'exercice de l'option. Par ailleurs, dans ce contexte particulier, l'employeur ne pourra pas invoquer des difficultés financières pour réduire les retenues à la source au titre de l'avantage pour option d'achat d'actions.

Ainsi, la plupart des employés qui exercent des options se verront alors dans l'obligation de vendre un nombre suffisant d'actions ou d'unités sur le marché pour acquitter l'impôt au titre de l'avantage relatif à l'emploi découlant de l'exercice des options.



Encaissement d'options d'achat d'actions – Plusieurs sociétés ont mis en place des régimes dans le cadre desquels les employés ont l'option de recevoir un paiement en espèces au lieu des actions au moment de l'exercice de l'option d'achat d'actions. Le traitement fiscal des options d'achat d'actions encaissées a changé au fil du temps. Avant 2010, l'employeur pouvait se prévaloir d'une déduction au titre du paiement en espèces, et les employés avaient droit à la déduction pour option d'achat d'actions de 50 % (25 % au Québec) si certaines conditions étaient remplies.

Pour les options accordées avant le 1^{er} juillet 2021 et pour celles accordées après le 30 juin 2021 qui ne sont pas assujetties aux limitations à la déduction pour options d'achat de titres (p. ex. les options accordées par une SPCC), l'employeur ou l'employé pourrait demander la déduction pour options d'achat de titres⁸. Pour qu'un employé puisse se prévaloir de la déduction pour option d'achat d'actions dans le cadre d'une opération d'encaissement, l'employeur doit produire auprès de l'ARC un choix indiquant qu'il ne déduira pas le paiement versé à l'employé au titre de la disposition des droits de ce dernier aux termes de la convention d'option d'achat d'actions. L'employeur doit transmettre à l'employé une déclaration selon laquelle ce choix a été fait, déclaration que l'employé

doit, quant à lui, produire avec sa déclaration de revenus pour l'année au cours de laquelle il a touché l'avantage pour option d'achat d'actions.

Si ces documents ne sont pas produits, l'employé ne peut réclamer la déduction pour option d'achat d'actions, et l'avantage pour option d'achat d'actions sera imposé comme n'importe quel autre revenu d'emploi, c.-à-d. que 100 %, plutôt que 50 %, de l'avantage sera inclus dans le calcul du revenu imposable.

Si les options ont été octroyées aux employés après le 30 juin 2021 et qu'elles sont assujetties aux règles modifiées sans être par ailleurs visées par les limitations instaurées par les modifications récentes (voir la rubrique « **Limitations récentes à la déduction pour options d'achat de titres** »), l'employeur ne peut pas se prévaloir d'une déduction d'impôt pour le paiement au titre de l'encaissement fait à l'employé en échange de la disposition par ce dernier de son droit d'acquérir les titres.

L'employé peut demander la déduction pour options d'achat de titres s'il a réalisé un avantage à ce titre, même si l'employé n'a jamais acquis les titres sous-jacents à la suite de l'opération d'encaissement. Le but de cette règle est de donner lieu à un résultat comparable à celui qui se produirait si le choix susmentionné était fait.

⁸ Dans le cas des options pour lesquelles l'encaissement a eu lieu après 16 h (HNE) le 4 mars 2010.



Don d'un titre constatant une option d'employé à un organisme de bienfaisance - Lorsqu'un titre acquis par suite de l'exercice d'une option d'achat de titres d'employé fait l'objet

FISCALIDÉES

- Élaborez une stratégie « de vente et d'exercice » des options d'achat d'actions. Assurez-vous qu'elle prend en compte les besoins de liquidités, les incidences fiscales et les risques de placement, notamment celui de ne pas pouvoir utiliser une perte subie à la vente des actions pour réduire l'impôt que vous payez sur votre avantage net lié à des options d'achat d'actions.
- Si vous détenez des actions d'une SPCC en vertu d'un régime d'options d'achat d'actions ou d'un régime d'actionnariat des employés et que la société fait un appel public à l'épargne, vous pouvez peut-être produire un choix spécial pour qu'il y ait disposition réputée des actions afin de tirer parti de votre exonération cumulative des gains en capital disponible (le cas échéant).



d'un don à un donataire reconnu dans un délai de 30 jours, une déduction supplémentaire est disponible pour éliminer l'impôt sur l'avantage lié à l'option d'achat de titres, sous réserve de certaines conditions. Cette déduction supplémentaire est disponible seulement si les titres sont déjà admissibles à la déduction de 50 % pour options d'achat de titres. Elle n'est donc pas disponible quand les modifications récentes aux règles pertinentes font en sorte que les titres ne sont pas admissibles à la déduction de 50 % (voir la rubrique « **Limitations récentes à la déduction pour options d'achat de titres** »)⁹.

Lorsqu'un employé ordonne à un courtier de disposer sans délai des titres acquis par la voie d'une option d'achat de titres et de verser la totalité ou une partie du produit de disposition à un donataire reconnu, il est réputé avoir fait don des titres à un donataire reconnu au moment du paiement. L'employé peut réclamer la déduction supplémentaire comme s'il avait directement fait don des titres. Cependant, l'ARC affirme que cette déduction supplémentaire n'est pas permise lorsqu'un employé ordonne au courtier de disposer de ces titres et de lui verser directement le produit de disposition et qu'il fait ensuite don de la totalité ou d'une partie du produit à un donataire reconnu.

Déduction pour les employés

À titre d'employé, les frais que vous pouvez déduire de votre revenu d'emploi sont restreints. À moins d'être rémunéré à la commission, vous ne pouvez généralement déduire que le loyer d'un bureau lié à l'emploi, le salaire d'un adjoint, les fournitures, les cotisations à des associations professionnelles ou syndicales et, si certaines conditions sont remplies, les frais d'automobile.

Si au moins une partie de votre revenu est composée de commissions, et si certaines conditions sont remplies, vous pouvez déduire un plus grand éventail de frais, y compris les frais de promotion que vous avez engagés pour gagner un revenu de commissions. Le montant déductible se limite à votre revenu de commissions. Si les frais de promotion comprennent les frais de repas et de représentation, vous ne pouvez déduire que 50 % de ces frais.

Déduction pour travailleurs - Québec

Cette déduction, disponible pour les employés et les travailleurs autonomes, correspond en 2025 à 6 % du revenu de travail admissible ou à 1 380 \$ (au moment où nous écrivons ces lignes, le montant maximum n'avait pas encore été établi pour 2025 et restait à déterminer), selon le montant le moins élevé.

Bureau à domicile

Si vous travaillez à la maison, vous pouvez déduire certains frais de bureau à domicile. Cela est possible si vous exécutez la plupart des tâches inhérentes à votre emploi à partir de votre bureau à domicile, ou encore si vous vous en servez exclusivement aux fins de votre travail et que vous y rencontrez des clients ou d'autres personnes de façon régulière et continue.

Pour une période donnée de l'année, vous êtes réputé avoir exécuté la plupart des tâches inhérentes à votre emploi à partir de votre bureau à domicile si les critères suivants sont remplis : la période était d'au moins quatre semaines consécutives

⁹ De récentes propositions législatives ont pour effet d'inclure 30 % des avantages liés aux options d'achat de titres (lesquels seraient par ailleurs admissibles à la déduction supplémentaire pour le don de titres) dans le revenu aux fins du calcul de l'IMR, à compter de l'année d'imposition 2024. Pour en savoir plus sur l'IMR et les changements apportés au régime de l'IMR, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscals@EY](#) et les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 45](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 25](#) d'EY.

durant l'année; vous étiez tenu de travailler à partir de la maison; et vous avez travaillé de la maison plus de 50 % du temps pendant la période¹⁰.

Les frais que vous pouvez déduire comprennent une quote-part des frais d'électricité, de chauffage, d'approvisionnement en eau et d'entretien ainsi que du coût du matériel de nettoyage et des réparations mineures. Si vous avez un bureau à domicile dans une habitation ou un appartement loué, vous pouvez aussi déduire une quote-part du loyer rattachée à votre bureau à domicile.

En tant que propriétaire, vous ne pouvez déduire un loyer théorique, les intérêts sur le prêt hypothécaire, l'assurance ou les impôts fonciers, à moins que vous ne soyez un vendeur payé à la commission. En pareil cas, il vous sera peut-être possible de déduire une partie de l'assurance et des impôts

fonciers. De plus, à compter de 2020, les dépenses admissibles comprennent les frais raisonnables d'accès à Internet à domicile. Les frais de raccordement à Internet et les frais de location d'un modem ou d'un routeur sont toutefois exclus.

Au cours de toute année donnée, le montant de la déduction des frais de bureau à domicile ne peut dépasser le montant du revenu tiré de la charge ou de l'emploi au cours de cette année. Cependant, l'excédent des frais sur le revenu tiré de la charge ou de l'emploi au cours d'une année donnée peut être reporté prospectivement et ajouté aux frais de bureau à domicile d'une année ultérieure.

Pour en savoir davantage, consultez le bulletin **FiscAlerte 2024 numéro 05**, *Nouvelles lignes directrices de l'ARC sur les frais de bureau à domicile pour 2023*, d'EY.

Automobile

Vous pouvez déduire les frais de fonctionnement de votre voiture, y compris la déduction pour amortissement (DPA), dans la mesure où celle-ci a servi à des fins professionnelles ou a été disponible à ces fins et que vous étiez tenu de vous déplacer et d'acquitter les frais engagés dans l'accomplissement des fonctions de votre charge ou de votre emploi.

Le coût total d'une automobile à l'égard duquel vous pouvez demander un montant au titre de la DPA est généralement restreint à 38 000 \$¹¹ (61 000 \$ pour les voitures de tourisme zéro émission admissibles¹²), plus la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et la taxe de vente du Québec (TVQ) (ou d'une autre province, selon le cas).

Les frais d'intérêts connexes sont limités à 350 \$ par mois (10 \$ par jour au Québec). Si vous louez votre voiture, vous pouvez généralement déduire vos frais de location jusqu'à concurrence de 1 100 \$ par mois (auparavant 1 050 \$) pour les nouveaux contrats de location de voiture conclus à compter du 1^{er} janvier 2025, plus la TPS/TVH et la TVQ (ou autre taxe de vente provinciale).

Vous ne pouvez déduire de frais d'automobile si vous recevez une allocation fondée sur le kilométrage libre d'impôt qui est exclue de votre revenu. Si vous recevez l'allocation, mais que les frais d'automobile raisonnables engagés à des fins professionnelles excèdent le montant reçu, vous pourriez inclure cette allocation dans votre revenu et déduire les frais.

Déduction des frais

Pour déduire ces frais relatifs à un emploi, vous devez produire le formulaire T2200, Déclaration des conditions de travail, au fédéral (le formulaire TP-64.3, *Conditions générales d'emploi*, au Québec). Sur ce formulaire, votre employeur doit attester que vous devez payer ces frais et que vous n'êtes pas remboursé pour les frais connexes ou que le montant remboursé n'est pas raisonnable.

De récentes modifications législatives permettent aux employeurs d'utiliser la signature électronique sur les formulaires T2200 et TP-64.3.

Frais de réinstallation temporaire pour les employés du secteur de la construction

Pour les années d'imposition 2022 et suivantes, si vous êtes une personne de métier ou un apprenti travaillant dans le secteur de la construction, vous pourriez être en mesure de demander une déduction pour certains frais de déplacement et de réinstallation engagés relativement à une réinstallation temporaire. Vous pourriez même déduire des frais pour plusieurs réinstallations temporaires dans la même année d'imposition, pourvu que le total des sommes ne dépasse pas le montant maximal annuel autorisé (voir ci-après).

De façon générale, vous pouvez demander la déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre pour les gens de métier si vous devez vous réinstaller temporairement à au moins 150 km de votre résidence habituelle au Canada afin de pouvoir accomplir vos fonctions d'emploi sur un lieu de travail. La réinstallation temporaire doit être d'au moins 36 heures, et vous devez résider dans un logement temporaire ailleurs au Canada pendant cette période. La distance entre le lieu de travail temporaire et votre résidence habituelle doit être supérieure d'au moins 150 km à la distance entre votre logement temporaire et votre lieu de travail.

¹⁰ Il n'est pas nécessaire que l'exigence de travail à domicile soit inscrite dans votre contrat de travail, mais elle doit faire l'objet d'une entente écrite ou verbale avec votre employeur.
¹¹ Ce montant, qui était auparavant de 37 000 \$, a été augmenté à l'égard des véhicules acquis le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date.
¹² Les voitures de tourisme zéro émission admissibles comprennent les véhicules hybrides rechargeables munis d'une batterie d'une capacité d'au moins 7 kWh et les véhicules entièrement électriques ou entièrement alimentés à l'hydrogène. Des modifications récentes sont venues élargir l'application de ces règles à d'autres types de matériel ou de véhicules automobiles mus par un moteur (c'est-à-dire autoproulsés) et entièrement électriques ou alimentés à l'hydrogène. Pour de plus amples renseignements, consultez le **chapitre 6, « Professionnels et propriétaires d'entreprise »**.

Si vous travaillez sur plusieurs lieux de travail, le critère de la distance doit être satisfait pour chacun d'eux.

Vous pouvez demander la déduction des frais de déplacement et de logement relativement à chaque réinstallation temporaire admissible, pourvu que le montant de ces frais soit raisonnable. Vous pouvez demander la déduction des frais de transport et de repas pour un aller-retour entre votre résidence habituelle et votre logement temporaire, en plus des frais relatifs à votre logement temporaire lui-même. Toutefois, si vous louez à une autre personne votre résidence habituelle pendant votre absence, vous ne pouvez demander la déduction des frais de logement temporaire. Les frais peuvent être engagés dans l'année de la réinstallation temporaire, dans l'année précédente ou en janvier de l'année suivante. Cependant, les frais engagés dans l'année précédente ne peuvent être déduits pour l'année courante s'ils pouvaient être déduits l'année précédente.

La déduction qui peut être demandée pour chaque réinstallation temporaire ne peut excéder la moitié du revenu provenant de l'emploi à titre de personne de métier ou d'apprenti sur les lieux de travail temporaires. Vous pouvez demander une déduction maximale de 4 000 \$ par année relativement à toutes les réinstallations temporaires (combinées) pour une année donnée. Si les dépenses admissibles dépassent ce plafond, elles pourraient potentiellement être réclamées dans l'année d'imposition suivante.

Frais juridiques

Vous pouvez déduire les frais juridiques engagés pour recouvrer un salaire impayé et pour établir le droit à une allocation de retraite. Les frais juridiques engagés pour négocier votre contrat d'emploi ou des indemnités de départ ne sont pas déductibles.

Crédits pour les employés

Crédit canadien pour la formation

Le crédit canadien pour la formation est un crédit d'impôt remboursable qui apporte aux particuliers admissibles ayant un revenu d'emploi ou un revenu d'entreprise une aide financière pour couvrir jusqu'à la moitié des frais de scolarité et autres frais admissibles associés à la formation.

Les particuliers admissibles peuvent accumuler 250 \$ par année dans un compte théorique qui pourra être utilisé pour couvrir les frais de formation. L'accumulation annuelle dans le compte théorique a commencé en 2019, et le premier crédit pouvait être demandé à l'année d'imposition 2020. Pour accumuler le montant de 250 \$ chaque année, un particulier résidant au Canada (qui a atteint l'âge de 26 ans, mais non celui de 66 ans, avant la fin de l'année) doit produire une déclaration de revenus, avoir atteint au moins le seuil déterminé de revenu d'emploi ou de revenu d'entreprise¹³ dans l'année d'imposition précédente (11 821 \$ en 2024 aux fins du calcul du solde du compte théorique pour 2025) et avoir eu un revenu net dans l'année d'imposition précédente qui ne dépasse pas le plafond de la troisième fourchette d'imposition (173 205 \$ en 2024 aux fins du calcul du solde du compte théorique pour 2025). L'accumulation maximale à vie est de 5 000 \$, et tout solde inutilisé expirera à la fin de l'année où un particulier atteindra l'âge de 65 ans.

Le montant du crédit remboursable qui peut être demandé pour une année d'imposition est égal au moins élevé des montants suivants : la moitié des frais de scolarité et autres frais admissibles payés pour l'année d'imposition et le solde du compte théorique du particulier. Aux fins de ce crédit, les frais de scolarité et autres frais n'incluent pas ceux qui sont perçus par des établissements d'enseignement situés à l'extérieur du Canada. Le crédit canadien pour la formation (remboursable) réduit le montant admissible au titre du crédit d'impôt pour frais de scolarité.



¹³ Cette somme comprend aussi les prestations de maternité et les prestations parentales de l'assurance-emploi, les prestations payées en vertu de la *Loi sur l'assurance parentale* du Québec, certaines subventions de recherches, bourses d'études et bourses de perfectionnement non exonérées d'impôt, de même que certaines sommes normalement exonérées de l'impôt sur le revenu.



Employé constitué en société – entreprise de prestation de services personnels

Lorsqu'un particulier fournit des services à une organisation par l'intermédiaire d'une société lui appartenant ou appartenant à une partie liée, il existe un risque que la société soit considérée comme exploitant une « entreprise de prestation de services personnels ». On parle d'entreprise de prestation de services personnels lorsqu'une société compte au plus cinq employés et que le particulier qui fournit les services à une organisation serait considéré comme un employé de celle-ci si ce n'était de l'existence de la société.

Une entreprise de prestation de services personnels n'est pas admissible à la déduction accordée aux petites entreprises ni à la réduction du taux général d'impôt des sociétés, de sorte

qu'elle est assujettie aux pleins taux d'imposition des sociétés.

Un impôt des sociétés supplémentaire de 5 % s'applique au revenu provenant d'une entreprise de prestation de services personnels, ce qui donne lieu à un taux d'impôt fédéral sur le revenu des sociétés totalisant 33 % (au Québec, ce taux est de 11,5 %, pour un taux combiné de 44,5 %).

En ajoutant le taux d'impôt sur le revenu des sociétés provincial, le taux d'impôt des sociétés combiné sur ce revenu est punitif. Par ailleurs, les seules déductions permises sont le salaire et les avantages sociaux de l'employé constitué en société et certaines dépenses d'employé.

FISCALIDÉES

- Si vous devez utiliser votre propre automobile, mais que votre employeur ne vous verse pas d'allocation ou ne vous rembourse pas vos frais :
 - tenez un dossier des frais et conservez des reçus;
 - inscrivez la distance parcourue à des fins professionnelles;
 - remplissez le formulaire T2200, *Déclaration des conditions de travail*, au fédéral (le formulaire TP-64.3, *Conditions générales d'emploi*, au Québec).
- Si vous envisagez d'acquérir une automobile pour l'accomplissement de vos fonctions d'emploi, songez à le faire avant la fin de l'année plutôt qu'au début de l'année suivante. Vous accélérerez ainsi d'une année l'amortissement fiscal de votre acquisition.
- Conservez vos reçus et les numéros d'inscription au fichier de la TPS/TVH ou de la TVQ si vous avez l'intention de demander un remboursement de TPS/TVH ou de TVQ.
- Si vous exploitez une entreprise de prestation de services personnels, pourquoi ne pas réévaluer votre situation? En effet, la possibilité de report d'impôt rattachée à la constitution en société est considérablement réduite, et les fonds dont disposent les actionnaires après impôt des particuliers sont nettement moindres¹⁴.



¹⁴ Pour en savoir davantage, consultez l'article « Entreprises de prestation de services personnels : considérations fiscales à garder à l'esprit » dans le [numéro de juillet 2024 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

Remboursement de TPS/TVH et de TVQ

En règle générale, vous pouvez réclamer un remboursement de TPS à l'égard des frais relatifs à votre emploi (y compris la TPS et la TVQ) déduits aux fins fiscales (pourvu que les frais soient considérés comme taxables aux fins d'application de la TPS). Le montant du remboursement de TPS est inclus dans le revenu imposable de l'année où il a été reçu ou, dans le cas des remboursements de TPS découlant de réclamations d'une DPA, il réduira la fraction non amortie du coût en capital du bien.

Les remboursements offerts aux employés aux fins de la TPS s'appliquent aussi aux fins de la TVH et de la TVQ.

EMPLOYÉ OU ENTREPRENEUR INDÉPENDANT

Déterminer votre statut d'emploi est essentiel pour connaître le traitement fiscal qui s'appliquera au revenu que vous gagnez et aux dépenses que vous engagez dans le cadre de votre travail.

En général, les travailleurs indépendants sont assujettis à moins de restrictions et peuvent déduire un montant plus important que les employés en ce qui a trait aux dépenses comme les frais de déplacement, de représentation et les frais relatifs aux fournitures et aux outils. Par conséquent, bon nombre de personnes pourraient croire qu'elles ont intérêt à organiser leur travail de façon à être des entrepreneurs indépendants.

Toutefois, il est important de savoir que la relation juridique entre un employeur et un employé est très différente de celle qui existe entre un acheteur et un fournisseur de services (p. ex. un travailleur indépendant). Un travailleur indépendant a souvent des obligations juridiques, des coûts et des risques supplémentaires, et bénéficie d'une moins grande protection qu'un employé sur le plan juridique.

Au fil des ans, les tribunaux ont élaboré divers critères pour déterminer si un particulier est un employé ou un entrepreneur indépendant. La nécessité de pareils critères découle non seulement de l'application de la législation en matière d'impôt sur le revenu, mais également de l'application de la législation en matière d'emploi (dont la loi intitulée *Régime de pensions du Canada* et la *Loi sur l'assurance-emploi*) et d'affaires portant sur la responsabilité du fait d'autrui et le congédiement injustifié. Certaines décisions récentes des tribunaux semblent mettre l'accent sur la relation juridique et l'intention des parties en cause.

Compte tenu des nombreuses décisions portant sur les différences entre un employé et un entrepreneur indépendant, l'ARC a établi quelques lignes directrices administratives qui sont exposées dans le document RC4110, *Employé ou travailleur indépendant?* En règle générale, dans les situations de common law, l'ARC utilise un processus en deux étapes (semblable au processus que les tribunaux utilisent depuis peu), déterminant d'abord l'intention des parties lorsqu'elles se sont entendues sur les conditions de travail et examinant ensuite divers éléments pour mieux comprendre la véritable relation de travail et vérifier si elle représente l'intention des parties.

Un processus similaire est également présenté dans le document RC4110, pour les situations où le *Code civil du Québec* s'applique.



CHAPITRE 8

Exemption pour résidence principale



COMMENTAIRES GÉNÉRAUX :
L'EXEMPTION POUR RÉSIDENCE
PRINCIPALE EST UNE COMPOSANTE
TRÈS INTÉRESSANTE DU RÉGIME FISCAL
DU CANADA.





L'exemption pour résidence principale permet à un contribuable de réaliser un gain en capital libre d'impôt à la vente d'une résidence principale, pourvu que la résidence ait été désignée comme sa résidence principale pour chaque année de propriété.

Les types de biens suivants peuvent être considérés comme votre résidence principale :

- Un logement, qui peut être :
 - une maison,
 - un appartement ou une unité dans un duplex, un immeuble d'habitation ou un immeuble en copropriété,
 - un chalet,
 - une roulotte ou une maison mobile,
 - une maison flottante;
- un droit de tenure à bail afférent à un logement;
- une part du capital social d'une société coopérative d'habitation acquise dans l'unique but d'obtenir le droit d'habiter un logement dont la coopérative est propriétaire.

Généralement, un bien peut être considéré comme votre résidence principale pour une année si les conditions suivantes sont remplies :

- Il s'agit de l'un des biens susmentionnés.
- Vous êtes propriétaire du bien seul ou conjointement avec une autre personne.
- Le bien est normalement habité par vous ou par certains membres de la famille tels que votre époux, votre conjoint de fait ou votre ex-époux ou conjoint de fait, ou n'importe lequel de vos enfants.
- Vous désignez le bien comme résidence principale.

En général, un logement doit être normalement habité au cours de l'année, et non *pendant toute* l'année, de sorte qu'un logement que vous habitez seulement pendant une courte période au cours d'une année peut quand même être considéré comme une résidence principale. Cette situation peut se produire si, par exemple, vous disposez de votre résidence au début de l'année ou que vous l'acquérez vers la fin de l'année. Cependant, un séjour de 24 heures ne serait probablement pas suffisant pour respecter l'exigence du logement normalement habité. Un chalet ou une résidence secondaire peut également répondre au critère de logement normalement habité (même si vous n'y résidez que durant les vacances), tant que la résidence n'est pas détenue principalement dans le but de tirer un revenu.

Pour les années antérieures à 1982, un particulier ne pourrait désigner qu'une seule maison comme sa résidence principale, mais un autre membre de l'unité familiale pourrait désigner un autre bien. Une *unité familiale* comprend généralement le particulier, son époux ou conjoint de fait et ses enfants non mariés de moins de 18 ans. Pour ce qui est des années antérieures à 1982, deux particuliers mariés pourraient donc désigner chacun une résidence principale différente la même année (pourvu que chaque bien remplisse toutes les conditions d'admissibilité). Pour les années 1982 et suivantes, une unité familiale peut désigner une seule habitation à titre de résidence principale de la famille pour une année donnée. Les résidences acquises avant 1982 sont toujours régies par les anciennes règles quant aux années de propriété antérieures à 1982.

L'exemption pour résidence principale n'éliminera complètement un gain en capital imposable réalisé à la disposition d'un bien que si ce bien est désigné comme la résidence principale du propriétaire pour au moins chaque année de propriété, sauf une (dans le cas d'un propriétaire qui était non-résident du Canada pendant toute l'année d'acquisition du bien, la désignation devra viser toutes les années de propriété pour que le gain en capital imposable soit totalement éliminé).

La *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR) prévoit une formule pour calculer la partie du gain qui est mise à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption pour résidence principale. Généralement, la partie du gain se calcule en multipliant le gain par une fraction, dont le numérateur est le nombre un plus le nombre d'années d'imposition pour lesquelles le bien a été désigné comme votre résidence principale et dont le dénominateur est le nombre d'années d'imposition au cours desquelles vous avez été propriétaire du bien. L'année supplémentaire dans le numérateur de la formule, communément appelée la règle « du plus un », a pour effet d'accorder au contribuable une année de plus aux fins de l'exemption¹. Cette règle est utile, car elle fait en sorte que si vous vendez votre résidence principale et que vous en achetez une autre au cours de la même année, vous ne vous verrez pas refuser l'exemption pour résidence principale à l'égard de l'une ou l'autre de ces résidences pour l'année en question, même si vous ne pouvez désigner qu'une résidence comme résidence principale dans l'année.

Si une partie seulement de l'habitation est utilisée comme résidence principale (p. ex. lorsqu'un propriétaire loue un logement secondaire au sous-sol de son habitation), seule la partie que le propriétaire occupe sera admissible à l'exemption pour résidence principale. Lorsque le bien est vendu, le gain en capital à l'égard de la partie louée doit être indiqué dans la déclaration de revenus des particuliers du propriétaire.

Toutefois, si le logement secondaire est un bien à usage personnel plutôt qu'un bien servant à gagner un revenu, comme un loyer, et que le contribuable peut démontrer un degré d'intégration suffisant et un usage commun des deux logements permettant d'établir que les logements fonctionnent comme un logement unique, alors l'habitation pourrait être entièrement admissible au titre de l'exemption pour résidence principale².

Vous devez indiquer chaque disposition de résidence principale dans votre déclaration de revenus des particuliers³, que le gain soit entièrement mis à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption pour résidence principale ou non. Par le passé, l'Agence du revenu du Canada (ARC) ne vous obligeait pas à déclarer la vente d'une résidence principale si le gain était entièrement à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption. Dorénavant, si vous n'indiquez pas la vente dans votre déclaration, la disposition du bien fera l'objet d'une période de nouvelle cotisation illimitée⁴. En cas de production tardive de la désignation de résidence principale, des pénalités s'appliqueront.

¹ Pour les dispositions de biens qui se produisent après le 2 octobre 2016, un contribuable qui était un non-résident tout au long de l'année pendant laquelle le bien a été acquis ne peut plus bénéficier d'une année de plus aux fins de l'exemption dans le calcul de la réduction du gain en capital imposable découlant de la disposition de sa résidence principale.

² Document de l'ARC n° 2024-1009501E5.

³ Pour les années d'imposition 2016 et suivantes.

⁴ La période normale de nouvelle cotisation pour un particulier est généralement de trois ans suivant la date d'envoi de l'avis de première cotisation. L'expression période de nouvelle cotisation « illimitée » signifie qu'une période de cotisation prolongée a été instaurée pour permettre l'établissement d'une nouvelle cotisation après l'expiration de la période normale pour toute année d'imposition au cours de laquelle le contribuable omet d'indiquer la disposition du bien dans sa déclaration de revenus ou de produire une déclaration de revenus pour l'année durant laquelle le bien a fait l'objet d'une disposition. Si de l'impôt sur le revenu est plus tard réclamé à l'égard de la disposition du bien par suite d'une cotisation, la limite de trois ans ne s'applique pas.

Règle sur les reventes précipitées de biens immobiliers résidentiels

Le budget fédéral de 2022 et les dispositions législatives correspondantes ont instauré une règle visant à ce que les profits provenant d'une revente précipitée de biens immobiliers résidentiels soient assujettis à l'imposition complète. La règle s'applique aux dispositions effectuées en 2023 ou par la suite. Selon cette règle, les profits découlant de la disposition de biens immobiliers résidentiels situés au Canada, y compris un bien locatif, qui étaient détenus pendant moins de 365 jours consécutifs sont généralement considérés, comme un revenu d'entreprise⁵.

De même, les profits découlant de la disposition de droits d'achat de biens immobiliers résidentiels – ce qu'on appelle également une cession de contrats de vente – sont aussi considérés comme un revenu d'entreprise si les droits ont été détenus pendant moins de 365 jours consécutifs avant la disposition. Ainsi, ces profits sont inclus en totalité dans le revenu, plutôt qu'au taux d'inclusion des gains en capital en vigueur, et l'exemption pour résidence principale ne s'applique pas pour une telle disposition. Si la disposition donne lieu à une perte, cette perte est considérée comme une perte d'entreprise refusée.

La règle tient compte du fait qu'un bien peut être acheté et revendu dans un court laps de temps en raison d'autres facteurs, comme l'échec d'un mariage ou d'une union de fait.

Des exceptions sont prévues à la règle pour les dispositions en raison ou en prévision d'un ou de plusieurs des événements suivants :

- Le décès, la maladie grave ou l'incapacité du particulier ou d'une personne qui lui est liée⁶
- Une personne liée se joint au ménage du contribuable ou le contribuable se joint au ménage d'une personne liée
- L'échec d'un mariage ou d'une union de fait
- Une menace à la sécurité personnelle du contribuable ou d'une personne liée
- Certaines réinstallations liées au travail ou aux études
- Une cessation d'emploi involontaire du particulier ou de son époux ou conjoint de fait
- L'insolvabilité du particulier⁷
- La destruction ou l'expropriation du bien

Prenez note que même si vous détenez un bien immobilier résidentiel au Canada assez longtemps pour ne pas être assujetti à la nouvelle règle sur les reventes précipitées ou que l'une des exceptions susmentionnées s'applique, les anciens critères établis dans la jurisprudence s'appliquent toujours. En d'autres termes, si la règle de présomption ne s'applique pas, la question de savoir si les profits de la disposition sont imposés comme un gain en capital ou comme un revenu tiré d'une entreprise demeurera une question de fait.

⁵ Un bien à revente précipitée ne comprend pas un bien figurant à l'inventaire du vendeur. Le profit de la revente d'un tel bien serait déjà considéré comme un revenu d'entreprise en vertu d'autres dispositions de la LIR. Une disposition réputée en vertu du paragraphe 45(1) de la LIR découlant d'un changement d'usage du bien n'est pas considérée comme une disposition pour l'application de la règle sur les reventes précipitées (voir le document de l'ARC n° 2024-1027831C6).

⁶ La disposition d'un bien immobilier résidentiel par un bénéficiaire de la succession qui est l'enfant du défunt, dans les 365 jours suivant l'obtention du titre de propriété par le bénéficiaire, peut constituer une exception relative à un événement de la vie pour cause de décès s'il existe un lien suffisamment clair entre le décès du parent défunt et la disposition du logement par l'enfant bénéficiaire. Consultez le document de l'ARC n° 2023-0990101E5. De plus, en vertu des modifications législatives proposées, une exception relative à un événement de la vie peut aussi s'appliquer à certains types de fiducies qui sont réputées disposer de biens à la suite du décès du bénéficiaire.

⁷ Cette exception ne se limite pas aux cas où un contribuable est incapable de payer une dette liée à un logement; consultez le document de l'ARC n° 2023-0991461E5.



Règles sur le changement d'usage

Les règles sur le changement d'usage s'appliquent lorsque l'usage d'un bien change, le bien passant d'un bien servant à produire un revenu à un bien ne servant pas à produire un revenu (ou vice versa). Un changement d'usage d'une partie du bien seulement fait également en sorte que les règles s'appliquent à la partie en question.

Lorsqu'il y a un changement d'usage, le propriétaire est considéré comme ayant vendu et acheté de nouveau le bien à sa juste valeur marchande, ce qui entraîne la réalisation de tout gain en capital cumulé depuis l'achat initial du bien. Cependant, l'exemption pour résidence principale peut être utilisée pour mettre le gain à l'abri de l'impôt si les conditions applicables sont remplies.

Dans le cas d'un changement d'usage, notamment celui d'un changement partiel d'usage, il est possible d'exercer un choix qui a pour effet de permettre de ne pas tenir compte du changement d'usage pour une période allant jusqu'à quatre ans aux fins de l'exemption pour résidence principale. Un changement partiel d'usage peut avoir lieu, par exemple lorsque le propriétaire d'un duplex emménage dans l'une des unités ou commence à en louer une.

Dans le cas d'un changement d'usage d'un bien résidentiel en un bien locatif, le contribuable peut faire un choix afin que le bien soit considéré comme s'il n'y avait pas eu de changement d'usage⁸. De plus, une règle connexe permet au contribuable faisant ce choix de continuer à considérer le bien comme sa résidence principale pendant une période d'au plus quatre ans.

Toutefois, dans le cas d'un changement d'usage d'un bien locatif en un bien résidentiel, le contribuable peut faire le choix que le bien ne soit pas considéré comme ayant été vendu et acquis de nouveau à ce moment, ce qui a pour effet de permettre que le gain en capital soit reporté et imposé seulement lorsque le bien est finalement vendu. De plus, une règle connexe permet au contribuable faisant ce choix de considérer le bien comme sa résidence principale pendant une période d'au plus quatre ans avant que celui-ci soit véritablement occupé à titre de résidence principale.

Notons que le choix de ne pas être considéré comme ayant procédé à un changement d'usage n'est possible que si, pour une année d'imposition se terminant après 1984, le particulier ou son époux ou conjoint de fait, ou une fiducie dont le particulier ou son époux ou conjoint de fait est bénéficiaire, a demandé une déduction pour amortissement à l'égard du bien avant le changement d'usage du bien ou au plus tard à la date de ce changement.

Changements d'usage successifs d'un bien

Vous habitez peut-être dans votre résidence au Canada pendant une partie de l'année, puis la louez pour le reste – par exemple, si vous êtes retraité et que vous vivez à l'étranger chaque hiver. De façon générale, si vous avez toujours utilisé votre résidence de cette façon, l'ARC ne considérera pas que votre bien change d'usage deux fois par année, à condition qu'il y ait, d'année en année, à peu près le même rapport entre la période pendant laquelle vous habitez votre résidence et celle pendant laquelle vous la louez. Dans ce cas, l'ARC ne tiendra pas compte, dans les faits, du changement fréquent d'usage.

Toutefois, l'ARC a confirmé que si le rapport entre l'usage fait en vue de gagner un revenu et l'usage à une autre fin change, il y aura changement d'usage du bien. Par exemple, si l'usage en vue de gagner un revenu augmente, vous pourriez faire le choix de ne pas être considéré comme ayant procédé à un changement d'usage. Vous ne seriez pas tenu de faire ce choix à nouveau chaque année, sauf si l'usage en vue de gagner un revenu augmente encore dans l'avenir⁹.

Bien que le document de l'ARC n'en fasse pas mention, une diminution du rapport de l'usage en vue de gagner un revenu serait vraisemblablement aussi considérée comme un changement d'usage pour lequel le particulier pourrait produire un choix de ne pas être considéré comme ayant procédé à un changement d'usage.

⁸ Dans son document n° 2018-0790251I7, l'ARC a confirmé que si les deux conjoints ont la propriété effective d'une habitation, ils doivent tous les deux choisir de ne pas être considérés comme ayant procédé à un changement d'usage pour l'habitation.

⁹ Document de l'ARC n° 2022-0942161C6.

Tirez le maximum de votre maison et de votre chalet

Être propriétaire d'une maison ou d'un chalet peut s'avérer dispendieux, et vous comptez peut-être sur l'exemption pour résidence principale afin de réduire l'impôt que vous auriez à payer sur tout gain en capital au moment de la vente. L'exemption n'est pas offerte dans tous les cas, alors assurez-vous de comprendre comment elle s'applique dans votre situation.

Location d'une partie de votre maison

Sur le marché de l'habitation canadien, les acheteurs doivent payer des prix élevés dans de nombreux centres urbains clés. Les propriétaires peuvent compenser les coûts du logement en louant une partie de leur propriété, en tant qu'appartement autonome ou unité dans un duplex. Plusieurs générations d'une même famille peuvent aussi emménager dans une même propriété pour consolider leurs actifs et maintenir les coûts de logement bas.

Or, si vous considérez ces options, vous devez garder à l'esprit les règles sur la résidence principale et les règles sur le changement d'usage. Selon les faits propres à chaque situation, l'ajout d'un logement locatif secondaire pourrait, par exemple, limiter votre capacité à réclamer l'exemption pour résidence principale dans l'éventualité de la vente de la propriété. Plusieurs interprétations techniques de l'ARC fournissent des renseignements utiles sur la façon dont cette dernière traite diverses situations relativement aux appartements accessoires et aux duplex.

Incidences d'un logement secondaire dans une habitation

Dans une interprétation technique, plusieurs questions relatives à un logement secondaire ont été posées à l'ARC¹⁰. La politique de l'ARC sur le changement d'usage est exposée dans le folio de l'impôt sur le revenu S1-F3-C2, *Résidence principale*.

Selon cette politique, il y aura généralement changement d'usage lorsqu'un contribuable convertit une partie de sa propriété en bien servant à produire un revenu.

Toutefois, un changement d'usage n'est pas considéré comme ayant eu lieu si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le bien est principalement utilisé comme résidence principale et ne sert que de façon accessoire à produire un revenu.
- Aucun changement structurel n'est apporté au bien afin de le rendre plus adéquat pour la location.
- Aucune déduction pour amortissement n'a été demandée à l'égard du bien.

Selon l'ARC, aucun pourcentage précis ne peut être appliqué pour déterminer si l'usage du bien est accessoire, chaque situation étant analysée en fonction des faits particuliers.

Les changements structurels au bien qui sont de nature permanente seront pris en considération. L'ARC considère notamment que l'ajout d'une cuisine ou d'une entrée distincte ou la reconfiguration d'un espace grâce à l'ajout ou à l'enlèvement de murs sont des changements considérables.

L'ARC a indiqué qu'elle appliquera généralement les règles sur le changement d'usage si un contribuable convertit une partie de sa résidence principale en un logement distinct pour en tirer un revenu de location. Ce scénario est différent de la situation dans laquelle un contribuable loue une chambre dans son habitation à un étudiant sans apporter de changement structurel au bâtiment, ce qui ne constitue généralement pas un changement d'usage.

Si un contribuable construit un logement secondaire autonome dans son habitation pour un membre de sa famille et que le logement remplit les conditions du crédit d'impôt pour

la rénovation d'habitations multigénérationnelles, les règles sur le changement d'usage pourraient s'appliquer. Cependant, si le logement secondaire est un bien à usage personnel plutôt qu'un bien servant à gagner un revenu de location ou un autre revenu, ce ne sera peut-être pas considéré comme un changement partiel d'usage¹¹.

Unités d'un duplex et exemption pour résidence principale

Dans une interprétation technique¹², l'ARC a examiné une situation différente, dans laquelle un particulier avait acheté un duplex dans le but de vivre dans une unité et de loger sa mère dans l'autre unité. Comme la mère du particulier avait besoin d'aide dans ses activités de la vie quotidienne, même si le bâtiment avait deux adresses distinctes, des modifications avaient été apportées pour faciliter les communications entre le propriétaire et sa mère, dont l'installation d'une porte communicante intérieure. La plupart des repas étaient préparés et consommés dans l'unité du propriétaire.

On a demandé à l'ARC si les deux unités pouvaient être considérées comme une même résidence principale. Dans sa réponse, l'ARC a relevé que l'intégration des unités était un facteur important. S'il n'était pas possible d'habiter normalement les aires habitables d'une unité sans avoir également accès à l'autre unité, les deux unités seraient considérées comme un logement unique. Ce pourrait être le cas lorsqu'une unité contient la cuisine et la salle de bain alors que l'autre comprend toutes les chambres. L'ARC a également indiqué d'autres facteurs importants, tels que la question de savoir si les deux unités avaient des titres, des adresses et des entrées distincts.

¹⁰ Document de l'ARC n° 2016-0673231E5.

¹¹ Document de l'ARC n° 2024-1009501E5. Pour en savoir davantage sur le crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles, consultez le [chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »](#).

¹² Document de l'ARC n° 2016-0625141C6.

Dans la situation exposée, l'ARC a laissé entendre que les unités n'étaient pas suffisamment intégrées pour constituer un seul logement aux fins de l'exemption pour résidence principale, de sorte que lors de la vente de la propriété entière, le propriétaire ne pourrait pas demander l'exemption à l'égard de l'unité occupée par la mère. De plus, comme la mère ne serait pas propriétaire, l'avantage de l'exemption pour résidence principale à l'égard de cette partie de la propriété serait entièrement perdu dans cette situation.

Unités d'un duplex et règles sur le changement d'usage

Le propriétaire d'un duplex peut vivre dans une unité et louer la seconde unité pour gagner un revenu. Dans une interprétation technique, on a demandé à l'ARC si elle considérerait qu'un

changement d'usage a eu lieu lorsque le propriétaire a déménagé d'une unité d'un duplex pour emménager dans l'autre¹³. L'unité qu'avait occupée le propriétaire était dorénavant louée, et l'unité anciennement louée était devenue la résidence du propriétaire.

L'ARC était d'avis qu'il n'y aurait pas de changement d'usage lorsque la superficie relative des unités demeurait inchangée et que la proportion de l'usage personnel et celle de l'usage locatif restaient les mêmes. Dans la situation exposée, les unités avaient une superficie identique, ce qui signifie que tant avant qu'après le changement d'usage, la moitié de la propriété servait à des fins locatives et l'autre moitié, à des fins personnelles. De plus, les rénovations effectuées à la partie de la propriété occupée par le propriétaire ne devraient pas donner lieu à un changement d'usage, pourvu que la superficie relative de chaque unité demeure la même après les rénovations.

FISCALIDÉES

- Si vous ne vivez que dans une partie du bien et louez l'autre partie à titre de logement secondaire autonome, l'exemption pour résidence principale peut seulement être réclamée à l'égard de la première partie. Dans le cas d'un duplex, les deux unités doivent être interdépendantes afin de former un seul logement aux fins de l'exemption pour résidence principale, et le simple fait d'installer une porte communicante entre celles-ci ne suffit pas.
- Si vous possédez une résidence qui n'a pas de logement secondaire et décidez d'en louer une partie, l'ARC examinera si un changement d'usage a eu lieu en fonction des faits propres à la situation (et partant, s'il y a disposition réputée du bien et nouvelle acquisition du bien).
- La location d'une ou de deux chambres dans une habitation peut ne pas entraîner un changement d'usage, alors que la rénovation d'une habitation pour installer une cuisine additionnelle et une entrée distincte donnerait probablement lieu à l'application des règles sur le changement d'usage.
- Si un changement partiel d'usage a lieu, il doit être indiqué dans la déclaration de revenus des particuliers du propriétaire, même si l'exemption pour résidence principale peut être réclamée pour réduire le gain en capital qui en résulterait autrement¹⁵.
- L'installation de panneaux solaires sur le toit d'une résidence et la vente de l'électricité produite par ceux-ci et retournée au réseau ne seraient généralement pas considérées comme un changement d'usage; la location du toit à un tiers pour la production d'électricité à l'aide de panneaux solaires peut être considérée comme un changement d'usage, sauf si certaines conditions sont remplies.



Dans un cas où un particulier possédait un duplex constitué d'une unité dans laquelle il habitait et d'une unité qu'il louait, l'ARC devait déterminer¹⁴ comment l'exemption pour résidence principale devrait être réclamée si le particulier convertissait les deux unités en une seule résidence pour son propre usage à un moment donné au cours de la période où il en était propriétaire. L'ARC a répondu que, dans l'année de la disposition, le particulier serait tenu de produire deux désignations de résidence principale, une pour l'unité qu'il habitait avant la combinaison des deux unités, et une seconde pour la totalité du bien (afin de couvrir la période allant de la date de la combinaison à la date de la disposition).

Chalets familiaux et exemption pour résidence principale

Si votre époux ou conjoint de fait et vous êtes propriétaires d'une maison et d'un chalet, vous devrez choisir la meilleure façon d'utiliser l'exemption pour résidence principale lorsque vous disposerez de l'un ou l'autre des biens, car, comme nous l'avons vu, vous ne pouvez désigner qu'un seul de vos biens comme résidence principale au cours d'une année de propriété donnée. Par exemple, il peut être avantageux de désigner le bien ayant le gain cumulé annuel moyen le plus élevé.

Afin de calculer adéquatement le gain provenant de la disposition de chaque bien, vous devriez conserver les documents pertinents, dont les reçus et les factures, pour les coûts de toutes les améliorations que vous apportez à chaque bien. Ces coûts peuvent être ajoutés aux prix de base rajustés des biens et réduire les gains qui pourraient ne pas être mis à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption.

La situation se complexifie si plusieurs membres de la famille utilisent votre chalet. Mises à part les questions fiscales, certains enfants peuvent être plus attachés que d'autres au chalet, et il peut être difficile d'être juste pour tout le monde lors du transfert de la propriété à la prochaine génération.

¹³ Document de l'ARC n° 2015-0589821E5.

¹⁴ Document de l'ARC n° 2019-0812621C6.

¹⁵ Si l'exemption pour résidence principale est demandée, la désignation est considérée comme ayant été effectuée relativement à la totalité du bien, et non seulement à la partie faisant l'objet de la disposition réputée. Consultez le folio de l'impôt sur le revenu S1-F3-C2, *Résidence principale*, au paragraphe 2.36.

Par exemple, supposons que vous avez acheté le chalet et qu'au fil du temps, vous y avez apporté des améliorations considérables, comme l'aménagement hivernal du bien afin que la famille puisse s'y réunir pour les Fêtes. Vous ne voulez peut-être plus avoir la responsabilité liée à la propriété et à l'entretien du chalet, mais vous souhaitez tout de même qu'il reste dans la famille pour que vos enfants et petits-enfants en profitent. Lorsque vous décidez de transférer le chalet à des membres plus jeunes de la famille, vous devez vous demander si un gain en capital en résultera et, le cas échéant, si vous pourrez réclamer l'exemption pour résidence principale afin de réduire partiellement ou totalement ce gain.

Fiducies relatives à un chalet

Une des façons offertes aux familles pour gérer la propriété d'un chalet est le transfert de ce dernier à une fiducie dont certains membres de la famille sont bénéficiaires. Une fiducie peut offrir une certaine flexibilité dans l'administration du bien, permettant aux propriétaires initiaux – qui sont peut-être devenus grands-parents – de transférer une part de responsabilité à leurs enfants et petits-enfants sans renoncer complètement au droit d'utiliser le chalet ou d'en tirer un revenu.

Le transfert d'un bien à une fiducie peut également faire en sorte que celui-ci reste hors de la succession des grands-parents au moment du décès, ce qui réduit les droits d'homologation (là où ils s'appliquent) et permet de reporter l'impôt sur les gains en capital. Lorsqu'une fiducie détient un chalet, ou un autre bien immobilier, le titre est enregistré au nom du (des) fiduciaire(s), et non à celui de la fiducie. Si un ou plusieurs fiduciaires sont des non-résidents, il pourrait y avoir certaines conséquences fiscales.

Étant donné qu'il y a des considérations fiscales et non fiscales à garder en tête, les propriétaires d'un chalet devraient solliciter des conseils lorsqu'ils songent à l'option qui convient le mieux à leur situation familiale.

Impôt sur les gains en capital à l'égard d'un chalet¹⁶ détenu au sein d'une fiducie

L'impôt sur les gains en capital à l'égard d'un chalet détenu au sein d'une fiducie devient payable au moment où le bien y est transféré, et au moment où la fiducie distribue le bien à un bénéficiaire, sous réserve de certaines exceptions. Dans certaines situations, la fiducie sera également considérée, aux fins de l'impôt, comme ayant vendu et immédiatement racheté le chalet, ce qui peut donner lieu à un gain en capital.

Par exemple, si une fiducie d'un certain type détient toujours le chalet au moment du 21^e anniversaire de la constitution de la fiducie, il y a alors disposition réputée du chalet, de sorte qu'aux fins de l'impôt, le chalet est considéré comme ayant été vendu à la juste valeur marchande et immédiatement racheté. La vente réputée peut également produire un gain en capital imposable entre les mains de la fiducie. Selon les circonstances et le type de fiducie, une fiducie pourrait demander une exemption pour résidence principale afin de mettre à l'abri de l'impôt une partie ou la totalité du gain (voir la rubrique « **Fiducies et exemption pour résidence principale** » ci-après).

¹⁶ Les incidences fiscales de la détention d'un chalet au sein d'une fiducie s'appliquent également aux autres types de résidences détenues dans une fiducie.

¹⁷ Actuellement, le taux d'inclusion des gains en capital est de 50 %.

¹⁸ Notons que seuls les grands-parents (dans ce cas) doivent pouvoir recevoir ou utiliser le revenu ou le capital de la fiducie avant la date du décès du dernier d'entre eux. Le non-respect de cette exigence aurait une incidence défavorable sur le roulement en franchise d'impôt du chalet à la fiducie. Si les grands-parents ont l'intention de permettre aux enfants ou aux petits-enfants d'utiliser le chalet de leur vivant, ils devraient consulter un conseiller en fiscalité EY.

Fiducie relative à un chalet - exemple

Plusieurs types de fiducies différents peuvent être utilisés pour détenir un chalet, et diverses règles s'appliquent selon le type utilisé. Un gain en capital se produit généralement lorsqu'un particulier fait don d'un chalet à une fiducie. Or, si certains types spéciaux de fiducies sont utilisés, le gain peut être reporté.

Par exemple, supposons que des grands-parents d'une famille donnée possèdent conjointement un chalet et qu'ils sont tous deux âgés de 70 ans. Ils veulent continuer d'utiliser eux-mêmes le chalet, mais ils veulent également transférer, un jour, la responsabilité à leurs enfants de même que réduire tout impôt sur les gains en capital et les droits d'homologation à payer, si possible.

Si les grands-parents font don du chalet à une fiducie non testamentaire normale, ce don sera imposable et ils auront à payer l'impôt sur les gains en capital sur la différence entre le produit de la disposition et le prix de base rajusté du bien – y compris toutes les améliorations apportées au chalet au fil des ans – multipliée par le taux d'inclusion des gains en capital en vigueur¹⁷.

Cependant, ils pourraient se prévaloir de l'exemption pour résidence principale, à moins qu'ils ne l'aient déjà utilisée ou qu'ils ne comptent l'utiliser pour mettre à l'abri de l'impôt des gains découlant d'autres biens qu'ils possèdent en même temps.

Étant donné qu'ils sont âgés de plus de 64 ans, les grands-parents pourraient plutôt faire don du chalet à un type spécial de fiducie connue sous le nom de fiducie mixte au profit du conjoint. Ils auraient tout de même le droit d'utiliser le chalet et d'en tirer un revenu leur vie durant.

Ce type de fiducie permet aux grands-parents de transférer par roulement le chalet à la fiducie sans avoir à payer d'impôt sur les gains en capital à ce moment-là. L'impôt sur les gains en capital est plutôt reporté jusqu'à ce que les deux grands-parents soient décédés, moment auquel la fiducie devra le payer sur la différence entre la juste valeur marchande du chalet et son coût initial pour les grands-parents – y compris toutes les améliorations apportées au bien – multipliée par le taux d'inclusion des gains en capital en vigueur.

L'acte de fiducie pourrait désigner les enfants des grands-parents comme bénéficiaires subsidiaires de la fiducie, et après le décès des deux grands-parents, la fiducie distribuerait le chalet aux enfants¹⁸.

Fiducies et exemption pour résidence principale

Une fiducie pourrait être en mesure de réclamer l'exemption pour résidence principale, mais les règles sont complexes et requièrent essentiellement qu'aucun des bénéficiaires de la fiducie (ou des membres de leur unité familiale) n'ait déjà demandé l'exemption à l'égard d'un autre bien pour les années visées. De plus, le bien doit généralement être habité par un bénéficiaire déterminé¹⁹, par un époux ou conjoint de fait ou ex-époux ou ex-conjoint de fait d'un tel bénéficiaire, ou par l'un des enfants de celui-ci.

Aucune société (à l'exception des organismes de bienfaisance enregistrés) ou société de personnes ne peut être un bénéficiaire de la fiducie. Si la fiducie utilise l'exemption pour résidence principale pour le chalet, les bénéficiaires de la fiducie n'ont pas le droit de réclamer l'exemption pour d'autres biens qu'ils pourraient posséder au cours de la même période.

Les règles permettant aux fiducies de demander l'exemption pour résidence principale ont encore été resserrées pour les biens ayant fait l'objet d'une disposition après 2016, et un nombre moindre de types de fiducies sont admissibles à l'exemption pour résidence principale pour les années d'imposition 2017 et suivantes. Des règles transitoires font en sorte qu'une fiducie qui ne peut plus désigner un bien comme sa résidence principale en raison des nouvelles restrictions peut tout de même se prévaloir de l'exemption pour résidence principale relativement au gain cumulé jusqu'à la fin de 2016. Par conséquent, les fiducies relatives à un chalet devraient revoir leur admissibilité à l'exemption pour résidence principale dans le cadre des règles révisées en consultant un conseiller EY.

Conditions d'admissibilité à l'exemption pour résidence principale

Pour les biens ayant fait l'objet d'une disposition après 2016, les fiducies doivent respecter deux conditions fondamentales afin de pouvoir demander l'exemption pour résidence principale au fédéral :

- Au moins un des bénéficiaires de la fiducie doit résider au Canada au cours de l'année et être un bénéficiaire déterminé de la fiducie pour l'année.
- La fiducie doit être considérée comme une fiducie admissible, ce qui veut dire qu'elle doit appartenir à au moins une des quatre catégories suivantes :
 - Une fiducie en faveur de soi-même, une fiducie au profit de l'époux ou du conjoint de fait ou une fiducie mixte au profit de l'époux ou du conjoint de fait ou certaines fiducies au profit exclusif de l'auteur au cours de sa vie (fiducies à intérêt viager)
 - Une fiducie testamentaire qui est une fiducie admissible pour personne handicapée pour l'année d'imposition
 - Une fiducie entre vifs ou une fiducie testamentaire dont l'auteur est décédé avant le début de l'année
 - Une fiducie non testamentaire établie au profit d'un particulier ayant droit au crédit d'impôt pour personnes handicapées²⁰

Au Québec, les critères sont légèrement différents. La fiducie doit appartenir à l'une des catégories suivantes :

- Une fiducie en faveur de soi-même, une fiducie au bénéfice de l'époux ou du conjoint de fait ou une fiducie mixte au bénéfice de l'époux ou du conjoint de fait ou certaines fiducies au profit exclusif de l'auteur au cours de sa vie (fiducies à intérêt viager)
- Une fiducie qui est une fiducie admissible pour personne handicapée dont le bénéficiaire optant pour l'année d'imposition est à la fois un bénéficiaire désigné et l'époux, le conjoint de fait, l'ex-époux, l'ex-conjoint de fait ou l'enfant de l'auteur de la fiducie
- Une fiducie au profit d'un enfant mineur de parents décédés dont le bénéficiaire déterminé est un particulier qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, dont les parents ne sont pas vivants au début de l'année et dont l'un des parents est un auteur de la fiducie

Si une fiducie était propriétaire d'un bien à la fin de 2016 et ne peut pas désigner le bien à titre de résidence principale aux termes des règles révisées, le gain de la fiducie découlant de la disposition du bien est en fait séparé en deux périodes distinctes :

- Le premier gain se calcule comme si la fiducie avait vendu le bien le 31 décembre 2016 à la juste valeur marchande de ce dernier à cette date et selon les règles applicables aux années d'imposition qui commencent avant 2017.
- Le second gain se calcule comme si la fiducie avait acquis de nouveau le bien au début de 2017 à un coût égal au produit utilisé pour déterminer le premier gain, sans demander l'exemption pour résidence principale disponible sur les gains réalisés du début de 2017 jusqu'à la date de disposition.

Lorsqu'une fiducie n'est plus admissible à l'exemption pour résidence principale à l'égard d'un chalet, des règles spéciales pourraient lui permettre de distribuer le bien à un bénéficiaire qui réside au Canada avec report de l'impôt. Le bénéficiaire serait considéré comme ayant possédé le chalet tout au long de la période durant laquelle la fiducie le possédait et paierait l'impôt sur le gain seulement lorsque le chalet serait ultérieurement vendu ou transféré autrement à un tiers. Autrement, une distribution imposable pourrait être déclenchée pour cristalliser un gain, et la fiducie pourrait ensuite utiliser l'exemption pour résidence principale afin de réduire le gain pour la période jusqu'à la fin de 2016.

¹⁹ Un bénéficiaire déterminé est une personne qui a le droit (immédiat, futur, conditionnel ou non) de recevoir tout ou partie du revenu ou du capital de la fiducie.

²⁰ Les modalités de la fiducie doivent prévoir que seul le bénéficiaire aura accès au revenu ou au capital de la fiducie au cours de sa vie. En outre, les fiduciaires doivent tenir compte des besoins du bénéficiaire pour déterminer si des montants doivent lui être versés. Le bénéficiaire doit aussi être soit l'auteur de la fiducie, soit une personne liée à l'auteur.

En résumé

Compte tenu de la hausse substantielle de la valeur des propriétés au cours des dernières années, les maisons ou les chalets pourraient avoir une juste valeur marchande élevée et un coût faible, de sorte qu'un important gain en capital pourrait découler de la vente ou du don de la propriété.

La détention d'un bien au sein d'une fiducie peut aider à réaliser plusieurs objectifs, dont le transfert du bien à la prochaine génération d'une famille et la réduction au minimum des droits d'homologation (là où ils s'appliquent).

Il existe de nombreuses manières de structurer une fiducie qui détient une maison ou un chalet, et à la lumière des modifications aux règles réduisant la capacité des fiducies à demander l'exemption pour résidence principale, les propriétaires devraient consulter un conseiller en fiscalité EY pour revoir la situation d'une fiducie existante ou pour obtenir de l'aide afin de constituer une fiducie dans l'avenir.



CHAPITRE 9

Familles



AU CANADA, PRESQUE TOUS LES DOMAINES DE LA VIE FAMILIALE SONT TOUCHÉS D'UNE FAÇON OU D'UNE AUTRE PAR L'IMPÔT. IL EXISTE CEPENDANT BON NOMBRE DE CRÉDITS D'IMPÔT ET DE STRATÉGIES DE PLANIFICATION QUE VOUS DEVRIEZ CONNAÎTRE, CAR ILS POURRAIENT VOUS PERMETTRE, AINSI QU'À VOTRE FAMILLE, D'ÉPARGNER DES SOMMES IMPORTANTES.





Époux et conjoints de fait

Les conjoints de fait (y compris les couples de même sexe) sont traités de la même façon que les époux aux fins fiscales.

Fractionnement du revenu et des gains en capital

Les particuliers sont imposés selon des taux d'impôt progressifs. Plus votre revenu est élevé, plus votre taux marginal d'impôt augmente.

Le taux d'imposition marginal combiné fédéral et provincial le plus élevé oscille entre 44 % et 55 % environ selon la province ou le territoire où vous résidez (voir l'[annexe A](#)). Au Québec, le taux d'imposition marginal provincial le plus élevé s'établit à 25,75 %, ce qui donne un taux combiné fédéral et provincial maximal de 53,31 % pour 2025. Vous pourriez alléger le fardeau fiscal de votre famille, dans la mesure où votre revenu peut être réparti entre les membres de la famille dont les taux marginaux d'impôt sont moindres. De cette façon, votre famille pourrait disposer de plus d'argent.

Le fractionnement du revenu est une technique de planification fiscale bien établie. Toutefois, l'adoption des règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné (IRF) a complètement changé le contexte fiscal. En général, le revenu peut encore être fractionné de certaines manières, qui seront présentées plus loin dans le présent chapitre (prêts au taux d'intérêt prescrit, régime enregistré d'épargne-retraite [REER] au profit du conjoint, fractionnement du revenu de pension, fractionnement des prestations du Régime de rentes du Québec [RRQ] ou du Régime de pensions du Canada [RPC], dons à des enfants majeurs, etc.). Il y a cependant moins de possibilités de fractionnement du revenu qu'auparavant, et il peut être plus difficile de recourir à cette méthode de planification fiscale.

Vous devez non seulement tenir compte des règles d'attribution du revenu prévues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis 1986, mais aussi savoir que, depuis l'année d'imposition 2018,

les règles révisées relatives à l'IRF viennent grandement limiter la possibilité d'alléger ainsi le fardeau fiscal global de votre famille si le revenu provient d'une entreprise et qu'il est reçu, directement ou indirectement, d'une société privée (voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** » ci-après).

Le fractionnement du revenu, dans la mesure où il est encore possible, se révèle avantageux si votre revenu se situe dans la tranche d'imposition marginale la plus élevée et que le revenu de votre époux ou conjoint de fait ou de vos enfants se situe dans une tranche d'imposition plus basse. De plus, l'impôt qu'une famille devra payer est généralement plus élevé si le revenu familial est généré par un seul membre de la famille plutôt que par deux personnes ou plus.

Prenons des exemples simples : une famille du Québec qui, en 2025, gagne 500 000 \$ par l'entremise d'une seule personne pourrait réduire de plus de 34 000 \$ l'impôt à payer annuellement sur ce revenu en faisant en sorte qu'une tranche de 200 000 \$ de ce revenu soit imposée entre les mains d'un autre membre de la famille ne touchant personnellement aucun revenu, sous réserve que les règles révisées relatives à l'IRF ne s'appliquent pas. Une famille dont un membre gagne 200 000 \$ pourrait, pour sa part, économiser plus de 20 500 \$ d'impôt par année en fractionnant ce revenu à parts égales avec deux membres de la famille n'ayant aucun revenu.

L'économie pourrait être encore plus considérable si le revenu peut être partagé entre plusieurs membres de la famille et que des crédits d'impôt inutilisés sont disponibles ou que la nature du revenu donne droit à un traitement fiscal avantageux. Encore une fois, les règles révisées relatives à l'IRF pourraient toutefois limiter cette possibilité.

Le fractionnement du revenu peut maximiser le montant des prestations de Sécurité de la vieillesse (SV) que vous conservez et peut-être aussi le crédit en raison de l'âge. Cependant, vous devez être prudent et vous assurer que les techniques de fractionnement du revenu sont conformes aux règles d'attribution et aux règles révisées relatives à l'IRF (voir les rubriques « **Règles d'attribution** » et « **Impôt sur le revenu fractionné** »).



FISCALIDÉES

Envisagez les diverses techniques de fractionnement du revenu suivantes :

- Organisez vos affaires financières de manière à ce que l'époux ou le conjoint de fait qui gagne le revenu le plus élevé paie le plus de dépenses du ménage possible, ce qui permet à l'autre d'épargner et d'investir.
- Cotisez à un REER au profit de votre époux ou conjoint de fait, si son taux d'imposition marginal est inférieur au vôtre ou s'il le sera au moment du retrait des fonds.
- Faites une demande en vue de partager vos prestations de retraite du RRQ ou du RPC avec votre époux ou conjoint de fait.
- Fractionnez le revenu de pension si c'est opportun.
- Prêtez, au taux prescrit, de l'argent à des fins de placement à l'époux ou au conjoint de fait dont le revenu est le moins élevé, ou à des enfants mineurs au moyen d'une fiducie officielle (voir la rubrique « **Conclusion d'un prêt au taux prescrit** » ci-après). Les règles d'attribution ne s'appliqueront pas au revenu de placement net gagné et, si le revenu n'est pas un revenu fractionné aux fins des règles relatives à l'IRF, le fardeau fiscal familial sera allégé (voir ci après pour en savoir davantage sur les règles d'attribution)¹.
- Transférez des biens ou prêtez des fonds à vos enfants de moins de 18 ans pour qu'ils puissent réaliser des gains en capital qui ne sont pas assujettis aux règles d'attribution, pourvu que ces gains en capital ne soient pas non plus assujettis aux règles révisées relatives à l'IRF².
- Cotisez à un régime enregistré d'épargne-études (REEE) pour épargner en vue des études postsecondaires de vos enfants ou petits-enfants. En versant une cotisation de 2 500 \$ par année par enfant, vous recevrez la subvention gouvernementale annuelle maximale de 500 \$ par enfant.
- Donnez ou prêtez de l'argent à votre époux ou conjoint de fait pour lui permettre de verser une cotisation à un compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Le revenu gagné sur les cotisations ne vous sera pas attribué pendant que les fonds sont dans le régime.
- Faites des dons à vos enfants âgés de 18 ans ou plus afin de leur permettre de gagner un revenu suffisant pour absorber leurs déductions et leurs crédits³ et de payer certains frais qui seraient normalement payés sur votre revenu après impôts.
- Faites des dons à vos enfants âgés de 18 ans ou plus pour leur permettre de verser les cotisations déductibles maximales à leur REER et/ou de cotiser à un CELI.

(À noter : Les dons à des parents adultes autres que le conjoint ne sont généralement pas assujettis aux règles d'attribution.)

Règles d'attribution

Les règles d'attribution ont pour objet de limiter ou d'empêcher le fractionnement du revenu dans certaines situations.

Attribution du revenu : Si vous prêtez ou transférez directement, indirectement ou par l'intermédiaire d'une fiducie des biens à votre époux ou conjoint de fait ou à tout autre parent âgé de moins de 18 ans, tout revenu ou toute perte provenant du bien vous est attribué et entre dans le calcul de votre revenu aux fins de l'impôt.

Les mêmes règles s'appliquent aux prêts sans intérêt ou à intérêt faible consentis à des parents en vue d'abaisser votre impôt sur le revenu. Un prêt est généralement considéré comme un prêt à intérêt faible lorsque le taux d'intérêt imputé est inférieur au taux prescrit du gouvernement fédéral utilisé pour le calcul des avantages imposables (pour l'année civile 2025, il s'élève à 4 % pour les premier et deuxième trimestres et à 3 % pour les troisième et quatrième trimestres). Les prêts au taux d'intérêt prescrit ne sont généralement pas assujettis aux règles d'attribution, pourvu que les intérêts soient remboursés dans le délai prescrit et que d'autres conditions soient remplies (voir la rubrique « **Conclusion d'un prêt au taux prescrit** » ci-après).

Il n'y a habituellement pas d'attribution du revenu gagné sur le capital accumulé à partir d'un revenu déjà attribué. Les dons à des parents adultes autres que votre époux ou conjoint de fait ne sont généralement pas assujettis aux règles d'attribution.

Les règles d'attribution ne s'appliquent pas au revenu d'entreprise, mais elles s'appliquent au revenu d'une société en commandite.

¹ Cette planification peut tout de même s'avérer efficace, si le revenu n'est pas un revenu fractionné aux fins des règles relatives à l'IRF (voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** »). De manière générale, les règles d'attribution ne s'appliqueront pas si le revenu est déjà assujetti à l'IRF. Cependant, si le revenu est assujetti à l'IRF, le fractionnement du revenu sera impossible. Avant d'aller de l'avant avec ce type de planification, consultez votre conseiller en fiscalité EY.

² Certains types de biens sont touchés par les règles révisées relatives à l'IRF (voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** »). Les gains provenant de la disposition d'un bien effectuée après 2017, si le revenu tiré du bien constituait par ailleurs un revenu fractionné, sont imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé, sous réserve de certaines exceptions. Les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition d'actions de sociétés privées en faveur d'une partie avec lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés et imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé, qui est supérieur au taux applicable aux gains en capital. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

³ Sous réserve que les dons ne visent pas un bien, ou des fonds servant à acquérir un bien, qui génère un revenu assujetti aux règles révisées relatives à l'IRF. Voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** ».

Les règles d'attribution s'appliquent aussi à certains transferts et prêts octroyés à une société autre qu'une société exploitant une petite entreprise. Les mesures de planification successorale ne visant pas le fractionnement du revenu entre membres d'une même famille peuvent généralement être structurées de façon à éviter l'application des règles d'attribution relatives aux sociétés.

Il n'y a aucune attribution du revenu provenant d'un bien vendu, d'argent prêté ou d'un bien substitué à ce bien vendu ou à cet argent prêté si le bien est vendu à sa juste valeur marchande ou si le prêt est consenti selon des modalités commerciales et à un taux égal ou supérieur au taux prescrit en vigueur à la date à laquelle le prêt est consenti (pour l'année civile 2025, le taux prescrit s'élève à 4 % pour les premier et deuxième trimestres et à 3 % pour les troisième et quatrième trimestres) et que d'autres conditions sont respectées (voir la rubrique « **Conclusion d'un prêt au taux prescrit** » ci-après). Si vous vendez un bien à votre époux ou conjoint de fait, vous devez produire un choix spécial pour que le transfert du bien ait lieu à la juste valeur marchande.

Les règles d'attribution ne s'appliqueront pas si vous choisissez que votre époux ou conjoint de fait reçoive une partie de vos paiements au titre du RRQ/RPC. De plus, les règles d'attribution ne devraient pas s'appliquer au fractionnement du revenu de pension.

Impôt sur le revenu fractionné

Même lorsque les règles d'attribution ne s'appliquent pas, un impôt spécial sur le revenu fractionné peut s'appliquer. Il est calculé au taux marginal d'imposition des particuliers le plus élevé (33 % au fédéral et 53,31 % pour le taux combiné fédéral-Québec en 2025) et s'applique à certains types de revenus.

Avant 2018, l'IRF s'appliquait uniquement aux types de revenus d'enfants mineurs suivants :

- Les dividendes imposables et intérêts versés par une société privée
- Les avantages conférés à un actionnaire par une société privée
- Le revenu provenant d'une société de personnes ou d'une fiducie s'il est tiré d'une entreprise ou de la location de biens et qu'une personne liée au mineur prend, de façon régulière, une part active aux activités de la société de personnes ou fiducie
- Le revenu provenant d'une société de personnes ou d'une fiducie qui fournit des biens ou des services à une entreprise exploitée par l'un des parents ou grands parents, ou qui soutient cette entreprise
- Les gains en capital découlant de la disposition d'actions d'une société privée en faveur d'une personne ayant un lien de dépendance

Cependant, les mesures législatives entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018 ont élargi le bassin des particuliers assujettis à l'IRF pour inclure certains particuliers liés âgés de 18 ans ou plus. De plus, la liste des types de revenus qui sont assujettis à l'IRF a été allongée.

Pour les années d'imposition 2018 et suivantes, ces règles limitent, en effet, la capacité de partager le revenu au sein d'une famille, celles-ci ayant élargi le bassin de particuliers assujettis à l'IRF pour inclure les enfants de 18 ans ou plus ainsi que les autres particuliers adultes liés (ce qui inclut les époux ou conjoints de fait, les frères et sœurs, les grands-parents et les petits-enfants, mais exclut les tantes, les oncles, les neveux, les nièces, les cousins et les cousines) qui reçoivent un revenu fractionné⁴ provenant d'une entreprise (familiale) liée, soit directement d'une société privée (notamment sous forme de dividendes) ou par l'intermédiaire d'une fiducie ou d'une société de personnes. Une entreprise est considérée comme étant liée, par exemple, lorsqu'une personne liée participe activement à l'entreprise de façon régulière ou qu'elle détient au moins 10 % de la juste valeur marchande des actions d'une société qui exploite l'entreprise.

La liste des types de revenus qui sont assujettis à l'IRF a également été allongée pour y inclure :

- le revenu d'intérêts tiré d'une créance d'une société privée, d'une société de personnes ou d'une fiducie (sous réserve de certaines exceptions);
- les gains provenant de la disposition d'un bien si le revenu tiré du bien constitue par ailleurs un revenu fractionné.

⁴ En fait, le revenu est considéré comme étant fractionné lorsqu'il est directement ou indirectement rattaché à une entreprise liée. Selon l'Agence du revenu du Canada (ARC), le salaire ne fait pas partie du revenu fractionné.

En vertu de ces règles, tous les particuliers résidant au Canada sont des « particuliers déterminés » aux fins de l'assujettissement à l'IRF, sauf en cas d'application d'une exclusion particulière⁵. Le revenu ou les gains tirés d'une entreprise liée par certains membres adultes de la famille sont exclus de l'IRF si diverses conditions sont remplies. Ces membres de la famille sont les suivants :

- Les membres de la famille qui ont 18 ans ou plus et qui participent activement à l'entreprise familiale de façon régulière, continue et importante au cours de l'année ou au cours de cinq années antérieures (pas nécessairement consécutives). La question de savoir si un particulier répond à ce critère est généralement une question de fait. Cependant, un particulier sera réputé participer activement à l'entreprise de façon régulière, continue et importante au cours d'une année s'il respecte le critère de démarcation en travaillant au moins 20 heures par semaine en moyenne pendant l'année (ou, dans le cas d'une entreprise saisonnière, pendant la partie de l'année au cours de laquelle l'entreprise exerce ses activités). Si ces conditions sont remplies, l'entreprise est considérée comme une « entreprise exclue » en vertu des règles révisées⁶.
- Les membres adultes de la famille qui ont 25 ans ou plus et qui détiennent directement au moins 10 % des actions de la société privée (seuil déterminé par rapport aux voix et à la valeur de la société)⁷, pourvu que la société tire moins de 90 %

de son revenu d'entreprise de la prestation de services, qu'elle ne soit pas une société professionnelle et qu'au moins 90 % de son revenu⁸ pour l'année ne soit pas tiré directement ou indirectement d'une ou de plusieurs entreprises liées autres que des entreprises de la société elle-même. Si ces conditions sont remplies, les actions sont considérées comme des « actions exclues » en vertu des règles révisées.

- Les membres de la famille qui ont 18 ans ou plus et qui reçoivent un revenu provenant d'un bien, ou qui réalisent des gains en capital imposables à la disposition d'un bien, dans la mesure où le montant ne provient pas, directement ou indirectement, d'une entreprise liée (voir ci-dessus) relativement au membre de la famille.
- Les membres de la famille âgés de 24 ans ou moins (y compris les mineurs) à l'égard d'un bien hérité, si le particulier est un étudiant à temps plein inscrit pendant l'année dans un établissement d'enseignement postsecondaire ou qu'il est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées⁹.
- Les époux ou conjoints de fait, si l'autre conjoint a 65 ans ou plus et que l'IRF ne s'était pas appliqué si ce dernier avait reçu le revenu ou le gain.
- Les époux ou conjoints de fait, si l'autre conjoint est décédé avant la fin de l'année et que l'IRF ne s'était pas appliqué si ce dernier avait reçu le revenu ou le gain pendant sa dernière année d'imposition.

- Les membres adultes de la famille qui reçoivent un revenu provenant d'un bien hérité, ou qui réalisent des gains en capital imposables à la disposition d'un bien hérité, dans le cas où, s'il avait reçu le montant, le défunt aurait satisfait au seuil de participation active applicable pour qu'une entreprise soit une entreprise exclue ou encore aurait satisfait au critère relatif aux actions exclues ou au critère de rendement raisonnable (voir ci-après) s'il avait atteint l'âge de 24 ans avant l'année de son décès¹⁰. Par conséquent, si le bien est acquis par un membre adulte de la famille, ou pour son compte, en raison du décès d'un particulier, ces règles de continuité permettent au membre adulte de la famille de se substituer au particulier décédé aux fins des critères relatifs à l'entreprise exclue, au rendement raisonnable et aux actions exclues.
- Les membres adultes de la famille qui réalisent des gains en capital imposables à la disposition entre personnes sans lien de dépendance d'actions admissibles de petite entreprise (AAPE) ou de biens agricoles ou de pêche admissibles même si l'exonération cumulative des gains en capital (ECGC) n'est pas demandée, ou qui réalisent des gains en capital imposables à la disposition réputée de leurs biens à leur décès¹¹. Ces exclusions s'appliquent également aux enfants mineurs, sauf dans les cas de dispositions réelles entre parties ayant un lien de dépendance¹².

⁵ La définition est très large. Elle n'exclut que les particuliers de plus de 17 ans qui ne résident pas au Canada et les mineurs dont les parents ne résident pas au Canada.

⁶ L'ARC applique le critère de l'entreprise exclue à chacune des entreprises dans les cas où une société exploite plus d'une entreprise. Par conséquent, une comptabilité distincte pour chaque entreprise et un suivi des fonds seraient nécessaires aux fins de la détermination pour chaque entreprise. Voir le document de l'ARC n° 2018-0761601E5.

De même, le critère de démarcation ne sera pas satisfait si un particulier travaille un total de 20 heures ou plus par semaine dans un groupe d'entreprises liées, mais ne travaille pas en moyenne au moins 20 heures par semaine dans une entreprise donnée. Voir le document de l'ARC n° 2020-0837631C6.

Le critère de la durée moyenne d'au moins 20 heures par semaine aux fins de l'exception visant une entreprise exclue ne s'applique qu'aux heures effectivement travaillées, de sorte qu'il n'inclut pas de période où un employé est en congé payé (p. ex. les jours fériés, les vacances ou les journées de maladie). Voir le document de l'ARC n° 2019-0792001E5.

⁷ L'ARC a confirmé que les actions de plusieurs catégories du capital-actions d'une société détenues par un particulier peuvent être prises en compte globalement aux fins de l'application de ce critère de détention d'au moins 10 % des voix et de la valeur des actions. Voir le document de l'ARC n° 2018-0771811E5.

⁸ Selon l'ARC, les mots « revenu » et « revenu d'entreprise » dans la définition d'« actions exclues » renvoient au revenu brut, et non au revenu net. Voir le document de l'ARC n° 2018-0743961C6 et les lignes directrices de l'ARC publiées en juillet 2019, *Impôt sur le revenu fractionné - Actions exclues*.

⁹ En vertu des propositions législatives publiées le 12 août 2024, les biens substitués à des biens hérités seraient également exemptés. Les membres de la famille qui ont 25 ans ou plus peuvent être admissibles à une exception à l'IRF relativement au revenu ou aux gains tirés d'un bien hérité, sous réserve de certaines autres conditions.

¹⁰ Cette dernière exception peut s'appliquer même si le membre adulte de la famille a moins de 25 ans et qu'il n'aurait donc pas pu, en raison de son âge, se prévaloir par ailleurs de l'exception fondée sur les actions exclues ou le rendement raisonnable, si le revenu ou le gain ne provenait pas d'un bien hérité.

¹¹ Cette exception s'applique également aux bénéficiaires d'une fiducie si des gains en capital imposables de ce type sont réalisés par une fiducie personnelle, puis attribués aux bénéficiaires de la fiducie dans l'année de la disposition. Si toutes les conditions sont remplies, les bénéficiaires pourraient se prévaloir de l'ECGC relativement à ces gains. Voir le document de l'ARC n° 2018-0778661C6.

¹² Les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition d'actions de sociétés privées en faveur d'une partie avec lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés et imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé.

- Les membres adultes de la famille qui reçoivent un revenu provenant d'un bien acquis pour cause d'échec d'un mariage ou d'une union de fait, si les époux ou conjoints de fait vivent séparés pour cause d'échec de leur union¹³.

L'ARC a confirmé qu'une société doit avoir un revenu d'entreprise pour que ses actions soient admissibles à l'exception fondée sur les actions exclues susmentionnée, car le critère de la prestation de services (tirer moins de 90 % de son revenu d'entreprise de la prestation de services) renvoie expressément au revenu d'entreprise. Par conséquent, si une société ne gagne qu'un revenu tiré de bien, ses actions ne seront pas considérées comme des actions exclues.

Dans certaines circonstances, une société peut exploiter une entreprise dont le principal objectif consiste à tirer un revenu de biens (p. ex. gagner un revenu d'intérêts et de dividendes provenant de placements passifs). Cependant, la question de savoir si une société exploite ou non une telle entreprise en est une de fait, et seule une analyse exhaustive de l'ensemble des faits et des circonstances en cause peut permettre d'y répondre.

Les adultes qui ont 25 ans ou plus et qui reçoivent un revenu fractionné après 2017 sont assujettis à un critère de rendement raisonnable s'ils ne satisfont à aucune des exclusions susmentionnées. Ce critère est fondé sur l'importance de leurs apports de main-d'œuvre et de capital à l'entreprise, les risques pris et les autres paiements déjà reçus de l'entreprise. L'IRF s'appliquera au revenu fractionné reçu par les membres adultes de la famille dans la mesure où ce revenu est considéré comme déraisonnable selon ce critère.

Si le bénéficiaire d'un revenu fractionné est âgé de 18 à 24 ans et qu'il ne satisfait à aucune des exclusions susmentionnées, mais qu'il a fourni du capital à l'entreprise liée, le montant du revenu assujetti à l'IRF est réduit du « rendement exonéré » du particulier, soit un montant correspondant au taux de rendement prescrit sur la juste valeur marchande du capital contribué. Aux fins de cette exclusion, le taux prescrit est établi en fonction du taux prescrit le plus élevé applicable pour un trimestre dans l'année. En 2025, le taux prescrit s'élevait à 4 % aux premier et deuxième trimestres et à 3 % aux troisième et quatrième trimestres.

Cependant, si le particulier finance le capital contribué, un rendement dont le taux est supérieur au taux prescrit peut être tiré sans que le particulier soit assujetti à l'IRF, pourvu que le montant du revenu reçu représente un rendement raisonnable par rapport à la contribution en capital indépendant du particulier¹⁴.

Pour en savoir plus sur ces règles, consultez l'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions exclues » paru dans le **numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY** et l'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » dans le **numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY**.

¹³ En vertu des propositions législatives publiées le 12 août 2024, les biens substitués à des biens acquis par suite de l'échec d'un mariage ou d'une union de fait seraient également exemptés.

¹⁴ On s'attend à ce qu'il soit difficile de respecter le critère du « capital indépendant », car il exclut les fonds empruntés (que les emprunts aient été contractés auprès d'une partie liée ou d'une banque), les transferts de bien effectués directement ou indirectement par une personne liée (autrement que par suite du décès de cette personne) et le revenu tiré (ou les gains provenant de la disposition d'un bien) d'une entreprise liée (autre que le salaire).



Recours aux fiducies et aux sociétés

Pour les années d'imposition 2018 et suivantes, les possibilités de fractionnement du revenu par l'intermédiaire de fiducies ou de sociétés ont été considérablement limitées par les règles révisées relatives à l'IRF – voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** » ci-dessus. Lorsque le recours à une fiducie ou à une société est envisagé, il faut non seulement tenir compte de l'application des règles relatives à l'IRF, mais également respecter les règles d'attribution.

Le fractionnement des gains en capital entre membres de votre famille est encore permis dans certaines situations et peut être particulièrement avantageux dans les cas où ces gains découlent de biens donnant droit à l'exonération des gains en capital et que plusieurs membres de la famille en incluent une fraction dans leur revenu. Les fiducies peuvent être utilisées de façon semblable pour se prévaloir des exonérations des gains en capital de plusieurs membres de la famille lors de la vente d'une entreprise familiale.

Avant la publication des récentes propositions législatives, le montant de l'exonération s'établissait à 1 016 836 \$ en 2024. Le budget fédéral de 2024 et les propositions législatives correspondantes ont prévu une augmentation du plafond de l'ECGC, de façon à le faire passer à 1 250 000 \$ à l'égard des dispositions qui ont lieu à compter du 25 juin 2024¹⁵. Par conséquent, l'économie d'impôt peut être considérable. Cependant, la planification peut s'avérer complexe, et de nombreux pièges doivent être évités¹⁶. Si ce type de planification est utilisé, il est important que le produit de la vente de l'entreprise attribué soit effectivement reçu par les bénéficiaires de la fiducie.

Dans une affaire entendue par la Cour d'appel fédérale (CAF) en 2018 où ce type de planification avait été employé, les bénéficiaires ont été obligés de remettre immédiatement le produit au contribuable qui avait constitué les fiducies et fondé l'entreprise¹⁷. L'ARC avait refusé la demande des bénéficiaires au titre de leur exonération des gains en capital respective. La CAF a confirmé la décision de l'ARC, soulignant que l'opération constituait un trompe-l'œil.

L'ARC a également souligné qu'il pourrait y avoir des limites au pouvoir discrétionnaire du fiduciaire dans l'attribution aux bénéficiaires de gains en capital imposables admissibles à l'exonération des gains en capital. Selon l'ARC, le montant des gains en capital imposables nets d'une fiducie pour une année d'imposition qui peut être attribué à un bénéficiaire aux fins de l'utilisation de l'exonération cumulative des gains en capital se limite à la quote-part qui revient à ce bénéficiaire de toutes les attributions effectuées par la fiducie¹⁸. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Conclusion d'un prêt au taux prescrit : En général, dans le cadre d'une stratégie de prêt au taux prescrit, l'époux ou le conjoint de fait ayant le revenu le plus élevé prête, au taux d'intérêt prescrit, de l'argent à l'autre, ou encore à une fiducie établie au profit de l'époux ou du conjoint de fait ou d'enfants ou de petits-enfants. Le produit du prêt est investi de sorte à obtenir un taux de rendement supérieur au taux prescrit en vigueur à la date à laquelle le prêt est consenti (pour l'année civile 2025, le taux prescrit s'élève à 4 % pour les premier et deuxième trimestres et à 3 % pour les troisième et quatrième trimestres). Le revenu net découlant des fonds investis (c.-à-d. le revenu, déduction

faite des frais d'intérêts payés sur le prêt au taux prescrit) est imposable entre les mains des membres de la famille dont le revenu est plus faible à un taux d'imposition inférieur à celui qui s'appliquerait au prêteur.

Il convient de noter qu'une fois qu'un prêt au taux prescrit a été contracté, le taux d'intérêt lui étant applicable ne fluctue pas, même si le taux prescrit publié change. Par conséquent, le prêt au taux prescrit demeure valide même si le taux prescrit, par exemple, augmente ultérieurement, pourvu que les autres exigences relatives au prêt soient toujours remplies, comme le paiement des intérêts.

Pour s'assurer que les règles d'attribution du revenu ne s'appliquent pas, les intérêts payables sur le prêt doivent être payés dans les 30 jours suivant la fin de chaque année civile. Le prêteur déclare les intérêts reçus à titre de revenu, tandis que l'emprunteur déduit les intérêts dans l'année où ils sont effectivement payés. Le feuillet T5, *État des revenus de placement*, n'a pas à être produit à l'égard de ce revenu d'intérêts.

Aux fins d'une telle planification, le prêt est habituellement remboursable à vue et devrait être suffisamment souple pour que le remboursement de toute fraction du prêt puisse être effectué dans les 30 jours de la demande et que l'emprunteur ait le droit de le rembourser en tout temps sans préavis ni pénalité. Vous devriez consulter un conseiller juridique pour établir les modalités du billet à ordre. Un compte bancaire ou compte de courtage distinct devrait être ouvert afin de préserver la désignation et la source des placements et du revenu qui en découle.

¹⁵ L'indexation de l'ECGC à l'inflation reprendrait à compter de 2026.

¹⁶ Par exemple, les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition (soit directement ou par l'intermédiaire d'une fiducie) d'actions de sociétés privées en faveur d'une partie avec lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés et imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé, comme l'indique plus haut la note 2.

¹⁷ *Laplante c. Canada, 2018 CAF 193*.

¹⁸ Voir le document de l'ARC n° 2021-0922021C6.

Si vous ne disposez pas de liquidités, mais que vous avez un portefeuille de placements, vous pourriez vendre ces placements à des membres de votre famille, ou à une fiducie établie à leur profit, en contrepartie d'un prêt au taux prescrit correspondant à la valeur des placements à ce moment. Vous devrez déclarer le produit de disposition des placements dans votre déclaration de revenus des particuliers. Bien que tout gain en capital résultant soit imposable, les pertes en capital subies pourraient être refusées aux termes des règles sur les pertes apparentes si le membre de la famille est votre époux ou conjoint de fait.

Si vous vendez des actions de votre société privée à des membres de votre famille en échange d'un prêt au taux d'intérêt prescrit correspondant à la valeur des actions, les règles révisées relatives à l'IRF (voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** » ci-dessus) pourraient avoir des conséquences fiscales défavorables. Les gains réalisés à la disposition ultérieure, si le revenu tiré des actions constitue par ailleurs un revenu fractionné, sont assujettis au taux d'imposition marginal le plus élevé, sous réserve de certaines exceptions. De plus, les gains en capital réalisés par des mineurs à la disposition d'actions de sociétés privées en faveur d'une partie avec lien de dépendance sont considérés comme des dividendes non déterminés et imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé, qui est supérieur au taux applicable aux gains en capital. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Refinancement d'un prêt au taux prescrit : Si vous avez un prêt au taux prescrit dont le taux d'intérêt a été fixé lorsque les taux étaient plus élevés, il convient de déterminer s'il serait opportun de rembourser l'ancien prêt et d'en contracter un nouveau à un taux d'intérêt inférieur¹⁹. À titre d'exemple, le taux d'intérêt prescrit était de 6 % au premier trimestre de 2024 et a été ramené à 3 % au troisième trimestre de 2025.

Vous devez savoir que si le taux d'intérêt d'un prêt existant est simplement changé pour le nouveau taux prescrit moins élevé ou que le prêt est remboursé selon un nouveau taux prescrit, le prêt ne sera pas conforme, et les règles d'attribution s'appliqueront, de sorte que le prêteur devra déclarer tout revenu tiré des fonds prêtés.

Le moyen le plus sûr de rembourser le prêt existant sans que les règles d'attribution s'appliquent consiste à liquider les placements détenus par le membre de la famille débiteur ou la fiducie débitrice et à utiliser le produit pour rembourser le prêt. Toutefois, cette méthode pourrait s'avérer coûteuse sur le plan de l'investissement ou du point de vue fiscal si des gains ou des pertes en capital latents sont associés aux placements. En outre, dans une conjoncture difficile, la liquidation des placements pourrait ne pas générer suffisamment de fonds pour rembourser le prêt initial²⁰.

Si vous liquidez le portefeuille de placements, vous devez rembourser le prêt existant avant de conclure un nouveau prêt au taux prescrit. Il faut transférer les fonds et s'assurer d'avoir les documents nécessaires pour prouver le remboursement du prêt existant et l'établissement de la nouvelle entente de prêt. Il serait également prudent de faire en sorte que la valeur du nouveau prêt et/ou ses modalités soient assez différentes de celles du prêt remboursé, de façon que le nouveau prêt ne puisse pas être considéré comme le même prêt.

S'il vous est impossible de liquider les placements, envisagez la possibilité d'emprunter les fonds d'une partie n'ayant aucun lien de dépendance, par exemple une banque (en utilisant les placements existants en garantie), pour financer le remboursement du prêt initial. Il est essentiel que le prêteur initial ne fournisse pas de garantie à l'égard du prêt bancaire et que la documentation appropriée soit préparée comme preuve du remboursement du prêt. Une fois le prêt initial remboursé, les règles d'attribution ne s'appliquent plus au revenu ou aux gains tirés du bien.

Il est alors possible de conclure une nouvelle entente de prêt au taux prescrit moins élevé, et le membre de la famille débiteur peut utiliser le produit du prêt pour rembourser la banque et investir les éventuels fonds excédentaires. Il serait préférable que les fonds servant au nouveau prêt proviennent d'une autre source que le produit du remboursement du prêt initial et que le montant du nouveau prêt soit supérieur à celui du prêt bancaire afin de bien distinguer les deux prêts et de prouver qu'ils sont différents.

¹⁹ Il faut tenir compte du risque d'assujettissement à l'impôt sur le revenu fractionné dont il est question ci-dessus.

²⁰ Si vous comptez rembourser le prêt pour un montant inférieur à sa valeur nominale, tenez compte des règles sur les remises de dettes. Nous vous invitons à consulter votre conseiller en fiscalité EY.

Attribution des gains en capital : Si votre époux ou conjoint de fait réalise des gains en capital sur un bien que vous lui avez transféré ou prêté, ces gains vous sont attribués. Une fraction du revenu réalisé suivant le réinvestissement du produit sera aussi attribuée. Cependant, les gains en capital réalisés sur des biens que vous prêtez ou transférez à vos enfants (y compris à ceux âgés de moins de 18 ans et à d'autres membres mineurs de la famille) ne sont pas attribués. Par conséquent, si des fonds sont fournis à un enfant pour investir dans un bien qui générera un gain en capital, ce gain en capital devrait être imposé entre les mains de l'enfant²¹.

Fractionnement du revenu au moyen d'un REER au profit du conjoint : Le REER au profit du conjoint est un régime auquel vous cotisez, mais dans le cadre duquel votre époux ou conjoint de fait reçoit les rentes. Les cotisations que vous versez au REER du conjoint ne touchent en rien le maximum déductible au titre des REER qui lui est applicable pour l'année en cause. Cependant, le montant total des cotisations déductibles que vous versez à votre REER et au REER au profit du conjoint ne doit pas être supérieur à votre maximum déductible.

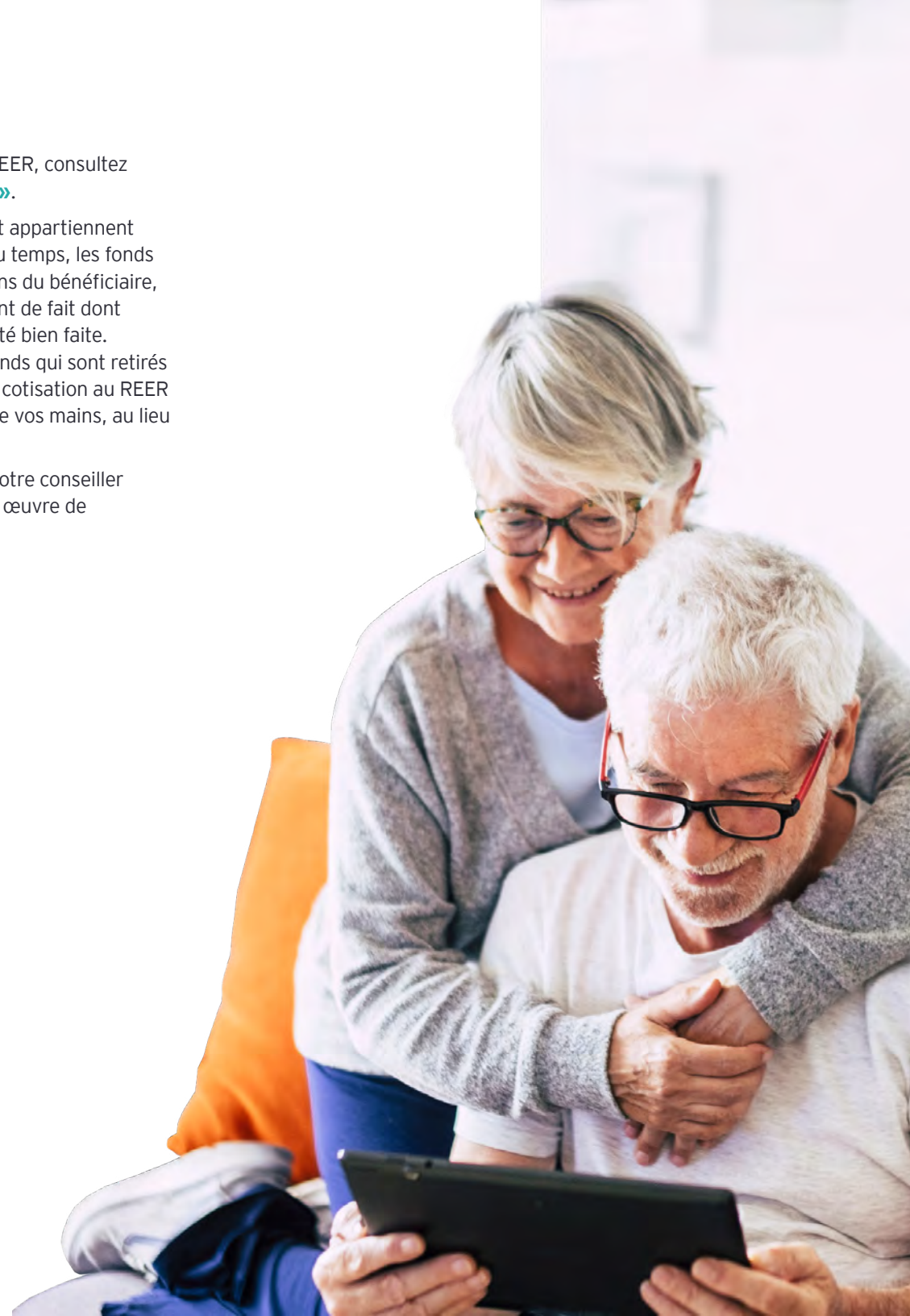
Si vous avez gagné un revenu – ce qui comprend un revenu d'emploi, des jetons de présence, un revenu d'entreprise, des redevances ou un revenu de location – après l'âge de 71 ans, lorsque votre REER arrive à échéance et qu'il doit être liquidé, et que votre époux ou conjoint de fait est plus jeune, vous pouvez continuer de cotiser à un REER au profit du conjoint jusqu'à la fin de l'année où votre époux ou conjoint de fait atteint l'âge de 71 ans.

Pour de plus amples renseignements sur les REER, consultez le **chapitre 11, « Planification de la retraite »**.

Les cotisations à un REER au profit du conjoint appartiennent à votre époux ou conjoint de fait. La plupart du temps, les fonds retirés du REER sont imposables entre les mains du bénéficiaire, qui est vraisemblablement l'époux ou le conjoint de fait dont le revenu est moins élevé si la planification a été bien faite. La prudence s'impose toutefois, puisque les fonds qui sont retirés dans les trois années d'imposition suivant une cotisation au REER pourraient vous être attribués et imposés entre vos mains, au lieu de celles de votre époux ou conjoint de fait.

Les règles d'attribution sont très complexes. Votre conseiller en fiscalité EY peut vous aider pour la mise en œuvre de vos stratégies de planification.

²¹ Bien que les règles d'attribution ne s'appliquent pas, il faut tenir compte de l'incidence des règles révisées relatives à l'IRF (voir la rubrique « **Impôt sur le revenu fractionné** »). En vertu de ces règles, les gains provenant de la disposition d'un bien effectuée après 2017, si le revenu tiré du bien constituait par ailleurs un revenu fractionné, sont imposés au taux d'imposition marginal le plus élevé, sous réserve de certaines exceptions. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.



Fractionnement du revenu de pension

Si vous recevez un revenu de pension donnant droit au crédit d'impôt pour revenu de pension, vous pouvez transférer jusqu'à la moitié de ce revenu à votre époux ou conjoint de fait. Il est à noter qu'il s'agit d'un transfert théorique et qu'il n'y a donc pas de transfert réel de fonds. Aucune somme maximale n'est fixée.

Revenu admissible aux fins du fractionnement

Différents types de revenus de pension peuvent être admissibles au fractionnement, selon votre âge :

- *Si vous avez moins de 65 ans* : Les paiements de rente viagère provenant d'un régime de pension agréé (RPA), certains autres paiements reçus par suite du décès de votre époux ou conjoint de fait (p. ex. une rente de conjoint survivant), les sommes reçues au titre d'une allocation de sécurité du revenu de retraite pour les vétérans des Forces canadiennes, sous réserve de certaines conditions, et les sommes reçues au titre de la prestation de remplacement du revenu pour un vétéran des Forces canadiennes, pour les mois suivant le mois au cours duquel le vétéran a atteint ou aurait atteint l'âge de 65 ans, sous réserve de certaines conditions.
- *Si vous avez 65 ans ou plus* : Les paiements susmentionnés ainsi que les paiements de rente viagère prévus par un REER ou un régime de participation différée aux bénéfices, les paiements provenant d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR), les paiements effectués dans le cadre d'un régime de pension agréé collectif (RPAC), certains montants admissibles provenant d'une convention de retraite et les paiements de rente viagère provenant d'une rente viagère différée à un âge avancé et les paiements de rente viagère à paiements variables provenant d'un RPAC ou d'un RPA à cotisations déterminées. Le revenu de pension ne comprend

pas à cette fin les prestations de SV, les prestations provenant du RRQ/RPC, les prestations consécutives au décès, les allocations de retraite, les sommes retirées d'un REER (sauf les paiements de rente) ni les paiements provenant d'une entente d'échelonnement du traitement ou d'un régime d'avantages sociaux.

Une rente de retraite étrangère peut être admissible au fractionnement du revenu. Cependant, la partie qui est exonérée d'impôt par application d'une convention fiscale conclue avec un pays étranger et le revenu provenant d'un compte de retraite individuel américain (*individual retirement account*) ne sont pas admissibles.

Comment fractionner le revenu de pension déterminé

Pour fractionner le revenu de pension, vous et votre époux ou conjoint de fait devez effectuer un choix conjoint en remplissant le formulaire T1032, *Choix conjoint visant le fractionnement du revenu de pension* (au Québec, l'annexe Q, *Revenus de retraite transférés à votre conjoint au 31 décembre*), et produire le choix avec les déclarations de revenus pour l'année où le revenu de pension est fractionné. Si vous produisez vos déclarations par voie électronique, vous devez en conserver des copies signées dans vos dossiers. Lorsque vous effectuez le choix, le revenu de pension alloué à l'époux ou au conjoint de fait est déduit du revenu net dans la déclaration du cédant et ajouté au revenu net dans la déclaration du cessionnaire. Le revenu transféré conserve sa qualification de revenu de pension ou de revenu de pension admissible (dans le cas des personnes de moins de 65 ans) dans la déclaration du cessionnaire. Au Québec, un choix différent de celui du fédéral peut être effectué.

Lorsqu'un montant d'impôt sur le revenu a été retenu sur le revenu de pension fractionné, répartissez ce montant dans la proportion dans laquelle vous déclarez le revenu connexe.

Vous devez effectuer le choix visant le fractionnement du revenu de pension tous les ans. Chaque année, vous et votre époux ou conjoint de fait déciderez si vous voulez fractionner le revenu de pension déterminé et quel montant vous souhaitez fractionner, le cas échéant (jusqu'à un maximum de 50 % du revenu de retraite déterminé). Chaque choix annuel est indépendant et fondé sur le revenu de pension déterminé reçu dans l'année d'imposition en question.

Fractionnement des prestations au titre du RRQ/RPC

Même si les prestations au titre du RRQ/RPC ne constituent pas un revenu de pension aux fins des règles sur le fractionnement du revenu de pension, les couples peuvent les fractionner ou les partager depuis de nombreuses années.

Les prestations au titre du RRQ/RPC peuvent, sur demande, être partagées entre les époux ou conjoints de fait qui sont tous deux âgés d'au moins 60 ans et qui vivent ensemble, lorsque l'un d'eux ou les deux reçoivent ou demandent des prestations au titre du RRQ/RPC. Cependant, vous ne pouvez pas choisir la manière dont le revenu est fractionné. Les prestations sont plutôt divisées et versées à parts égales à chacun des époux ou conjoints de fait.

Si vous ne fractionnez pas déjà votre revenu au titre du RRQ/RPC et que vous souhaitez le faire, visitez le site Web de Retraite Québec ou celui de Service Canada à l'adresse www.canada.ca/fr/services/prestations/pensionspubliques/rpc/rpc-partage.html.

Avantages du fractionnement du revenu de pension

Grâce au fractionnement du revenu de pension, les couples peuvent réaliser d'importantes économies d'impôt. L'ampleur des économies réalisées dépendra de divers facteurs, notamment :

- la faculté de doubler le montant de base et le montant pour revenu de pension pouvant être déduits;
- l'augmentation des prestations de SV conservées et la hausse du crédit en raison de l'âge découlant de la réduction du revenu du cédant;
- l'application d'un taux d'imposition marginal moins élevé au revenu fractionné en faveur de l'époux ou du conjoint de fait cessionnaire;
- une éventuelle réduction des acomptes provisionnels.

FISCALIDÉES

- Si des acomptes provisionnels sont calculés en fonction du montant des revenus de l'année en cours, n'oubliez pas de prendre en compte le montant du revenu de pension fractionné pour les deux époux ou conjoints de fait, étant donné que l'impôt retenu à la source sur le revenu de pension sera lui aussi transféré à l'époux ou au conjoint de fait.
- Ayez conscience que le montant des acomptes provisionnels que chacun des conjoints doit verser pourrait changer par suite de l'augmentation de l'impôt sur le revenu à payer par le cessionnaire et de la baisse de celui à payer par le cédant après le fractionnement du revenu de pension.



LES ARGUMENTS EN FAVEUR DES REER AU PROFIT DU CONJOINT

Depuis l'instauration du fractionnement du revenu de pension en 2007, nombreux sont ceux qui pensent que les REER au profit du conjoint ne sont pas nécessaires et n'offrent aucun avantage supplémentaire. Ce n'est tout simplement pas le cas. Beaucoup de familles peuvent continuer de tirer des avantages des REER au profit du conjoint.

Les REER au profit du conjoint peuvent offrir une plus grande souplesse que le fractionnement du revenu de pension, et les deux options peuvent en fait se compléter. Le fractionnement du revenu de pension est limité à la moitié du revenu de pension déterminé du bénéficiaire. Grâce à un REER au profit du conjoint, une personne peut transférer efficacement à son conjoint tout revenu tiré d'un REER ou d'un FERR. Cette stratégie peut être avantageuse lorsque le conjoint qui a le revenu le plus élevé continue de travailler ou a d'autres revenus importants au cours de sa retraite.

Les personnes qui ont un revenu gagné (ce qui comprend le revenu d'emploi, les jetons de présence, le revenu d'entreprise, les redevances et le revenu de location) après l'âge de 71 ans et dont l'époux ou le conjoint de fait est plus jeune peuvent continuer de cotiser à un REER au profit du conjoint jusqu'à la fin de l'année où l'époux ou le conjoint de fait atteint l'âge de 71 ans. Le report d'impôt relativement aux montants cotisés peut ainsi être prolongé.

Autre distinction importante entre les REER au profit du conjoint et le fractionnement du revenu de pension : les REER au profit du conjoint peuvent être utilisés comme outil de fractionnement du revenu bien avant la retraite. En vertu des règles sur le fractionnement du revenu de pension, seul le revenu de pension déterminé peut être fractionné. Dans le cas du revenu tiré d'un REER ou d'un FERR, cela signifie que le cédant doit avoir au moins 65 ans.

Mais dans le cas d'un REER au profit du conjoint, le conjoint rentier peut retirer des fonds un certain temps après la cotisation du conjoint, et le retrait est imposé entre les mains du conjoint rentier. Il existe une règle d'attribution spéciale exigeant que le contribuable inclue dans son revenu toute prestation reçue d'un REER par son époux ou son conjoint de fait, dans la mesure où le contribuable a versé une cotisation déductible à un régime au profit du conjoint au cours de l'année précédente ou des deux années précédentes.

Ainsi, l'époux ou le conjoint de fait qui a un revenu important peut profiter de l'avantage fiscal lié aux cotisations à un régime au profit du conjoint à un taux d'imposition élevé. Après une période de trois ans sans verser de cotisations, le conjoint dont le revenu est faible ou nul peut retirer des fonds et payer peu ou pas d'impôt. Cette planification pourrait être particulièrement avantageuse pour procurer des fonds supplémentaires à la famille si le conjoint qui a le revenu le moins élevé cesse de travailler, que ce soit pour s'occuper des enfants ou pour démarrer une entreprise qui ne devrait pas être rentable avant quelques années.

Cependant, contrairement aux CELI, les fonds retirés d'un REER ne peuvent pas y être versés de nouveau plus tard sans diminuer les droits de cotisation futurs.

Autre point important, le fractionnement du revenu de pension n'est pas un fractionnement réel des fonds. Il s'agit d'une simple répartition du revenu de pension aux fins de l'impôt, de sorte que le conjoint qui a le revenu le moins élevé n'accumule pas de capital. Grâce à un REER au profit du conjoint, le revenu génère du capital pour le bénéficiaire, qui peut être investi pour produire un revenu supplémentaire (qui n'est pas nécessairement un revenu de pension).

Cela ne signifie pas qu'il faille recourir aux REER au profit du conjoint plutôt qu'au fractionnement du revenu de pension. Selon votre situation personnelle, les stratégies peuvent être combinées de façon à produire les résultats les plus efficaces sur les plans financier et fiscal.



Échec du mariage ou de l'union de fait

L'échec d'un mariage ou d'une union de fait peut comporter des règlements financiers, des décisions relatives à la garde des enfants et diverses conséquences fiscales connexes.

Règles d'attribution : L'attribution du revenu cesse de s'appliquer lorsqu'un couple est séparé. Cependant, l'attribution des gains en capital ne cesse qu'au moment du divorce (pour les couples mariés), à moins que les parties ne fassent conjointement le choix de la faire cesser au moment de la séparation²².

Paiements de pension alimentaire : Si vous versez une pension alimentaire pour conjoint ou ex-conjoint, vous pouvez déduire ces paiements aux fins du calcul de l'impôt, à certaines conditions. En général, les versements doivent être payables périodiquement à votre époux ou conjoint de fait ou à votre ex-époux ou ancien conjoint de fait en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord de séparation signé.

De plus, certains paiements à une tierce partie, comme un loyer, effectués aux termes d'un accord de séparation peuvent aussi être déductibles, pourvu qu'ils soient déduits des montants de pension alimentaire par ailleurs payables, avec l'assentiment de votre ex-conjoint.

Vous pouvez aussi demander une déduction pour les paiements effectués avant l'obtention d'une ordonnance d'un tribunal ou avant la signature d'un accord de séparation, à condition qu'une ordonnance ou un accord traitant expressément de ces paiements soit obtenu ou signé avant la fin de l'année suivante.

Les pensions alimentaires pour conjoint ou ex-conjoint déductibles doivent être incluses dans le revenu de celui qui les reçoit l'année où elles sont touchées.

La pension alimentaire pour enfants est traitée différemment de celle pour conjoint ou ex-conjoint, en ce sens que le parent qui verse la pension alimentaire pour enfants ne peut pas la déduire et que le parent qui la reçoit ne l'inclura pas dans son revenu.

Honoraires : Les frais judiciaires engagés pour obtenir une séparation ou un divorce ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt. Cependant, le particulier recevant la pension alimentaire peut déduire les frais judiciaires engagés pour en faire établir ou augmenter le montant.

Crédits d'impôt et déductions : Après la séparation, un parent peut demander un crédit pour personne à charge admissible à l'égard d'un enfant de moins de 18 ans vivant avec lui. Le parent versant la pension alimentaire ne peut pas se prévaloir du crédit. Dans les cas où il y a plus d'un enfant et que les deux parents soutiennent et hébergent les enfants, un seul parent peut demander le crédit à l'égard d'un enfant donné. Les deux parents admissibles doivent convenir de la personne qui a le droit de demander les crédits d'impôt personnels pour un enfant donné; autrement, aucun n'aura le droit de faire la demande.

Les frais de garde d'enfants peuvent seulement être réclamés par le parent vivant avec l'enfant, pourvu que les conditions pour la déductibilité soient remplies. Si les enfants vivent avec les deux parents, chaque parent peut demander une part des frais pour la période durant laquelle les enfants vivent avec lui. Le transfert des crédits pour frais de scolarité peut être demandé par l'un ou l'autre des parents, mais le total demandé ne peut pas excéder le maximum par enfant.

FISCALIDÉES

- Si vous négociez actuellement un accord de séparation, examinez-en bien les clauses pour vous assurer que vous aurez droit à la déduction maximale possible ou à une inclusion minimale dans votre revenu.
- Si vous possédez plus d'une propriété admissible aux fins de l'exemption pour résidence principale, convenez de la personne qui la demandera pour les années en question, puisqu'il peut s'agir d'un avantage important.
- Veillez à ce que tous les versements de pension alimentaire pour conjoint ou ex-conjoint pour l'année qui peuvent être déduits aux fins de l'impôt soient effectués au plus tard le 31 décembre.
- Si vous négociez actuellement un accord de séparation, veillez à y distinguer la pension alimentaire pour enfants de celle pour conjoint ou ex-conjoint. Sinon, le montant sera traité intégralement comme pension alimentaire pour enfants et ne sera pas déductible.
- Bien que l'impôt sur le revenu soit calculé et que les déclarations soient produites de façon individuelle, le droit à bon nombre d'avantages et de crédits est établi sur une base familiale. Si votre état civil change au cours de l'année, assurez-vous d'en aviser l'ARC et consultez votre conseiller en fiscalité EY qui vous aidera à cerner les incidences fiscales de ce changement.



²² Même s'il ne s'agit pas d'une question d'attribution, une immobilisation peut être transférée à l'époux ou au conjoint de fait en report d'impôt, dans la mesure où les deux particuliers sont des résidents canadiens au moment du transfert. Autrement dit, si le bien cumule un gain en capital latent, aucun impôt ne s'appliquera jusqu'à ce que l'époux ou le conjoint de fait cessionnaire dispose du bien. Dans le cas d'un couple qui se sépare cependant, ce roulement avec report d'impôt continue de s'appliquer seulement à l'égard des actifs expressément mentionnés dans l'accord de séparation.

Enfants

Frais de garde d'enfants

Seul l'époux ou le conjoint de fait dont le revenu est le moins élevé peut déduire les frais de garde d'enfants, à moins qu'il ne soit infirme, détenu, séparé pour cause d'échec de son mariage ou union de fait, ou étudiant à temps plein dans un établissement d'enseignement agréé pendant l'année aux fins du calcul de l'impôt fédéral.

Le maximum déductible est de 8 000 \$ pour chaque enfant âgé de moins de 7 ans à la fin de l'année et de 5 000 \$ par enfant de 7 à 16 ans inclusivement. Si l'enfant a droit au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH), le maximum déductible est de 11 000 \$. Le montant déductible total ne peut pas être supérieur aux deux tiers du revenu gagné du réclamant.

FISCALIDÉES

- Veillez à ce que les frais de garde d'enfants pour l'année soient tous payés au plus tard le 31 décembre.
- Conservez les reçus afférents aux frais de garde d'enfants (le nom et, s'il y a lieu, le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire doivent y figurer).
- Si vous êtes chef de famille monoparentale et fréquentez un établissement d'enseignement, vous pourriez encore avoir le droit de déduire les frais de garde d'enfants si vous avez un revenu net, sous réserve de certaines limites.



Pour de plus amples renseignements sur la déduction pour frais de garde d'enfants, consultez le **folio de l'impôt sur le revenu S1-F3-C1, Déduction pour frais de garde d'enfants**, de l'ARC.

Aux fins de l'impôt du Québec, il existe un mécanisme de crédit d'impôt remboursable calculé à partir du revenu familial attribuable à l'un ou l'autre des conjoints pour les frais de garde d'enfants. Le taux du crédit d'impôt varie en fonction du revenu familial avec un taux maximal de 78 % si le revenu familial ne dépasse pas 24 795 \$. Le taux est réduit graduellement selon le revenu et atteint un minimum de 67 % lorsque le revenu familial dépasse 119 835 \$. Si vous remplissez certaines conditions, vous pourriez recevoir le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants par versements anticipés. Ainsi, vous n'avez pas à attendre la production de votre déclaration de revenus pour demander ce crédit d'impôt.

Frais d'adoption

Un crédit d'impôt non remboursable fédéral est offert pour les frais d'adoption admissibles - jusqu'à concurrence de 19 580 \$ par enfant (montant indexé pour 2025) - engagés pour le processus d'adoption complété d'un enfant de moins de 18 ans.

Le crédit d'impôt pour frais d'adoption ne peut être demandé à l'égard d'un enfant que dans l'année d'imposition au cours de laquelle l'adoption de l'enfant est complétée (c.-à-d. l'année d'imposition au cours de laquelle la période d'adoption prend fin). Par exemple, les frais d'adoption admissibles engagés en 2024 au cours d'une période d'adoption qui a commencé en 2024 et a pris fin en 2025 peuvent seulement être réclamés dans l'année d'imposition 2025.

La période d'adoption commence :

- au moment de la présentation d'une demande d'inscription auprès du ministère provincial ou territorial responsable des adoptions (ou auprès d'un organisme d'adoption agréé par une administration provinciale ou territoriale); ou
- s'il est antérieur, au moment où un tribunal canadien est saisi de la requête en adoption.

La période d'adoption se termine :

- au moment où l'ordonnance d'adoption à l'égard de l'enfant est délivrée ou reconnue par une administration au Canada; ou
- s'il est postérieur, au moment où l'enfant commence à résider en permanence avec le particulier.

Le total des frais d'adoption admissibles à l'égard d'un enfant admissible doit être réduit du montant de tout remboursement ou de toute autre forme d'aide auquel le parent adoptif a ou a eu droit au titre de ces frais. Cependant, cette réduction ne s'applique pas lorsque le remboursement ou l'aide est inclus dans le revenu du particulier et n'est pas déductible dans le calcul du revenu imposable de ce dernier.



Allocation canadienne pour enfants

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un paiement mensuel non imposable versé aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants de moins de 18 ans²³. L'ACE consiste en une prestation annuelle maximale de 7 997 \$ (666 \$ par mois) par enfant âgé de moins de 6 ans, et de 6 748 \$ (562 \$ par mois) par enfant âgé de 6 à 17 ans.

La prestation est liée au revenu du ménage. Elle est réduite progressivement à partir d'un revenu familial net rajusté supérieur à 37 487 \$ et est généralement complètement éliminée pour un revenu familial rajusté supérieur à environ 237 000 \$²⁴ (le montant réel varie selon le nombre d'enfants et leur âge). Les montants de l'ACE sont indexés depuis le 1^{er} juillet 2018.

La prestation pour enfants handicapés (PEH) est une prestation mensuelle supplémentaire incluse dans l'ACE pour offrir un soutien financier aux familles admissibles qui subviennent aux besoins d'enfants ayant une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales. Les familles dont les enfants âgés de moins de 18 ans sont admissibles au CIPH peuvent recevoir la PEH, qui peut atteindre 3 411 \$ par année (284 \$ par mois) par enfant admissible au CIPH. La PEH est réduite progressivement à partir d'un revenu familial net rajusté supérieur à 81 222 \$. Les montants de la PEH sont également indexés depuis le 1^{er} juillet 2018.

L'ARC utilise les renseignements provenant de votre déclaration de revenus pour calculer le montant des versements de l'ACE que vous recevrez. Pour recevoir l'ACE, vous devez produire votre déclaration de revenus chaque année, même si vous n'avez gagné aucun revenu durant l'année. Si vous avez un époux ou conjoint de fait, il doit également produire une déclaration de revenus

chaque année. Les prestations sont versées sur une période de 12 mois, du mois de juillet d'une année au mois de juin de l'année suivante. Vos prestations sont recalculées en juillet de chaque année en fonction des renseignements provenant de votre déclaration de revenus de l'année précédente.

Plusieurs conditions d'admissibilité doivent être remplies pour recevoir l'ACE. Tous les détails concernant l'ACE ainsi que les programmes provinciaux et territoriaux connexes se trouvent dans le guide T4114 de l'ARC, *Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes*.

Régime québécois d'assurance parentale

Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) prévoit le versement d'une prestation financière à tous les travailleurs - salariés et autonomes - admissibles qui se prévalent d'un congé de maternité, d'un congé parental, d'un congé de paternité ou d'un congé d'adoption.

Chacun des parents peut choisir entre le régime de base et le régime particulier. Le revenu maximal assurable est de 94 000 \$ en 2024 (au moment où nous écrivons ces lignes, le montant restait à confirmer pour 2025).

Pour financer ce programme, des cotisations doivent être payées par les employés, les travailleurs autonomes et les employeurs. Ces cotisations donnent droit à un crédit d'impôt dans le calcul de l'impôt à payer d'un particulier.

²³ Depuis le 1^{er} juillet 2016, l'ACE a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants (non imposable) et le Supplément de la prestation nationale pour enfants (qui venaient en aide aux familles à faible revenu ayant des enfants) ainsi que la Prestation universelle pour la garde d'enfants (imposable).

²⁴ Pour une famille vivant au Québec avec deux enfants (7 ans et 1 an).

Études

Régime enregistré d'épargne-études

Vous pouvez vous servir d'un REEE pour constituer un fonds pour les études de vos enfants, de vos petits-enfants, de votre époux ou conjoint de fait ou même pour les vôtres.

Un REEE est un contrat passé entre vous et un promoteur en vertu duquel vous convenez de verser des cotisations au régime, et le promoteur accepte de verser au bénéficiaire des paiements d'aide aux études lorsque celui-ci fréquentera un établissement d'enseignement postsecondaire.

Il y a essentiellement deux types de REEE :

- Les régimes collectifs auxquels participent également de nombreux cotisants.
- Les régimes individuels (regroupant les régimes familiaux et les régimes non familiaux) dans le cadre desquels vous êtes l'unique cotisant, vos bénéficiaires désignés sont les seuls bénéficiaires, et vous exercez un certain contrôle sur les décisions de placement. Les régimes individuels offrent généralement beaucoup plus de souplesse que les régimes collectifs.

Les transferts entre des REEE individuels pour des frères et sœurs sont autorisés, sans entraîner de pénalités ni déclencher le remboursement des subventions canadiennes pour l'épargne-études (SCEE), de sorte que ces régimes jouissent de la même souplesse que celle qu'offrent les régimes familiaux. De récentes modifications législatives autorisent, à compter du 28 mars 2023, les parents divorcés ou séparés à conclure conjointement un nouveau contrat de REEE pour un ou plusieurs de leurs enfants ou à transférer un REEE existant pour lequel ils sont co-souscripteurs à un autre promoteur.

Vos cotisations ne sont assujetties à aucun plafond annuel, mais un plafond cumulatif de 50 000 \$ par bénéficiaire s'applique.

Les cotisations à un REEE ne sont pas déductibles aux fins fiscales, mais elles produisent un revenu libre d'impôt pendant qu'elles sont dans le régime. Lorsqu'il sera versé au bénéficiaire pour payer ses études postsecondaires, ce revenu sera imposé comme un revenu ordinaire de celui-ci. Les cotisations retirées ne sont pas imposables.

Un REEE offre l'avantage de reporter l'impôt sur le revenu accumulé. Lorsque le bénéficiaire reçoit le revenu, ce revenu est susceptible d'être imposé à un taux marginal moindre, et le bénéficiaire peut utiliser certains crédits d'impôt personnels dont il n'aurait peut-être pas pu se prévaloir autrement²⁵.

Lorsque vous faites des cotisations à un REEE pour le compte de bénéficiaires de moins de 18 ans, un montant de SCEE peut être versé dans le régime. La SCEE de base s'établit à 20 % des cotisations que vous versez dans l'année à tous les REEE admissibles pour un bénéficiaire admissible jusqu'à un maximum de 500 \$ à l'égard de chaque bénéficiaire (SCEE de 1 000 \$ s'il y a des droits inutilisés d'une année précédente), jusqu'à un plafond cumulatif de 7 200 \$. Les familles à revenu modeste pourraient se prévaloir d'une SCEE supplémentaire.

Si le maximum des droits cumulatifs à la SCEE n'a pas été versé dans le REEE, vous pouvez toucher les droits inutilisés au cours d'une année ultérieure si vos cotisations de cette année-là excèdent 2 500 \$. Cependant, la SCEE annuelle maximale que vous pouvez toucher est de 1 000 \$ (20 % d'une cotisation à un REEE de 5 000 \$).

Aucune SCEE n'est versée relativement à un enfant qui a plus de 17 ans pendant l'année.

Si l'enfant a 16 ou 17 ans, des règles spéciales d'admissibilité aux SCEE s'appliquent. Un REEE établi pour un bénéficiaire de 16 ou 17 ans ne sera en mesure de recevoir une SCEE que si l'une des conditions suivantes est remplie :

- Des cotisations d'au moins 2 000 \$ ont été versées à des REEE à l'égard du bénéficiaire avant l'année où il a atteint 16 ans, et n'en ont pas été retirées.
- Des cotisations annuelles d'au moins 100 \$ ont été versées à des REEE à l'égard du bénéficiaire au cours des quatre années précédant l'année où il a atteint 16 ans, et n'en ont pas été retirées.

Vous pouvez cotiser à un REEE pendant 31 ans au plus. Il doit être mis fin au régime au plus tard le dernier jour de l'année du 35^e anniversaire de sa création. Si le bénéficiaire est handicapé, vous pouvez cotiser à un REEE pendant 35 ans, et il doit être mis fin au régime au plus tard le dernier jour de l'année du 40^e anniversaire de sa création.

Si aucun des bénéficiaires du REEE ne poursuit d'études supérieures, vous pouvez retirer le revenu du régime en plus du capital, mais vous devez rembourser la SCEE. Dans la mesure où vous disposez de droits de cotisation suffisants, le revenu retiré pourra, jusqu'à concurrence de 50 000 \$, être transféré dans votre REER. Le reliquat sera assujéti à un impôt de pénalité en plus de l'impôt ordinaire.

²⁵ Cependant, cette stratégie pourrait empêcher le transfert de crédits pour frais de scolarité à l'un des parents, selon le montant du revenu imposable du REEE qui est versé au bénéficiaire de ce dernier.

RÈGLES ANTI-ÉVITEMENT

Des règles anti-évitement s'appliquent aux REER, aux FERR, aux CELI, aux REEE, aux régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) et aux comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP). Ces règles imposent un impôt de pénalité de 50 % tant sur les placements interdits que sur les placements non admissibles détenus par ces régimes, de même qu'un impôt de pénalité distinct de 100 % sur certains « avantages » tirés d'opérations qui exploitent les attributs fiscaux de ces régimes. Pour en savoir plus sur ces règles, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Si vous êtes préoccupé par l'éventuelle application de ces règles, consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Bon d'études canadien

En plus de la SCEE, un bon d'études canadien (BEC) de 500 \$ est versé au REEE d'un enfant né depuis 2004, sous réserve du respect des conditions d'admissibilité. Chaque année par la suite, jusqu'à ce que l'enfant ait 15 ans, le REEE touche un autre versement de 100 \$ si la famille est toujours admissible. À compter de l'année de prestations 2025-2026 commençant le 1^{er} juillet 2025, les familles ayant de un à trois enfants pourraient avoir droit au BEC si leur revenu familial net rajusté est inférieur ou égal à 57 375 \$. Le seuil de revenu familial net rajusté augmente pour les familles ayant plus de trois enfants (p. ex. pour quatre enfants, le seuil est de 64 733 \$)²⁶.

Les enfants nés à partir de 2024 pour qui aucun REEE n'a été ouvert avant que l'enfant ait atteint l'âge de quatre ans sont automatiquement inscrits au BEC. Emploi et Développement social Canada ouvrira un REEE pour ces enfants lorsqu'ils atteindront l'âge de quatre ans et y déposera les paiements du BEC applicables.

À compter d'avril 2028, l'âge pour demander rétroactivement le BEC passera de 20 à 30 ans.

Régime d'encouragement à l'éducation permanente

Vous pouvez retirer, en franchise d'impôt, jusqu'à 20 000 \$ de fonds d'un REER afin de financer le coût de votre formation ou de vos études à temps plein, ou celles de votre époux ou conjoint de fait. Pour être admissible, vous devez être inscrit à un programme d'études admissible dans un établissement d'enseignement agréé comme étudiant à temps plein au cours de l'année du retrait ou avant la fin du mois de février de l'année suivante. Si vous respectez certaines conditions en matière d'invalidité, vous pouvez être inscrit à temps partiel.

Vous pouvez retirer des montants une fois l'an jusqu'au mois de janvier de la quatrième année suivant l'année du premier retrait au titre du régime. Le montant maximal que vous pouvez retirer chaque année est de 10 000 \$.

De façon générale, les retraits REER effectués dans le cadre du régime seront remboursables par le bénéficiaire en versements égaux sur une période de 10 ans. Le premier remboursement devra être effectué dans les 60 jours suivant la cinquième année postérieure à l'année au cours de laquelle le premier retrait REER a été effectué. Si vous ne remboursez pas le montant minimum intégralement, la différence doit être incluse dans votre revenu pour l'année en cause. Le remboursement d'un retrait d'un REER dans le cadre du Régime d'accession à la propriété (RAP) n'est pas admissible à titre de remboursement désigné d'un retrait d'un REER dans le cadre du Régime d'encouragement à l'éducation permanente (voir la rubrique « **Régime d'accession à la propriété** » ci-après). Les deux types de retraits doivent être effectués séparément.

FISCALIDÉES

- Épargnez en vue des études postsecondaires de vos enfants ou petits-enfants en constituant un REEE pour leur compte.
- Prévalez-vous de la SCEE maximale en versant des cotisations à un REEE de 2 500 \$ chaque année jusqu'à ce que le plafond cumulatif de 7 200 \$ de la SCEE soit reçu / à recevoir.
- Si la SCEE maximale n'a pas été reçue, versez une cotisation pouvant atteindre 5 000 \$ chaque année jusqu'à ce que la subvention maximale ait été reçue.
- Puisqu'il n'y a pas de limite à la cotisation annuelle à un REEE, voyez si l'avantage découlant de la fructification en franchise d'impôt de cotisations forfaitaires versées sans attendre dépasse les avantages liés à la SCEE qui pourraient être obtenus avec des cotisations périodiques.
- Vérifiez que les documents liés au REEE prévoient un souscripteur remplaçant, et assurez-vous qu'un successeur est désigné dans votre plan successoral ou votre testament. En cas de décès de la personne ayant créé le REEE (et non du bénéficiaire du REEE), le défaut de prévoir un souscripteur remplaçant pourrait entraîner la fin du REEE et l'inclusion de certains fonds du REEE dans la succession du défunt.



²⁶ Avant l'année de prestations 2017-2018, le BEC était versé si la famille de l'enfant avait droit au Supplément de la prestation nationale pour enfants (qui faisait partie de la Prestation fiscale canadienne pour enfants qui a été remplacée par l'Allocation canadienne pour enfants le 1^{er} juillet 2016).



Régime enregistré d'épargne-invalidité

Les personnes handicapées et les membres de leur famille qui en ont la charge peuvent établir des REEI, c'est-à-dire des régimes d'épargne à impôt reporté conçus pour procurer une sécurité financière à long terme aux personnes gravement handicapées.

Les REEI sont très semblables aux REEE. Les cotisations ne sont pas déductibles, et le revenu de placement s'accumule en franchise d'impôt. Les retraits des revenus du régime, quant à eux, seront imposables pour le bénéficiaire. De plus, tout comme pour les REEE, de l'aide gouvernementale sous forme de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité (subventions) et de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité (bons) est disponible pour certaines familles.

Admissibilité

Un REEI peut être établi par une personne qui est admissible au CIPH, son parent (si la personne admissible est mineure) ou son représentant légal (si la personne admissible n'a pas la capacité de contracter). Pour que le régime demeure en vigueur, le bénéficiaire doit être âgé de moins de 60 ans, avoir un numéro d'assurance sociale valide et être un résident canadien admissible au CIPH dans l'année où le régime est établi et au moment où chaque cotisation est versée au régime. Le bénéficiaire n'a pas besoin de demeurer un résident du Canada; cependant, des cotisations ne peuvent être versées pendant que le bénéficiaire est un non-résident.

Contrairement aux REEE, un seul REEI est permis pour le même bénéficiaire.

Si la personne admissible n'a pas la capacité de conclure un contrat, une mesure provisoire permet à certains membres de la famille, tels que les parents, l'époux ou le conjoint de fait de la personne admissible, d'établir et de gérer le REEI (et d'en être titulaires) en l'absence de représentant légal, pourvu que le REEI ait été créé avant la fin de 2026. Depuis le 22 juin 2023, les membres de la famille admissibles comprennent aussi, à cette fin, un frère ou une sœur de la personne admissible. Un particulier qui devient le titulaire d'un REEI en vertu de ces règles pourra généralement le demeurer après 2026.

Cotisations

Comme pour les REEE, il n'y a pas de plafond de cotisation annuel pour les REEI. Toutefois, le montant cumulatif maximal des cotisations pour un bénéficiaire donné est de 200 000 \$. Les cotisations ne sont pas déductibles et peuvent être versées jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle le bénéficiaire atteint 59 ans. Avec l'autorisation écrite du titulaire du REEI, toute personne peut cotiser au REEI. Aucune cotisation ne peut être versée après le décès du bénéficiaire, ou lorsque ce dernier a cessé d'être admissible au CIPH ou lorsqu'il n'est plus un résident du Canada.

Les cotisations annuelles donneront droit à des subventions pouvant représenter de 100 % à 300 % des cotisations, selon le montant des cotisations versées et le revenu familial. Le montant annuel maximal des subventions est de 3 500 \$, et le montant cumulatif maximal s'élève à 70 000 \$.

Pour les familles à plus faible revenu, les bons verseront jusqu'à 1 000 \$ supplémentaires par année dans le REEI, jusqu'à concurrence d'un plafond cumulatif maximal de 20 000 \$. Ce supplément ne dépend pas des cotisations au régime.

Pour les bénéficiaires mineurs, le revenu net des parents (ou tuteurs) est pris en compte pour déterminer les seuils de revenu familial net. Autrement, le revenu familial du bénéficiaire est utilisé. Les seuils de revenu seront indexés annuellement selon l'inflation.

Les subventions et les bons ne pourront être versés dans un régime que jusqu'à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint 49 ans.

Un report prospectif sur 10 ans des droits inutilisés au titre des subventions et des bons est possible (à partir de 2008), de sorte que les cotisations versées à un REEI après 2010 peuvent être utilisées pour rattraper les droits inutilisés d'une année antérieure (sous réserve d'un plafond annuel de 10 500 \$ pour les subventions et de 11 000 \$ pour les bons).

Pour encourager l'épargne à long terme, les montants au titre des subventions et des bons doivent être remboursés s'ils sont retirés dans les 10 ans suivant leur versement (en commençant par les versements les plus anciens). Chaque fois que de l'argent est retiré d'un REEI, le bénéficiaire devra rembourser 3 \$ pour tout dollar retiré au titre des subventions et des bons versés dans le régime au cours des 10 années précédentes, et ce, jusqu'à concurrence du montant total des subventions et des bons versés dans le REEI au cours des 10 années précédentes.

Lorsqu'un REEI prend fin, le bénéficiaire doit généralement rembourser toutes les subventions et tous les bons y ayant été versés au cours des 10 années précédentes.

Retraits

Des paiements d'aide à l'invalidité peuvent être versés à partir d'un REEI à tout moment pour être utilisés au profit du bénéficiaire invalide.

Les paiements viagers pour invalidité sont des paiements d'aide à l'invalidité qui doivent être versés au moins annuellement à compter de la fin de l'année au cours de laquelle le bénéficiaire

atteint l'âge de 60 ans. Une fois les paiements annuels commencés, ils doivent se poursuivre jusqu'à ce que le régime prenne fin ou que le bénéficiaire meure.

Contrairement aux REEE, les cotisations versées ne peuvent être remboursées aux cotisants. Seuls le bénéficiaire ou la succession du bénéficiaire peuvent recevoir des paiements provenant d'un REEI.

Le montant des paiements pouvant provenir d'un REEI est limité :

- Un paiement ne peut être fait dans le cas où il ferait chuter la juste valeur marchande des biens du régime en deçà du « montant de retenue » (en général, le montant des subventions et des bons versés dans le régime au cours de la période de 10 ans précédant le paiement d'aide à l'invalidité).
- Une fois que les paiements viagers pour invalidité ont commencé à être versés, ils doivent être versés annuellement et sont limités par une formule qui divise généralement la valeur des biens du régime au début de l'année par le nombre d'années qui restent jusqu'à ce que le bénéficiaire atteigne l'âge de 80 ans, plus trois. Ce plafond a pour but d'assurer que le régime peut subvenir uniformément aux besoins du bénéficiaire jusqu'à la fin de sa vie.

Imposition

Seuls le revenu gagné dans le régime, les subventions et les bons versés dans le régime, ou les montants de roulement sont assujettis à l'impôt quand des paiements sont versés à partir d'un REEI. Les cotisations ne sont pas imposables.

Par conséquent, chaque paiement d'aide à l'invalidité comprend une partie imposable et une autre qui ne l'est pas. La partie non imposable est établie en fonction de la proportion que le total des cotisations représente par rapport à la valeur totale des biens du régime, moins le montant de retenue. La partie imposable restante est incluse dans le revenu du bénéficiaire pour l'année au cours de laquelle le paiement est effectué.

Les sommes provenant d'un REEI sont exclues du revenu aux fins du calcul des diverses prestations fondées sur le revenu, comme le crédit pour la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et l'ACE. De plus, les paiements provenant d'un REEI ne diminueront pas les prestations de SV et de l'assurance-emploi.

Règles anti-évitement

Des règles anti-évitement sont applicables aux REER, aux FERR, aux CELI, aux REEE, aux REEI et aux CELIAPP. Ces règles imposent un impôt de pénalité de 50 % tant sur les placements interdits que sur les placements non admissibles détenus par ces régimes, de même qu'un impôt de pénalité distinct de 100 % sur certains « avantages » tirés d'opérations qui exploitent les attributs fiscaux de ces régimes. Pour en savoir plus sur ces règles, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Si vous êtes préoccupé par l'éventuelle application de ces règles, consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Choix lié aux REEI pour les bénéficiaires dont l'espérance de vie est réduite

Un régime d'épargne-invalidité déterminé (REID) autorise un bénéficiaire ayant une espérance de vie de cinq ans ou moins à retirer de son REEI des montants imposables pouvant atteindre 10 000 \$ par année, sans déclencher le remboursement des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité et des Bons canadiens pour l'épargne-invalidité.

Pour que le régime soit admissible à titre de REID, le titulaire du REEI doit en faire le choix sur le formulaire prescrit, et un médecin ou un infirmier praticien doit certifier qu'il est peu probable que le bénéficiaire du REEI survive plus de cinq ans.

Une fois que le choix a été fait, aucune autre cotisation au régime ne sera permise, et aucun autre montant au titre des subventions ou des bons ne sera versé au régime.

Maintien du régime par suite de la cessation d'admissibilité au CIPH

Avant 2021, le titulaire d'un REEI pouvait choisir, au plus tard le 31 décembre de l'année suivant la première année civile complète où le bénéficiaire n'était plus admissible au CIPH, de prolonger la durée du REEI de quatre années si un médecin ou un infirmier praticien attestait par écrit qu'il était probable que le bénéficiaire soit admissible au CIPH dans un avenir prévisible.

Au cours de la période visée par le choix, aucune cotisation ne pouvait être versée et aucun montant ne pouvait être versé au titre des subventions ou des bons, mais les retraits étaient autorisés, sous réserve des restrictions habituelles.

Des modifications adoptées en juin 2021 ont éliminé la période maximale pendant laquelle un REEI peut demeurer ouvert une fois qu'un bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH et éliminé l'obligation de présenter une attestation médicale confirmant qu'il est probable que le particulier redevienne admissible au CIPH dans un avenir prévisible. Cette mesure s'applique à compter de l'année d'imposition 2021.

Les règles qui s'appliquaient antérieurement lorsqu'un choix était présenté afin de prolonger la durée d'un REEI continuent de s'appliquer, sous réserve de certaines modifications. Par exemple, les retraits du REEI continuent d'être autorisés, sous réserve des restrictions habituelles, mais le montant de retenue (voir la précédente rubrique « **Retraits** ») est modifié selon l'âge du bénéficiaire.

D'autres modifications ont été apportées au montant de retenue de façon à ajuster sa période de référence pour un bénéficiaire qui cesse d'être admissible au CIPH après l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 49 ans. Tout remboursement excédentaire des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité et des Bons canadiens pour l'épargne-invalidité relativement aux retraits effectués après 2020 et avant le 29 juin 2021, soit la date d'adoption de ces modifications, a été retourné aux REEI des bénéficiaires après cette date.

Si un bénéficiaire redevient admissible au CIPH pour une année donnée, les règles habituelles régissant les REEI s'appliqueront de nouveau à compter de l'année en question.

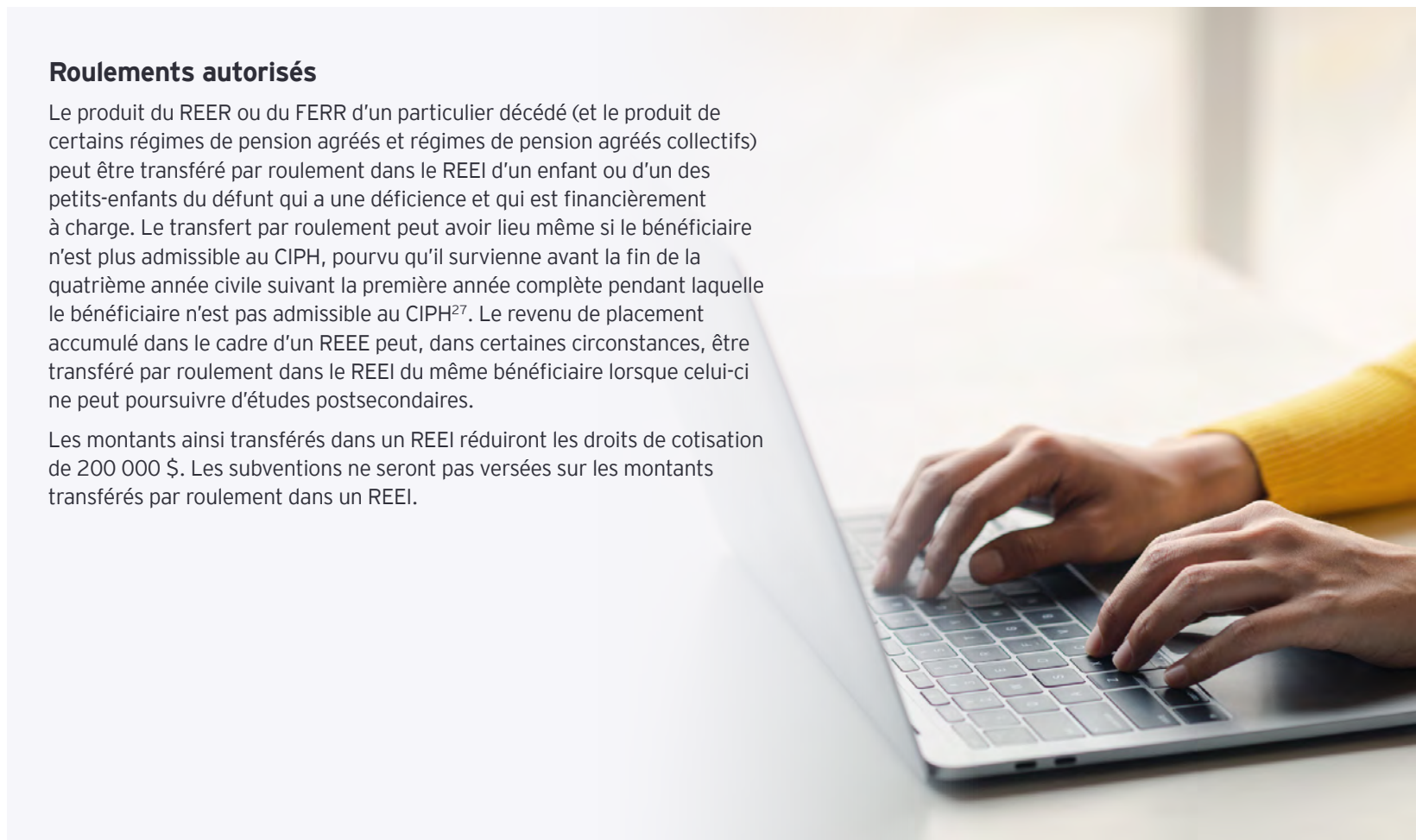
Si, par la suite, le bénéficiaire devait redevenir inadmissible au CIPH, les modifications relativement à l'inadmissibilité au CIPH s'appliqueraient de nouveau. À titre de mesure transitoire, un émetteur de REEI n'avait plus, après le 18 mars 2019, date à laquelle les modifications ont été proposées pour la première fois dans le budget fédéral de 2019, et avant 2021, à fermer un REEI uniquement parce que le bénéficiaire du REEI n'était plus admissible au CIPH, ou qu'un choix visant à prolonger la durée du REEI de quatre années avait cessé d'être valide.

Roulements autorisés

Le produit du REER ou du FERR d'un particulier décédé (et le produit de certains régimes de pension agréés et régimes de pension agréés collectifs) peut être transféré par roulement dans le REEI d'un enfant ou d'un des petits-enfants du défunt qui a une déficience et qui est financièrement à charge. Le transfert par roulement peut avoir lieu même si le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH, pourvu qu'il survienne avant la fin de la quatrième année civile suivant la première année complète pendant laquelle le bénéficiaire n'est pas admissible au CIPH²⁷. Le revenu de placement accumulé dans le cadre d'un REEE peut, dans certaines circonstances, être transféré par roulement dans le REEI du même bénéficiaire lorsque celui-ci ne peut poursuivre d'études postsecondaires.

Les montants ainsi transférés dans un REEI réduiront les droits de cotisation de 200 000 \$. Les subventions ne seront pas versées sur les montants transférés par roulement dans un REEI.

²⁷ Cette règle s'applique aux transferts par roulement effectués après le 18 mars 2019.



Résidence principale

Une résidence principale désigne généralement tout logement dont vous êtes le propriétaire et que votre époux ou conjoint de fait, votre enfant ou vous-même habitez normalement, si vous le déclarez comme résidence principale.

Une exemption spéciale s'applique dans le cas de gains provenant de la vente d'une résidence principale. En général, aucun impôt ne découlera de la vente d'une résidence principale à condition que la propriété ne dépasse pas un demi-hectare.

Selon des modifications législatives récentes, les profits (c.-à-d. les gains) découlant de la disposition de biens immobiliers résidentiels situés au Canada qui ont été détenus par le contribuable pendant moins de 365 jours consécutifs sont imposés, sous réserve de certaines exceptions, comme un revenu d'entreprise et ne sont pas admissibles à l'exemption pour résidence principale.

Les exceptions concernent certains événements, comme le décès du contribuable ou d'une personne qui lui est liée, un ajout au ménage (comme la naissance d'un enfant), une séparation, une incapacité ou une maladie grave et certains changements liés à l'emploi, ainsi que la disposition involontaire (p. ex. une expropriation).

Ces règles s'appliquent également aux gains découlant de la cession d'un contrat de vente, sous réserve des exceptions déjà mentionnées. Ces modifications s'appliquent aux biens faisant l'objet d'une disposition après le 31 décembre 2022. Pour en savoir davantage, voir le [chapitre 8, « Exemption pour résidence principale »](#), et le bulletin [FiscAlerte 2022 numéro 42](#), *Énoncé économique de l'automne 2022 du gouvernement fédéral*.

Si vous possédez plus d'une propriété pouvant être admissible à titre de résidence principale (p. ex. une maison et un chalet), vous n'avez pas à décider laquelle constitue votre résidence principale avant que vous n'en vendiez une. Toutefois, pour calculer adéquatement le gain provenant de la disposition de chaque propriété, vous devriez conserver les documents (dont les reçus et les factures) pour les coûts de toutes les améliorations que vous apportez à votre résidence. Ces coûts peuvent être ajoutés au prix de base rajusté du bien et réduire le gain qui pourrait ne pas être mis à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption.

Si vous, ou votre époux ou conjoint de fait, êtes le propriétaire de deux résidences, il est possible de faire une planification fiscale lorsqu'au moins une des deux résidences a été achetée avant 1982. Un époux ou conjoint de fait pouvait, avant 1982, posséder et désigner une résidence comme sa résidence principale, et l'autre époux ou conjoint de fait pouvait posséder et désigner une autre résidence au même titre, si ces résidences satisfaisaient à la règle « habitées normalement ». Un chalet aurait répondu à cette règle dans la plupart des cas. Les résidences qui étaient détenues en propriété avant 1982 sont toujours régies par les anciennes règles quant aux années antérieures à 1982 pendant lesquelles elles étaient détenues. Cependant, à l'égard des années après 1981, une famille ne peut désigner qu'une seule résidence comme résidence principale.

Des modifications en vigueur depuis l'année d'imposition 2016 ont une incidence sur l'exemption spéciale qui peut s'appliquer pour mettre à l'abri de l'impôt un gain réalisé à la vente d'une résidence principale. Bien que certaines de ces modifications visent les non-résidents qui achètent une résidence au Canada, d'autres s'appliquent plus généralement à tous les propriétaires d'habitation canadiens. Notamment, depuis l'année

d'imposition 2016, vous devez indiquer chaque disposition de résidence principale dans votre déclaration de revenus des particuliers, que le gain soit entièrement mis à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption pour résidence principale ou non. Par le passé, l'ARC ne vous obligeait pas à déclarer la vente d'une résidence principale si le gain était entièrement à l'abri de l'impôt grâce à l'exemption.

D'autres modifications prévoient une période de cotisation prolongée pour les contribuables qui n'indiquent pas la vente d'une résidence principale dans leur déclaration de revenus, permettent la production tardive d'une désignation de bien comme résidence principale (sous réserve d'une pénalité pour production tardive) et modifient les règles sur l'exemption pour résidence principale dans le cas d'un bien détenu par une fiducie.

Pour en savoir davantage, consultez le [chapitre 8, « Exemption pour résidence principale »](#), ou communiquez avec votre conseiller en fiscalité EY.

Régime d'accession à la propriété

Si vous êtes un acheteur d'une première habitation, le RAP vous permet de retirer jusqu'à 60 000 \$²⁸ d'un REER pour en financer l'achat. Vous êtes considéré comme achetant pour la première fois une habitation si ni vous, ni votre époux ou conjoint de fait n'étiez propriétaire d'une habitation vous servant de résidence principale à aucun moment durant la partie de l'année civile précédant la date du retrait ou les quatre années civiles précédentes, à l'exclusion des 30 jours précédant immédiatement la date du retrait. Par exemple, si le retrait est effectué le 1^{er} août 2026, la période visée est du 1^{er} janvier 2022 au 1^{er} juillet 2026.

²⁸ Le plafond de retrait dans le cadre du RAP est passé de 35 000 \$ à 60 000 \$ pour les années d'imposition 2024 et suivantes à l'égard des retraits effectués après le 16 avril 2024, et de 25 000 \$ à 35 000 \$ pour les années d'imposition 2019 et suivantes à l'égard des retraits effectués après le 19 mars 2019.

Si vous achetez une nouvelle habitation d'accès plus facile ou mieux adaptée pour une personne handicapée, vous pouvez vous prévaloir du RAP sans avoir à respecter les conditions susmentionnées.

Si vous retirez des fonds de votre REER dans le cadre du RAP, vous devez acquérir l'habitation avant le 1^{er} octobre de l'année suivant celle du retrait. Aucun impôt n'est perçu sur les fonds retirés du REER en vertu de ce régime.

Vous devez généralement reverser ces fonds à votre REER dans un délai d'au plus 15 ans à compter de la deuxième année civile suivant celle du retrait. Pour les retraits effectués dans le cadre du RAP entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025, vous profiterez d'un délai supplémentaire de trois ans, ce qui signifie que vous n'aurez pas à rembourser les fonds retirés du REER avant la cinquième année civile suivant celle du retrait.

L'ARC vous fera parvenir un relevé annuel qui vous indiquera le montant minimum que vous serez tenu de rembourser. Si vous ne remboursez pas le montant minimum intégralement, la différence doit être incluse dans votre revenu de l'année en cause. Le remboursement annuel pourra être effectué dans les 60 premiers jours de l'année suivante. Une cotisation à un REER effectuée moins de 90 jours avant un retrait n'est généralement pas déductible.

Des modifications législatives, qui s'appliquent aux retraits effectués après 2019, vous permettent d'être de nouveau admissible, dans certaines circonstances, au RAP à la suite de l'échec d'un mariage ou d'une union de fait, même si vous ne satisfaites pas par ailleurs au critère de l'acheteur d'une première habitation.

Diverses conditions doivent être remplies. Par exemple, au moment où vous effectuez un retrait d'un REER dans le cadre du RAP, vous devez vivre séparé de votre époux ou conjoint de fait depuis au moins 90 jours en raison de l'échec de votre mariage ou de votre union de fait. De plus, vous devez avoir commencé à vivre séparé au cours de l'année civile où le retrait est fait ou au cours d'une des quatre années civiles précédentes.

Si le montant retiré ne satisfait pas par ailleurs aux critères d'admissibilité dans le cadre du RAP, il ne sera pas inclus dans votre revenu, pourvu qu'il soit remboursé dans un REER avant la fin de la deuxième année civile qui suit l'année du retrait. D'autres conditions et règles s'appliquent selon les circonstances.

Si vous prévoyez utiliser le RAP pour acheter un logement en copropriété nouvellement construit, vous devriez connaître les récentes modifications apportées aux règles du régime. Les modifications permettent aux acheteurs d'un nouveau logement en copropriété, qui pourraient se retrouver à la merci de retards de construction, de respecter plus facilement les délais prévus pour les retraits dans le cadre du RAP.

Les acheteurs de logements en copropriété nouvellement construits sont souvent autorisés à emménager avant la date d'achèvement final ou de clôture. En vertu des règles du RAP, un retrait d'un REER ne peut être admissible au RAP que s'il est effectué au plus tard 30 jours après l'acquisition de l'habitation. Toutefois, selon une règle spéciale, un logement en copropriété est réputé avoir été acquis le jour où le particulier a le droit d'en prendre possession²⁹. Ainsi, en vertu des anciennes règles, si le particulier retirait des fonds d'un REER au moment de l'achèvement final ou de la clôture et que la date du retrait se situait plus de 30 jours après la date de prise de possession, le retrait ne pouvait pas être effectué dans le cadre du RAP et était plutôt inclus dans le revenu du particulier³⁰.

C'est ce qui s'est produit dans l'affaire *Chitalia c. La Reine*³¹, alors que l'acheteur a emménagé dans son nouveau logement en copropriété le 3 novembre 2011, mais n'a pas effectué de retrait d'un REER avant le 12 janvier 2012 en prévision de la date de clôture du 20 janvier 2012. La Cour canadienne de l'impôt a reconnu que, même si la version du formulaire de l'ARC utilisée à l'époque était trompeuse, elle devait donner effet au libellé de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, selon lequel le retrait n'était pas admissible au RAP.

En vertu des règles modifiées, lesquelles sont entrées en vigueur le 9 août 2022, le jour où le particulier acquiert réellement un logement en copropriété, c'est-à-dire la date d'achèvement final ou de clôture, constitue le dernier jour où le retrait d'un REER dans le cadre du RAP peut avoir lieu. En outre, le particulier doit désormais résider au Canada jusqu'au moment de l'acquisition réelle du logement en copropriété, plutôt qu'au moment où il en prend possession.

²⁹ Il s'agit de la date à laquelle le particulier prend physiquement possession du logement en copropriété et, dans le cas d'un logement en copropriété nouvellement construit, elle survient avant la date à laquelle le droit de propriété est transféré au particulier (c.-à-d. à la « date d'occupation »).

³⁰ La date d'achèvement final ou de clôture est la date à laquelle l'acheteur acquiert le logement en copropriété en devenant légalement propriétaire.

³¹ *Chitalia c. La Reine*, 2017 CCI 227.

Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP)

De récentes modifications législatives ont instauré un nouveau type de compte enregistré pour aider les Canadiens à épargner en vue d'une mise de fonds pour leur première maison. Il s'agit du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, ou CELIAPP. Depuis le 1^{er} avril 2023, vous pouvez cotiser jusqu'à 8 000 \$ par année à un CELIAPP, jusqu'à concurrence d'un plafond à vie de 40 000 \$. Les cotisations au CELIAPP sont déductibles, et le revenu gagné dans le compte n'est pas assujéti à l'impôt. Les retraits admissibles d'un CELIAPP effectués en vue d'acheter une première propriété sont non imposables.

Vous pouvez ouvrir un CELIAPP si vous êtes résident du Canada, que vous avez au moins 18 ans et que vous êtes considéré comme un acheteur d'une première habitation. De façon générale, vous êtes considéré comme un acheteur d'une première habitation si vous n'avez été, à aucun moment durant la partie de l'année civile précédant l'ouverture du compte ou les quatre années civiles précédentes, occupant d'une habitation admissible, qui vous appartenait ou qui appartenait à votre époux ou conjoint de fait.

À l'instar des règles applicables aux CELI et aux REER, les droits inutilisés de cotisation à un CELIAPP peuvent être reportés prospectivement. Toutefois, contrairement au CELI, aucun droit de cotisation au CELIAPP ne s'accumulera tant que vous n'aurez pas ouvert un compte, et un maximum de 8 000 \$ en droits de cotisation peut être reporté à des années ultérieures. Les déductions inutilisées à l'égard de cotisations versées à un CELIAPP peuvent être reportées. Les cotisations excédentaires sont assujetties à un impôt de pénalité de 1 % par mois jusqu'à ce que le montant excédentaire soit retiré du compte ou absorbé par les nouveaux droits de cotisation qui sont disponibles.

Pour effectuer un retrait admissible d'un CELIAPP, vous devez résider au Canada tout au long de la période allant du moment du retrait jusqu'au moment de l'acquisition de l'habitation et aussi remplir le formulaire prescrit en y inscrivant les renseignements concernant l'habitation dont vous faites l'acquisition. Par ailleurs, vous devez avoir l'intention de commencer à utiliser l'habitation comme lieu principal de résidence au plus tard un an après son acquisition.

Vous ne pouvez pas avoir possédé une habitation à titre de propriétaire-occupant au cours de la période commençant le 1^{er} janvier de la quatrième année civile avant le retrait et se terminant le 31^e jour précédant le retrait³². Vous devez conclure avant le retrait du CELIAPP une convention écrite visant l'acquisition de l'habitation admissible ou sa construction avant le 1^{er} octobre de l'année civile suivant celle du retrait du CELIAPP. Vous ne pouvez pas avoir acquis l'habitation admissible plus de 30 jours avant le retrait du CELIAPP.

Veuillez prendre note que si vous êtes propriétaire d'un bien servant à produire un revenu (p. ex. un bien locatif) et que vous en changez l'usage afin qu'il devienne un bien résidentiel à usage personnel, vous ne serez pas considéré comme ayant vendu et racheté le bien au moment du changement d'usage aux fins des règles relatives au CELIAPP³³. La date d'acquisition sera la date à laquelle vous avez initialement acheté le bien.

Pour en savoir plus sur les règles relatives au changement d'usage et la disposition réputée des biens qui peut avoir lorsqu'un bien servant à produire un revenu devient un bien ne servant pas à produire un revenu (ou vice versa), consultez le **chapitre 8, « Exemption pour résidence principale »**.

Un retrait qui n'est pas un retrait admissible devra être inclus dans la déclaration de revenus et sera assujéti tant à l'impôt sur le revenu qu'à la retenue d'impôt, à l'instar du traitement qui s'applique aux retraits imposables d'un REER.

³² Par exemple, si vous effectuez un retrait le 30 juin 2026, vous ne pouvez pas avoir possédé une habitation à titre de propriétaire-occupant au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2022 et se terminant le 30 mai 2026.

³³ Voir le document de l'ARC n° 2023-0976911C6.



Les placements admissibles pour les CELIAPP sont les mêmes que pour les CELI et sont semblables à ceux pour les autres régimes enregistrés. Des règles anti-évitement sont applicables aux REER, aux FERR, aux CELI, aux REEE, aux REEI et aux CELIAPP.

FISCALIDÉES

- Pour chaque résidence principale acquise avant 1982, pensez :
 - à établir la valeur de la résidence au 31 décembre 1981;
 - à l'exigence de propriété exclusive plutôt que conjointe de la résidence
- Si votre famille possède plus d'une résidence, la résidence représentant le gain le plus élevé par année devrait généralement être désignée à titre de résidence principale. Le moment de l'assujettissement à l'impôt doit cependant être pris en considération.
- Dans certaines circonstances, une propriété dont le terrain excède un demi-hectare peut être admissible à titre de résidence principale.
- En retirant des fonds de votre REER dans le cadre du RAP, vous renoncez au revenu qui aurait pu être tiré de ces fonds ainsi qu'à l'accumulation à imposition reportée s'y rapportant.
- Si vous vous attendez à devenir acheteur d'une première habitation dans les prochaines années, ouvrez un CELIAPP afin de commencer à accumuler des droits de cotisation. Si vous n'êtes pas en mesure d'effectuer des cotisations dès le départ, vous pouvez reporter jusqu'à 8 000 \$ en droits de cotisation à des années ultérieures.
- Vous pouvez retirer des fonds de votre CELIAPP et effectuer un retrait au titre RAP, si vous le souhaitez, pour le même achat admissible.



Ces règles imposent un impôt de pénalité de 50 % tant sur les placements interdits que sur les placements non admissibles détenus par ces régimes, de même qu'un impôt de pénalité distinct de 100 % sur certains « avantages » tirés d'opérations qui exploitent les attributs fiscaux de ces régimes.

Pour en savoir plus sur les placements autorisés et ces règles anti-évitement, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

À l'achat d'une propriété, vous pouvez retirer des fonds de votre CELIAPP et effectuer un retrait au titre du RAP, si vous le souhaitez, pour le même achat admissible.

Pour en savoir plus sur le CELIAPP, consultez les articles « Quelles sont les nouveautés pour les acheteurs d'une première habitation? » dans le [numéro d'octobre 2022](#) et « Pleins feux sur le logement » dans le [numéro de février 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation

Les acheteurs d'une première habitation qui font l'acquisition d'une habitation admissible ont droit à un crédit d'impôt fédéral non remboursable unique d'au plus 1 450 \$ (pour 2025). L'époux ou le conjoint de fait de l'acheteur peut réclamer toute partie inutilisée du crédit non remboursable. Si l'habitation est acquise en copropriété, le montant total du crédit réclamé par les deux époux ou conjoints de fait ne peut pas dépasser 1 450 \$.

Les conditions d'admissibilité au RAP s'appliquent de façon générale au crédit d'impôt pour l'achat d'une première maison. Vous êtes considéré comme achetant pour la première fois une habitation si ni vous, ni votre époux ou conjoint de fait n'étiez propriétaire d'une habitation vous servant de résidence principale au cours de l'année civile de l'achat de l'habitation, ni au cours des quatre années civiles précédentes. De plus, vous devez occuper l'habitation à titre de résidence principale dans un délai d'un an suivant son acquisition.

Crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire

Le crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire (CIAD) est un crédit d'impôt non remboursable pouvant atteindre 2 900 \$ (pour 2025) qui vise à aider les aînés et les personnes handicapées à vivre de façon plus autonome dans leur propre maison en encourageant les rénovations domiciliaires qui améliorent l'accessibilité, la sécurité et la fonctionnalité³⁴. Consultez le [chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »](#), pour une analyse plus détaillée.

Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles

En vertu de modifications législatives récentes, un particulier peut demander un nouveau crédit d'impôt remboursable allant jusqu'à 7 250 \$ (pour 2025) pour des travaux de rénovation admissibles effectués et payés ou pour des marchandises acquises après le 31 décembre 2022. Les travaux de rénovation doivent être effectués pour établir un logement secondaire dans une habitation et permettre ainsi à un aîné ou à un adulte handicapé de vivre avec un proche admissible, généralement un proche parent. Consultez le [chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »](#), pour en savoir plus.

³⁴ Le crédit maximal pour 2022, 2023 et 2024 était de 3 000 \$; pour 2021 et les années d'imposition précédentes (depuis la mise en place du crédit en 2016), il était de 1 500 \$.

Crédits d'impôt non remboursables

Presque tous les crédits d'impôt fédéral personnels sont pleinement indexés en fonction de l'inflation (mesurée selon les variations de l'indice des prix à la consommation). La plupart des provinces offrent également des crédits d'impôt non remboursables pleinement ou partiellement indexés (le taux d'indexation variant selon la province).

Pour obtenir un sommaire des valeurs maximales fédérales et provinciales combinées des crédits d'impôt non remboursables les plus courants, veuillez consulter l'[annexe B](#).

Crédits d'impôt pour dons de bienfaisance

Vous avez droit à un crédit d'impôt fédéral non remboursable de 14,5 % (pour 2025) sur la première tranche de 200 \$ de dons de bienfaisance que vous faites. Pour les dons excédant cette tranche de 200 \$, un particulier peut obtenir un crédit fédéral de 33 % sur la partie des dons provenant de son revenu imposable qui dépasse le seuil de la fourchette d'imposition la plus élevée (253 414 \$ en 2025); autrement, un taux de 29 % s'applique. Par exemple, si vous avez un revenu imposable de

256 000 \$ en 2025 et que vous faites des dons de 5 000 \$ dans l'année, une tranche de 2 586 \$ sera admissible au crédit de 33 % (256 000 \$ - 253 414 \$). Des 2 414 \$ restants, une tranche de 2 214 \$ sera admissible au crédit de 29 %, et une tranche de 200 \$, au crédit de 14,5 %.

La limite annuelle globale pouvant être portée en déduction du revenu au titre des dons de bienfaisance est de 75 % du revenu net de l'année. Les dons en excédent de ce montant peuvent être reportés prospectivement sur cinq ans.

Des règles spéciales peuvent s'appliquer aux « dons en nature » (p. ex. le don d'une immobilisation au lieu d'un don en espèces). Sauf si vous en décidez autrement, le bien est réputé faire l'objet d'une disposition à sa juste valeur marchande aux fins de l'imposition des gains en capital, et vous êtes considéré comme ayant fait don du même montant. Consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#), pour une analyse plus détaillée des répercussions de certains dons en nature sur les gains en capital.

Dans le cas des dons d'immobilisations, la limite des dons peut atteindre jusqu'à 100 % du gain en capital imposable résultant des dons (ou de la récupération, dans le cas de biens amortissables) inclus dans le calcul du revenu.

Dans l'année de votre décès et pendant celle qui la précède immédiatement, la limite sur les dons augmente pour atteindre 100 % de votre revenu net.

Les demandes de déductions pour dons de bienfaisance doivent être justifiées par des reçus d'impôt officiels des organismes de bienfaisance visés.

Vous pouvez demander une déduction pour des dons faits par vous ou votre époux ou conjoint de fait. Cependant, depuis 2016, l'ancienne politique administrative permettant qu'un don effectué par testament soit réclamé par l'époux ou le conjoint de fait d'un particulier décédé ne s'applique plus (par suite du document de l'ARC n° 2014-0555511E5).

FISCALIDÉES

- Pensez à acheter une rente ou un FERR donnant lieu à un revenu de pension annuel si vous n'utilisez pas pleinement votre crédit pour revenu de pension. L'une des manières de procéder est de retirer de votre REER un montant de 2 000 \$ par année (permettant d'utiliser pleinement le montant du crédit pour pension) et de le convertir en FERR ou en rente.
- Combinez vos frais médicaux avec ceux de votre époux ou conjoint de fait et des personnes à votre charge admissibles pendant toute période de 12 mois se terminant dans l'année, de façon à maximiser les économies d'impôt. Également, si l'époux ou le conjoint de fait ayant un revenu inférieur réclame le crédit, celui-ci peut être augmenté en raison du seuil de 3 % du revenu net. (Au Québec, le total des frais médicaux combinés de votre époux ou conjoint de fait et des personnes à votre charge admissibles est réduit de 3 % du revenu familial net.)
- Si vous avez la charge d'un parent souffrant d'une incapacité physique, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt spécial. Pour en savoir plus, consultez le [chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »](#).
- Vérifiez auprès de l'école privée que fréquentent vos enfants si une partie des frais de scolarité donne droit à la déduction pour frais de garde d'enfants ou est admissible à titre de don de bienfaisance.
- Si votre époux ou conjoint de fait ou votre enfant a des frais de scolarité excédant 5 000 \$, envisagez de fractionner votre revenu avec ce dernier. Cela pourrait vous permettre de lui assurer un revenu suffisant pour utiliser tous les crédits pour frais de scolarité non transférables. (Le crédit d'impôt fédéral maximal disponible pour le transfert des crédits pour frais de scolarité est de 725 \$ [pour 2025].) Au Québec, il est aussi possible pour un étudiant de transférer ses frais de scolarité inutilisés à l'un de ses parents ou grands-parents ou à l'un des parents ou des grands-parents de son époux ou conjoint. Il n'y a pas de montant maximal pouvant être transféré. L'étudiant doit remplir l'annexe T de sa déclaration de revenus, et la personne à qui le crédit a été transféré doit remplir la partie D de l'annexe A de sa déclaration de revenus.
- Si un époux ou conjoint de fait n'a aucun impôt sur le revenu exigible sans avoir totalement utilisé ses crédits non remboursables (p. ex. crédit en raison de l'âge, crédit pour pension, crédit pour frais de scolarité et CIPH), la fraction non réclamée de ces crédits peut être transférée à l'autre époux ou conjoint de fait. (Au Québec, il est également possible de transférer des crédits à un époux ou conjoint de fait. Pour se prévaloir du transfert, l'époux ou le conjoint de fait doit produire une déclaration de revenus du Québec, même s'il n'a aucun impôt à payer.)



Dons de biens récemment acquis – Il existe certaines règles fiscales complexes visant à contrer les mécanismes d’abris fiscaux « achetez à faible coût – donnez à fort prix ». Ces règles s’appliquent aux dons de biens avec plus-value ayant été acquis dans les trois années précédant le don (10 ans si l’un des motifs principaux pour l’acquisition du bien était d’en faire don). Dans ces cas, le montant du don correspondra au coût du bien pour le donateur ou à sa juste valeur marchande au moment du don, selon le moins élevé des deux.

Si le bien a été acquis par une personne avec laquelle le donateur a un lien de dépendance au cours du délai applicable (3 ou 10 ans), le coût du bien pour le donateur équivaudra au montant le moins élevé entre i) le coût pour le donateur; et ii) le coût pour la personne ayant un lien de dépendance. Les dons de titres cotés en bourse, de biens culturels certifiés (autres que les biens qui ont été acquis dans le cadre d’un arrangement relatif à un don utilisé comme abri fiscal), de biens écosensibles, de stocks, d’immeubles situés au Canada ou de certaines actions de sociétés à peu d’actionnaires et les dons au décès sont exclus de ces règles.

Arrangements relatifs à des dons utilisés comme abris fiscaux – L’ARC vérifie les arrangements relatifs à des dons utilisés comme abris fiscaux et réduit généralement le montant que le contribuable réclame, le remplaçant par celui d’un don en espèces légitime, le cas échéant. L’ARC n’établira pas de cotisation à l’égard des particuliers qui réclament un crédit d’impôt pour dons de bienfaisance découlant de pareil arrangement jusqu’à ce que la vérification de ce dernier soit terminée. Un particulier dont la déclaration est en suspens ne pourra obtenir une cotisation avant la fin de la vérification que s’il retire la demande de crédit d’impôt pour dons de bienfaisance relatif à l’arrangement

en question. De plus, l’ARC peut percevoir 50 % de l’impôt, des intérêts ou des pénalités établis dans une cotisation par suite du refus d’un crédit d’impôt demandé à l’égard d’un abri fiscal mettant en cause un don de bienfaisance.

En règle générale, les tribunaux ont donné raison à l’ARC de refuser les avantages relatifs à ces arrangements.

Dons étrangers – En général, les dons à des organismes de bienfaisance étrangers ne sont pas admissibles au crédit d’impôt pour dons de bienfaisance. Les dons aux universités enregistrées situées à l’étranger (l’ARC diffuse et tient à jour une **liste des universités étrangères enregistrées**, qui sont des universités étrangères dont la population étudiante inclut généralement des étudiants du Canada), les dons à certains organismes de bienfaisance étrangers admissibles qui ont présenté une demande d’enregistrement au Canada (l’ARC diffuse et tient à jour une **liste des organismes de bienfaisance étrangers admissibles**), et les dons aux organismes de bienfaisance américains qui seraient admissibles au statut d’organisme de bienfaisance au Canada s’ils étaient des résidents du Canada et s’ils avaient été créés ou établis au Canada (comme il est prévu au paragraphe 7 de l’article XXI de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis)³⁵ constituent des exceptions. Notons qu’un crédit d’impôt pour les dons aux organismes de bienfaisance américains est disponible dans la mesure où le particulier faisant le don a un revenu de source américaine suffisant et que la demande est limitée à 75 % de ce revenu de source américaine³⁶.

Dons de biens culturels – Les objets certifiés comme biens culturels par la Commission canadienne d’examen des exportations de biens culturels (CCEEBC) faisant l’objet d’un don à un établissement ou à une administration publique du Canada (comme une galerie, une bibliothèque, des archives ou un musée) et qui ont été désignés par le ministre de l’Identité et de la Culture canadiennes en vertu de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels* donnent droit à un crédit d’impôt non remboursable. Le crédit est fondé sur la juste valeur marchande telle qu’elle est déterminée par la CCEEBC, et non par le musée ou l’établissement qui reçoit ce bien. Le crédit d’impôt est calculé au même taux que dans le cas des dons de bienfaisance. (Au Québec, le Conseil du patrimoine culturel du Québec émet les certificats pour les biens culturels.)

La certification comporte deux avantages :

- L’appréciation de la valeur n’est pas comptabilisée comme un gain en capital.
- Le plafond de 75 % lié au revenu net visant les dons ne s’applique pas.

Si le crédit dépasse votre impôt fédéral à payer pour l’année, l’excédent pourra être reporté prospectivement sur cinq années d’imposition. La même règle s’applique au Québec.

Pour en savoir davantage, consultez la rubrique « **Dons de biens culturels** » du **chapitre 5, « Investisseurs »**.

³⁵ L’ARC a indiqué que les organismes qui sont exonérés en vertu de l’article 501(c)(3) de l’*Internal Revenue Code* des États-Unis seront admissibles aux fins du paragraphe 7 de l’article XXI de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis. Voir le document de l’ARC n° 2020-0866131E5.

³⁶ Toutefois, l’exigence selon laquelle il faut avoir un revenu de source américaine suffisant pour demander le crédit ne s’applique pas aux dons faits à une université ou à un collège américains lorsque le donateur ou un membre de sa famille y était, ou y est, inscrit. Dans ce cas, le plafond ordinaire de 75 % du revenu net s’applique. Voir le paragraphe 7 de l’article XXI de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis.

Dons de fonds de terre écosensibles - Le droit à un crédit d'impôt non remboursable est déterminé par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, qui doit certifier que la préservation et la conservation du fonds de terre sont importantes pour la protection du patrimoine environnemental du Canada. Le ministre attestera également la juste valeur marchande du don pour en déterminer le montant admissible. À cette fin, la juste valeur marchande du don est le plus élevé des montants suivants :

- La juste valeur marchande du don déterminée par le ministre
- Le montant de réduction de la juste valeur marchande du fonds de terre découlant du don

Sont admissibles les dons de fonds de terre écosensibles - y compris les covenants et servitudes, ou pour les terres du Québec, les servitudes réelles et certaines servitudes personnelles - faits au Canada ou à une province, un territoire ou une municipalité du Canada, ou à un organisme de bienfaisance enregistré (sauf une fondation privée) approuvé par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Des dons admissibles peuvent également être faits à un organisme municipal ou public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada.

FISCALIDÉES

- Le délai de déclaration des dons de bienfaisance a été prolongé pour l'année d'imposition 2024. Par conséquent, il vous était possible de réclamer dans votre déclaration de revenus de 2024 les dons que vous avez effectués en janvier ou février 2025. Si vous réclamez un crédit dans votre déclaration de revenus de 2025 relativement à un don effectué en janvier ou en février 2025, assurez-vous de ne pas l'avoir déjà réclamé dans votre déclaration de revenus de 2024.
- Joignez des reçus d'impôt officiels à toutes vos demandes de crédit pour dons de bienfaisance.
- Si vous avez l'habitude de faire d'importants dons de bienfaisance et prévoyez par ailleurs vendre des titres et réaliser des gains en capital, envisagez de faire don de vos titres pour ainsi réduire vos impôts³⁸.
- Voyez si vous possédez des biens pouvant être considérés comme des biens culturels certifiés dont vous pourriez faire don à un établissement désigné afin de réduire vos impôts³⁹.
- Maximisez le crédit d'impôt pour dons en regroupant vos dons et ceux de votre époux ou conjoint de fait dans une seule déclaration. Pour les dons faits à des organismes de bienfaisance américains, le crédit devrait être réclamé par l'époux ou le conjoint de fait qui a un revenu de source américaine. (Le crédit d'impôt pour dons à des organismes de bienfaisance américains est plafonné à 75 % du revenu de source américaine.)



La certification comporte deux avantages :

- L'appréciation de la valeur n'est pas comptabilisée comme un gain en capital.
- Le plafond de 75 % lié au revenu net visant les dons ne s'applique pas.

Si le crédit dépasse votre impôt fédéral à payer pour l'année, l'excédent pourra être reporté prospectivement sur 10 années d'imposition.

Dons d'actions accréditatives cotées en bourse - En général, pour un investisseur, le prix de base rajusté d'une action accréditive est nul. À la disposition, la valeur totale du produit de disposition constitue donc un gain en capital. La partie exonérée du gain en capital résultant du don d'actions accréditatives est généralement limitée à la partie qui représente l'excédent de la valeur des actions au moment du don sur leur coût initial³⁷.

Crédits d'impôt pour les étudiants

Si vous êtes un étudiant, vous pouvez vous prévaloir des crédits d'impôt personnels fédéraux et provinciaux pour les frais de scolarité et divers autres frais payés à un établissement d'enseignement, comme une université, un collège ou une école privée, relativement à des cours postsecondaires.

Crédit d'impôt pour frais de scolarité - Pour être admissibles au crédit d'impôt pour frais de scolarité, ces frais doivent généralement être payés à un établissement d'enseignement situé au Canada ou à une université située à l'extérieur du Canada, et le total des frais de cours doit être supérieur à 100 \$.

³⁷ De récentes modifications législatives ont éliminé le régime des actions accréditatives pour les activités pétrolières, gazières et du charbon pour ce qui est des dépenses ayant fait l'objet d'une renonciation en vertu d'une convention pour actions accréditatives conclue après le 31 mars 2023.

³⁸ Pour les contribuables assujettis à l'impôt minimum de remplacement (IMR), les avantages fiscaux associés au don de titres seraient réduits en vertu de propositions législatives visant à élargir l'assiette du régime d'IMR à compter de l'année d'imposition 2024. Pour en savoir plus sur l'IMR et ces propositions, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

³⁹ Envisagez de faire le don sur un certain nombre d'années si la période de report peut être dépassée.

Un étudiant inscrit à temps plein à une université située à l'étranger peut réclamer le crédit d'impôt pour frais de scolarité s'il fréquente à temps plein l'université où il suit des cours menant à l'obtention d'un diplôme et que la durée du cours est d'au moins trois semaines consécutives.

Dans une décision judiciaire rendue en 2018, une contribuable a été autorisée à demander le crédit d'impôt pour frais de scolarité à l'égard des frais payés pour la session d'été d'un programme de MBA accéléré dans une université américaine. La session comportait 10 cours consécutifs obligatoires, dont chacun était d'une durée d'une à deux semaines. La contribuable s'était inscrite une fois et avait payé des frais uniques pour toute la session d'été. Nonobstant le fait que chacun des cours durait moins de trois semaines, la Cour semble avoir appliqué l'exigence relative à la durée minimale de trois semaines consécutives à l'ensemble de la session d'été, ce qui satisfaisait aux exigences de la disposition. L'ARC a indiqué qu'elle considérerait néanmoins qu'un cours d'une durée inférieure à trois semaines consécutives répond aux exigences du crédit d'impôt pour frais de scolarité dans des cas analogues à ceux de cette affaire⁴⁰.

Divers frais d'examen versés pour obtenir un statut professionnel ou pour obtenir un permis ou une licence pour exercer un métier ou une profession au Canada sont aussi admissibles au crédit d'impôt pour frais de scolarité. Les frais d'examen d'admission pour amorcer des études dans un domaine professionnel ne sont pas admissibles.

Le crédit d'impôt pour frais de scolarité peut également être demandé pour les frais de scolarité payés à une université, un collège ou un autre établissement postsecondaire situé au Canada pour des cours axés sur les compétences professionnelles qui ne sont pas de niveau postsecondaire suivis après 2016. Le crédit d'impôt est offert dans ces circonstances seulement si le cours est suivi dans le but de permettre à un étudiant d'acquérir des compétences nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle (ou de les perfectionner) et que l'étudiant a atteint l'âge de 16 ans avant la fin de l'année.

Crédit canadien pour la formation - Le crédit canadien pour la formation est un nouveau crédit d'impôt remboursable qui apporte aux particuliers admissibles ayant un revenu d'emploi ou un revenu d'entreprise une aide financière pour couvrir jusqu'à la moitié des frais de scolarité et autres frais admissibles associés à la formation. La partie des frais de scolarité admissibles qui sont remboursés par l'intermédiaire du crédit canadien pour la formation réduit le montant des dépenses admissibles par ailleurs au titre du crédit d'impôt pour frais de scolarité. Voir le [chapitre 7, « Employés »](#), pour en savoir plus sur le crédit canadien pour la formation.

Crédits d'impôt pour études et pour manuels - Avant 2017, des crédits d'impôt pour études et pour manuels fédéraux étaient offerts, en plus du crédit d'impôt pour frais de scolarité. Les montants maximaux qui pouvaient être réclamés variaient selon le nombre de mois pendant lesquels l'étudiant fréquentait l'établissement scolaire et selon qu'il était étudiant à temps plein ou à temps partiel. Ces crédits d'impôt ont été éliminés le 1^{er} janvier 2017. Cependant, les montants inutilisés des crédits pour études et pour manuels qui auront été reportés prospectivement d'années antérieures à 2017 pourront être demandés en 2017 et dans les années suivantes.

Si l'étudiant n'a pas suffisamment d'impôts à payer pour utiliser intégralement ces crédits d'impôt, les frais de scolarité inutilisés peuvent être transférés jusqu'à concurrence de 5 000 \$ à un parent ou à l'un de ses grands-parents, qui pourra les utiliser dans sa propre déclaration de revenus (les montants applicables dans les provinces peuvent varier). Les montants inutilisés et non transférés par l'étudiant (y compris les montants des crédits d'impôt pour études et pour manuels d'années antérieures à 2017) peuvent être reportés et réclamés par l'étudiant dans une année ultérieure.

Les autres frais, tels que les frais de fournitures, frais de matériel et droits pour étudiants ne sont pas déductibles et n'ouvrent droit à aucun crédit.

Au Québec, un montant pour enfant mineur aux études postsecondaires (maximum de 7 646 \$ par année à un taux de crédit de 14 %) est disponible à titre de crédit pour les parents. Ce montant doit être réduit du revenu net de l'enfant sans tenir compte de ses bourses d'études ou de récompenses qu'il a reçues au cours de l'année. Si le revenu de l'enfant est supérieur à 7 646 \$ au cours de l'année, le parent n'aura droit à aucun crédit.

Pour un enfant majeur, un crédit de base de 6 012 \$ plus un montant pour études postsecondaires (maximum de 7 646 \$ par année à un taux de crédit de 14 %) est accordé. Ce crédit est transférable à un parent si l'étudiant ne l'utilise pas. Le montant transférable au parent doit être réduit de la partie du crédit d'impôt pour solidarité reçu dans l'année se rapportant à la déclaration de l'année précédente, ainsi que du revenu net de l'étudiant. Si le revenu de l'enfant est supérieur à 7 646 \$ au cours de l'année, le parent n'aura droit à aucun crédit.

Pour les frais de scolarité admissibles, l'étudiant peut transférer à un parent le montant non utilisé dans sa déclaration de revenus. Il n'y a pas de limite maximale relativement au montant transféré.

⁴⁰ Voir *Fortnum c. La Reine*, 2018 CCI 126, et le document de l'ARC n° 2019-079152117.

Crédits d'impôt pour frais médicaux

Des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux sont offerts à l'égard des frais médicaux acquittés pour vous-même, votre époux ou conjoint de fait et vos enfants à charge. Seuls les frais médicaux excédant un seuil déterminé (voir l'[annexe B](#); ce montant représentant 3 % du revenu familial net au Québec) ou 3 % de votre revenu net si ce montant est moins élevé donnent droit au crédit.

Si vous réclamez des frais médicaux pour des parents à charge autres qu'un époux ou conjoint de fait ou des enfants à charge, le montant annuel que vous pouvez réclamer pour chaque personne est limité aux montants admissibles payés en sus du montant le moins élevé entre 3 % du revenu net de la personne à charge et le seuil déterminé.

FISCALIDÉES

- Les étudiants devraient produire une déclaration de revenus même lorsqu'aucune somme n'est due, car cela permet d'établir des droits de cotisation à un REER et peut donner lieu à des paiements au titre de crédits d'impôt provinciaux et du crédit pour la TPS/TVH.
- La plupart des paiements de bourse d'études ou de bourse de perfectionnement peuvent être reçus en franchise d'impôt.
- Les subventions de recherches doivent être incluses dans le revenu, mais les dépenses connexes peuvent être déduites.
- Les frais de déménagement peuvent être déductibles de certains revenus imposables liés à une bourse d'études ou une subvention lorsque l'étudiant déménage pour fréquenter à temps plein une université située à au moins 40 km de la maison.



Dans la détermination des dépenses admissibles, vous pouvez tenir compte des dépenses acquittées dans l'année ou au cours de toute période de 12 mois se terminant dans l'année (tant que vous n'avez pas réclaté les dépenses précédemment). Le crédit peut être réclaté pour la famille par l'un ou l'autre des époux ou conjoints de fait. Un crédit d'impôt pourrait aussi être réclaté pour les frais médicaux payés pour d'autres parents à charge, tels des parents, grands-parents, oncles ou tantes âgés.

Les reçus doivent être conservés au cas où l'ARC demanderait de les voir, et comprendre le nom de la personne à qui les frais ont été payés.

La plupart des gens ne connaissent pas la gamme des dépenses médicales donnant droit au crédit d'impôt pour frais médicaux. Pour être admissible au crédit d'impôt pour frais médicaux, une dépense donnée doit remplir certaines autres conditions précises que celle d'être engagée pour des raisons médicales. Par exemple, des frais médicaux ou dentaires engagés pour des procédures purement esthétiques ne sont admissibles que s'ils étaient nécessaires à des fins médicales ou restauratrices. Les frais admissibles peuvent comprendre ceux engagés à l'étranger. Pour obtenir la liste complète de ces dépenses, consultez le [guide RC4065, Frais médicaux](#), sur le site Web de l'ARC.

Frais pour soins de préposé et CIPH

Pour des renseignements sur les demandes au titre de frais pour soins de préposé ou pour maison de santé ou de repos, et pour une analyse du CIPH, consultez le [chapitre 10, « Soins de longue durée aux aînés »](#).

CHAPITRE 10

Soins de longue durée aux aînés



ALORS QUE DE NOMBREUX PAYS DU MONDE INDUSTRIALISÉ CONNAISSENT UN VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE, LES RÉPERCUSSIONS SUR LA PLANIFICATION DES SOINS AUX ÂÎNÉS SONT PLUS IMPORTANTES QUE JAMAIS.





Bien que le Canada et les États-Unis comptent la plus faible proportion de personnes âgées de 65 ans et plus par rapport aux autres pays du G7, les tendances établies sont considérables et influenceront sur les Canadiens qui planifient des soins aux aînés pour leurs parents ou d'autres proches ainsi que leur propre retraite.

Les gouvernements fédéral et provinciaux disposent de programmes axés sur le vieillissement. En général, les gouvernements provinciaux fournissent des programmes de soins de santé et d'aide sociale, alors que le gouvernement fédéral fournit du financement pour bon nombre de ceux-ci et offre un soutien financier par la voie du régime fiscal canadien.

En règle générale, les mesures d'aide fiscale pour les soins de longue durée se classent dans trois grandes catégories :

- Crédits d'impôt non remboursables pour les particuliers qui répondent à certains critères d'admissibilité
- Allègement fiscal pour les frais de préposé aux soins ou les frais de soins en établissement
- Allègement fiscal pour d'autres frais médicaux détaillés

Crédit d'impôt pour personnes handicapées

Une personne qui a besoin de soins de longue durée sera probablement admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) non remboursable. Cependant, comme il est expliqué ci-après, le CIPH n'est pas offert si des frais médicaux au titre de soins de préposé à plein temps ou d'un séjour à plein temps dans une maison de santé ou de repos sont réclamés pour la personne handicapée.

En termes très généraux, le CIPH est offert lorsqu'un professionnel de la santé désigné atteste qu'un particulier a une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales (ou un certain nombre de maladies) dont les effets sont tels que la capacité du particulier d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne est limitée de façon marquée ou le serait en l'absence de soins thérapeutiques essentiels^{1, 2}.

Les activités courantes reconnues pour un particulier par les autorités fiscales du Canada comprennent :

- le fait de marcher, de s'alimenter ou de s'habiller;
- le fait d'avoir les fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante;
- le fait de voir, de parler, d'entendre et d'évacuer les déchets corporels.

Une « limitation marquée », selon l'administration fédérale, est une limitation qui empêche toujours ou presque toujours le particulier d'accomplir l'activité, ou qui fait en sorte qu'il a besoin d'un temps excessif pour l'accomplir.

¹ Le budget de 2017 a ajouté les infirmières et infirmiers praticiens à la liste des professionnels de la santé qui peuvent attester l'admissibilité au CIPH pour les attestations faites après le 21 mars 2017.

² Comme il est expliqué plus loin, la définition de « soins thérapeutiques essentiels » a été modifiée dans le cadre du budget fédéral de 2021. De façon générale, jusqu'en 2020, les soins thérapeutiques essentiels se définissaient comme des soins thérapeutiques qui sont essentiels au maintien d'une fonction vitale du particulier, qui sont administrés au moins trois fois par semaine pendant une durée totale moyenne d'au moins 14 heures par semaine et qui, selon ce à quoi il est raisonnable de s'attendre, n'ont pas d'effet bénéfique sur des personnes n'ayant pas une telle déficience.

Des modifications visant à améliorer l'accès au CIPH annoncées dans le budget fédéral de 2021 sont entrées en vigueur pour les années d'imposition 2021 et suivantes à l'égard des certificats pour le CIPH (voir ci-après) soumis au ministre après le 23 juin 2022³. Par conséquent, la liste de « fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante » est maintenant élargie pour que l'admissibilité au CIPH tienne mieux compte de l'étendue des fonctions mentales qui sont nécessaires aux activités de la vie courante.

Diverses modifications ont aussi été apportées relativement à la notion de « soins thérapeutiques essentiels », notamment :

- l'exigence que les soins soient administrés au moins trois fois par semaine a été modifiée pour prévoir une fréquence de deux fois par semaine. Cependant, la durée des soins doit toujours être d'au moins 14 heures par semaine;
- la liste des activités prises en compte au chapitre du temps consacré à des « soins thérapeutiques essentiels » est allongée et précisée de sorte que sont maintenant acceptées certaines composantes des soins qui étaient précédemment exclus;
- si un particulier est incapable d'accomplir ses soins thérapeutiques lui-même, le temps requis pour qu'une autre personne l'aide à effectuer ses soins thérapeutiques sera inclus dans ce calcul.

Il pourrait s'agir d'un bon moment pour vous de revoir l'aide fiscale fédérale offerte aux familles en fonction des circonstances propres à votre famille de sorte que les décisions au chapitre de la production pour 2021 et les années suivantes permettent d'obtenir l'aide maximale.

Par exemple, un particulier qui est admissible au CIPH en vertu des mesures élargies pourrait désormais être en mesure de réclamer les frais admissibles au titre des soins d'un préposé à temps partiel pour 2021 et les années suivantes si certaines conditions sont remplies. Voir ci-après.

Pour en savoir plus sur les modifications au CIPH, consultez l'article « Soins de longue durée aux aînés - préposé aux soins et règles proposées relativement au crédit d'impôt pour personnes handicapées » dans le [numéro de mai 2022 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

Une déficience est prolongée si elle dure au moins 12 mois d'affilée ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle dure au moins 12 mois d'affilée.

Le formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*, (TP 752.0.14 - *Attestation de déficience* au Québec) doit être rempli et signé par un professionnel de la santé désigné pour qu'un particulier puisse réclamer le crédit. Une fois que l'ARC a approuvé la demande, l'admissibilité est maintenue, à moins qu'un nouveau certificat ne soit exigé (la période d'approbation précédente est échue).



FISCALIDÉES

- Comme l'ARC et Revenu Québec examinent toutes les premières demandes de CIPH, elles suggèrent que les particuliers envoient leur formulaire T2201 (TP-752.0.14 au Québec) dès que possible et reçoivent une approbation préalable de leur demande de CIPH pour éviter les retards dans l'établissement d'une cotisation à l'égard de leurs déclarations de revenus des particuliers la première année.
- L'ARC a récemment mis en place un processus de demande entièrement numérique pour remplir le formulaire T2201. Voir la page Web de l'ARC, [Crédit d'impôt pour personnes handicapées \(CIPH\) - Comment faire une demande](#), pour en savoir plus.
- Si plus d'un proche subvient aux besoins d'une personne âgée, les proches en question peuvent partager la partie inutilisée du crédit, pourvu que le total réclamé n'excède pas le montant maximal alloué.

³ Les particuliers qui sont admissibles au CIPH en vertu des règles élargies pourraient devoir produire une demande de redressement d'une T1 pour réclamer le CIPH pour l'année d'imposition 2021 une fois qu'ils auront reçu l'approbation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) à cet égard, à moins qu'ils n'aient demandé à l'ARC (au moment de remplir le formulaire T2201 - voir ci-après) de redresser leur déclaration de revenus pour toutes les années d'imposition antérieures visées.

Le montant de base du CIPH fédéral pour 2025 est de 10 138 \$, ce qui donne lieu à un crédit d'impôt non remboursable de 1 470 \$. Les provinces et les territoires offrent un crédit comparable : pour 2025, l'avantage fiscal total du CIPH varie de 1 804 \$ à 2 939 \$, selon la province ou le territoire de résidence.

Si une personne handicapée n'a pas besoin du plein montant du CIPH pour porter à zéro ses impôts à payer, la partie inutilisée peut être transférée à un aidant naturel. Un aidant naturel s'entend d'un parent, époux ou conjoint de fait, enfant, petit-fils, petite-fille, frère, sœur, tante, oncle, neveu ou nièce qui aide à subvenir aux besoins fondamentaux, tels l'alimentation, le logement et l'habillement.

Toutefois, il est à noter que le crédit ne peut être transféré aux enfants, petits-enfants, frères, sœurs, tantes, oncles, neveux ou nièces que si la personne handicapée n'a pas d'époux ou de conjoint de fait ou si l'époux ou le conjoint de fait n'a pas réclamé le montant pour époux ou conjoint de fait ou d'autres crédits transférés à l'égard de la personne handicapée.

Autres déductions et crédits d'impôt possibles

Crédit pour personnes à charge ayant une déficience et crédit pour aidants naturels – avant 2017⁴

Crédit canadien pour aidant naturel – après 2016

Pour 2017 et les années subséquentes, le crédit pour personnes à charge ayant une déficience, le crédit pour aidants naturels et le crédit d'impôt pour aidants familiaux ont été remplacés par un nouveau crédit canadien pour aidant naturel non remboursable.

Pour 2025, un particulier peut réclamer jusqu'à 8 601 \$ pour les soins d'une personne à charge ayant une déficience, soit un crédit fédéral de 1 247 \$. La personne à charge peut être un parent, l'un des grands-parents, un frère, une sœur, une tante, un oncle, une nièce, un neveu ou un enfant d'âge adulte du demandeur, ou encore de son époux ou conjoint de fait.

Aux fins de l'impôt fédéral, le montant du crédit est réduit d'une somme équivalent au revenu net de la personne à charge qui excède 20 197 \$.

Un particulier peut également réclamer jusqu'à 2 687 \$ pour les personnes suivantes, soit un crédit fédéral de 390 \$:

- Un époux ou conjoint de fait à charge ayant une déficience, si le particulier demande le montant pour époux ou conjoint de fait à l'égard de cette personne.

- Une personne à charge ayant une déficience pour qui le crédit pour personne à charge admissible est demandé.
- Un enfant ayant une déficience qui est âgé de moins de 18 ans à la fin de l'année d'imposition.

Pour 2025, la valeur maximale du crédit fédéral et provincial pour aidants naturels varie de 1 479 \$ à 2 716 \$ approximativement.

Jusqu'à présent, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Yukon ont également annoncé la consolidation de leur crédit pour les personnes à charge ayant une déficience et de leur crédit pour aidants naturels.

Bien que les montants pouvant être réclamés au titre du crédit canadien pour aidant naturel correspondent généralement à ceux de l'ancien régime, il y a quelques différences. Par exemple, le crédit canadien pour aidant naturel n'est pas disponible à l'égard des aînés n'ayant pas de déficience qui résident avec leurs enfants d'âge adulte.

Crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire

Le crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire (CIAD) est un crédit d'impôt non remboursable visant à aider les aînés et d'autres personnes à vivre de façon plus autonome dans leur domicile.

Pour être admissibles au CIAD, les travaux de rénovation ou de transformation admissibles doivent être effectués et payés, ou les marchandises acquises, après 2015. Les travaux de rénovation doivent se rapporter à un logement admissible, qui est normalement occupé par un particulier déterminé au cours de l'année et dont ce particulier ou son époux ou conjoint de fait sont propriétaires.

⁴ Pour 2016 et les années antérieures, d'autres crédits pouvaient être offerts au particulier subvenant aux besoins d'un parent, de l'un des grands-parents, d'un oncle ou d'une tante à charge : le crédit pour personnes à charge ayant une déficience et le crédit pour aidants naturels. En 2016, la valeur maximale du crédit fédéral et provincial pour personnes à charge ayant une déficience variait d'environ 850 \$ à 2 090 \$. Toutefois, le maximum n'était pas toujours atteignable, car ce crédit tenait compte du revenu. Ce crédit ne pouvait être réclamé que si le crédit pour conjoint ou pour personne à charge admissible n'était pas demandé à l'égard de la personne à charge. Si vous preniez soin d'un proche majeur (qui n'était pas votre époux ou conjoint de fait) à domicile, vous auriez peut-être pu avoir droit au crédit pour aidants naturels. En 2016, la valeur maximale du crédit fédéral et provincial combiné variait entre 580 \$ et 1 770 \$ environ. Or, comme pour le crédit pour personnes à charge ayant une déficience, ce crédit tenait compte du revenu et ne pouvait pas être demandé si un autre particulier avait réclamé le crédit pour conjoint ou pour personne à charge admissible à l'égard de la personne à charge. Un crédit d'impôt pour aidants familiaux additionnel pouvait être disponible pour les particuliers ayant la charge de personnes ayant une déficience mentale ou physique. Certaines provinces, comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick, continuent d'offrir ces crédits.



Pour 2025, le crédit correspond à 14,5 % des dépenses admissibles de rénovation ou de transformation engagées, jusqu'à concurrence d'un plafond annuel des dépenses⁵.

Conformément à l'annonce faite dans le budget fédéral de 2022 et aux mesures incluses dans le projet de loi correspondant, le plafond annuel des dépenses est passé de 10 000 \$ à 20 000 \$ par année civile pour les dépenses admissibles engagées en 2022 et après.

Vous pourriez également avoir le droit de demander le CIAD si vous remplissez les critères suivants :

- Vous avez 65 ans ou plus à la fin de l'année d'imposition.
- Vous avez un handicap qui vous rend admissible au CIPH.
- Vous êtes l'époux ou le conjoint de fait d'un aîné ou d'une personne handicapée admissible.
- Vous êtes le parent, l'un des grands-parents, l'enfant, l'un des petits-enfants, le frère, la sœur, la tante, l'oncle, la nièce ou le neveu d'un aîné ou d'une personne handicapée admissible.

Si plus d'un particulier a le droit de demander le crédit relativement au même logement admissible, le montant total du crédit demandé pour ce logement ne peut dépasser le plafond annuel des dépenses dans l'année (c.-à-d. 20 000 \$ à partir de 2022 et 10 000 \$ avant 2022).

Si vos dépenses de rénovation sont admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux, vous pouvez réclamer à la fois ce dernier et le CIAD pour ces dépenses.

Crédits d'impôt provinciaux pour l'accessibilité domiciliaire

Des crédits provinciaux semblables sont offerts aux aînés habitant en Colombie-Britannique, au Québec et au Nouveau-Brunswick. Pour les années d'imposition 2021 et 2022, les résidents admissibles de l'Ontario peuvent demander le crédit d'impôt aux aînés pour la sécurité à domicile. Les particuliers déterminés, les rénovations ou les transformations admissibles, les périodes d'admissibilité, les taux du crédit et les seuils de dépenses varient selon la province.

Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles

Le crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles (CIRHM) a été adopté dans la foulée du budget fédéral de 2022. Ce crédit d'impôt remboursable a pour but d'aider à couvrir le coût de travaux de rénovation admissibles visant à créer un logement secondaire pour permettre à un particulier déterminé de vivre avec un proche admissible. L'objectif est d'alléger le fardeau financier associé au logement en favorisant les arrangements de cohabitation multigénérationnelle à la fois pour les personnes âgées et les adultes handicapés.

⁵ Des propositions législatives font passer le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers, c.-à-d. le taux utilisé pour calculer la plupart des crédits d'impôt non remboursables, de 15 % à 14,5 % pour l'année d'imposition 2025, puis à 14 % pour les années d'imposition 2026 et suivantes.

Pour 2025, le crédit équivaut à 14,5 % des dépenses admissibles pour la rénovation ou la transformation d'un logement jusqu'à concurrence de 50 000 \$, pour un crédit fédéral maximal de 7 250 \$⁶.

De façon générale, des *travaux de rénovation admissibles* doivent :

- être entrepris pour établir un logement secondaire - c.-à-d. un logement autonome ayant une entrée privée, une cuisine, une salle de bain et une aire de repos - dans un *logement admissible*;

QU'EST-CE QU'UNE DÉPENSE ADMISSIBLE DE RÉNOVATION OU DE TRANSFORMATION?

Pour être admissible au CIAD, la dépense doit permettre à un aîné ou à une personne handicapée d'avoir accès à son logement, de s'y déplacer ou d'y accomplir les tâches de la vie quotidienne, ou encore réduire le risque que le particulier se blesse à l'intérieur du logement ou en accédant à celui-ci. Les dépenses admissibles, qui peuvent comprendre les matériaux et la main-d'œuvre, doivent être liées à des travaux de rénovation ou de transformation à caractère durable qui font partie intégrante du logement admissible.

Voici des exemples de travaux de rénovation ou de transformation admissibles au crédit :

- Baignoires avec porte
- Rampes d'accès pour fauteuil roulant
- Douches accessibles au fauteuil roulant
- Barres d'appui

Voici des exemples qui ne sont pas admissibles au crédit :

- Travaux habituels de réparation et d'entretien
- Entretien de la pelouse, entretien ménager, sécurité ou services semblables
- Dépenses effectuées principalement dans le but de rehausser ou de maintenir la valeur du logement
- Appareils électroménagers
- Appareils électroniques de divertissement
- Articles qui conservent une valeur indépendamment de la rénovation (tels que les meubles ou les outils achetés)
- Coûts de financement des travaux de rénovation ou de transformation
- Dépenses remboursées (ou remboursables) dans le cadre d'un programme non gouvernemental
- Dépenses engagées dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien
- Dépenses pour des travaux effectués par une personne qui vous est liée, sauf si cette personne est inscrite aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS) / taxe sur la vente harmonisée (TVH)



- être à caractère durable et faire partie intégrante du logement admissible;
- être effectués afin de permettre à un *particulier déterminé* de résider dans le logement avec un *proche admissible*, comme il est expliqué ci-après.

Un *particulier déterminé* s'entend d'un particulier qui a 65 ans ou plus à la fin de l'année au cours de laquelle les travaux de rénovation se terminent, ou qui a 18 ans ou plus à la fin de l'année au cours de laquelle les travaux de rénovation se terminent et qui est admissible au CIPH à tout moment durant l'année.

Un *proche admissible* s'entend d'un particulier qui a 18 ans ou plus à la fin de l'année au cours de laquelle les travaux de rénovation se terminent et qui est l'un des parents, enfants, grands-parents, petits-enfants, frères et sœurs, tantes et oncles, ou neveux et nièces du particulier déterminé ou de son époux ou conjoint de fait visé.

Un *logement admissible* s'entend généralement d'un logement situé au Canada :

- qui est la propriété (conjointe ou autre), à un moment donné de l'année au cours de laquelle les travaux de rénovation se terminent, du particulier déterminé, d'un proche admissible ou d'une fiducie dont le particulier déterminé ou le proche admissible est bénéficiaire;
- dans lequel le particulier déterminé et le proche admissible habitent normalement (ou ont l'intention de le faire) dans les 12 mois suivant la fin des travaux de rénovation.

⁶ Comme il a été mentionné précédemment, des propositions législatives réduisent le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers, c.-à-d. le taux utilisé pour calculer le CIRHM, de 15 % à 14,5 % pour l'année d'imposition 2025, puis à 14 % pour les années d'imposition 2026 et suivantes.

Le crédit peut être demandé par un particulier admissible dans sa déclaration de revenus des particuliers pour l'année dans laquelle les travaux de rénovation se terminent. Par exemple, si les travaux de rénovation ont commencé en 2025, mais qu'ils ne se terminent qu'en 2026, le crédit sera demandé dans la déclaration de revenus des particuliers de 2026.

Un *particulier admissible* s'entend de l'une des personnes suivantes :

- Un particulier qui habite ordinairement, ou qui a l'intention de le faire, dans le logement admissible dans les 12 mois suivant la fin des travaux de rénovation et qui est soit un particulier déterminé, soit l'époux ou le conjoint de fait visé d'un particulier déterminé, soit un proche admissible d'un particulier déterminé.

QU'EST-CE QU'UNE DÉPENSE ADMISSIBLE DE RÉNOVATION OU DE TRANSFORMATION?

Pour être admissible au CIRHM, une dépense doit être directement attribuable à des travaux de rénovation admissibles et être payée après le 31 décembre 2022 à l'égard de services reçus ou de marchandises acquises le 1^{er} janvier 2023 ou après cette date. De plus, la dépense doit être engagée durant la période de rénovation et être raisonnable.

Voici des exemples de dépenses de rénovation ou de transformation admissibles au CIRHM :

- Main-d'œuvre et services professionnels
- Accessoires fixes (p. ex. éclairage, armoires)
- Matériaux de construction
- Location d'équipement
- Permis de rénovation

Voici des exemples de dépenses non admissibles au CIRHM :

- Équipement et outils de construction
- Mobilier
- Travaux de réparation ou d'entretien annuels, périodiques ou courants
- Appareils électroménagers et appareils électroniques de divertissement
- Entretien extérieur et jardinage, travaux ménagers ou surveillance de la sécurité
- Coûts de financement (p. ex. frais d'intérêt hypothécaire)
- Marchandises ou services fournis par une personne ayant un lien de dépendance avec le particulier, sauf si cette personne est inscrite aux fins de la TPS/TVH
- Dépenses remboursées
- Toute dépense qui n'est pas appuyée par un reçu



- Un proche admissible qui est le propriétaire du logement admissible ou le bénéficiaire d'une fiducie à qui appartient le logement admissible.

Si plus d'un particulier admissible demande le crédit à l'égard de travaux de rénovation admissibles, le total des montants soumis ne peut être supérieur à 50 000 \$. Les dépenses relatives à un seul ensemble de travaux de rénovation admissibles peuvent être réclamées à l'égard d'un particulier déterminé durant sa vie. L'ARC a souligné que le CIRHM peut être demandé peu importe si un logement admissible est construit avant un logement secondaire ou en même temps que celui-ci et peu importe si le logement admissible est occupé ou non pour une période déterminée avant l'ajout du logement secondaire, pourvu que toutes les conditions du CIRHM soient remplies⁷.

Les dépenses réclamées au titre du crédit d'impôt pour frais médicaux (CIFM) ou du CIAD ne peuvent faire aussi l'objet d'une demande au titre du CIRHM.

Pour en savoir plus sur le CIRHM, consultez l'article « Qu'est-ce que le crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles? » dans le [numéro de septembre 2022 du bulletin Questionsfiscales@EY](#). De l'information se trouve également sur les pages Web de l'ARC suivantes : [Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles - Canada.ca](#)⁸ et [Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles \(CIRHM\) - Canada.ca](#).

⁷ Voir les documents de l'ARC n°s 2023-0961401E5 et 2023-0965171E5.

⁸ Cette page Web répond aux questions courantes (foire aux questions).

Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés (Québec seulement)

Un particulier pourrait avoir droit à un crédit d'impôt remboursable pour des frais liés à des services de maintien à domicile. En 2025, ce crédit d'impôt équivaut à 39 % des dépenses donnant droit au crédit et ne peut pas excéder 7 605 \$ pour les particuliers autonomes et 9 945 \$ pour les particuliers non autonomes. Un particulier est considéré comme non autonome lorsque, d'après l'attestation écrite d'un médecin, soit il dépend en permanence, pour une période prolongée et indéfinie, d'autres personnes pour ses besoins et ses soins personnels, soit il a besoin d'une surveillance constante en raison d'un trouble mental grave caractérisé par une déchéance irréversible des activités de la pensée. Le montant de la réduction du crédit pour une personne autonome est calculé en fonction de deux seuils de revenu familial. D'abord, le crédit est réduit de 3 % de l'excédent de 71 010 \$ du revenu familial, mais qui ne dépasse pas un second seuil de 115 035 \$. Ensuite, il est réduit de 7 % de l'excédent de 115 035 \$ du revenu familial. Le montant du crédit pour une personne non autonome est réduit de 3 % de l'excédent de 71 010 \$. Toutefois, la réduction maximale est égale à 3 % des dépenses admissibles pour l'année.

Les conditions qui donnent droit au crédit d'impôt sont les suivantes :

- Le particulier résidait au Québec le 31 décembre de l'année pour laquelle le crédit est demandé.
- Le particulier avait atteint l'âge de 70 ans en 2025. Si le particulier a eu 70 ans en 2025, seules les dépenses engagées à partir du moment où le particulier a atteint 70 ans donnent droit au crédit.

Crédit d'impôt pour personne aidante (Québec seulement)

Depuis 2020, un aidant naturel peut bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable bonifié. Ce crédit d'impôt remboursable peut atteindre 2 988 \$ lorsque l'aidant naturel habite avec un adulte atteint d'une déficience grave et prolongée ou 1 494 \$ lorsqu'il n'habite pas avec cette personne. De plus, l'aidant naturel cohabitant avec un parent admissible de 70 ans ou plus qui ne présente pas de déficience grave et prolongée peut bénéficier d'un crédit remboursable pouvant atteindre 1 494 \$. Lorsque la personne aidée a un revenu net supérieur à 26 520 \$, le crédit est diminué de 16 % du revenu de la personne aidée qui excède ce seuil. Le crédit correspond à 30 % du total des frais engagés durant l'année jusqu'à concurrence du crédit maximum établi.

Soins de longue durée aux aînés - soins de préposé

Les coûts des soins de préposé comptent parmi les frais les plus importants en matière de soins de longue durée aux aînés. L'aide fiscale, sous forme de crédits d'impôt non remboursables, permet d'alléger un peu le fardeau des familles, mais l'allègement offert dépend du niveau de soins fournis et de l'admissibilité du particulier au CIPH. Selon les circonstances, les crédits peuvent être optimisés.

L'analyse suivante porte sur les crédits d'impôt relatifs aux soins de préposé dont peuvent se prévaloir les aînés qui vivent à domicile, dans une maison de santé ou de repos ou dans un établissement de soins de longue durée.

Les frais admissibles pour soins de préposé ou pour soins dans une maison de santé ou de repos ou un établissement de soins de santé de longue durée peuvent généralement être réclamés à titre de frais médicaux admissibles aux fins du CIFM fédéral. Le CIFM fédéral est un crédit non remboursable calculé en appliquant le taux marginal d'imposition le moins élevé (14,5 % en 2025⁹) à l'excédent du montant des frais médicaux admissibles sur le moins élevé des montants suivants :

- 3 % du revenu net
- 2 834 \$ (montant de 2025)

Les provinces et les territoires offrent un crédit d'impôt non remboursable comparable.

Un particulier, ou son époux ou conjoint de fait, peut réclamer les frais de préposé aux soins admissibles à l'égard du couple. Ainsi, il pourrait être un peu plus avantageux que l'époux ou le conjoint de fait dont le revenu est le moins élevé fasse la demande en raison du seuil de 3 % du revenu net, pourvu que celui-ci ait suffisamment d'impôt à payer à cette fin.

Un particulier peut également réclamer les frais de préposé aux soins engagés pour un proche adulte à charge (p. ex. un parent, des grands-parents, un frère, une sœur, une tante ou un oncle), sous réserve de certaines restrictions. Le particulier nécessitant des soins n'a pas à vivre avec l'aidant naturel ni à être déclaré comme personne à charge à d'autres fins.

⁹ Comme il a été mentionné précédemment, des propositions législatives réduisent le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers de 15 % à 14,5 % pour l'année d'imposition 2025, puis à 14 % pour les années d'imposition 2026 et suivantes.

Il doit cependant dépendre financièrement du demandeur. Bien que la question de savoir si un particulier est une personne à charge du demandeur en soit une de fait, elle suppose généralement que le demandeur subvienne aux besoins essentiels (comme se nourrir, se loger et se vêtir) du particulier de façon régulière et constante, et qu'on démontre que le revenu du particulier visé est insuffisant pour répondre à ses besoins essentiels.

Le demandeur peut offrir ce soutien soit de façon volontaire soit en vertu d'une obligation légale. Par ailleurs, l'ARC peut demander une preuve de paiement, comme des factures d'épicerie ou un bail.

Les frais de préposé aux soins pour un proche à charge qui n'est pas l'époux ou le conjoint de fait se limitent au total des montants admissibles, comme il est indiqué ci-dessus. Toutefois, le revenu net de la personne à charge est utilisé dans le calcul.

Plusieurs personnes peuvent demander le CIFM à l'égard de la même personne, mais le montant total réclamé par tous les aidants naturels ne peut pas excéder le total des frais qu'ils ont payés.

Frais pour soins dans une maison de santé ou de repos ou un établissement de soins de santé de longue durée

Bien qu'elle ne soit pas définie aux fins de l'impôt, une maison de santé ou de repos est considérée par l'ARC comme un établissement public offrant aux patients des soins infirmiers 24 heures sur 24. En règle générale, tous les frais habituels payés pour les soins à temps plein – y compris la nourriture, l'hébergement, les soins infirmiers, les frais d'administration, les frais d'entretien, les frais de programmes sociaux et d'activités sociales – sont considérés comme des frais médicaux admissibles.

Pour réclamer ces frais, le particulier recevant les soins doit être admissible au CIPH ou avoir une attestation d'un médecin indiquant qu'il dépend d'autrui pour ses besoins et soins personnels et continuera d'en dépendre ainsi, faute d'une capacité mentale normale. Les autres frais personnels identifiables distinctement, comme les frais de coiffure, ne sont pas déductibles.

Un particulier qui réside dans une maison de santé ou de repos peut avoir des préposés personnels supplémentaires. Les salaires versés à ces préposés peuvent être considérés comme des frais médicaux admissibles (jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année et de 20 000 \$ au cours de l'année du décès), tout comme les frais de l'établissement.

En général, une maison de retraite ne fournit pas les soins nécessaires afin d'être considérée comme une maison de santé ou de repos, de sorte que les frais ne constitueront pas des frais médicaux admissibles. Dans la mesure où la composante soins de préposé des frais peut être présentée séparément sur une facture, cette portion des frais sera acceptée à titre de frais médicaux admissibles. Une preuve de paiement doit être fournie. Cependant, ces frais peuvent seulement être considérés comme des soins à temps partiel, et ils sont limités à 10 000 \$ par année ou à 20 000 \$ au cours de l'année du décès, comme il en sera question ci-après.

Un étage donné ou une partie d'une maison de retraite peuvent être considérés comme une maison de santé ou de repos. Par exemple, une maison peut fournir des logements pour aînés autonomes ou semi-autonomes, mais consacrer certaines zones aux soins à temps plein. Le nombre et les compétences des membres du personnel de l'établissement, et l'équipement disponible pour fournir des soins aux patients 24 heures sur 24 détermineront si une zone donnée est considérée comme une maison de retraite.



Soins d'un préposé à domicile à temps plein

Les frais de préposé aux soins à domicile admissibles ne sont pas limités à l'aide aux besoins fondamentaux, tels l'habillement et le bain. Les frais liés à l'aide prodiguée pour les tâches personnelles, comme le ménage, la préparation des repas, les achats, le transport et les opérations bancaires, peuvent également être réclamés. Les soins de préposé peuvent aussi comprendre le fait d'accompagner le patient. Les frais de pareils services contractés individuellement ou auprès d'un fournisseur commercial, comme une entreprise de services de ménage ou un service de transport, ne sont toutefois pas admissibles.

Pour réclamer ces frais, le particulier recevant des soins doit avoir un formulaire T2201 approuvé ou une attestation d'un médecin indiquant qu'il nécessite les soins d'un préposé à plein temps, car il dépend et continuera vraisemblablement de dépendre d'autrui pour ses besoins et soins personnels en raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales.

Les frais de préposé aux soins à domicile à plein temps peuvent être réclamés pour un seul préposé au cours d'une période donnée, bien qu'un particulier puisse avoir plusieurs préposés au cours d'une période. Le préposé doit être âgé d'au moins 18 ans au moment du versement de la rémunération et ne peut pas être l'époux ou le conjoint de fait du demandeur.

Un préposé privé embauché pour des soins à domicile est généralement considéré comme un employé. Le payeur doit veiller à ce que les retenues à la source appropriées soient prélevées et remises à l'ARC. Bien que les retenues à la source et la part de l'employeur des cotisations au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec et à l'assurance-emploi soient admissibles à titre de frais de préposé aux soins, dans le cas d'un préposé aux soins résidant, le salaire imputé (p. ex. le coût du gîte et couvert) n'est pas admissible, n'étant pas considéré comme un montant effectivement payé.

Restriction relative aux soins à temps plein applicable au CIPH

Si des frais de préposé aux soins à plein temps ou des frais de soins dans une maison de santé ou de repos sont réclamés dans le cadre des dispositions du CIFM susmentionnées, personne ne peut réclamer le CIPH à l'égard du particulier.

Soins d'un préposé à temps partiel

Lorsque les frais de soins à domicile ne sont pas réclamés, ou qu'ils ne sont peut-être pas admissibles en vertu des dispositions relatives aux soins à temps plein susmentionnées (p. ex. dans le cas d'un préposé à temps partiel), un particulier peut réclamer jusqu'à 10 000 \$ par année (20 000 \$ au cours de l'année du décès) pour des soins d'un préposé à temps partiel fournis au Canada. Ici encore, le particulier doit être admissible au CIPH, mais, cette fois, le CIPH peut être réclamé parallèlement au CIFM pour ces frais, ce qui n'est pas le cas pour les frais réclamés en vertu de l'une des dispositions relatives aux soins de santé à temps plein susmentionnées.

Pour 2025, le CIFM et le CIPH conjugués représentent un allègement pour des frais connexes pouvant atteindre 20 138 \$. Selon les dépenses engagées, réclamer des frais de préposé aux soins en vertu de cette disposition afin de tirer parti du CIPH pourrait donner lieu à un montant combiné de crédit d'impôt non remboursable plus élevé (p. ex. lorsque les frais de préposé aux soins à plein temps n'ont été engagés que pour une partie de l'année).

Considérations liées à la planification

Compte tenu de l'interaction du CIPH et du CIFM, et de la possibilité pour les aidants naturels de réclamer certains frais, il est important d'évaluer et de choisir la combinaison la plus avantageuse chaque année. Pour faire ce choix, les autres frais médicaux payés durant l'année et les autres crédits non remboursables doivent être pris en considération pour maximiser les avantages offerts.

Interaction du CIFM et du CIPH

Exemple 1

Lorraine a 75 ans et réside dans une maison de retraite où elle reçoit des soins d'un préposé à plein temps. Un formulaire T2201 approuvé pour Lorraine a été transmis à l'ARC.

En 2025, Lorraine a gagné un revenu de pension de 45 000 \$. La maison de retraite a fourni à Lorraine un reçu indiquant qu'elle a payé des frais de préposé aux soins admissibles de 21 000 \$ au cours de l'année.

Lorraine doit envisager les options suivantes en préparant sa déclaration de revenus pour 2025 :

- *Option 1* : Réclamer 10 000 \$ au titre des frais de préposé aux soins en vertu de la disposition relative aux soins de préposé à temps partiel et le CIPH
- *Option 2* : Demander le plein montant des frais de préposé aux soins admissibles et ne pas réclamer le CIPH

ANALYSE

	Option 1	Option 2
Montant pour personnes handicapées	10 138 \$	-
Frais médicaux*	8 650 \$	19 650 \$
Sous-total	18 788 \$	19 650 \$
Taux marginal d'imposition le moins élevé	14,5 %	14,5 %
Crédit d'impôt fédéral non remboursable	2 724 \$	2 849 \$

* L'excédent du montant des frais médicaux admissibles sur le moins élevé des montants suivants : 3 % du revenu net (45 000 \$ × 3 % = 1 350 \$), et 2 834 \$. Ainsi, les frais médicaux admissibles totalisent respectivement 8 650 \$ et 19 650 \$.

CONCLUSION

L'option 2 donne lieu à un crédit d'impôt fédéral non remboursable plus élevé.

Exemple 2

Reprenons les faits du premier exemple, sauf pour le montant des frais de préposé aux soins de Lorraine, qui totalise maintenant 14 000 \$, puisque les frais n'ont été engagés que pour une partie de l'année.

ANALYSE

	Option 1	Option 2
Montant pour personnes handicapées	10 138 \$	-
Frais médicaux*	8 650 \$	12 650 \$
Sous-total	18 788 \$	12 650 \$
Taux marginal d'imposition le moins élevé	14,5 %	14,5 %
Crédit d'impôt fédéral non remboursable	2 724 \$	1 834 \$

* L'excédent du montant des frais médicaux admissibles sur le moins élevé des montants suivants : 3 % du revenu net (45 000 \$ × 3 % = 1 350 \$), et 2 834 \$. Ainsi, les frais médicaux admissibles totalisent respectivement 8 650 \$ et 12 650 \$.

CONCLUSION



Dans ce cas, l'option 1 donne lieu à un crédit d'impôt fédéral non remboursable plus élevé.




Autres points à prendre en considération

Les conclusions pourraient être différentes si Lorraine dépendait financièrement de ses deux filles. Dans ce cas, Lorraine pourrait demander le CIPH, et ses deux filles pourraient chacune réclamer jusqu'à 10 000 \$ au titre des frais de préposé aux soins versés à la maison de retraite en vertu de la disposition relative aux soins de préposé à temps partiel. Ainsi, des frais de préposé aux soins pouvant atteindre 20 000 \$ pourraient être réclamés au titre du CIFM, montant excédant le seuil de 3 % du revenu net de Lorraine ou 2 834 \$, en plus du CIPH. Si Lorraine n'a pas besoin du plein montant du CIPH pour porter à zéro ses impôts à payer, la partie inutilisée peut être transférée à ses filles.

Le tableau suivant, adapté du [guide RC4065](#), *Frais médicaux*, résume l'interaction entre les réclamations de frais médicaux pour les soins de préposé et le CIPH.

				
TYPE DE FRAIS	Frais pour les soins à temps plein dans une maison de santé ou de repos	Rémunération d'un préposé aux soins à plein temps (autre que dans un établissement domestique autonome)	Rémunération pour les frais de préposé aux soins fournis au Canada (peut comprendre une partie des frais liés à la rémunération pour les soins dans une maison de santé ou de repos)	Préposé à domicile à plein temps
	▼	▼	▼	▼
				
LE PARTICULIER ADMISSIBLE PEUT-IL DEMANDER LE MONTANT POUR PERSONNES HANDICAPÉES?	Il peut demander le montant pour personnes handicapées	Il peut demander le montant pour personnes handicapées	Il peut demander le montant pour personnes handicapées	Il peut demander le montant pour personnes handicapées
	ou	ou	et	ou
	ces frais, mais pas les deux.	ces frais, mais pas les deux.	ces frais s'ils sont de 10 000 \$ ou moins (20 000 \$ en cas de décès de la personne dans l'année).	ces frais, mais pas les deux.



FISCALIDÉES

- Un particulier peut rémunérer un parent pour prendre soin de l'autre parent et vraisemblablement réclamer le montant versé à titre de frais médicaux admissibles, car le montant n'est pas versé à l'époux ou au conjoint de fait du demandeur. Le parent fournissant les soins sera tenu d'inclure le montant dans son revenu imposable; par conséquent, cette option peut ne pas être souhaitable si le particulier est assujéti à un taux marginal d'imposition supérieur à 14,5 %.
- Étant donné que les frais de préposé aux soins à plein temps ou les frais de soins dans une maison de santé ou de repos sont généralement bien supérieurs au montant de CIPH (10 138 \$ en 2025), il peut être avantageux de renoncer au CIPH pour se prévaloir du CIFM.
- Étant donné que les frais médicaux peuvent être réclamés par les aidants naturels et que le plafond de 10 000 \$ s'applique à chaque demandeur, il pourrait être avantageux de réclamer les frais en vertu de la disposition relative aux soins à temps partiel pour tirer parti également du CIPH.
- Un particulier qui réside dans une maison de santé ou de repos peut avoir des préposés personnels supplémentaires. Les salaires versés à ces préposés peuvent être considérés comme des frais médicaux admissibles, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année et de 20 000 \$ au cours de l'année du décès, tout comme les frais de l'établissement.

Autres frais médicaux

En plus des frais de préposé aux soins et des frais de soins dans une maison de santé ou de repos, de nombreux autres frais médicaux peuvent être réclamés au titre du CIFM.

La plupart des gens connaissent les frais médicaux courants admissibles, comme les médicaments d'ordonnance ou les lunettes, mais il peut y avoir d'autres frais importants qui ne sont pas manifestement des frais médicaux, notamment :

- les frais de transport pour des déplacements en vue d'obtenir un traitement médical qui n'est pas disponible localement;
- les travaux de rénovation ou de transformation effectués à l'égard d'une habitation pour la rendre plus accessible et/ou plus fonctionnelle pour la personne handicapée¹⁰;
- les frais pour la transformation d'un véhicule afin qu'il puisse transporter une personne en fauteuil roulant;
- les frais de déménagement raisonnables engagés pour déménager une personne handicapée dans un logement qui lui est plus accessible ou fonctionnel;
- les coûts de formation liés aux soins appropriés pour la personne à charge ayant une déficience;
- les fauteuils tricycles et autres dispositifs d'aide à la marche utilisés au lieu d'un fauteuil roulant;
- les animaux spécialement dressés qui aident les personnes sourdes, aveugles ou atteintes de certaines maladies;
- les couches;
- les chaussures orthopédiques;
- les frais rattachés à la conception d'un plan de traitement personnalisé lorsque la personne est admissible au CIPH et que d'autres conditions sont remplies;
- les fauteuils roulants;
- les piles pour les appareils auditifs.

Une liste des professionnels de la santé autorisés par province ou territoire aux fins du crédit d'impôt pour frais médicaux est diffusée sur le [site Web de l'ARC](#).

¹⁰ Si les dépenses de rénovation ou de transformation sont aussi admissibles au CIAD (voir la rubrique à ce sujet), vous pouvez demander le CIAD et le CIFM à l'égard de ces dépenses.

CHAPITRE 11

Planification de la retraite



QUE VOUS COMMENCIEZ VOTRE CARRIÈRE
OU QUE VOUS AYEZ DES ANNÉES DE
SERVICE À VOTRE ACTIF, VOUS AVEZ
BESOIN D'UN PLAN DE RETRAITE.





La planification fiscale devrait se trouver au cœur de votre stratégie de retraite.

Régimes de pension agréés

Il existe deux types de régimes de pension agréés (RPA) :

- Les régimes à prestations déterminées sont calculés selon une formule qui comprend le revenu d'emploi et les années de service.
- Les régimes à cotisations déterminées dépendent du montant des cotisations au régime et du revenu qu'elles génèrent.

Dans le cas d'un régime à prestations déterminées, vous pouvez généralement déduire toutes les cotisations que vous avez versées pour les services admissibles fournis après 1989. Vous pouvez aussi déduire jusqu'à concurrence de 3 500 \$ au fédéral et de 5 500 \$ au Québec de cotisations pour services passés relativement à une année antérieure à 1990, durant laquelle vous ne cotisiez pas à un RPA. Si vous versez des cotisations pour services passés relativement à une année antérieure à 1990 au cours de laquelle vous avez cotisé à un RPA, le maximum déductible est de 3 500 \$, moins le montant des cotisations pour services courants ou passés versées pendant l'année.

Dans le cas d'un régime à cotisations déterminées, le plafond du total des cotisations combinées que vous et votre employeur pouvez verser en 2025 est le montant le moins élevé entre 18 % de votre rémunération pour l'année et 33 810 \$. Ce maximum est indexé selon l'inflation. Vous ne pouvez pas verser de cotisations pour services passés à ce type de RPA. Toutes les cotisations doivent être versées avant la fin de l'année visée.

Votre employeur déclarera un « facteur d'équivalence » à l'Agence du revenu du Canada (ARC), qui touchera le plafond de votre déduction au titre d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) pour l'année suivante. Dans le cas d'un RPA à prestations déterminées, le facteur d'équivalence est une estimation du coût de financement de vos prestations de retraite. Le facteur d'équivalence pour un RPA à cotisations déterminées correspond à la somme de vos cotisations et de celles de votre employeur au régime.

Régimes de retraite individuels

Un régime de retraite individuel (RRI) est un RPA à prestations déterminées établi par un employeur dans le but de fournir un revenu de retraite à un ou plusieurs employés en fonction de leurs années de service.

La plupart des RRI sont établis pour un employé - habituellement une personne à revenu élevé comme un propriétaire-exploitant, un professionnel constitué en personne morale ou un cadre supérieur. Toutefois, un RRI peut également être établi pour plus d'un employé, à condition qu'il réponde à la définition prévue dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR). De façon générale, un régime est considéré comme un RRI lorsqu'il compte moins de quatre participants et qu'au moins un d'entre eux est lié à un employeur participant au régime.

Un RRI est parrainé par l'employeur et financé grâce aux cotisations de l'employeur ou de celles de l'employeur et de l'employé. Les montants de financement (ou les cotisations) sont calculés par un actuaire pour financer les prestations de retraite prévues et sont fondés sur des facteurs comme l'âge de l'employé, son revenu d'emploi, les cotisations à son REER postérieures à 1991 et des hypothèses actuarielles (comme les taux d'intérêt, les taux d'inflation et l'espérance de vie). Seules les cotisations relatives à un service considéré comme validable sont permises.

Une cotisation forfaitaire initiale pour services passés est autorisée pour les années de service de l'employé remontant à 1991. Un rapport actuariel est exigé pour étayer la cotisation initiale de l'employeur au régime. Pour les cotisations subséquentes, une évaluation périodique par un actuaire est requise.

Le budget fédéral de 2019 a proposé d'interdire les versements de prestations de retraite d'un RRI se rapportant aux années d'emploi antérieures qui constituaient un service valable d'un régime de retraite à prestations déterminées d'un employeur autre que l'employeur participant au RRI. Cette mesure a été adoptée le 29 juin 2021 et s'applique aux services validables portés au crédit d'un RRI le 19 mars 2019 ou après cette date.

Le coût des cotisations pour services passés à un RRI doit d'abord être acquitté en transférant les actifs REER accumulés du participant au RRI ou en réduisant les droits de cotisation à un REER accumulés du participant au RRI avant que de nouvelles cotisations pour services passés puissent être versées.

Le principal avantage d'un RRI est qu'il permet aux personnes de plus de 40 ans de verser des cotisations déductibles d'impôt supérieures à celles qu'elles peuvent verser dans un REER,

d'où un revenu de retraite cumulé supérieur avec un RRI. Les cotisations déductibles d'impôt considérables découlent souvent de cotisations de départ importantes à l'égard des services passés. Cependant, les cotisations à un REER versées au cours de ces années antérieures réduisent le montant déductible pour services passés.

À compter de son 72^e anniversaire, le participant au régime devra retirer des montants minimums annuels comme c'est le cas à l'heure actuelle pour les fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR).

Les règles relatives aux RRI sont complexes; consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Régimes de pension agréés collectifs

Les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) fonctionnent sur le modèle des régimes de pension agréés interentreprises à cotisations déterminées, mais présentent certaines des caractéristiques des REER et des FERR. Les RPAC visent à offrir aux contribuables un autre moyen d'épargner en vue de la retraite, moyen qui pourrait présenter un intérêt particulier pour les petits employeurs et les travailleurs autonomes.

Les participants à un RPAC profitent de faibles coûts de gestion puisqu'ils adhèrent à un régime de pension collectif de grande taille. De plus, le RPAC est portable, de sorte que ses membres peuvent le conserver d'un emploi à l'autre. Le total des montants qui peuvent être cotisés à un RPAC par un participant ou par l'employeur dépend du maximum déductible au titre des REER du participant. Les options de placement au sein d'un RPAC sont semblables à celles offertes pour les autres RPA.

Actuellement, les RPAC sont offerts aux particuliers qui :

- occupent un emploi ou travaillent pour leur propre compte dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou au Yukon;
- travaillent dans une industrie ou une entreprise sous réglementation fédérale de l'employeur qui choisit de participer à un RPAC;
- résident dans une province dotée d'une loi sur les normes applicables aux RPAC.

Un particulier peut devenir un participant à un RPAC par :

- l'entremise de son employeur (si l'employeur choisit de s'inscrire à un RPAC);
- l'entremise d'un administrateur d'un RPAC (tel qu'une banque ou une compagnie d'assurance).

Régimes enregistrés d'épargne-retraite

Un REER est un compte de placements qui peut accroître votre épargne-retraite de deux façons :

- Les cotisations à un REER sont déductibles d'impôt, sous réserve des plafonds établis par la loi.
- Le revenu gagné dans un REER n'est pas imposé jusqu'à ce que vous retiriez les fonds. L'accumulation des fonds dans un REER sera plus rapide compte tenu de la possibilité d'investir les sommes qui auraient autrement été payées au titre de l'impôt.

L'avantage fiscal peut être encore plus grand si vous achetez une rente à l'aide des fonds accumulés dans un REER ou convertissez un REER en FERR avant que votre REER arrive à échéance.

À l'échéance, les fonds doivent être retirés, transférés dans un FERR ou utilisés pour acheter une rente. Pour en savoir plus, consultez la rubrique « **Choix à l'échéance** » ci-après.

Si vous choisissez d'acheter une rente ou de transférer les fonds dans un FERR, vous continuez à reporter l'impôt sur les fonds accumulés jusqu'à ce que vous receviez les paiements, moment auquel le montant brut du retrait est inclus dans votre revenu. Vous êtes encore plus gagnant si votre taux d'imposition marginal diminue pendant votre retraite.

Quand faut-il cotiser?

Vous pouvez déduire les cotisations versées à un REER avant la fin de l'année (dans la mesure où elles n'ont pas été déduites pour une année précédente) ou au plus tard 60 jours après la fin de l'année. Cette déduction est assujettie à votre maximum déductible annuel.

En général, il est préférable de verser vos cotisations à un REER au début de janvier plutôt que vers la fin du mois de février de l'année suivante, puisque vous pouvez ainsi reporter l'impôt sur le revenu tiré de vos fonds pendant cette période de 14 mois. De même, pour bénéficier pleinement de la fructification à l'abri de l'impôt que permet un REER, vous devriez verser des cotisations régulièrement chaque année, et ce, dès le début de votre carrière.

Maximum déductible

Le maximum déductible au titre des REER détermine les cotisations maximales déductibles d'impôt que vous pouvez verser dans une année. Cette limite s'applique aux cotisations

versées, soit à votre REER, soit à celui de votre époux ou conjoint de fait. Les cotisations que vous versez au REER de votre époux ou conjoint de fait n'influent pas sur le maximum déductible au titre des REER de ce dernier pour l'année en cause.

Si vous ne participez pas à un RPA ou à un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB), votre cotisation à un REER déductible pour 2025 est plafonnée à 18 % du revenu que vous avez gagné pour 2024 ou à un montant maximal de 32 490 \$, selon le moins élevé des deux montants. Ce maximum est indexé en fonction de l'inflation.

Outre ce montant, vous incluez vos droits de cotisation inutilisés au titre d'un REER de 2024 (vous trouverez une définition de ce montant à la section suivante).

Si vous participez à un RPA ou à un RPDB, la cotisation maximale annuelle au titre des REER calculée ci-dessus est réduite du facteur d'équivalence pour l'année précédente et de tout facteur d'équivalence pour services passés pour l'année courante. De plus, il peut y avoir une hausse ou une réduction de votre maximum déductible au titre des REER si votre entreprise révisé vos droits à prestations du régime de pension de l'entreprise.

FISCALIDÉES

- La date limite de versement de cotisations déductibles à un REER pour 2025 est le 2 mars 2026¹.
- Cotisez dès le début de votre carrière, et ce, le plus possible chaque année.
- Songez à verser vos cotisations annuelles le plus tôt possible chaque année afin de bénéficier pleinement de la réalisation du revenu à l'abri de l'impôt.
- Si vous êtes salarié, demandez à votre employeur de prélever une partie de votre salaire ou de votre prime et de la virer directement à votre REER. Si vous démontrez que vous avez suffisamment de droits de cotisation inutilisés au titre d'un REER, votre employeur peut faire le transfert directement sans effectuer de retenues d'impôt sur le montant transféré.
- Pour 2025, songez à payer les frais de gestion de votre REER hors du régime pour optimiser ainsi le capital qui y fructifiera avec le temps. Pour en savoir plus, consultez la rubrique « **Impôt sur les avantages** » ci-après.

FISCALIDÉES

- Versez la cotisation maximale déductible à votre REER. Si vous ne pouvez le faire, prévoyez combler l'écart le plus rapidement possible.
- Envisagez de verser une cotisation sous forme de biens admissibles à votre REER. Sachez toutefois que tout gain en capital réalisé au transfert des biens sera pris en compte aux fins fiscales, mais que toute perte en capital sera refusée.

Si vous ne cotisez pas le maximum déductible permis dans une année donnée, vous pouvez reporter les droits de cotisation inutilisés. Le calcul de votre cotisation maximale au titre des REER peut s'avérer complexe. L'ARC indique donc le calcul de votre maximum déductible au titre des REER dans l'avis de cotisation à l'égard de votre déclaration de revenus.

DROITS DE COTISATION INUTILISÉS

En général, si vous cotisez moins que le maximum déductible au titre des REER, vous pouvez reporter prospectivement l'excédent jusqu'à l'année où vous atteindrez 71 ans. Par exemple, si votre maximum déductible au titre des REER pour l'année courante est de 10 000 \$ et si vous ne versez qu'une cotisation de 7 000 \$, vous pouvez verser une autre cotisation déductible de 3 000 \$ à un REER au cours d'une année future. Mais si vous versez cette cotisation dans une année ultérieure, n'oubliez pas que vous différez l'accumulation libre d'impôt à l'égard du revenu tiré d'une cotisation versée dans l'année courante, et à l'égard de tout revenu futur sur ce montant.

REPORT PROSPECTIF DE COTISATIONS NON DÉDUITES

En plus des droits de cotisation inutilisés, vous pouvez aussi reporter prospectivement le montant d'une cotisation déductible pour laquelle vous n'avez pas demandé de déduction.

FISCALIDÉE

- Si votre revenu imposable pour 2025 est faible, envisagez de reporter la déduction de votre cotisation déductible à un REER de 2025 et de la réclamer dans une année où vous serez assujéti à un taux d'imposition marginal plus élevé.

¹ Puisque le 1^{er} mars 2026 est un dimanche, la date limite est reportée, de manière administrative, au jour ouvrable suivant, soit le 2 mars 2026.

Par exemple, si vous versez une cotisation à un REER en 2025, mais que vous ne réclamez pas le plein montant de cette cotisation dans votre déclaration de revenus de 2025, vous pouvez reporter prospectivement le montant non réclamé indéfiniment et le réclamer en déduction dans une année ultérieure. Le report de la déduction de votre cotisation à un REER peut être avantageux, si votre revenu imposable est faible en 2025 et que vous prévoyez être assujetti à un taux d'imposition marginal supérieur dans les années ultérieures.

Sachez que les cotisations qui dépassent le maximum déductible peuvent entraîner des pénalités.

Calcul du revenu gagné

Le revenu gagné dans l'année précédente est un facteur important dans la détermination de votre maximum déductible au titre des REER pour l'année en cours. Par exemple, votre revenu gagné de 2024 est l'un des facteurs servant à calculer votre maximum déductible pour 2025.

Si vous avez été un résident du Canada pendant toute l'année 2024, votre revenu gagné est généralement calculé comme suit :

- Ajouts au revenu gagné
 - La rémunération nette provenant d'une charge ou d'un emploi, y compris généralement tous les avantages imposables, moins toutes les déductions relatives à un emploi autres que les déductions pour cotisations à un RPA
 - Tout revenu provenant d'une entreprise que vous exploitez à titre de propriétaire unique ou d'associé actif
 - Tout revenu de location net
 - Les pensions alimentaires et allocations d'entretien reçues et incluses dans votre revenu

- Déductions du revenu gagné
 - Les pertes subies à titre de propriétaire unique ou d'associé qui participe activement à l'exploitation de l'entreprise
 - Les pertes de location nettes
 - Les pensions alimentaires et allocations d'entretien déductibles

Le revenu gagné ne comprend pas les prestations de retraite, notamment les prestations provenant du Régime de rentes du Québec (RRQ) ou du Régime de pensions du Canada (RPC) et les prestations de Sécurité de la vieillesse (SV), ou les allocations de retraite.

Si vous êtes devenu un résident du Canada en 2025 et n'aviez pas de revenu gagné canadien en 2024, vous ne pouvez pas verser de cotisation déductible à votre REER pour 2025, à moins d'être en mesure d'utiliser des droits de cotisation reportés d'une année antérieure.



FISCALIDÉES

- Pour pouvoir verser les cotisations maximales à un REER en 2025, votre revenu gagné de 2024 doit être d'au moins 180 500 \$.
- Prenez en considération l'incidence des pensions alimentaires ou allocations d'entretien versées ou reçues et des revenus ou pertes d'entreprise ou de location sur votre maximum déductible au titre des REER.
- Dans des circonstances limitées, vous pourriez avoir le droit de verser des cotisations déductibles à votre REER, en sus de votre maximum déductible au titre des REER. Les cotisations déductibles les plus fréquentes sont les allocations de retraite et certains transferts à partir de régimes de pension étrangers.
- Si vous devez recevoir des allocations de retraite, envisagez de les faire virer directement à votre REER (jusqu'à concurrence du montant admissible) pour éviter la retenue d'impôt.



Cotisations excédentaires

Les cotisations à votre REER qui dépassent votre maximum déductible au titre des REER pour l'année donneront lieu à des cotisations excédentaires. Si le total des cotisations excédentaires à un REER dépasse 2 000 \$ sur une base cumulative, cet excédent est assujéti à un impôt de pénalité de 1 % par mois.

Parfois, verser des cotisations excédentaires de 2 000 \$ à un REER peut être avantageux, parce que vous pouvez tirer un revenu à impôt différé sur celles-ci. Bien que vous ne puissiez déduire une cotisation excédentaire à un REER dans l'année où elle a été versée, elle peut être déduite dans une année ultérieure en vertu des dispositions relatives au report prospectif. Cependant, une double imposition en résultera si vous ne pouvez réclamer une déduction à l'égard des cotisations excédentaires au cours d'une année ultérieure.

Si vous versez des cotisations à votre propre REER ou à celui de votre époux ou conjoint de fait qui dépassent votre maximum déductible, vous pourrez éviter l'impôt seulement si vous les retirez dans l'année même où elles ont été versées,

FISCALIDÉES

- Assurez-vous de faire virer les sommes forfaitaires provenant d'un RPA ou d'un RPDB directement à votre REER.
- Ne versez pas de cotisations excédentaires supérieures au seuil de 2 000 \$.
- Si vous avez versé des cotisations excédentaires et êtes sur le point de prendre votre retraite, réduisez votre cotisation pour l'année en cours afin d'éviter la double imposition des cotisations non déduites.



dans l'année où vous recevez un avis de cotisation pour l'année où elles ont été versées, ou dans l'année suivant l'une de ces deux années. De plus, vous deviez avoir des motifs raisonnables de croire que le montant était déductible au moment du versement de la cotisation. Vous devez remplir le formulaire T3012A, *Renonciation à l'impôt retenu sur le remboursement de vos cotisations inutilisées versées à un REER, un RPAC ou un RPD à partir de votre REER, RPAC ou RPD*, pour que l'ARC autorise l'émetteur de votre REER à rembourser la cotisation excédentaire sans retenir d'impôt.

Si vous avez à payer l'impôt de pénalité de 1 % par mois, vous devez produire auprès de l'ARC le formulaire T1-OVP, *Déclaration des particuliers pour 2025 - Cotisations excédentaires versées à un REER, RPAC et RPD*, et payer l'impôt dans les 90 jours suivant la fin de l'année civile. Le défaut de produire le formulaire T1-OVP et de payer l'impôt de pénalité dans le délai de 90 jours peut entraîner des intérêts et des pénalités.

Placements admissibles

Il importe que votre REER ne détienne que des placements admissibles. S'il acquiert un placement non admissible ou qu'un placement admissible devient non admissible, un impôt de pénalité équivalant à 50 % de la valeur du placement non admissible pourrait s'appliquer.

En règle générale, les placements suivants sont admissibles :

- Les espèces
- Les dépôts à terme
- Les certificats de placement garanti (CPG)
- Les bons du Trésor
- Tous les titres (autres que les contrats à terme ou certains autres instruments dérivés) inscrits à la cote d'une bourse de valeurs canadienne ou de la plupart des bourses de valeurs étrangères

- La plupart des obligations du gouvernement
- La plupart des fonds communs de placement et fonds réservés canadiens
- Les options d'achat de placements admissibles
- Les actions de certaines sociétés privées dans des circonstances limitées

Pour plus de renseignements sur ce qui constitue un placement admissible, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C1, *Placements admissibles - REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI* (disponible sur le site Web de l'ARC).

QUOI DE NEUF?

Dans le budget fédéral de 2024, le gouvernement avait annoncé son intention d'obtenir des commentaires sur les règles sur les placements admissibles pour les régimes enregistrés. Comme il était mentionné dans le budget fédéral de 2024, les règles sur les placements admissibles ont été élargies progressivement depuis leur instauration en 1966, ce qui a entraîné des règles susceptibles d'être incohérentes ou difficiles à comprendre. Notamment, les règles pour effectuer des placements dans de petites entreprises sont différentes d'un régime enregistré à l'autre.

Le but de la consultation, qui s'est tenue de mai à juillet 2024, était de déterminer quelles modifications, s'il y a lieu, devraient être apportées aux règles sur les placements admissibles pour améliorer la cohérence et la clarté des régimes enregistrés. Au moment où ces lignes sont écrites (août 2025), le gouvernement n'avait pas encore annoncé les résultats de la consultation.



Placements interdits

Il est également important que votre REER ne contienne pas de placements interdits.

Un placement interdit est généralement un placement auquel le rentier est étroitement lié – par exemple, une action d'une société dans laquelle le rentier (ou une personne ayant un lien de dépendance avec le rentier) a une participation notable (généralement 10 % ou plus). Un placement peut être admissible, mais être tout de même considéré comme un placement interdit.

Si votre REER acquiert un placement interdit, un impôt de pénalité de 50 % semblable à l'impôt de pénalité pour les placements non admissibles s'appliquera. L'impôt de pénalité s'applique aux placements interdits acquis après le 22 mars 2011 et à ceux acquis avant le 23 mars 2011 qui sont devenus des placements interdits après le 4 octobre 2011.

Pour plus de renseignements sur les règles se rapportant aux placements interdits, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C2, *Placements interdits – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI* (disponible sur le site Web de l'ARC).

Impôt sur les avantages

Le fait de détenir un placement interdit peut également entraîner un impôt relatif à un « avantage » distinct. Cet impôt équivaut à 100 % de certains avantages.

Un avantage est généralement un bénéfice qui découle de l'existence du régime et qui comprend le revenu et les gains en capital attribuables à des placements interdits ainsi que les bénéfices liés à certaines opérations conçues pour exploiter les attributs fiscaux d'un REER ou d'un FERR. Mentionnons par exemple les avantages attribuables à des opérations de swap, à des opérations de dépouillement de REER et à des cotisations excédentaires délibérées.

Le 22 juin 2023, des dispositions législatives ont été adoptées pour faire en sorte que le paiement de frais de gestion de placement relativement aux actifs d'un régime enregistré par des titulaires, souscripteurs ou rentiers de régimes enregistrés au moyen de fonds ne provenant pas du régime enregistré ne soit pas considéré comme un avantage. Cette modification s'applique aux années d'imposition 2018 et suivantes.

Avant cette modification, l'ARC considérait une augmentation de la valeur d'un REER résultant de frais de gestion de placement payés hors du régime comme étant un avantage. Le titulaire du régime était donc assujéti à l'impôt de 100 % sur le montant des frais de gestion de placements payés au titre du REER.

L'ARC a mis à jour ses lignes directrices portant sur cette question dans le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C3, *Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI*.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces règles, y compris sur la façon dont elles s'appliquent à d'autres régimes enregistrés, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

Impôt payable sur les placements non admissibles ou interdits et sur les avantages

Si vous devez payer un impôt par suite de l'application de l'une des mesures de pénalité susmentionnées applicables aux placements non admissibles ou interdits et aux avantages,

vous devez produire le formulaire RC339, *Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI*, et payer l'impôt dû au plus tard le 30 juin de l'année suivante (p. ex. le 30 juin 2026 pour l'année d'imposition 2025).

Si le placement interdit ou le placement non admissible est retiré ou cesse d'être un placement interdit ou un placement non admissible avant la fin de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle il a été acquis ou est devenu non admissible ou interdit, vous pourriez avoir droit à un remboursement de l'impôt de pénalité. Le remboursement ne s'applique pas à l'impôt relatif à un avantage de 100 %.

De plus, l'ARC peut renoncer à tout ou partie de l'impôt de pénalité de 50 % sur les placements interdits ou non admissibles et à l'impôt relatif à un avantage de 100 % si elle est d'avis qu'il est juste et équitable de le faire compte tenu des circonstances. La question de savoir s'il est juste et équitable d'accorder une renonciation dépendra d'éléments tel le fait que l'impôt découle d'une erreur raisonnable ou que l'opération a entraîné un impôt en vertu d'une autre partie de la LIR et la mesure dans laquelle les montants donnant lieu à l'impôt ont été retirés du régime.

Transfert entre régimes

Il vous est possible de virer les fonds de votre REER à un autre sans être imposé, à condition que les fonds passent directement d'un régime à l'autre sans que vous ayez pu les utiliser. Il s'agit d'une option intéressante si vous voulez modifier les types de placements dans votre portefeuille ou passer d'un émetteur de régime à un autre. Rappelez-vous que bien que vous puissiez transférer des biens entre deux REER, si vous transférez des biens entre différents types de régimes (c.-à-d. entre un REER et un compte d'épargne libre d'impôt [CELI] ou un autre compte d'épargne non enregistré), une telle opération sera généralement considérée comme une opération de swap, laquelle peut être assujéti à l'impôt relatif à un avantage.



Fonds retirés avant la retraite

Vous pouvez retirer des fonds de votre REER en tout temps. Cependant, vous devez inclure le montant brut du retrait dans votre revenu. Le fiduciaire du REER doit effectuer les retenues fiscales sur le montant de votre retrait.

Échéance

Si vous avez 71 ans à la fin de 2025, votre REER doit arriver à échéance avant la fin de l'année civile. Votre cotisation pour cette dernière année doit être effectuée au plus tard le 31 décembre 2025, et non 60 jours après la fin de l'année.

Selon votre situation fiscale, et à condition que votre revenu gagné soit tel que vous puissiez verser des cotisations, vous pourriez continuer à cotiser au REER de votre époux ou conjoint de fait jusqu'à l'année où celui-ci atteint l'âge de 71 ans.

Choix à l'échéance

Bien qu'un REER doive venir à échéance avant la fin de l'année de votre 71^e anniversaire de naissance, vous pouvez vous prévaloir du revenu de retraite de votre REER avant. Vous pouvez ainsi jouir d'une retraite anticipée et peut-être avoir droit au crédit d'impôt pour revenu de pension non remboursable.

Vous pouvez retirer de votre REER les fonds accumulés ou choisir une ou plusieurs options à l'échéance. Ainsi, vous pourrez bénéficier d'un revenu de retraite dont les montants varieront selon les différentes périodes. L'impôt est reporté jusqu'à ce que vous touchiez votre revenu de retraite.

Vous devez tenir compte d'un certain nombre de facteurs lorsque vous choisissez les options à l'échéance qui vous conviennent le mieux. De plus, demandez-vous si l'option retenue vous permettra de changer d'idée si votre situation se modifie. Dans de nombreux cas, il est possible de passer d'une option à l'autre si vous avez prévu vos options de retraite en conséquence.

Les options à l'échéance offertes actuellement sont les suivantes :

- Rente à terme fixe
 - Servie jusqu'à ce que vous atteigniez l'âge de 90 ans. Toutefois, si votre époux ou conjoint de fait est plus jeune, cette rente peut être servie jusqu'à son 90^e anniversaire à lui si vous en faites le choix.
 - Les paiements peuvent être fixes ou variables.
- Rente viagère
 - Peut être servie votre vie durant ou sous forme participative avec votre époux ou conjoint de fait.
 - Peut comporter une option de paiements garantis.
 - Les paiements peuvent être fixes ou variables.
- FERR
 - Est somme toute un prolongement de votre REER, sauf que vous devez en retirer un montant minimum chaque année (mais il n'y a aucun plafond).
 - Fournit un revenu de retraite grâce à l'investissement des fonds accumulés dans un REER arrivé à l'échéance.
 - Si vous retirez seulement le minimum chaque année, votre institution financière n'est pas tenue de retenir de l'impôt.



FISCALIDÉES

- Effectuez tout virement entre REER directement d'un émetteur de régime à un autre. Sinon, les fonds seront imposés dès leur retrait et ne pourront être réinvestis dans votre REER, sans être pris en compte dans vos droits de cotisation inutilisés.
- Tenez compte des pénalités financières qui peuvent vous être imposées si vous transférez des fonds d'un REER alors que la durée des placements qui le composent est fixe ou que l'émetteur du régime demande des frais pour l'opération.
- Réduisez au minimum les retenues d'impôt sur les montants retirés d'un REER, en vous assurant que chaque retrait ne dépasse pas 5 000 \$. Souvenez-vous que le montant brut du retrait sera néanmoins imposable à votre taux d'imposition marginal quel que soit le montant d'impôt retenu, donc vous pourriez avoir un solde d'impôt à payer et être tenu de verser des acomptes provisionnels.
- N'oubliez pas que si vous retirez des fonds d'un REER, vous ne pourrez plus bénéficier à l'avenir de l'avantage des fonds accumulés libres d'impôt. Envisagez plutôt de contracter un emprunt pour combler vos besoins temporaires de liquidités.
- Surveillez les placements dans votre REER afin de vous assurer qu'ils ne deviennent pas des placements interdits et tenez-vous au courant des opérations dans votre REER (autres que les cotisations ou les retraits) qui pourraient donner lieu à des avantages.

Le budget fédéral de 2019 a proposé l'instauration de deux nouveaux types de rentes concernant certains régimes enregistrés qui s'appliquent aux années d'imposition 2020 et suivantes : les rentes viagères différées à un âge avancé (RVDA) et les rentes viagères à paiements variables (RVPV). Les documents budgétaires présentaient certaines des caractéristiques de ces rentes. Les dispositions législatives pour la mise en œuvre de ces mesures ont été adoptées, et les mesures sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

RVDA

Les règles fiscales ont été modifiées afin de permettre qu'une RVDA soit reconnue comme un achat de rente admissible au titre d'un REER, d'un FERR, d'un RPDB, d'un RPAC et d'un RPA à cotisations déterminées, et comme un placement admissible pour une fiducie régie par un REER ou un FERR. La RVDA est viagère, et son commencement pourra être différé jusqu'à la fin de l'année pendant laquelle le rentier atteint l'âge de 85 ans. La valeur de la RVDA ne sera pas incluse dans le calcul du montant minimum à retirer annuellement d'un FERR, d'un RPAC ou d'un RPA à cotisations déterminées après l'année de l'achat de la RVDA.

La RVDA d'un particulier est assujettie, relativement à un régime admissible particulier, à un plafond à vie correspondant à 25 % de la somme de la valeur de tous les biens (sauf la plupart des rentes) détenus dans le régime admissible à la fin de l'année précédente, et de tous les montants du régime admissibles ayant servi à acheter des RVDA au cours des années antérieures. De plus, un particulier est également assujetti à un plafond global à vie en dollars relatif aux RVDA de 150 000 \$ pour l'ensemble des régimes admissibles (plafond indexé à l'inflation à compter de l'année d'imposition 2021, et arrondi au multiple de 10 000 \$ le plus proche, de sorte que le plafond est passé à 180 000 \$ pour 2025). Si le plafond à vie d'un particulier est dépassé, l'excédent est imposé à hauteur de 1 % par mois; toutefois, dans certaines circonstances, l'impôt sur l'excédent peut ne pas être réclamé ou être annulé.

RVP

Les règles fiscales exigeaient auparavant que les prestations de retraite venant d'un RPAC ou d'un RPA à cotisations déterminées soient acheminées au participant à un régime sous forme de virement de fonds du compte du participant à son REER ou à son FERR. Les règles fiscales ont été modifiées de manière à permettre aux RPAC et aux RPA à cotisations déterminées de fournir aux participants une RVP prélevée directement sur l'actif du régime. Une RVP fournit des paiements qui varieront en fonction du rendement des placements dans le fonds de rentes sous-jacent et de l'expérience de mortalité des rentiers.

Pour en savoir davantage, consultez le bulletin [FiscAlerte 2021 numéro 24](#) d'EY.



Régimes immobilisés

En vertu de la législation fédérale et de la plupart des lois provinciales en matière de pension, le produit des REER immobilisés ou des comptes de retraite immobilisés (CRI) doit généralement servir à acheter une rente viagère au moment de la retraite ou doit être converti en fonds de revenu viager (FRV), en fonds de revenu de retraite immobilisé (FRI) ou en fonds enregistré de revenu de retraite prescrit (FERRP).

Comme ce produit provient d'un régime de pension dont le but est de vous fournir un revenu de retraite pour le restant de votre vie, vous ne pouvez généralement pas l'utiliser pour acquérir une rente à terme.

Les FRV, les FRI et les FERRP sont des FERR, de sorte qu'un montant de retrait minimal annuel s'applique. Cependant, les retraits annuels des FRV et des FRI sont assujettis à un plafond et, dans certaines provinces, le solde des FRV doit être converti en rente viagère à l'âge de 80 ans.

Les transferts en report d'impôt sont généralement permis entre tous ces régimes; ainsi, vous pourriez transférer des actifs d'un FRV à un CRI (si vous avez moins de 71 ans) si vous décidez de ne plus recevoir de rente anticipée. Vous pourriez également transférer des fonds d'un FRV à un FRI pour éviter la conversion en rente à l'âge de 80 ans.

FISCALIDÉES

- Si vous êtes âgé de 71 ans à la fin de 2025, versez votre cotisation annuelle à un REER avant le 31 décembre.
- Si vous êtes âgé de plus de 71 ans, que votre revenu gagné vous le permet, que vous disposez de droits à cotisation et que votre époux ou conjoint de fait est plus jeune que vous, cotisez au REER de celui-ci jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 71 ans.
- Si vous prévoyez avoir un revenu gagné suffisant après l'âge de 71 ans, songez à verser la cotisation excédentaire de 2 000 \$ avant la fin de l'année où vous atteignez l'âge de 71 ans et réclamez la déduction dans les années subséquentes.
- L'année de votre 71^e anniversaire de naissance, si votre revenu gagné vous le permet, songez à verser une cotisation pour l'année suivante (en sus de celle pour l'année en cours), juste avant la fin de l'année. Même si vous êtes tenu de dissoudre votre REER avant la fin de l'année où vous atteignez l'âge de 71 ans, vous pouvez continuer de déduire les cotisations excédentaires à un REER au cours des années ultérieures. Vous serez assujetti à un impôt de pénalité de 1 % pour chaque mois où il y a excédent de cotisation (un mois si la cotisation est versée en décembre de l'année de votre 71^e anniversaire de naissance), qui pourrait être largement compensé par les économies d'impôt réalisées grâce à votre cotisation.
- Examinez les options et choisissez une ou plusieurs des options disponibles à l'échéance si votre REER arrive à échéance sous peu.
- Lorsque le montant minimal est retiré d'un FERR durant une année, il n'y a aucune obligation de retenue d'impôt à la source. Tenez-en compte lors de la planification de vos acomptes provisionnels.
- Envisagez de ne recevoir les paiements au titre d'un FERR qu'une seule fois par année en décembre afin de maximiser le revenu gagné dans le régime.
- Portez une attention minutieuse à la désignation du bénéficiaire de votre REER ou FERR. Déterminez si le bénéficiaire désigné a le droit de recevoir les fonds avec report de l'impôt. S'il n'a pas le droit, sachez que la succession sera responsable du montant d'impôt sous-jacent à payer².

² La totalité de la valeur des fonds dans un REER ou un FERR est incluse dans le revenu pour l'année du décès. Toutefois, lorsque ces fonds sont reçus par l'époux ou le conjoint de fait survivant, ou par un enfant financièrement à charge, ils peuvent alors être inclus dans le revenu du bénéficiaire. Un époux ou conjoint de fait survivant, ou un enfant handicapé, peut reporter de nouveau l'imposition en transférant les fonds dans son REER ou FERR. De plus, ces fonds peuvent être transférés dans le régime enregistré d'épargne-invalidité d'un enfant handicapé, jusqu'à concurrence des plafonds de cotisation applicables à pareil régime. Consultez le [chapitre 9, « Familles »](#).



Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec

En juin 2016, les ministres des Finances du Canada ont conclu un accord de principe pour renforcer le RPC au profit des générations futures en augmentant graduellement les cotisations et les prestations dans le cadre de ce régime. Leurs propositions, qui sont entrées en vigueur en 2019, comportent notamment une mesure visant à offrir une déduction d'impôt – plutôt qu'un crédit d'impôt – pour les cotisations des employés au RPC bonifié. Le crédit d'impôt continuera de s'appliquer aux cotisations des employés au RPC de base, alors que les cotisations des employés au RPC bonifié donneront droit à une déduction d'impôt.

Le RPC est un programme d'assurance sociale lié aux gains qui verse des prestations de base aux cotisants qui prennent leur retraite ou qui deviennent invalides. Lorsque les cotisants décèdent, des prestations peuvent être versées à leurs survivants. Le RPC est en vigueur partout au Canada, sauf au Québec, qui administre son propre programme : le Régime de rentes du Québec (RRQ).

À quelques exceptions près, toutes les personnes âgées de plus de 18 ans qui vivent au Canada, qui travaillent et qui reçoivent une rémunération supérieure au montant minimal (3 500 \$ par année) doivent cotiser au RPC (au Québec, les cotisations sont versées au RRQ). Vous et votre employeur payez chacun la moitié des cotisations. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

Les employeurs arrêtaient habituellement de déduire des montants au titre du RPC ou du RRQ lorsqu'un employé âgé de 60 à 70 ans commençait à recevoir une pension ou rente de retraite de ce régime, mais cette règle a changé. Depuis le 1^{er} janvier 2012, un employeur doit continuer de déduire des montants au titre du RPC ou du RRQ des revenus gagnés par un employé qui reçoit une pension ou rente de retraite de ce régime si cet employé est âgé de 60 à 65 ans. Aussi, un employeur doit continuer de déduire des montants au titre du RPC ou du RRQ des revenus gagnés par un employé qui reçoit une pension ou rente de retraite de ce régime si cet employé est âgé de 65 ans à 70 ans (72 ans pour le RRQ) sauf si l'employé a soumis une demande pour cesser de verser des cotisations au RPC ou au RRQ.

FISCALIDÉES

- Le fait de reporter le paiement de votre pension de retraite du RPC ou de votre rente de retraite du RRQ après l'âge de 65 ans augmentera vos prestations mensuelles. Si vous commencez à recevoir votre pension du RPC ou votre rente du RRQ à l'âge de 70 ans³, celle-ci sera 42 % plus élevée que si vous aviez commencé à la recevoir à 65 ans.
- À l'inverse, le fait de recevoir votre pension du RPC ou votre rente du RRQ avant l'âge de 65 ans réduira vos prestations mensuelles. Si vous commencez à recevoir votre pension du RPC ou votre rente du RRQ à l'âge de 60 ans, celle-ci sera 36 % moins élevée que si vous aviez commencé à la recevoir à 65 ans.
- Les particuliers âgés de 65 à 70 ans doivent payer les cotisations au RPC sur leurs revenus d'emploi ou revenus tirés d'un travail indépendant, mais pourront choisir de cesser de les verser s'ils le souhaitent. Pour choisir de ne pas cotiser, vous devez remplir le formulaire CPT30, transmettre l'original à l'ARC et en remettre une copie à chacun de vos employeurs. Le choix entre en vigueur le premier jour du mois suivant le mois où le formulaire en question a été transmis à l'ARC. Vous pouvez révoquer ce choix de ne pas cotiser et recommencer à verser des cotisations au RPC. À compter du 1^{er} janvier 2024, un employé qui a 65 ans ou plus, mais moins de 73 ans, à la fin de l'année, et qui reçoit une rente de retraite du RRQ peut faire le choix de cesser de verser des cotisations au RRQ en remettant à son employeur le formulaire *Choix ou révocation du choix de cesser de verser des cotisations au Régime de rentes du Québec* (RR-50).
- Les particuliers qui versent des cotisations au RPC ou au RRQ pendant qu'ils reçoivent une pension du RPC ou une rente du RRQ recevront une « prestation après-retraite », ou un « supplément à la rente du Québec », à compter du premier jour de l'année civile suivant celle au cours de laquelle ils ont versé leurs cotisations. Ainsi, leurs prestations du RPC ou du RRQ augmenteront chaque année pendant qu'ils continuent de verser des cotisations au régime.

³ À partir du 1^{er} janvier 2024, une personne pourra demander sa rente du RRQ au plus tard à 72 ans.

Sécurité de la vieillesse

La SV est une prestation mensuelle accordée à la plupart des Canadiens âgés d'au moins 65 ans. Vous pourriez devoir faire une demande auprès de Service Canada pour recevoir cette prestation, idéalement six mois avant votre 65^e anniversaire de naissance. Toutefois, si vous présentez une demande à une date ultérieure, vous avez droit à un paiement rétroactif couvrant jusqu'à 11 mois à partir de la date de réception de votre demande.

Les Canadiens peuvent volontairement reporter la réception de leur pension de la SV pour un maximum de cinq ans. Les personnes qui choisissent cette option recevront une pension plus élevée, ajustée par calculs actuariels, jusqu'à un maximum de 36 % à l'âge de 70 ans.

Vous pouvez télécharger une trousse de demande à partir du site Web de Service Canada ou demander que l'on vous expédie une trousse par la poste.

Deux autres programmes peuvent vous offrir un revenu additionnel. Le Supplément de revenu garanti et le programme d'allocation sont conçus pour offrir de l'aide financière supplémentaire aux aînés à faible revenu. Pour plus de renseignements, consultez le site Web de Service Canada.

FISCALITÉ

Comme nous l'avons déjà mentionné, le fait de reporter la réception de votre pension de la SV après l'âge de 65 ans augmentera votre prestation mensuelle. Toutefois, il est probable que ce choix s'avère avantageux seulement si votre espérance de vie fait en sorte que le total des versements est plus élevé. Il faut également tenir compte de la récupération de la SV.

Financement de la retraite - options additionnelles

Allocation de retraite

Une allocation de retraite comprend les indemnités de cessation ou un montant versé par votre employeur à votre retraite en reconnaissance des services que vous avez rendus pendant une longue période ou pour la perte d'une charge ou d'un emploi.

Si vous recevez une allocation de retraite, vous pouvez en verser une partie limitée dans un REER en plus de votre maximum déductible au titre des REER. Ce type de versement est de plus en plus rare, puisqu'il est seulement possible lorsque l'employé a été au service de l'employeur versant l'allocation de retraite (ou d'un employeur lié) dans les années antérieures à 1996. Tout excédent serait imposable dans l'année où il a été reçu au taux d'imposition marginal applicable.

Convention de retraite

Une convention de retraite (CR) désigne toute entente selon laquelle votre employeur verse des cotisations à un dépositaire relativement à des prestations à votre profit au moment ou en prévision d'un changement important dans les services que vous lui avez rendus ou après un tel changement. Le changement comprend votre retraite et la perte de votre charge ou de votre emploi.

En général, les cotisations versées aux termes d'une CR ainsi que le revenu et les gains en capital gagnés dans le régime sont assujettis à un impôt remboursable de 50 %. Votre employeur doit retenir et remettre l'impôt au moment du versement des fonds. Cet impôt est remboursable à raison de 1 \$ pour chaque montant de 2 \$ qui vous est distribué.

Les distributions provenant du régime sont imposées comme un revenu ordinaire. Cependant, vous pouvez virer les sommes liées à une CR dans un REER, sous réserve du plafond, si elles sont versées à titre d'allocation de retraite.

FISCALITÉ

- Si votre taux d'imposition marginal est moins élevé à la retraite, recevoir une allocation de retraite sur un certain nombre d'années peut réduire de façon permanente le montant d'impôt que vous devrez payer sur cette allocation.
- Vous pourriez avoir le droit de verser des cotisations au RPC. Généralement, vos cotisations au RPC sont déductibles dans l'année au cours de laquelle vous les versez si 1) elles sont requises en vertu des modalités de votre emploi et 2) elles n'excèdent pas les cotisations de l'employeur au RPC. Une fois à la retraite, si vous devenez assujetti à un taux d'imposition marginal moins élevé, les cotisations courantes au RPC pourraient s'avérer avantageuses sur le plan fiscal.
- Les CR sont assujetties à des règles sur les placements interdits et sur les avantages qui sont semblables à celles qui s'appliquent à l'égard des CELI, des REER et des FERR.



QUOI DE NEUF?

Le budget fédéral de 2023 proposait de modifier la LIR pour veiller à ce que les frais ou primes payés afin d'obtenir une garantie ou de renouveler une lettre de crédit pour une CR remplissant certaines conditions ne soient pas assujettis à l'impôt remboursable. Cette modification s'applique aux frais ou primes payés le 28 mars 2023 ou après cette date.

Avant cette modification, l'employeur était tenu de verser à l'ARC, à titre d'impôt remboursable, un montant correspondant aux frais ou primes qu'il avait payés pour acquérir ou renouveler une lettre de crédit. Le montant d'impôt remboursable versé demeurait dans un compte d'impôt remboursable jusqu'à ce que les distributions de la fiducie de CR soient versées à l'employé ou que la fiducie de CR soit liquidée. Toutefois, de nombreux employeurs qui ont recours à une lettre de crédit pour garantir leurs obligations au titre des prestations en vertu d'une CR ne distribuent pas de prestations à partir de la fiducie de CR, mais versent plutôt ces prestations directement à l'employé à partir des revenus de la société. Par conséquent, de nombreuses CR qui sont garanties par une lettre de crédit ont des soldes importants dans leur compte d'impôt remboursable, mais ne disposent d'aucun moyen pratique pour récupérer ces soldes.

Pour régler ce problème, le budget fédéral de 2023 proposait également de modifier la LIR afin de permettre à un employeur de demander un remboursement de l'impôt remboursable déjà versé à l'égard des frais ou des primes payés pour des lettres de crédit par des fiducies de CR en fonction des prestations de retraite versées directement par l'employeur. Les employeurs sont ainsi admissibles à un remboursement de 50 % des prestations de retraite payées jusqu'à concurrence du montant de l'impôt remboursable déjà versé. Cette modification s'applique à compter de l'année d'imposition 2024.

Les dispositions visant la mise en œuvre de ces modifications ont été adoptées le 20 juin 2024.



Travailleurs à l'étranger

Si vous devez travailler à l'étranger au cours de votre carrière, vous vous rendrez compte que le fait de travailler pour le compte d'une entreprise étrangère ou de vivre à l'extérieur du Canada peut nécessiter de changer de régime de retraite et de renoncer à la possibilité de cotiser régulièrement à votre REER. Le fait de pouvoir continuer de participer à des régimes de retraite et à des REER canadiens pendant que vous travaillez à l'étranger constitue donc un avantage important.

Convention fiscale entre le Canada et les États-Unis

En 2008, le Canada et les États-Unis ont ratifié des changements à la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis qui offre ce type d'allègement, depuis 2009, aux Canadiens qui travaillent aux États-Unis. Ces changements permettent aux personnes en affectation transfrontalière à court terme de continuer à verser des cotisations à leurs régimes de retraite (tels qu'un RPA, un RPDB ou un REER collectif) dans leur pays d'origine tout en recevant une déduction fiscale dans le pays hôte.

Par exemple, si vous êtes un expatrié canadien en affectation aux États-Unis pour une durée de trois ans dans une société affiliée à votre employeur canadien, vous pourriez avoir le droit de continuer à cotiser au régime de retraite de votre employeur canadien, et vous pourriez réclamer une déduction de vos cotisations dans votre déclaration de revenus américaine dans la mesure où :

- vous participiez au régime de retraite de l'employeur canadien avant de commencer à travailler aux États-Unis, et le régime de retraite de l'employeur canadien est considéré comme un « régime de retraite admissible » aux termes de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis;
- vous n'étiez pas un résident des États-Unis avant le début de votre affectation aux États-Unis;

- vous n'avez pas été en affectation aux États-Unis pour une période de plus de 5 ans au cours des 10 dernières années;
- vous ne déduisez que les cotisations attribuables aux services fournis aux États-Unis;

- vous ne participez à aucun autre régime de retraite (c.-à-d. que vous ne pouvez pas non plus participer à un régime américain 401(k) ou à un compte de retraite individuel).

Ces règles s'appliquent de la même manière pour les travailleurs américains en affectation à court terme au Canada.

Frontaliers

La convention fiscale entre le Canada et les États-Unis susmentionnée prévoit également un allègement pour les frontaliers qui vivent au Canada et qui font la navette pour aller travailler aux États-Unis, ou vice versa. Si vous êtes un frontalier et que vous travaillez et versez des cotisations à un régime de retraite dans un pays, mais vivez dans l'autre pays, vous bénéficierez également d'une déduction fiscale.

Supposons que vous vivez à Abbotsford, en Colombie-Britannique, et que vous allez chaque jour travailler dans l'État de Washington pour le compte d'un employeur américain, en l'occurrence USco. Vous participez au régime 401(k) de USco. En tant que résident canadien, votre revenu d'emploi est imposable au Canada. Vous pourrez réclamer une déduction de vos cotisations au régime 401(k) dans le calcul de votre revenu imposable canadien. La déduction de vos cotisations au régime 401(k) sera limitée aux cotisations effectivement versées, au montant autorisé à être versé dans un régime 401(k) par le droit américain et au plafond des cotisations à un REER pour l'année (compte tenu des cotisations à un REER par ailleurs déduites).

Comme c'est le cas pour un RPA, votre participation au régime 401(k) de USco limite votre faculté de cotiser à un REER puisqu'elle donne lieu à un facteur d'équivalence qui réduit vos droits de cotisation à un REER.

Citoyens américains résidant au Canada

La convention fiscale entre le Canada et les États-Unis prévoit également un allègement pour les citoyens américains vivant au Canada qui cotisent à un régime de retraite au Canada. Un citoyen américain qui vit au Canada et travaille pour le compte d'un employeur canadien pourra, aux fins fiscales américaines, déduire des cotisations à un RPA, à un RPDB ou à un REER collectif. L'allègement est plafonné au moindre de l'allègement fiscal au Canada ou du montant qui serait déductible aux États-Unis pour un régime américain correspondant. Les cotisations doivent être attribuables à des services dont la rémunération est imposable au Canada et versée par un employeur canadien et doivent se rapporter à des services fournis pendant la période de résidence au Canada.



CHAPITRE 12

Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession



UN PLAN SUCCESSORAL EFFICACE RÉDUIRA AU MINIMUM L'IMPÔT SUR LE REVENU AU DÉCÈS ET APRÈS LE DÉCÈS, ET PROCURERA DES AVANTAGES À LONG TERME POUR LES MEMBRES DE VOTRE FAMILLE QUI VOUS SURVIVRONT ET CERTAINS BÉNÉFICIAIRES.





La planification successorale suppose bien plus que la préparation et la mise à jour périodique de votre testament. Il s'agit plutôt d'un processus qui s'étale sur toute une vie, comporte plusieurs volets et exige une réflexion et une évolution à mesure que vous franchissez certaines étapes de votre parcours professionnel et de votre vie personnelle.

Qu'est-ce qu'un plan successoral?

Un plan successoral est l'organisation de vos affaires financières en vue d'atteindre plusieurs objectifs financiers fondamentaux, de votre vivant comme à la suite de votre décès. Le plan devrait :

- offrir un revenu efficace sur le plan fiscal au cours de votre vie, avant et après la retraite;
- permettre de pourvoir aux besoins des personnes à charge de manière efficace sur le plan fiscal après votre décès;
- permettre le transfert de votre patrimoine de façon fiscalement avantageuse;
- protéger vos actifs.

Étapes d'un plan successoral

Cumuler des actifs : Votre plan successoral débute dès que vous commencez à cumuler des actifs pour votre succession, et non au moment de la rédaction de votre testament. Pour maximiser le patrimoine constitué, posez-vous les questions suivantes :

- Sous réserve des règles modifiées sur le fractionnement du revenu¹, existe-t-il des possibilités de fractionnement du revenu entre les membres de ma famille?
- La structure actuelle de mes affaires personnelles, de mon entreprise ou de ma fiducie permet-elle une distribution de fonds efficace sur le plan fiscal?

- Est-ce que je réclame toutes les déductions possibles et est-ce que je les réclame réellement ou est-ce que je dois apporter certains changements pour y avoir droit?
- La totalité de mes intérêts est-elle déductible aux fins de l'impôt sur le revenu?

Protéger son patrimoine : Une fois que toutes vos sources de revenus sont assurées, votre plan successoral doit s'attarder à la protection du patrimoine de votre famille. À ce stade, l'accent doit porter en outre sur l'épargne et l'investissement des fonds excédentaires en vue de la retraite, sur le traitement des questions d'impôt sur le revenu et de droit familial, sur la mise des biens à l'abri des créanciers et sur la croissance de l'achalandage de toute entreprise qui constitue un actif familial important.

Réaliser son patrimoine : L'étape suivante du plan est celle de la réalisation de votre patrimoine, par la vente de votre entreprise, le choix de votre relève ou la mise en œuvre de vos stratégies de retraite.

Transférer son patrimoine : La dernière étape est le transfert de votre patrimoine. Au cours de votre vie, le transfert peut se faire par vente ou par don, mais au décès, la distribution de tous vos actifs doit être précisée dans votre testament ou dans le cadre de votre fiducie. Comme il est le plus souvent impossible de prédire le moment de ce transfert ultime, vous devriez élaborer un plan successoral longtemps à l'avance et ne pas attendre d'être prêt à transférer votre patrimoine pour rédiger un testament.

¹ Pour une analyse de ces règles, voir les rubriques « Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu » et « Revenus de fiducie, gains en capital et règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné » ci-après.

Votre testament doit être un document évolutif. Il doit être revu régulièrement et, au besoin, mis à jour pour vérifier qu'il reflète bien vos intentions actuelles et qu'il confère à vos bénéficiaires la meilleure efficacité fiscale et la protection maximale des actifs.

Votre plan successoral initial ne durera pas toute une vie; préparez-vous donc à le revoir souvent et à le modifier en fonction de l'évolution de votre situation et des changements législatifs.

Composantes et objectifs d'un plan successoral

Votre plan successoral pourrait notamment comporter les composantes suivantes :

- Si une entreprise constitue un actif familial important, une **convention entre actionnaires** régira les activités des actionnaires actuels et futurs en traitant de ce qu'il adviendra en cas de cessation des activités, de vente, de décès, de divorce et de retrait d'éléments du patrimoine.

- Une **structure d'actionnariat** efficace pour toute entreprise à laquelle vous pouvez participer peut permettre la distribution des actifs excédentaires de façon efficace sur le plan fiscal et protéger ces actifs des créanciers. Une structure d'actionnariat peut aussi faciliter la planification de la relève ou les legs sans compromettre l'entreprise en exploitation. Par exemple, les actions léguées pourraient être assorties de modalités prévoyant qu'elles ne peuvent être rachetées que sur une longue période.
- Diverses **structures fiduciaires** (fiducie au profit de l'époux ou du conjoint de fait ou fiducie familiale) peuvent détenir au bénéfice d'autrui des actions qui seront contrôlées par un fiduciaire. Ces mécanismes sont les outils d'avant-plan pour un fractionnement du revenu et la multiplication de la déduction des gains en capital parmi les membres de la famille et d'une génération à l'autre. Cependant, les règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné (voir la rubrique « **Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu** »

ci-après) pourraient limiter les possibilités de fractionnement du revenu et des gains en capital après 2017. Voir la rubrique « **Revenus de fiducie, gains en capital et règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné** » ci-après.

- Un **testament** bien rédigé et périodiquement mis à jour est une composante essentielle de tout plan successoral.
- Des **assurances**, dont l'assurance-vie, l'assurance collaborateurs, l'assurance contre les maladies graves et l'assurance-invalidité, contribuent à aider les personnes à charge ou à acquitter adéquatement les obligations fiscales à votre décès.

Les diverses composantes de votre plan successoral doivent interagir pour atteindre les objectifs voulus. Ainsi, si une composante change, les autres doivent être examinées pour vérifier que vos intentions pourront encore se concrétiser.

Un bon plan successoral atteindra trois objectifs fiscaux suivants :

- Réduction des impôts
- Report d'impôts
- Financement des impôts à payer

Plus précisément, vous voudrez réduire, reporter et financer l'impôt sur le revenu à payer sur vos gains, sur le produit de disposition des actifs vendus au cours de votre vie, sur les sommes provenant de régimes de retraite (comme les régimes enregistrés d'épargne-retraite [REER] / fonds enregistrés de revenu de retraite [FERR]) et à la disposition réputée de tous vos biens au décès ainsi que les droits d'homologation, le cas échéant.

Réduction des impôts

Au cours de votre vie, vous pourriez avoir la possibilité de fractionner votre revenu en organisant vos finances ou la structure d'actionnariat pour faire passer des revenus ou des gains en capital à des membres de votre famille dont le taux d'imposition marginal est inférieur, ce qui réduit le fardeau fiscal de la famille dans son ensemble. Une fiducie familiale est généralement recommandée dans le cas d'un fractionnement du revenu important. Une fiducie familiale peut aussi permettre de limiter l'accès de vos enfants à d'importantes sommes jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment responsables pour les gérer si le contrôle de l'actif de la fiducie est confié au fiduciaire.

QUESTIONS POUR LES DEUX CONJOINTS

Les questions suivantes (auxquelles il est préférable que les deux conjoints répondent, le cas échéant) peuvent vous aider à planifier l'avenir :

- Savez-vous ce qui arriverait si vous n'étiez plus physiquement ou mentalement apte à gérer vos affaires? Sentez-vous que la structure actuellement en place permettrait de gérer adéquatement une telle situation? Avez-vous pris en compte le coût des soins de longue durée dans le cadre de la planification de votre retraite et de votre succession?
- Pouvez-vous décrire ce qui arriverait à votre (vos) succession(s) si vous ou votre conjoint décédiez, c.-à-d. à qui et sous quelle forme chacun des principaux actifs serait-il transféré, à titre personnel ou en fiducie?
- Si certains de vos actifs sont transférés à une ou plusieurs fiducies au profit du conjoint survivant, comprenez-vous le fonctionnement de ces fiducies (p. ex. paiements de revenu, accès au capital)? Cette structure vous convient-elle toujours?
- À votre décès, votre conjoint survivant et/ou vos enfants connaîtraient-ils le contenu de votre succession? Sauraient-ils où vos actifs et passifs se trouvent et comment gérer le tout, ou encore quelles décisions devraient être prises et dans quel délai? Sauraient-ils à qui faire appel pour avoir de l'aide?

Le temps consacré à examiner ces questions pourrait représenter un investissement judicieux pour vous et votre famille. Vous pourriez constater que vous évaluez bien votre situation et que vous savez comment vos plans fonctionnent. Vous pourriez être agréablement surpris de découvrir que tout est en ordre et que vous n'avez qu'à faire un suivi pour continuer le bon travail.

Dans le cas contraire, les conseils d'un ou de plusieurs de vos conseillers EY pourraient grandement vous aider et peut-être même vous faire économiser beaucoup d'argent ou reporter beaucoup d'impôt à une date ultérieure.



N'oubliez pas de tenir compte des problèmes d'attribution potentiels et des règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné lorsque vous envisagez d'intégrer des objectifs de fractionnement du revenu à votre plan successoral (pour des détails, voir la rubrique « **Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu** » ci-après ainsi que la rubrique « **Gel successoral et fractionnement du revenu** » ci-après). Par ailleurs, le revenu gagné dans la fiducie sur les placements achetés au moyen du produit d'un prêt au taux d'intérêt prescrit consenti à la fiducie peut être fractionné entre les bénéficiaires.

Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu

Des modifications adoptées en juin 2018 sont venues limiter le recours aux mécanismes de fractionnement du revenu utilisant des sociétés privées pour profiter des taux d'imposition des particuliers moins élevés de certains membres de la famille âgés de 18 ans ou plus qui sont des actionnaires directs ou indirects de la société ou qui sont des membres de la famille liés à de tels actionnaires.

Pour les années d'imposition 2018 et suivantes, les règles limitent, en effet, la capacité de partager le revenu au sein d'une famille, celles-ci ayant élargi le bassin de particuliers assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné pour inclure les enfants de 18 ans ou plus ainsi que les autres particuliers adultes liés (ce qui inclut les époux ou conjoints de fait, les frères et sœurs, les grands-parents et les petits-enfants, mais exclut les tantes, les oncles, les neveux, les nièces, les cousins et les cousines) qui reçoivent un revenu fractionné provenant d'une entreprise (familiale) liée, soit directement d'une société privée, notamment sous forme de dividendes, ou par l'intermédiaire d'une fiducie ou d'une société de personnes². Le taux de l'impôt sur le revenu fractionné correspond aux taux marginaux d'imposition des particuliers fédéral et provincial les plus élevés (33 % au fédéral et 53,31 % pour le taux combiné fédéral-Québec en 2025). Une entreprise est considérée comme étant liée, par exemple, lorsqu'une personne liée participe activement à l'entreprise de façon régulière ou qu'elle détient au moins 10 % de la juste valeur marchande des actions d'une société qui exploite l'entreprise.

La liste des types de revenus qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné a également été allongée pour y inclure le revenu d'intérêts tiré d'une créance d'une société privée, d'une société de personnes ou d'une fiducie, sous réserve de certaines exceptions, et les gains provenant de la disposition d'un bien si le revenu tiré du bien constituerait par ailleurs un revenu fractionné.

Les stratégies de fractionnement du revenu qui ont recours à des fiducies, notamment dans le contexte d'un gel successoral, pourraient aussi être limitées après 2017 par suite de l'adoption de ces règles. Voir les rubriques « **Gel successoral et fractionnement du revenu** » et « **Revenus de fiducie, gains en capital et règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné** ».

En vertu de ces règles, le revenu ou les gains tirés d'une entreprise liée par certains membres adultes de la famille sont exclus de l'impôt sur le revenu fractionné si l'une des diverses exceptions s'applique. Les adultes qui ont 25 ans ou plus et qui reçoivent un revenu fractionné sont assujettis à un critère de « caractère raisonnable » s'ils ne sont visés par aucune des exceptions. Ce critère est fondé sur l'importance de leurs apports de main-d'œuvre et de capital à l'entreprise, les risques pris et les autres paiements déjà reçus de l'entreprise. L'impôt sur le revenu fractionné s'appliquera alors au revenu fractionné reçu dans la mesure où ce revenu est considéré comme déraisonnable selon ce critère.

Pour obtenir une liste détaillée des exceptions à l'application des règles relatives à l'impôt sur le revenu fractionné et pour en savoir plus sur ces nouvelles règles, voir le [chapitre 9, « Familles »](#), l'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions exclues » dans le [numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#) et l'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » dans le [numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

² En fait, le revenu est considéré comme étant fractionné lorsqu'il est directement ou indirectement rattaché à une entreprise liée. Selon l'Agence du revenu du Canada (ARC), le revenu fractionné n'inclut pas le salaire.



Revenus de fiducie, gains en capital et règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné

Les fiducies pourraient continuer de s'avérer pertinentes et d'être utilisées pour multiplier les possibilités de recours à l'exonération des gains en capital au sein des membres de la famille et d'une génération à l'autre afin de réduire l'impôt à payer sur les gains en capital. Cependant, les règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné (voir ci-dessus) s'appliquent aux bénéficiaires d'une fiducie recevant un revenu fractionné d'une entreprise liée qui leur est attribué par la fiducie, ce qui vaut aussi pour les attributions de gains en capital imposables.

Par exemple, supposons que votre conjointe exploite une entreprise par l'intermédiaire d'une société privée. Votre conjointe et une fiducie familiale sont propriétaires des actions de la société. Vos enfants majeurs et vous-même êtes les bénéficiaires de cette fiducie. Au cours de 2025, la fiducie reçoit des dividendes imposables qui vous sont ensuite attribués ainsi qu'à vos enfants. En 2026, la fiducie vend certaines des actions de la société, réalisant un gain en capital imposable qu'elle attribue aussi à vos enfants et vous. Dans cette situation, les dividendes attribués constituent un revenu fractionné, et vos enfants et vous êtes donc assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné³. Les gains en capital imposables attribués sont également considérés comme un revenu fractionné et, par conséquent, assujettis à l'impôt sur le revenu fractionné⁴, puisque tout revenu gagné sur ces actions et attribué à vos enfants et vous était, ou aurait été, lui aussi considéré comme un revenu fractionné.

Les règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné prévoient plusieurs exceptions à l'application de l'impôt sur le revenu fractionné. Par exemple, les gains en capital imposables réalisés à la disposition d'actions admissibles de petite entreprise (AAPE) ou de biens agricoles ou de pêche admissibles sont

exonérés de l'impôt sur le revenu fractionné, que l'exonération cumulative des gains en capital soit demandée ou non à l'égard des gains. Cette exception particulière s'applique également aux bénéficiaires d'une fiducie si des gains en capital imposables de ce type sont réalisés par une fiducie personnelle, puis attribués aux bénéficiaires de la fiducie dans l'année de la disposition. Ces bénéficiaires pourraient ensuite se prévaloir du solde inutilisé de leur exonération cumulative des gains en capital relativement à ces gains si toutes les conditions sont remplies.

En 2025, en vertu des modifications proposées, le plafond de l'exonération cumulative s'établirait à 1 250 000 \$ pour les AAPE ou les biens agricoles ou de pêche admissibles, et l'indexation de cette exonération au taux d'inflation reprendrait en 2026. Le gouvernement du Québec a aussi harmonisé ses règles avec cette mesure.

Les membres mineurs liés de la famille peuvent aussi se prévaloir de cette exception, que les actions soient détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une fiducie personnelle. Toutefois, cette exception ne s'applique pas aux gains en capital imposables qui sont attribués à un bénéficiaire mineur à la disposition d'actions d'une société privée en faveur d'une partie avec lien de dépendance. Dans ce cas, le montant intégral du gain (deux fois le montant du gain en capital imposable) est réputé être inclus dans le revenu fractionné du mineur et est imposé en tant que dividende non déterminé⁵.

Pour obtenir une liste détaillée des exceptions à l'application des règles relatives à l'impôt sur le revenu fractionné et pour en savoir plus sur ces nouvelles règles, voir le **chapitre 9, « Familles »**, l'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions

exclues » dans le **numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY** et l'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » dans le **numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY**.

Gel successoral : L'un des principaux outils utilisés pour réduire l'impôt au décès est un gel successoral dûment structuré qui entraîne le transfert de la croissance future d'une entreprise, de placements ou d'autres biens à d'autres membres de la famille, qui sont généralement de la génération suivante. Comme vous êtes généralement réputé avoir disposé de toutes vos immobilisations à la juste valeur marchande immédiatement avant le décès, le gel successoral transfère la croissance future potentielle des actifs « gelés » à la génération suivante, réduisant l'impôt sur les gains en capital éventuel au moment de votre décès.

Un gel successoral peut être mis en œuvre de diverses manières, la plus simple consistant à vendre ou à donner des actifs à la génération suivante. Si des gains sont cumulés à l'égard de ces actifs, leur disposition ou leur transfert à la juste valeur marchande donnera lieu à une obligation fiscale dans l'année concernée.

Cette stratégie ne sera appropriée que si vous êtes disposé à remettre totalement le contrôle des actifs que vous avez accumulés à la génération suivante et à payer immédiatement l'impôt qui s'y rattache. Une telle stratégie n'est presque jamais judicieuse si vos enfants sont jeunes ou dans une relation instable, et elle est souvent à déconseiller même lorsqu'ils sont plus âgés. De plus, gardez à l'esprit qu'une telle stratégie entraînera l'imposition de toute croissance accumulée à la date du transfert. Par conséquent, elle ne sera envisagée que si la croissance prévue des actifs est si considérable qu'en comparaison,

³ Sauf en cas d'application de l'une des exceptions aux règles relatives à l'impôt sur le revenu fractionné.

⁴ Sauf en cas d'application de l'une des exceptions aux règles relatives à l'impôt sur le revenu fractionné.

⁵ Ce traitement s'applique également si le particulier mineur détenait les actions directement.

le paiement des impôts de l'exercice est négligeable. Cette approche a l'avantage d'être simple et d'entraîner des coûts de mise en œuvre et de maintien limités. Toutefois, les inconvénients importants que représentent la perte de contrôle et les coûts fiscaux immédiats l'emportent habituellement sur cet avantage.

La technique la plus fréquente pour mettre en œuvre un gel successoral nécessite que vous transfériez à leur juste valeur marchande actuelle les actifs avec plus-value (immobilisations) à une société en échange d'actions privilégiées à valeur fixe (actions de gel). Pareil transfert se fait habituellement en report d'impôts. Les membres de la famille qui bénéficieront de la croissance future souscriront à un prix symbolique des actions de croissance (nouvelles actions ordinaires), soit directement, à titre personnel, ou indirectement, à titre de bénéficiaires d'une fiducie familiale.

Si l'actif que vous désirez geler est une société, le gel peut être mis en œuvre en créant une nouvelle catégorie d'actions privilégiées de gel à valeur fixe et en échangeant, en report d'impôt, vos actions ordinaires contre de nouvelles actions privilégiées de gel à valeur fixe d'une valeur égale. Les actions de croissance initiales seront éliminées au moment de cet échange, et la génération suivante ou la fiducie familiale souscrira et détiendra les nouvelles actions ordinaires de croissance.

Les nouvelles actions ordinaires de croissance détenues par la fiducie seront contrôlées par le ou les fiduciaires. Les modalités de la fiducie peuvent conférer au fiduciaire le pouvoir de déterminer quels bénéficiaires auront droit à la croissance (ce qui donne une certaine souplesse au gel successoral).

La personne qui procède au gel peut aussi continuer à contrôler la société en souscrivant la majorité des actions contrôlant le vote et en ayant recours à une convention entre actionnaires restreignant les droits des porteurs d'actions de croissance. Dans ce cas, un conseiller juridique devrait être consulté puisque cette convention pourrait être conclue par le fiduciaire et le particulier qui procède au gel de la société avant la distribution

des actions de croissance détenues par la fiducie. Ainsi, les nouveaux actionnaires ordinaires (les enfants) seraient assujettis à la convention sans avoir à la signer réellement.

Nous avons décrit un gel complet, mais il est aussi possible de procéder à un gel partiel et à des gels progressifs (échelonnés dans le temps). Dans le cadre d'un gel partiel, vous pouvez participer à la croissance de la société en souscrivant une partie des actions de croissance, soit directement à titre de particulier actionnaire, ou indirectement en étant nommé bénéficiaire de la fiducie familiale.

Si vous pensez faire participer un non-résident du Canada ou un résident des États-Unis à votre gel, p. ex. à titre de bénéficiaire de la fiducie, vous devriez d'abord consulter un professionnel de la fiscalité internationale des deux côtés de la frontière, car des incidences fiscales défavorables pourraient en découler du fait des autorités fiscales du pays de résidence du bénéficiaire non-résident.

Mentionnons notamment des incidences fiscales défavorables aux États-Unis, où l'Internal Revenue Service a des règles de déclaration particulières et impose de lourdes pénalités aux contribuables qui ne les respectent pas.

Gel successoral et fractionnement du revenu

Un gel successoral peut être structuré de bien des façons. Avant 2018, certaines opérations de gel successoral complet ou partiel mises en œuvre adéquatement offraient la possibilité de fractionner le revenu avec un conjoint ou un enfant majeur (ou les deux) dont le revenu était moins élevé. Cependant, en vertu des règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné (voir la rubrique « **Règles modifiées limitant le fractionnement du revenu** » ci-dessus), cette possibilité pourrait être éliminée, sous réserve de certaines conditions ou exceptions.

Il est important d'évaluer les options qui répondront le mieux à vos objectifs non fiscaux pour ce qui est de l'utilisation et de la distribution finale de votre patrimoine de la manière la plus efficace possible sur le plan fiscal. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.



EXEMPLE DE L'APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU FRACTIONNÉ À UN GEL SUCCESSORAL

Une femme (le particulier) procède à un gel successoral à l'égard d'une société d'exploitation dont elle est propriétaire et qu'elle gère depuis de nombreuses années. À la suite du gel, elle possède des actions privilégiées de gel, et une fiducie familiale possède les nouvelles actions ordinaires de la société d'exploitation.

L'enfant adulte du particulier (26 ans) est un bénéficiaire de la fiducie. Étudiant à temps plein au cycle supérieur, il ne participe pas, et n'a jamais participé, à l'entreprise familiale. La société d'exploitation est rentable en 2025 et verse d'importants dividendes au particulier et à la fiducie, qui, à son tour, distribue les dividendes à l'enfant adulte (à des fins de fractionnement du revenu).

Aucun changement n'est apporté à la structure ou à la propriété des actions de la société d'exploitation en 2025. En vertu des règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné, l'enfant adulte serait assujetti à l'impôt au taux marginal d'imposition des particuliers le plus élevé (l'impôt sur le revenu fractionné) sur le revenu reçu de la fiducie, car aucune des exceptions prévues par les règles révisées ne s'applique⁶.

Pour obtenir une liste détaillée des exceptions à l'application des règles relatives à l'impôt sur le revenu fractionné et pour en savoir plus sur ces règles, voir le [chapitre 9, « Familles »](#), l'article « Impôt sur le revenu fractionné : l'ARC donne des précisions sur l'exception fondée sur les actions exclues » dans le [numéro de février 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#) et l'article « Impôt sur le revenu fractionné : exception visant une entreprise exclue » dans le [numéro de novembre 2020 du bulletin Questionsfiscales@EY](#).

⁶ L'enfant adulte ne détient pas directement au moins 10 % des actions avec droit de vote de la société d'exploitation; il ne participe pas activement, et n'a jamais participé, à l'entreprise familiale de façon régulière, continue et importante; et le montant qu'il reçoit de la fiducie ne représente pas un rendement raisonnable, puisque l'enfant adulte n'a fait aucun apport de main-d'œuvre ou de capital à l'entreprise et n'a assumé aucun risque relativement à celle-ci.

Quand procéder à un gel?

Il n'est pas facile de déterminer le meilleur moment pour mettre en œuvre votre gel. Une foule de facteurs non fiscaux entreront en ligne de compte. Par exemple, si vous procédez à un gel de façon trop hâtive alors que vous êtes jeune, ou que vous gelez trop d'actifs, l'inflation ou d'autres facteurs du marché pourraient faire en sorte que vous vous retrouviez avec des actifs insuffisants pour répondre à vos besoins à la retraite. Si la valeur de la croissance future augmente plus vite que prévu et que le plan successoral ne confère aucune souplesse, vos jeunes enfants pourraient bientôt se retrouver plus riches que vous.

Si le gel successoral commun comprend souvent l'utilisation d'une fiducie familiale pour détenir la croissance future, il est habituellement souhaitable de donner au fiduciaire le pouvoir de distribuer la croissance de l'actif avant le 21^e anniversaire de la constitution de la fiducie en raison des règles de disposition réputée tous les 21 ans, expliquées ci-après. Vous voudrez donc veiller à ce que les bénéficiaires soient assez vieux dans 21 ans pour prendre la responsabilité d'un actif de valeur importante.

Vous ne devriez envisager un gel que pour les actifs dont on prévoit qu'ils seront détenus à long terme par la famille. Si vos enfants sont susceptibles de disposer de leurs actions de croissance peu après votre décès, le gel n'aura pas atteint l'objectif de report des impôts, puisque vos enfants paieront l'impôt sur les gains en capital au moment de la disposition. Si vos enfants sont assez vieux, vous devriez les mettre au courant du plan successoral et les consulter sans tarder quant à leurs projets concernant la détention des actifs visés par le gel. Une telle discussion est extrêmement importante si une entreprise familiale est en jeu.

⁷ La référence aux enfants ou petits-enfants adultes s'applique également aux enfants du conjoint, aux conjoints des enfants, aux nièces et neveux, et aux petites-nièces et petits-neveux adultes du contribuable.

⁸ Un enfant ou petit-enfant travaillant au moins une moyenne de 20 heures par semaine pendant la partie de l'année au cours de laquelle l'entreprise exploitée activement exerce ses activités est réputé satisfaire à la condition voulant que l'enfant « participe activement ».

⁹ Pour en savoir davantage sur les provisions pour gains en capital, consultez le [chapitre 5, « Investisseurs »](#).

TRANSFERT INTERGÉNÉRATIONNEL D'ENTREPRISES FAMILIALES

Jusqu'à récemment, il était nettement plus avantageux pour un contribuable de vendre les actions d'une société exploitant une entreprise familiale à une partie sans lien de dépendance plutôt qu'à une société appartenant à ses enfants ou petits-enfants. Lorsque les parents ou les grands-parents transféraient les actions d'une société exploitant une entreprise familiale à une société appartenant à un ou plusieurs de leurs enfants ou petits-enfants, les règles fiscales pouvaient faire en sorte que les vendeurs soient réputés avoir reçu des dividendes au lieu d'avoir réalisé des gains en capital. Les dividendes sont assujettis à des taux d'imposition des particuliers plus élevés que ceux qui s'appliquent aux gains en capital.

De plus, ne réalisant pas de gain en capital aux fins de l'impôt, les vendeurs n'étaient pas en mesure d'utiliser leur exonération cumulative des gains en capital respective pour réduire le montant des gains en capital réalisés à la disposition d'AAPE ou d'actions du capital-actions d'une société agricole ou de pêche familiale. L'exonération des gains en capital permet d'éliminer l'impôt à payer sur une tranche pouvant atteindre 1 250 000 \$ (en 2025, comme il est proposé) du gain en capital de chacun des parents ou grands-parents actionnaires.

Des modifications législatives adoptées en juin 2021 et d'autres modifications adoptées en juin 2024 facilitent le transfert d'une entreprise familiale par un particulier aux membres des générations suivantes en prévoyant une exception aux règles de présomption de dividende si plusieurs conditions sont réunies.

En vertu de ces modifications, le transfert intergénérationnel d'une entreprise peut être classé comme un transfert « immédiat » ou « progressif ». Pour chacune des options, le cédant des actions de la société en cause (acquises par la société acheteuse) doit être un particulier, et les actions de la société en cause doivent également être des AAPE ou des actions du capital-actions d'une société agricole ou de pêche familiale.

Selon les règles de transfert immédiat, le parent, avec son époux ou conjoint de fait, ne doit avoir le contrôle de droit ou le contrôle de fait de la société en cause à aucun moment après le transfert. En outre, les enfants ou les petits-enfants adultes doivent généralement conserver le contrôle de droit de la société acheteuse pendant au moins 36 mois⁷. Selon les règles de transfert progressif, le parent transfère immédiatement le contrôle de droit de la société en cause, mais le parent et son époux ou conjoint de fait peuvent tout de même conserver un certain contrôle de fait jusqu'à la clôture de la transaction, ce qui peut prendre jusqu'à 10 ans. Selon l'option de transfert progressif, les enfants ou les petits-enfants adultes doivent généralement conserver le contrôle de droit de la société acheteuse pendant au moins 60 mois.

Dans le cadre d'un transfert immédiat, le transfert de la gestion de l'entreprise de la société en cause d'un parent à l'un des enfants ou petits-enfants doit généralement être effectué dans les 36 mois suivant la date du transfert. Dans le cas d'un transfert progressif, cette période est prolongée jusqu'à la plus tardive des échéances suivantes : 60 mois après la date du transfert ou la date de la vente finale. En outre, durant la période transitoire, avant que le transfert de la gestion de l'entreprise ne soit effectué, au moins l'un des enfants ou petits-enfants doit participer activement, de façon régulière et continue, à l'entreprise transférée suivant le transfert d'actions de la société en cause et l'entreprise doit être exploitée activement⁸. Plusieurs autres conditions s'appliquent. Une provision pour gains en capital sur 10 ans est aussi disponible pour les transferts intergénérationnels d'actions qui remplissent les conditions pertinentes⁹. Ces modifications s'appliquent aux dispositions d'actions ayant lieu après 2023.

Si vous envisagez de vendre votre entreprise à la génération suivante (ou aux générations suivantes), consultez votre conseiller en fiscalité EY concernant l'éventuelle application de ces règles à vos projets.

Au Québec, le ministère des Finances du Québec a annoncé dans le bulletin d'information 2023-4 son intention de prendre des mesures d'harmonisation avec les nouvelles mesures annoncées dans le budget fédéral de 2023 par la ministre des Finances du Canada à l'égard des règles relatives aux transferts intergénérationnels d'entreprises.

Pour en savoir davantage, voir l'article « Les nouvelles règles concernant le transfert intergénérationnel d'entreprise » dans le [numéro de février 2024 du bulletin *Questionsfiscales@EY*](#) ainsi que les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 20](#) et [FiscAlerte 2023 numéro 44](#) d'EY.



Report des impôts

Au cours de votre vie : L'impôt sur la croissance future des biens transférés à une fiducie familiale peut être reporté pendant 21 ans seulement si les biens demeurent au sein de la fiducie. En effet, les fiducies familiales sont réputées disposer de tous leurs biens à la juste valeur marchande tous les 21 ans à partir de la date de leur constitution. Par conséquent, tous les 21 ans, tout gain cumulé sur les biens détenus par la fiducie sera imposé au taux marginal le plus élevé pour les gains en capital si le bien en question n'a pas été distribué aux bénéficiaires.

Si l'acte de fiducie permet aux fiduciaires de distribuer les actifs aux bénéficiaires avant le 21^e anniversaire de la fiducie, il pourrait être possible de transférer par roulement les actifs, à leur prix de base rajusté, afin de reporter l'impôt sur les gains en capital jusqu'à ce que le bénéficiaire vende les actifs ou jusqu'à son décès. Un bénéficiaire qui n'est pas résident du Canada ne peut se prévaloir de ce roulement aux fins de l'impôt. Il est important que la fiducie soit constituée adéquatement pour éviter l'application des règles visant les fiducies avec droit de retour, qui interdisent les transferts par roulement libre d'impôt à certains bénéficiaires.

La structure de fiducie familiale comporte d'importants avantages non fiscaux. Par exemple, les biens détenus dans une fiducie familiale seront à l'abri des créanciers des bénéficiaires et ne devraient pas faire partie de leur patrimoine familial aux fins du droit familial, même après avoir été distribués par la fiducie familiale.

Après le décès : Les fiducies jouent un rôle important dans la planification successorale après le décès. Il est possible de reporter le gain en capital réalisé à la disposition réputée au décès en transférant vos biens à votre conjoint ou à une fiducie testamentaire admissible au profit du conjoint constituée au moment de votre décès. L'impôt sur ce gain en capital accumulé sera alors reporté jusqu'à la vente des biens ou jusqu'au décès de votre conjoint, selon la première des éventualités. Le roulement dans une fiducie au profit du conjoint ne trouvera application que si personne d'autre que votre conjoint n'a droit à la totalité du revenu de la fiducie et que votre conjoint est le seul bénéficiaire discrétionnaire du capital de son vivant.



Une fiducie testamentaire au profit du conjoint vous permet aussi de contrôler les droits dans vos biens après le décès de votre conjoint. Si les biens sont plutôt transférés directement à votre conjoint, la distribution des actifs familiaux se fera conformément aux directives de son testament. Les fiducies au profit du conjoint sont couramment utilisées par les particuliers dont la situation familiale est plus complexe (comme dans le cas d'un deuxième mariage) pour faire en sorte que le conjoint actuel jouisse des biens jusqu'à la fin de ses jours et que les biens passent ensuite aux personnes choisies par le défunt. Elles sont aussi utilisées pour que le remariage du conjoint survivant ne modifie pas la distribution finale des actifs du défunt. Les fiducies au profit du conjoint (testamentaires ou non testamentaires) peuvent durer tant que le conjoint est vivant; il y a disposition réputée des actifs au décès du conjoint et non tous les 21 ans.

Pour 2015 et les années d'imposition antérieures, les fiducies testamentaires (qui doivent être constituées dans votre testament) étaient imposées comme un contribuable distinct et étaient assujetties aux taux d'imposition progressifs des particuliers. Il était donc possible de fractionner le revenu en faisant en sorte qu'une partie du revenu soit imposée entre les mains de la fiducie testamentaire et une autre entre celles du bénéficiaire. Dans certaines situations, il était possible de profiter de ces avantages plus d'une fois grâce aux fiducies multiples.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, il n'est plus possible d'obtenir ces avantages fiscaux en raison de modifications aux règles fiscales applicables aux fiducies.

Fiducies testamentaires - année 2016 et années

Toutes les fiducies testamentaires sont assujetties à l'imposition uniforme au taux maximum, sous réserve de deux exceptions. La première exception vise une succession pendant les 36 premiers mois suivant le décès d'un particulier. Les taux d'imposition progressifs s'appliquent à une seule fiducie, appelée « succession assujettie à l'imposition à taux progressifs » (SAITP), si certaines conditions sont remplies. Une seule fiducie peut être désignée comme une SAITP à l'égard d'un particulier, ce qui élimine l'avantage de constituer et d'utiliser plusieurs fiducies après le décès. Au cours des 36 premiers mois de la SAITP, il est impératif de ne pas altérer la fiducie (p. ex. par des prêts consentis à la fiducie par des bénéficiaires), car la fiducie perdrait son statut de SAITP; son année d'imposition serait alors réputée prendre fin à ce moment et la fiducie serait assujettie à l'imposition uniforme au taux maximum.

Certains des avantages dont jouissaient les fiducies testamentaires ne sont dorénavant offerts qu'aux SAITP, notamment :

- l'imposition du revenu gagné et conservé dans la succession aux taux progressifs;
- la disponibilité de certaines dispositions d'allègement après le décès;
- l'exemption de 40 000 \$ à l'égard de l'impôt minimum de remplacement (IMR) (offerte aux SAITP pour les années d'imposition de 2016 à 2023¹⁰);
- la flexibilité quant aux personnes pouvant demander le crédit d'impôt pour dons de bienfaisance effectués par testament;
- la possibilité de conserver une fin d'année d'imposition autre que le 31 décembre;
- l'exemption des exigences liées aux acomptes provisionnels.

Une année d'imposition est réputée avoir pris fin le 31 décembre 2015 pour les fiducies testamentaires qui n'étaient pas des SAITP et qui n'avaient pas déjà une fin d'année d'imposition au 31 décembre. L'année d'imposition des fiducies testamentaires qui ne sont plus considérées comme des SAITP (soit parce qu'elles ont été altérées ou parce que plus de 36 mois se sont écoulés depuis le décès du particulier) est réputée prendre fin à la date où la succession cesse d'être une SAITP. La fin de l'année d'imposition subséquente de pareilles fiducies est le 31 décembre.

Le gain en capital réalisé (à la disposition réputée des actifs détenus par la fiducie) au décès du bénéficiaire de l'intérêt viager (l'époux ou le conjoint de fait survivant ou le cotisant d'une fiducie en faveur de soi-même) est déclaré au nom de la fiducie et imposable dans celle-ci. Le fiduciaire paie habituellement l'impôt dû à même les actifs détenus dans la fiducie et distribue par la suite la valeur nette des actifs aux bénéficiaires du capital.

Le 1^{er} janvier 2016, des règles modifiées sont entrées en vigueur pour les fiducies à intérêt viager (soit les fiducies en faveur de soi-même, les fiducies mixtes au profit de l'époux ou du conjoint de fait et les fiducies au profit de l'époux ou du conjoint de fait), selon lesquelles une année d'imposition est réputée se terminer à la fin du jour du décès du bénéficiaire de l'intérêt viager.

Dans des circonstances très limitées¹¹, un choix peut être produit en vertu de ces règles par le fiduciaire d'une fiducie testamentaire qui est une fiducie au profit de l'époux ou du conjoint de fait et l'exécuteur d'une SAITP d'un bénéficiaire de l'intérêt viager pour que le gain en capital réputé de la fiducie soit inclus dans la déclaration finale du bénéficiaire de l'intérêt viager décédé.

Selon les anciennes règles, le revenu ou les gains en capital devant être versés à un bénéficiaire pouvaient être imposés dans la fiducie si les fiduciaires en avaient fait le choix. Ce choix était habituellement produit lorsque le taux d'imposition de la fiducie était moins élevé que celui du bénéficiaire.

À compter du 1^{er} janvier 2016, le choix d'imposer le revenu ou les gains en capital devant être versés à un bénéficiaire dans la fiducie ne peut être produit que s'il existe des pertes (y compris des pertes en capital) qui peuvent être utilisées de façon à ce que le revenu imposable de la fiducie pour l'année visée ne soit pas plus élevé que néant.

Une deuxième exception à l'imposition uniforme au taux maximum des fiducies testamentaires concerne les « fiducies admissibles pour personne handicapée ». Ces fiducies testamentaires, constituées au profit de personnes handicapées admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées fédéral, continueront d'être assujetties aux taux d'imposition progressifs, mais il y a récupération si le capital est distribué à quiconque d'autre que le bénéficiaire handicapé.

Les successions et plans successoraux existants devraient être examinés pour évaluer l'incidence des règles sur les fiducies testamentaires. Votre conseiller en fiscalité EY peut vous aider quant à la planification dans le contexte de ces règles.

Financement des impôts à payer

Un gel successoral vous permettra de prédéterminer les impôts à payer au décès en ce qui a trait aux actifs gelés. Après l'estimation de cette obligation, vous devriez voir si votre succession disposera d'actifs suffisants pour acquitter les impôts à payer, tout en laissant des actifs qui permettront de pourvoir aux besoins des personnes à charge ou d'accomplir vos intentions philanthropiques. Si vous constatez que les actifs seront insuffisants, vous pouvez songer à souscrire une assurance-vie qui générera des fonds supplémentaires. Le produit de l'assurance est reçu par votre succession ou vos bénéficiaires en franchise d'impôt.

Si vous avez l'intention de reporter les impôts à payer jusqu'au décès du conjoint survivant, envisagez de souscrire une assurance sur la vie du dernier conjoint survivant afin de réduire les primes au cours de votre vie. Selon votre situation et les taux de mortalité, les primes d'assurance-vie pourraient s'avérer plus onéreuses que les impôts que vous voulez financer. Ainsi, assurez-vous qu'il s'agit bien du moyen le plus efficace de financer les impôts à payer au bout du compte. Il est toujours prudent de revoir vos besoins en assurance, à intervalles de quelques années ou lors de modifications importantes aux taux d'impôt sur le revenu, pour vérifier que vous bénéficiez d'une protection du montant approprié.

Si vous n'avez pas encore vu à votre plan successoral - ou si celui-ci doit être passé en revue pour que vos intentions soient respectées compte tenu de votre situation actuelle -, communiquez avec votre conseiller en fiscalité EY.

¹⁰ Pour 2024 et les années d'imposition suivantes, les propositions législatives exemptent les SAITP et certaines autres fiducies de l'application de l'IMR. Ces modifications font partie d'une série de règles visant à élargir l'assiette du régime d'IMR. Pour plus de renseignements sur l'IMR et ces règles, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » paru dans le [numéro d'octobre 2023 du bulletin Questions fiscales®EY](#) ainsi que les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 45](#), [FiscAlerte 2024 numéro 25](#) et [FiscAlerte 2024 numéro 27](#) d'EY.

¹¹ Des conditions précises doivent être remplies. Par exemple, la fiducie doit avoir été établie par le testament d'un contribuable décédé avant 2017, le particulier devait résider au Canada immédiatement avant son décès, la fiducie doit être une fiducie au profit de l'époux ou du conjoint de fait postérieure à 1971, etc.

Déclaration pour les fiducies

Une fiducie est tenue de produire une déclaration de revenus annuelle, la *Déclaration de renseignements et de revenus des fiducies* (« déclaration T3 »), dans les 90 jours suivant la fin de son année d'imposition. Cependant, il existait diverses exceptions prévues par la loi et exceptions administratives à cette exigence de production. Généralement, avant l'année d'imposition 2023, une fiducie devait produire une déclaration T3 pour une année d'imposition seulement si son revenu imposable de toutes provenances était supérieur à 500 \$ et qu'elle avait de l'impôt sur le revenu à payer, avait disposé (ou était réputée avoir disposé) d'une immobilisation, avait réalisé un gain en capital imposable ou avait distribué la totalité ou une partie de son revenu (excédant 100 \$), de ses gains ou de son capital à un ou plusieurs de ses bénéficiaires.

Exigences supplémentaires en matière de déclaration de renseignements

De récentes modifications législatives prévoient des exigences supplémentaires quant aux renseignements qui doivent être déclarés chaque année par les fiducies expresses (les fiducies créées avec l'intention expresse de l'auteur, par écrit, par opposition aux autres fiducies créées par l'effet de la loi) résidant au Canada et par les fiducies non-résidentes qui étaient déjà tenues de produire une déclaration T3, pour les années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2023. Par conséquent, ces règles font en sorte que certaines fiducies qui n'étaient pas tenues de produire une déclaration T3 en raison d'exceptions prévues par la loi ou d'exceptions administratives doivent désormais en produire une chaque année¹².

Les nouvelles exigences en matière de déclaration de renseignements ne s'appliquent pas aux SAITP. Étant donné que toutes les fiducies autres que les SAITP doivent à présent avoir une fin d'année d'imposition au 31 décembre, ces règles prennent effet à compter de l'année d'imposition 2023.

Les fiducies assujetties aux exigences supplémentaires en matière de déclaration doivent déclarer l'identité de toute personne qui est un fiduciaire, un bénéficiaire ou un auteur de la fiducie, ainsi que de toute personne qui peut (en raison des modalités de l'acte de fiducie ou d'un accord connexe) exercer une influence sur les décisions du fiduciaire concernant l'affectation du revenu ou du capital de la fiducie au cours d'une année (p. ex. un protecteur) et de fournir certains renseignements prescrits relativement à une telle personne.

À ces fins, en vertu des modifications, la définition d'« auteur » comprend toute personne ou société de personnes qui a prêté ou transféré des biens, directement ou indirectement, à la fiducie ou pour son compte. Toutefois, cette définition peut être suffisamment large pour englober les particuliers qui ont adopté des stratégies courantes de planification fiscale et successorale, comme un gel successoral, ou ceux qui ont prêté ne serait-ce qu'un montant symbolique à une fiducie avec laquelle ils ont un lien de dépendance.

Les modifications proposées publiées le 12 août 2024 prévoient le remplacement du terme « auteur » par le terme « constituant ». Par le fait même, les modifications précisent une exception à la définition de « constituant » à ces fins pour les personnes et les sociétés de personnes qui ont transféré des biens à la fiducie, avec laquelle elles ont un lien de dépendance ou non, pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande ou conformément à une obligation juridique, à condition que le cédant reçoive une contrepartie égale à la juste valeur marchande. Ces modifications proposées entreraient en vigueur à compter de l'année d'imposition 2024¹³.

Une nouvelle annexe sur la propriété effective, T3SCH15, *Renseignements sur la propriété effective d'une fiducie*¹⁴, a été ajoutée à la déclaration T3 pour la déclaration des renseignements requis. Selon ces modifications, les nouvelles exigences de déclaration ne visent pas les informations assujetties au privilège des communications entre client et avocat.

Les modifications initiales devaient également s'appliquer aux simples fiducies, c.-à-d. aux fiducies comprenant des arrangements dans le cadre desquels il est raisonnable de considérer qu'une fiducie agit en qualité de mandataire de ses bénéficiaires pour ce qui est des opérations portant sur tous ses biens pour l'année d'imposition 2023.

En mars 2024, l'ARC a annoncé qu'elle n'exigerait pas des simples fiducies qu'elles produisent une déclaration T3 ou l'annexe 15 de cette déclaration pour l'année d'imposition 2023, à moins qu'elle n'en fasse expressément la demande. De même, en octobre 2024, l'ARC a annoncé que les simples fiducies n'auraient pas à produire une déclaration T3 ni l'annexe 15 connexe pour l'année d'imposition 2024, à moins qu'elle n'en fasse expressément la demande. Ces exemptions ont été accordées pour tenir compte des défis auxquels font face les contribuables et leurs conseillers pour vérifier si certains arrangements constituaient de simples fiducies, de sorte qu'ils seraient assujettis à l'obligation de produire une déclaration T3 pour la première fois, et pour compiler les renseignements à fournir.



¹² De plus, selon les modifications, de nombreuses fiducies non-résidentes qui n'étaient pas tenues de produire une déclaration T3 pourraient devoir désormais en produire pour la première fois. Voir le bulletin *FiscAlerte 2024 numéro 02* d'EY.

¹³ Techniquement en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2024.

¹⁴ La partie 6 et l'annexe G de la déclaration de revenus des fiducies TP-646 du Québec sont l'équivalent pour le Québec de l'annexe 15 de la déclaration T3.

Les modifications législatives publiées le 12 août 2024 proposent de restreindre les types de simples fiducies assujettis aux exigences en matière de déclaration et de reporter l'application de ces exigences à 2025 et aux années d'imposition suivantes. En vertu des modifications proposées, les exigences en matière de déclaration s'appliqueraient à un arrangement dans le cadre duquel une ou plusieurs personnes, appelées « propriétaire légal », ont la propriété de common law du bien qui est détenu pour l'usage ou l'avantage d'une ou plusieurs personnes ou sociétés de personnes.

De plus, dans le cadre de l'arrangement, il doit être raisonnable de considérer que le propriétaire légal agit en qualité de mandataire des personnes ou sociétés de personnes ayant le droit d'usage ou bénéficiant du bien. Des exemptions aux exigences en matière de déclaration peuvent s'appliquer à certains types de simples fiducies si certaines conditions sont remplies. Les propositions législatives publiées le 15 août 2025 proposent d'élargir davantage la liste d'exemptions à certains types de simples fiducies.

Les modifications législatives proposées du 15 août 2025 précisent que les exigences supplémentaires en matière de déclaration, dans le cas d'une fiducie en faveur de soi-même ou au profit de l'époux ou du conjoint de fait, sont satisfaites si les renseignements requis sont fournis concernant les bénéficiaires de la fiducie, autres que les bénéficiaires éventuels. Cette proposition, applicable aux années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2025, vise à reconnaître que ces fiducies peuvent essentiellement servir de testament, et que les bénéficiaires éventuels de la fiducie peuvent ne pas savoir qu'ils en sont bénéficiaires.

Certains types de fiducies sont exemptés de ces exigences supplémentaires en matière de déclaration de renseignements. En vertu des modifications, y compris les modifications législatives proposées publiées le 12 août 2024 et les propositions législatives publiées le 15 août 2025, qui s'appliqueraient à compter de l'année d'imposition 2024 ou 2025¹⁵, une exemption aux exigences en matière de déclaration s'appliquerait à certaines fiducies, y compris toute fiducie qui :

- existe depuis moins de trois mois au cours de l'année;
- détient seulement certains actifs, dont la juste valeur marchande totale n'excède pas 250 000 \$ tout au long de l'année, et dont chaque fiduciaire est un particulier et chaque bénéficiaire est un particulier lié à chaque fiduciaire¹⁶;
- détient des actifs dont la juste valeur marchande totale est inférieure à 50 000 \$ tout au long de l'année, même si la fiducie compte une société parmi ses fiduciaires ou que ses bénéficiaires ne sont pas tous des particuliers liés à chaque fiduciaire¹⁷;
- est un organisme à but non lucratif ou un organisme de bienfaisance enregistré;
- est une fiducie de fonds commun de placement;
- est une SAITP, y compris une fiducie qui serait une SAITP si la succession avait produit une déclaration de revenus pour l'année¹⁸;
- est une fiducie admissible pour personne handicapée;
- est une fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés;
- doit être établie en vertu d'une loi fédérale ou provinciale (p. ex. relations de confiance créées par une loi, comme celles des syndicats de faillite ou des tuteurs provinciaux);

- est une fiducie instituée en vertu de l'un des régimes, comptes ou fonds ci-après, ou régie par l'un d'eux : régime de participation différée aux bénéfices, régime de participation des employés aux bénéfices, compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, régime de pension agréé collectif, régime enregistré d'épargne-invalidité, régime enregistré d'épargne-études, régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage, régime complémentaire de retraite, régime de pension agréé, FERR ou REER.

Certaines autres exceptions s'appliquent.

Des pénalités s'appliquent pour défaut de produire une déclaration T3 requise en vertu des exigences, y compris la nouvelle annexe sur la propriété effective (s'il y a lieu), pour les années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2023. Les pénalités correspondent à la plus élevée des sommes suivantes : 2 500 \$ ou 5 % de la juste valeur marchande la plus élevée des biens détenus par la fiducie à un moment donné de l'année, sans pénalité maximale¹⁹.

Pour en savoir plus sur les exigences supplémentaires en matière de déclaration, de même que sur les modifications et modifications proposées connexes, consultez les bulletins [FiscAlerte 2023 numéro 41](#), [FiscAlerte 2024 numéro 04](#), [FiscAlerte 2024 numéro 44](#) et [FiscAlerte 2025 numéro 41](#) d'EY.

Si vous retenez les services d'une personne pour préparer votre déclaration T3, sachez que de récentes modifications législatives font en sorte que les spécialistes en déclarations seront également tenus de produire les déclarations T3 par voie électronique si, pour une année civile, ils préparent plus de cinq déclarations T3. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

¹⁵ Selon la modification législative proposée. Techniquement en vigueur pour les années d'imposition se terminant soit après le 30 décembre 2024, soit après le 30 décembre 2025.

¹⁶ Cette exception particulière ne s'appliquait pas à l'année d'imposition 2023. Les propositions de modifications publiées le 15 août 2025 précisent que les bénéficiaires de la fiducie ne peuvent pas eux-mêmes être des fiducies, et que la SAITP d'un particulier peut être un bénéficiaire de la fiducie, pourvu que le particulier décédé en soit le bénéficiaire dans l'année de son décès.

¹⁷ Cette exemption particulière ne s'applique à l'année d'imposition 2023 que si la fiducie détient certains types d'actifs.

¹⁸ Pour qu'une fiducie ait droit au statut de SAITP, la succession doit avoir produit une déclaration de revenus pour cette fiducie.

¹⁹ Cette pénalité s'applique également si, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde, un faux énoncé ou une omission est fait dans la déclaration. Aux fins de l'impôt du Québec, le montant de la pénalité s'élève à 1 000 \$, plus 100 \$ par jour de défaut, jusqu'à concurrence de 5 000 \$.

Testaments

Votre testament est un élément clé de votre planification successorale. Vous et votre époux ou conjoint de fait devriez avoir chacun un testament et le tenir à jour en fonction de l'évolution de votre situation familiale et de votre situation financière ainsi que des modifications de la loi. Votre conseiller juridique et votre conseiller en fiscalité devraient passer en revue votre testament au moins tous les trois à cinq ans ou lorsqu'un événement important de la vie se produit dans la famille.

En l'absence de testament valide au moment du décès, la succession de la personne décédée est dévolue selon des règles prédéterminées applicables aux successions dites ab intestat. Ces règles sont différentes selon la province ou le territoire de résidence de la personne au moment de son décès.

Fiducies en faveur de soi-même et fiducies mixtes au profit du conjoint

Les fiducies en faveur de soi-même et les fiducies mixtes au profit du conjoint offrent des options de planification successorale aux aînés. Il s'agit de fiducies non testamentaires établies par des particuliers âgés d'au moins 65 ans, dans le cadre desquelles seul le contribuant (ou son époux ou conjoint de fait dans le cas d'une fiducie mixte au profit du conjoint) a droit au revenu ou au capital de la fiducie²⁰.

Dans le cas d'une fiducie en faveur de soi-même, le document de fiducie doit désigner des bénéficiaires subsidiaires qui auront droit au revenu et/ou au capital de la fiducie après votre décès. Dans le cas d'une fiducie mixte au profit du conjoint, le document doit préciser que le survivant (vous ou votre époux ou conjoint de fait) sera le bénéficiaire, et l'acte de fiducie doit désigner des bénéficiaires subsidiaires après le décès des deux époux.

Comme pour toute fiducie non testamentaire, ce type de fiducies peut servir de substitut efficace à un testament, ce qui permet d'éviter les droits d'homologation dans certaines provinces au moment du décès et d'assurer la protection des renseignements personnels. Mais, contrairement à d'autres fiducies non testamentaires, les biens peuvent être transférés dans ces fiducies selon la disposition de roulement (au coût), ce qui permet de reporter l'imposition de tout gain en capital cumulé jusqu'à sa réalisation, ou jusqu'au moment de votre décès ou de celui de votre époux ou conjoint de fait. Ces fiducies peuvent également remplacer une procuration.

FISCALIDÉES

- Effectuez une revue annuelle de votre plan successoral pour vous aider à vous préparer aux imprévus de la vie.
- Envisagez un gel de la valeur de vos actifs et la mise de côté de fonds ou l'achat d'une assurance-vie pour couvrir le paiement des impôts estimatifs à payer au décès.
- Il existe différents types de gels successoraux. Celui que vous choisirez dépend de votre situation familiale :
 - Gel complet : Vous pouvez continuer de contrôler la société en souscrivant la totalité ou la majorité des actions contrôlant le vote et en ayant recours à une convention entre actionnaires restreignant les droits des porteurs d'actions de croissance.
 - Gel partiel et gels progressifs : Vous pouvez continuer de participer à la croissance de la société en souscrivant une partie des actions de croissance, directement ou en étant nommé bénéficiaire de la fiducie familiale.
- Envisagez un gel seulement pour les actifs qui, à votre avis, seront détenus à long terme par votre famille.
- Sachez que les possibilités de fractionnement du revenu en ce qui a trait aux gels successoraux sont limitées après 2017, compte tenu des règles révisées relatives à l'impôt sur le revenu fractionné (voir ci-dessus).
- Si vous avez 65 ans ou plus, songez à utiliser une fiducie en faveur de soi-même ou une fiducie mixte au profit du conjoint en remplacement d'un testament, ce qui pourrait contribuer à réduire l'impôt sur les successions là où il s'applique. Consultez un conseiller en fiscalité et un conseiller juridique concernant la rédaction des modalités de façon à prendre en compte les règles modifiées.
- Examinez et mettez à jour votre testament périodiquement pour vous assurer qu'il reflète les changements dans votre situation familiale et votre situation financière ainsi que les modifications législatives.
- N'oubliez pas d'évaluer les avantages non fiscaux qui demeureront liés à l'utilisation de fiducies pour la planification après le décès, étant donné que les avantages fiscaux sont réduits par les règles modifiées relatives aux fiducies et à l'impôt sur le revenu fractionné.
- N'oubliez pas qu'un particulier ne peut avoir qu'une seule SAITP admissible qui profitera des avantages traditionnellement liés à la fiducie testamentaire.
- Si vous utilisez une fiducie à des fins de planification successorale (ou à d'autres fins), assurez-vous de vous conformer à toutes les exigences en matière de déclaration et de production pour les fiducies, y compris les exigences supplémentaires en matière de déclaration adoptées récemment (voir ci-dessus).



²⁰ Lors de la Table ronde de l'ARC à la conférence annuelle de la Fondation canadienne de fiscalité d'octobre 2020, l'ARC a mentionné ces règles en soulignant que l'utilisation gratuite d'un chalet, détenu par une fiducie en faveur de soi-même ou une fiducie mixte au profit du conjoint, par un enfant d'un bénéficiaire d'une telle fiducie pourrait éventuellement compromettre le statut de la fiducie étant donné que cette utilisation pourrait être considérée comme l'usage du capital de la fiducie par une personne autre que le cotisant, ou son époux ou conjoint de fait (dans le cas d'une fiducie mixte au profit du conjoint).

Impôt sur l'administration de la succession / droits d'homologation

L'homologation est le processus judiciaire en vertu duquel un tribunal confirme le pouvoir d'un liquidateur ou d'un exécuteur testamentaire. Dans la plupart des cas, à titre de liquidateur ou d'exécuteur, vous devrez vous plier à ce processus afin d'administrer efficacement la succession.

Que la personne décédée ait ou non un testament, des droits d'homologation correspondant à un pourcentage de la valeur de la succession devront être payés (sauf au Québec). Plusieurs provinces perçoivent des droits d'homologation sur tous les biens qui appartenaient à la personne décédée au moment du décès.

Les biens qui passent à un bénéficiaire désigné hors du testament (comme le produit d'une police d'assurance-vie) ne sont pas assujettis aux droits d'homologation. Dans certaines provinces, les droits d'homologation pour les successions importantes peuvent être très élevés.

Pour voir un sommaire des droits d'homologation par province et territoire, consultez l'[annexe C](#).

FISCALIDÉES

- Vous devriez solliciter des conseils sur la manière dont la fortune familiale devrait être distribuée à votre décès et faire ensuite un suivi régulier pour tenir compte des changements dans votre situation personnelle.
- Il est essentiel d'avoir un testament le plus à jour possible, voire plus d'un testament pour tenir compte de divers actifs et de diverses administrations. À ce jour, selon l'ARC, l'utilisation de plusieurs testaments ne crée pas plus d'une succession dans le cadre des règles relatives aux SAITP.
- Réduisez les droits d'homologation éventuels en transférant des actifs, comme le chalet familial ou des actifs dont la valeur n'a pas augmenté, à une fiducie familiale ou à une fiducie en faveur de soi-même, de sorte que les actifs n'appartiendront pas à un particulier au moment du décès. Veuillez noter que les règles sur la désignation de résidence principale ont changé relativement à certaines fiducies. Consultez le [chapitre 8, « Exemption pour résidence principale »](#).
- Tenez à jour vos désignations de bénéficiaires relativement à tout actif qui n'est pas habituellement visé par un testament, dont les actifs liés à des polices d'assurance-vie, des régimes de retraite et des comptes d'épargne libre d'impôt (CELI). Les désignations de bénéficiaires ont préséance sur toute directive dans un testament portant sur ces actifs en particulier. Rappelez-vous qu'à mesure que les circonstances de votre vie évoluent (en raison d'événements comme une naissance, un mariage, un divorce ou un décès), vos désignations de bénéficiaires pourraient devoir changer en conséquence.
- Une lettre d'instructions informe les membres de votre famille des documents de planification successorale que vous avez créés, de leur objet, de leur contenu et de l'endroit où ils se trouvent. La lettre doit également inclure les coordonnées des personnes-ressources comme vos avocats, comptables, agents d'assurance, conseillers financiers, représentants de banque ainsi que les autres personnes avec qui vos survivants pourraient devoir communiquer. L'étape simple et directe consistant à préparer une lettre d'instructions peut éviter à vos survivants de vivre de la confusion et de l'angoisse durant une période de grand stress.



Dons entre vifs

Si vous faites un don d'immobilisations de votre vivant à toute personne autre que votre époux ou conjoint de fait, vous êtes réputé avoir disposé de ces biens à leur juste valeur marchande. Le transfert de biens en « propriété conjointe » avec un enfant est considéré comme un don à la juste valeur marchande et donc comme une disposition aux fins de l'impôt sur le revenu. Il peut être avantageux de se prévaloir de cette possibilité lorsque les valeurs marchandes sont faibles et que la disposition de certains types de biens peut donner lieu à un impôt minime.



Assurance-vie

L'assurance-vie a un rôle important pour faire en sorte que votre succession dispose des liquidités nécessaires pour payer les frais funéraires et autres dettes (comme l'impôt à payer sur les gains en capital cumulés qui peut être exigible à la suite de votre décès) et pour que vos personnes à charge bénéficient d'une autre source de fonds pour remplacer vos revenus. De plus, une assurance-vie peut servir à faciliter le transfert d'une entreprise en cas de décès de l'un des associés ou propriétaires.

Le produit de l'assurance-vie reçu à votre décès dans le cadre d'une police d'assurance-vie exonérée n'est pas imposable. Par conséquent, les primes d'assurance-vie ne peuvent généralement pas être déduites.

Il existe deux grandes catégories de polices d'assurance-vie :

Polices d'assurance-vie temporaire : Ces polices offrent une couverture d'assurance pour une période donnée ou jusqu'à un certain âge (p. ex. 10 ans ou jusqu'à 65 ans). Habituellement, elles n'ont pas de composante placement explicite et fournissent au bénéficiaire une somme préétablie non imposable au décès du titulaire de police si le décès survient au cours de la durée de la police. Ces assurances n'ont généralement pas de valeur de rachat garantie et sont habituellement non participatives (c.-à-d. qu'aucune participation de police n'est versée).

Les polices d'assurance-vie temporaire sont assorties d'une prime fixe pendant toute la durée de la police et peuvent offrir des caractéristiques comme un droit garanti de renouveler la police à la fin de celle-ci ou le droit de convertir la police en assurance-vie entière (permanente) sous réserve de certaines conditions.

Les polices d'assurance-vie temporaire sont habituellement l'option la moins coûteuse pour obtenir de l'assurance-vie. Toutefois, les primes associées à l'exercice de l'option de renouvellement garanti peuvent s'avérer plus coûteuses que l'achat d'une nouvelle police.

Polices d'assurance-vie entière (permanente) : Toutes les polices d'assurance-vie entière offrent une protection pendant toute la vie de l'assuré, tant que toutes les primes sont payées. Ces polices d'assurance-vie comportent habituellement une composante placement en plus de l'assurance proprement dite.

La plupart des polices d'assurance-vie entière vendues au Canada sont des polices exonérées d'impôt, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas assujetties à l'imposition annuelle sur la croissance de la valeur du placement qui y est accumulée. La capacité d'accumuler des revenus en report d'impôt dans le cadre d'une police d'assurance-vie exonérée d'impôt peut générer une valeur considérable à long terme. Ce report d'impôt devient une économie d'impôt permanente si la police est détenue jusqu'au décès de l'assuré.

Pour qu'une police soit considérée comme exonérée d'impôt, la composante placement au sein de la police ne doit pas excéder certaines limites permises. L'assureur vérifiera habituellement l'état de la police chaque année et, suivant le contrat, peut apporter les modifications ou faire les retraits nécessaires pour que la police demeure exonérée de l'imposition des revenus accumulés.

Selon les modalités de la police, les primes des polices d'assurance-vie entière peuvent être fixées pour toute la durée de la police ou augmenter au fil du temps. Généralement, les primes des polices d'assurance-vie entière sont plus élevées que celles des polices d'assurance-vie temporaire, compte tenu de l'obligation de verser une prestation de décès à un moment donné et de la capacité d'accumuler des épargnes dans le cadre de la police.

Les polices d'assurance-vie entière comportent entre autres l'avantage que la composante placement a habituellement une valeur de rachat pouvant fournir à l'assuré des fonds avant son décès. Vous pouvez vous faire avancer des fonds sur cette valeur de rachat pour compléter votre revenu de retraite ou en cas d'urgence, mais un coût fiscal peut en découler.



Polices avec participations et polices sans participations

Les polices avec participations et sans participations sont des types de polices d'assurance-vie entière. Une police avec participations permet à son titulaire de toucher des bénéfices sous la forme de participations de police. Une police sans participations ne prévoit pas le versement de participations de police.

Coût de base rajusté aux fins de l'impôt

Comme pour d'autres types de biens acquis, le coût aux fins de l'impôt, ou coût de base rajusté (CBR), des polices d'assurance-vie doit être calculé. En termes généraux, les primes payées au titre d'une police d'assurance-vie sont ajoutées au CBR, alors que les fonds retirés réduisent le CBR de la police. De plus, pour les polices établies ou acquises pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, une somme peut être déduite annuellement du CBR au titre du coût net de l'assurance pure (calcul du coût théorique de l'assurance) prévu aux termes de la police. Cette déduction du coût net de l'assurance pure vise à ce que le CBR ne reflète que la composante placement de la police. D'autres facteurs peuvent également augmenter ou réduire le CBR.

Comme le calcul du CBR au Canada est complexe, les assureurs canadiens effectuent le calcul et envoient des feuillets fiscaux pour tout montant imposable retiré au cours de l'année.

Retraits et avances sur polices

Lorsque le titulaire retire de l'argent d'une police, y compris des participations de police ou des retraits partiels de la valeur de rachat, il est considéré comme ayant disposé de la totalité ou d'une partie de son intérêt dans la police aux fins de l'impôt. Si le produit excède le CBR proportionnel au moment de la disposition, le titulaire de police doit inclure l'excédent, qui est souvent appelé « gain sur police », dans son revenu. Notons que les polices d'assurance-vie ne sont pas considérées comme des immobilisations. Par conséquent, la totalité du gain réalisé à la disposition de la police est assujettie à l'impôt à titre de revenu pour le titulaire de la police.

En outre, lorsqu'un titulaire de police obtient une avance sur police aux termes de la police, la partie du produit de l'avance sur police qui excède le CBR de la police est imposée à titre de revenu. Tout remboursement ultérieur de l'avance sur police peut rendre le titulaire de police admissible à une déduction d'impôt jusqu'à concurrence des montants précédemment inclus dans le revenu. De nombreux assureurs enverront à leurs titulaires de police une lettre les avisant lorsqu'une déduction pourrait être disponible à l'égard du remboursement d'une avance sur police. Cependant, pareil avis n'est pas obligatoire; les titulaires de police devraient donc prendre soin de déterminer s'ils peuvent se prévaloir de déductions pour des remboursements d'avance sur police.

Si un titulaire de police obtient une avance sur police et utilise le produit pour tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien, les intérêts sur l'avance sur police peuvent être déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu (de manière semblable aux intérêts sur d'autres types de prêts à des fins de placement). Pour obtenir la déduction, le titulaire de police doit remplir la partie I du formulaire T2210, *Attestation de l'intérêt sur une avance sur police par l'assureur*, et envoyer celui-ci à l'assureur pour qu'il remplisse le reste. L'assureur attestera le montant de l'intérêt sur l'avance sur police et retournera une copie du formulaire rempli au titulaire de police. L'assureur conserve l'autre copie en vue d'une éventuelle vérification de l'ARC.

Soulignons que si les intérêts sont capitalisés en étant portés au solde de l'avance sur police et que le montant des intérêts est déductible, le montant des intérêts capitalisés est considéré comme le produit de l'avance sur police et peut donc être imposable²¹.



FISCALIDÉE

Avant de retirer une partie de la valeur de rachat de votre police ou si vous pensez déduire les intérêts sur une avance sur police, discutez avec vos conseillers en fiscalité et en assurance pour déterminer les conséquences fiscales.

²¹ En vertu des définitions de « produit de disposition » et de « prime » au paragraphe 148(9) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR), les intérêts qui sont capitalisés en étant portés au solde de l'avance sur police et qui ne sont pas déductibles sont généralement exclus des intérêts imposables. Les intérêts déductibles qui sont portés au solde de l'avance sur police peuvent être imposables. Consultez votre conseiller de fiscalité EY.

Changements de propriété

De façon générale, le changement de propriété d'une police d'assurance-vie constitue une disposition imposable si le cédant et le cessionnaire n'ont pas de lien de dépendance. Le cédant réalise un gain sur police correspondant à l'excédent du prix payé (ou réputé avoir été payé) pour le transfert par le nouveau titulaire de police sur le CBR de la police pour le cédant, et ce gain sur police est inclus en totalité dans le revenu imposable du cédant pour l'année du transfert (même traitement que les retraits et avances sur polices – voir la rubrique précédente). Après le transfert, le CBR de la police pour le cessionnaire est égal au produit de disposition reçu par le cédant.

De nombreux changements de propriété entre parties ayant un lien de dépendance sont réputés être effectués pour un produit égal à la plus élevée des sommes suivantes : la valeur de rachat de la police, la juste valeur marchande de toute contrepartie versée, ou le CBR de la police, pour les dispositions réputées effectuées après le 21 mars 2016. Cette disposition réputée s'applique également si la police est donnée (aucune contrepartie versée). Dans la mesure où le produit réputé excède le CBR de la police, le cédant réalise un gain sur police, qui est inclus en totalité dans le revenu du cédant pour l'année en question.

Toutefois, certains transferts de propriété déterminés entre parties ayant un lien de dépendance peuvent être effectués en report d'impôt. Les transferts de propriété effectués sans contrepartie en faveur d'enfants ou de petits-enfants sont réputés l'être pour un produit égal au CBR de la police, pourvu que les enfants ou petits-enfants visés soient les assurés et que certaines autres conditions soient remplies.

De même, un transfert en faveur d'un époux ou d'un conjoint de fait par suite du décès du titulaire de police est réputé être effectué pour un produit égal au CBR de la police, à condition, notamment, que le titulaire de police et l'époux ou le conjoint de fait remplaçant résident au Canada aux fins de l'impôt au moment du décès. Un transfert en report d'impôt en faveur d'un époux ou d'un conjoint de fait peut également être effectué du vivant du titulaire de police si certaines conditions sont remplies.

Déductibilité des primes

Comme il est susmentionné, les primes payées au titre des polices d'assurance-vie ne sont généralement pas déductibles. Cependant, si un intérêt dans une police d'assurance-vie est cédé à une institution financière (c.-à-d. une banque à charte, une société de fiducie ou une caisse de crédit) à titre de garantie pour un prêt ou une dette, le titulaire de police pourrait être en mesure de déduire une partie des primes payées, pourvu que l'intérêt sur le prêt soit déductible²². La prudence est de mise avec les polices à primes flexibles, car seules les primes légalement payables aux termes de la police peuvent être admissibles à une déduction.

²² Aux termes de l'alinéa 20(1)e.2) de la LIR, le montant des primes déductibles dans ce cas (sous réserve de certaines exceptions) serait la moins élevée des sommes suivantes : a) les primes payables par le contribuable pour l'année aux termes de la police; b) le coût net de l'assurance pure pour l'année relativement à l'intérêt dans la police; et c) la partie de la moins élevée des sommes déterminées à a) et b) qu'il est raisonnable de considérer comme étant liée à la somme que le contribuable doit au cours de l'année en raison de l'emprunt. Par exemple, si la protection d'assurance-vie en vertu de la police cédée est de 500 000 \$ et que le solde moyen dû dans le cadre du prêt au cours de l'année d'imposition s'élève à 200 000 \$, le montant déductible serait probablement limité à 40 % de la somme la moins élevée entre les primes payables et le coût net de l'assurance pure au titre de la police pour l'année.

Désignations de bénéficiaires

Contrairement à d'autres types de placements, les polices d'assurance-vie permettent au titulaire de police de désigner des bénéficiaires aux termes de la police, ce qui peut être avantageux. La désignation de bénéficiaires peut protéger la police d'assurance contre les créanciers et exclut le produit de l'assurance de la valeur de la succession dans le calcul des droits d'homologation, le cas échéant.



FISCALIDÉE

Examinez périodiquement vos besoins en matière d'assurance-vie pour vous assurer d'avoir souscrit le montant et le type de couverture qui vous conviennent et d'avoir nommé les bons bénéficiaires.



Utilisation par les entreprises

En plus de fournir une protection à l'époux ou au conjoint de fait et/ou aux personnes à charge bénéficiaires, l'assurance-vie est couramment utilisée par des entreprises à peu d'actionnaires pour financer le rachat d'actions détenues par la succession du défunt. Si l'entreprise était le bénéficiaire désigné et qu'elle reçoit le produit de la prestation de décès, le produit qui excède le CBR de la police au moment du décès de la personne assurée peut, en général, être distribué à la succession ou aux actionnaires survivants en franchise d'impôt une fois que la société déclare le versement d'un dividende à partir de son compte de dividendes en capital.

FISCALITÉ

Si vous voulez utiliser une assurance-vie à des fins de placement ou de planification d'entreprise, parlez à votre conseiller en fiscalité EY pour vous assurer que les avantages fiscaux sont optimisés. Les règles sont complexes, et il peut y avoir d'importantes conséquences imprévues si une planification appropriée n'est pas effectuée.



Legs caritatifs effectués par testament

Les règles relatives aux dons de bienfaisance et aux dons de biens culturels ou de biens écosensibles canadiens s'appliquent également aux dons prévus dans votre testament.

Avant 2016, les dons effectués par testament étaient réputés avoir été effectués par un particulier immédiatement avant son décès et pouvaient être déclarés dans sa déclaration de revenus finale ou reportés à l'année précédente.

Toutefois, les dons effectués par la succession pouvaient seulement être portés en réduction des impôts à payer par la succession.

Les legs à des organismes de bienfaisance désignés comme les bénéficiaires directs d'un REER, d'un FERR, d'un CELI ou d'une police d'assurance-vie étaient considérés comme des legs caritatifs et comme des dons effectués au cours de l'année du décès.

Legs caritatifs et dons effectués par une SAITP

Une présomption s'applique aux décès se produisant après 2015 relativement aux dons effectués par testament et aux dons par désignation (aux termes d'un REER, d'un FERR, d'un CELI ou d'une police d'assurance-vie). Les legs caritatifs ne sont plus réputés avoir été effectués par un particulier immédiatement avant son décès. Ces dons sont plutôt réputés avoir été effectués par la succession.

La valeur du don sera déterminée au moment où le bien est transféré à un donataire reconnu et non pas immédiatement avant le décès. Si le don est effectué par la SAITP de la personne décédée, le fiduciaire de la succession peut réclamer le don dans la déclaration de revenus de la succession ou attribuer le don au défunt dans sa déclaration finale ou sa déclaration de revenus des particuliers précédente.

L'époux ou le conjoint de fait de la personne décédée ne peut plus réclamer les dons effectués par testament.

FISCALITÉ

Songez à entreprendre un programme de dons de bienfaisance de votre vivant ou à examiner d'autres types de legs, comme :

- faire don d'immobilisations (telles que des actions);
- faire don d'une police d'assurance-vie (les primes peuvent constituer des dons);
- faire don d'une participation résiduelle dans un bien;
- faire don d'une rente aux fins de bienfaisance.



Si une succession ou une fiducie n'est pas une SAITP au moment du don, le crédit d'impôt pour dons ne pourra être réclamé qu'au cours de l'année où le don a été effectué ou au cours des cinq années subséquentes. Il ne sera pas possible d'attribuer le don à une année antérieure de la succession ou à la déclaration de revenus des particuliers de la personne décédée.

Pour les décès se produisant après 2015, il peut y avoir une plus grande souplesse dans l'attribution d'un don effectué par une ancienne SAITP d'un particulier après la période de 36 mois suivant le décès du particulier, mais au plus tard 60 mois après son décès.

Veuillez consulter votre conseiller en fiscalité EY pour vous assurer que ces règles ne nuisent pas à votre stratégie en matière de dons.

Règle de disposition réputée tous les 21 ans

Tel qu'il a été mentionné, les fiducies autres que les fiducies admissibles au profit de l'époux ou du conjoint de fait, les fiducies en faveur de soi-même et les fiducies mixtes au profit du conjoint sont réputées disposer de leurs biens à leur juste valeur marchande tous les 21 ans. Elles doivent alors constater les gains ou les pertes en capital cumulés sur les immobilisations, qui sont assujettis à l'impôt. Ainsi, les fiducies établies en 2004, par exemple, seront assujetties à une disposition réputée en 2025.

Les fiducies peuvent choisir de payer l'impôt découlant de la disposition en 10 versements annuels. La fiducie devra payer des intérêts au taux prescrit sur le solde d'impôt impayé.

Il est important que votre conseiller en fiscalité EY examine votre fiducie afin de prendre les mesures nécessaires pour diminuer l'incidence de la règle de disposition réputée après 21 ans et pour déterminer les autres mesures de planification à prendre.



CHAPITRE 13

Lignes directrices en matière de citoyenneté américaine



LE DROIT EN MATIÈRE DE CITOYENNETÉ ET DE NATIONALITÉ AMÉRICAINES ÉTANT COMPLEXE, IL N'EST DONC PAS SURPRENANT QUE BON NOMBRE DE PERSONNES IGNORENT LEUR STATUT DE CITOYEN AMÉRICAIN.





On dit souvent que de telles personnes sont des « Américains par accident », puisqu'un particulier pourrait avoir obtenu la citoyenneté américaine « accidentellement » s'il est né aux États-Unis, s'il est né hors des États-Unis et que l'un des parents est citoyen américain, ou par suite de la naturalisation de l'un des parents¹. Si vous satisfaites aux exigences légales en matière de citoyenneté, vous devenez un citoyen américain par l'effet de la loi, peu importe votre intention.

Voici un court résumé des règles actuelles que vous devez connaître concernant l'obtention de la citoyenneté américaine et la renonciation à celle-ci. Veuillez noter qu'il existe de nombreux autres facteurs à prendre en considération à cet égard qui ne sont pas présentés ci-après. Il est fortement recommandé de consulter un conseiller.

Obtention de la citoyenneté

L'article 1 du Quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis garantit que toute personne née ou naturalisée aux États-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des États-Unis². En vertu de l'article 5 du Quatorzième amendement, le Congrès a la responsabilité de faire appliquer ce droit par voie législative. Les dispositions législatives applicables se trouvent dans l'*Immigration and Nationality Act* (INA). Une personne souhaitant obtenir la citoyenneté de naissance doit consulter les dispositions législatives en vigueur au moment où son droit à la citoyenneté s'est ouvert.

Le principe de *jus soli* (le droit du sol) est une règle de common law en vertu de laquelle le lieu de naissance d'une personne détermine sa citoyenneté. Ce principe est incorporé dans le Quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis ainsi que dans diverses lois en matière de citoyenneté et

de nationalité américaines, dont l'INA. Par conséquent, presque toutes les personnes nées aux États-Unis jouissent de la citoyenneté américaine. Un enfant né aux États-Unis peut obtenir la citoyenneté américaine même si ses parents se trouvaient au pays temporairement ou illégalement³.

Il y a néanmoins une exception. Le paragraphe 301(a) de l'INA prévoit qu'une personne née aux États-Unis et soumise à la juridiction de ce pays (*subject to the jurisdiction thereof*) acquiert la citoyenneté américaine à la naissance. Les enfants nés aux États-Unis de souverains, de consuls, de diplomates étrangers ou d'autres personnes qui ne sont pas assujetties aux lois des États-Unis ne sont donc pas considérés comme des citoyens américains à la naissance.

Citoyenneté américaine par filiation

Selon le principe de *jus sanguinis* (le droit du sang), la citoyenneté d'une personne est déterminée en fonction de la citoyenneté des deux parents ou de l'un d'eux. Le principe est souvent appelé « citoyenneté par filiation » (*citizenship by descent ou derivative citizenship*).

Le principe de *jus sanguinis* n'est pas incorporé dans la Constitution des États-Unis. La citoyenneté par filiation est toutefois accordée en vertu des lois américaines. Les exigences prévues par la loi

¹ Aux fins de la citoyenneté, les « États-Unis » désignent la zone continentale des États-Unis, l'Alaska, Hawaï, Puerto Rico, Guam, les îles Vierges des États-Unis et le Commonwealth des Mariannes du Nord (alinéa 101(a)(38) de l'INA). En vertu de la *Public Law 94 241*, toute personne née aux îles Mariannes du Nord après le 4 novembre 1986 est également considérée comme un citoyen américain.

² Le 20 janvier 2025, le président Donald J. Trump a signé le décret présidentiel 14160 qui prévoit de nouvelles catégories de personnes nées aux États-Unis qui ne seraient plus citoyens américains de naissance. Une injonction nationale empêche actuellement l'administration de mettre en œuvre ce décret. Les U.S. Citizenship and Immigration Services sont toutefois prêts pour sa mise en œuvre si la situation venait à changer.

³ Ce ne serait toutefois plus le cas si le décret présidentiel 14160 était mis en œuvre.

pour obtenir et conserver la citoyenneté par filiation ont changé considérablement au fil du temps. Pour déterminer si la citoyenneté américaine a été transférée à une personne donnée, il faut examiner les lois qui étaient en vigueur au moment de la naissance de cette personne ou au moment où le droit à la citoyenneté s'est ouvert (dans les cas de naturalisation du (des) parent(s) de l'enfant).

Naissance d'un enfant hors des États-Unis dans les liens du mariage - les parents sont citoyens américains

En vertu du paragraphe 301(c) de l'INA, une personne née hors des États-Unis de parents citoyens américains est réputée avoir obtenu la citoyenneté américaine à la naissance si au moins l'un de ses parents résidait aux États-Unis ou dans l'une de leurs possessions d'outre-mer avant sa naissance. La loi ne précise aucune période minimale de résidence. Dans ce contexte, au moins l'un des parents citoyens américains doit avoir un lien génétique ou gestationnel avec l'enfant.

Naissance d'un enfant hors des États-Unis dans les liens du mariage - l'un des parents est citoyen américain

Un enfant né hors des États-Unis dans les liens du mariage le 14 novembre 1986 ou après cette date obtient la citoyenneté américaine si l'un de ses parents est citoyen américain et était physiquement présent aux États-Unis ou dans l'une de leurs possessions d'outre-mer pendant au moins cinq ans avant la naissance de l'enfant, dont au moins deux ans après son 14^e anniversaire.

En vertu du paragraphe 301(g) de l'INA, un enfant né hors des États-Unis dans les liens du mariage entre le 24 décembre 1952 et le 13 novembre 1986 est réputé être un citoyen américain à condition que l'un de ses parents soit citoyen américain et que ce dernier ait été physiquement présent aux États-Unis pendant une période d'au moins 10 ans avant la naissance de l'enfant, dont au moins 5 ans après son 14^e anniversaire.

Dans le contexte des techniques de procréation assistée, une personne est réputée avoir obtenu la citoyenneté américaine par l'intermédiaire de son lien génétique ou gestationnel soit avec le parent qui est citoyen américain, soit avec le parent qui n'est pas citoyen américain, à condition qu'ils aient été mariés l'un à l'autre au moment de la naissance de l'enfant.

Naissance d'un enfant hors des États-Unis en dehors des liens du mariage - la mère est citoyenne américaine

Un enfant né entre le 24 décembre 1952 et le 11 juin 2017 inclusivement hors des États-Unis, en dehors des liens du mariage, d'une mère citoyenne américaine, est considéré comme un citoyen américain si la mère était citoyenne américaine au moment de la naissance et qu'elle était physiquement présente aux États-Unis ou dans l'une de leurs possessions d'outre-mer pendant une période continue de un an avant la naissance de l'enfant.

En vertu des paragraphes 309(c) et 301(g) de l'INA, et suivant l'arrêt de la Cour suprême dans *Sessions v. Morales-Santana*, 137 S.Ct. 1678 (2017), toute personne née le 12 juin 2017 ou après cette date est considérée comme un citoyen américain si la mère était citoyenne américaine et était physiquement présente aux États-Unis ou dans l'une de leurs possessions d'outre-mer pendant une période de cinq ans avant la naissance de l'enfant, dont au moins deux ans après son 14^e anniversaire.

Dans le contexte des techniques de procréation assistée, une personne est réputée avoir obtenu la citoyenneté américaine si elle est née hors des États-Unis d'une mère biologique citoyenne américaine qui est légalement son parent au moment et au lieu de sa naissance et qui n'est pas mariée à sa mère ou à son père génétique au moment de sa naissance.

Naissance d'un enfant hors des États-Unis en dehors des liens du mariage - le père est citoyen américain

En vertu du paragraphe 309(a) de l'INA, une personne née le 14 novembre 1986 ou après cette date hors des États-Unis, en dehors des liens du mariage, dont le père est citoyen américain obtient la citoyenneté américaine en vertu du paragraphe 301(g) de l'INA si les conditions suivantes sont satisfaites :

- Un lien de sang entre la personne et le père citoyen américain est établi par une preuve claire et convaincante.
- Le père était citoyen américain au moment de la naissance de la personne.
- Le père était physiquement présent aux États-Unis ou dans l'une de leurs possessions d'outre-mer pendant au moins cinq ans avant la naissance de l'enfant, dont au moins deux ans après son 14^e anniversaire.
- Le père (sauf s'il est décédé) s'est engagé par écrit à apporter un soutien financier à la personne jusqu'à ce que celle-ci atteigne l'âge de 18 ans.
- Avant le 18^e anniversaire de la personne :
 - la personne est légitimée en conformité avec la loi de son domicile ou de sa résidence;
 - le père reconnaît par écrit et sous serment son lien de paternité; ou
 - la paternité est établie par décision d'un tribunal compétent.

Veuillez noter que les personnes nées entre le 15 novembre 1968 et le 13 novembre 1971 peuvent obtenir la citoyenneté américaine soit sous le régime des nouvelles dispositions énoncées ci-dessus, soit sous le régime des anciennes dispositions.

Renonciation à la citoyenneté

Une fois la citoyenneté américaine obtenue, il est difficile de la perdre. Le processus de renonciation est très complexe, et beaucoup d'éléments doivent être pris en compte.

Une personne ne peut échapper à ses obligations fiscales en renonçant formellement à la citoyenneté américaine, étant donné que la renonciation ne peut habituellement avoir lieu qu'une fois que sont produites toutes les déclarations fiscales et que sont acquittées toutes les dettes fiscales. De plus, les personnes qui renoncent à la citoyenneté américaine peuvent être assujetties à un impôt applicable à l'expatriation ainsi qu'à des obligations de déclaration spéciales à leur départ du pays.

Il est important de souligner que la personne qui renonce à sa citoyenneté américaine sera ensuite assujettie aux lois et règlements américains en matière d'immigration, comme tout autre non-citoyen.

Compte tenu des conséquences éventuelles, il est recommandé que toute personne qui envisage de renoncer à sa citoyenneté américaine obtienne des conseils professionnels avant d'agir.

Si vous avez des questions au sujet de la citoyenneté américaine ou de la renonciation à celle-ci, n'hésitez pas à communiquer avec les conseillers juridiques en droit de l'immigration aux États-Unis d'**EY Cabinet d'avocats s.r.l./S.E.N.C.R.L.**, cabinet d'avocats affilié à EY au Canada.

Si vous avez des questions au sujet des conséquences fiscales liées à la citoyenneté américaine ou à la renonciation à celle-ci, veuillez communiquer avec votre conseiller EY ou EY Cabinet d'avocats.



CHAPITRE 14

Impôt américain s'appliquant aux Canadiens



SI VOUS ÊTES UN RÉSIDENT DU CANADA, MAIS NON UN CITOYEN AMÉRICAIN, ET QUE VOUS PASSEZ BEAUCOUP DE TEMPS AUX ÉTATS-UNIS À DES FINS DE TRAVAIL OU D'AGRÉMENT, VOUS POURRIEZ ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN RÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS AUX FINS DE L'IMPÔT ET TENU DE PRODUIRE DES DÉCLARATIONS DE REVENUS FÉDÉRALES DES ÉTATS-UNIS.





Les particuliers sont considérés comme des résidents américains s’ils détiennent une carte verte ou s’ils répondent au critère de la « présence importante ».

Retraités migrants

Il y a « présence importante » aux États-Unis si vous y séjournez pendant au moins 31 jours durant l’année et que, selon la formule visée par règlement pour établir la présence aux États-Unis, on obtient un nombre de jours égal ou supérieur à 183.

La formule visée par règlement pour 2025 est la suivante :

Total de jours passés aux É.-U. en 2025	+	1/3 des jours en 2024	+	1/6 des jours en 2023
---	---	-----------------------------	---	-----------------------------

En d’autres termes, si vous passez habituellement quatre mois par année aux États-Unis, vous serez considéré comme un résident selon ce critère et devrez produire auprès de l’Internal Revenue Service (IRS) le formulaire 8840, *Closer Connection Exception Statement for Aliens*, pour ne pas être considéré comme un résident des États-Unis (voir ci-après). Vous devriez produire ce formulaire même si vous n’avez aucun revenu de source américaine; cela vous permettra d’éviter des complications, comme d’avoir à déclarer un revenu de toutes provenances dans une déclaration de revenus des États-Unis et d’avoir à divulguer des renseignements détaillés sur vos comptes financiers au département du Trésor américain.

Certains jours passés aux États-Unis ne sont pas pris en considération pour l’application de ce critère, dont :

- les jours où vous faites la navette vers votre lieu de travail aux États-Unis, si le nombre de jours en question est supérieur à 75 % de vos jours de travail au cours de votre période de travail;
- les jours pendant lesquels vous devez prolonger votre séjour aux États-Unis en raison d’une urgence médicale;
- les périodes de moins de 24 heures passées aux États-Unis lorsque vous êtes en déplacement entre deux endroits situés à l’extérieur des États-Unis;
- les jours passés aux États-Unis par certains étudiants.

Même si vous répondez au critère de la présence importante, vous ne serez pas considéré comme un résident des États-Unis si vous avez eu un « lien plus étroit » avec un autre pays pendant toute l’année. Pour avoir un « lien plus étroit » avec un autre pays, vous devez :

- avoir séjourné aux États-Unis pendant moins de 183 jours durant l’année civile;
- avoir une résidence aux fins fiscales dans un autre pays pendant toute l’année;
- établir que vous avez un lien plus étroit avec ce pays de résidence aux fins fiscales qu’avec les États-Unis;
- produire le formulaire 8840 de l’IRS avant la date d’échéance de production des déclarations de revenus, y compris toute prorogation du délai de production.

FISCALIDÉES

- Passez en revue votre situation et déterminez si vous serez considéré comme un résident américain aux fins d’application de l’impôt sur le revenu des États-Unis.
- Si vous avez une carte verte, vous devez savoir que vous êtes considéré comme un étranger résident des États-Unis et que vous êtes assujéti à l’impôt des États-Unis sur la totalité de vos revenus de toutes provenances.
- Assurez-vous de faire le compte du nombre de jours où vous séjournez aux États-Unis.
- Pour étayer votre date d’arrivée aux États-Unis et votre date de départ des États-Unis, vous devriez conserver des copies de vos billets de voyage, vos passeports estampillés et d’autres documents pertinents dans vos dossiers relatifs à l’impôt.



La date normale d'échéance de production des déclarations de revenus américaines est le 15 avril. Toutefois, pour les particuliers qui n'ont pas de revenu d'emploi de source américaine, la date d'échéance est le 15 juin. Cette déclaration est souvent appelée « déclaration de retraité migrateur », puisque les Canadiens qui passent chaque année l'hiver aux États-Unis et satisfont au critère de la présence importante doivent produire cette déclaration pour éviter d'être considérés comme des résidents américains et de payer l'impôt américain sur leur revenu mondial.

Si vous êtes considéré comme résidant à la fois au Canada et aux États-Unis aux termes de la législation fiscale de chacun de ces pays, vous pouvez atténuer la double imposition de votre revenu mondial en étant considéré comme un résident de l'un ou l'autre de ces pays en vertu de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis.

Les particuliers non-résidents qui se prévalent de la convention pour réduire leurs impôts à payer aux États-Unis, y compris ceux qui invoquent un statut de non-résident en vertu de la convention, sont tenus de produire le formulaire américain de divulgation fondée sur la convention annexé au formulaire 1040NR, *U.S. Nonresident Alien Income Tax Return*. Cette déclaration doit être produite au plus tard le 15 avril de l'année civile suivante dans le cas des particuliers qui ont un revenu d'emploi de source américaine, ou le 15 juin de l'année civile suivante dans tous les autres cas. Le défaut de produire une telle déclaration pourrait entraîner une pénalité minimale de 1 000 \$ US.

Les règles sur les déclarations à produire sont complexes. Communiquez avec votre conseiller en fiscalité EY si vous avez des questions à ce sujet.

Enjeux fiscaux pour les Canadiens possédant des biens immobiliers aux États-Unis

Prévoyez-vous acheter bientôt une maison de rêve pour votre retraite aux États-Unis? Ou avez-vous déjà fait le grand pas et êtes le fier propriétaire d'une résidence secondaire au sud de la frontière? Dans les deux cas, vous devriez connaître les nombreux enjeux parfois complexes liés à l'impôt sur le revenu, à l'impôt successoral et à l'impôt sur les dons des États-Unis. En effet, tenir compte de ces enjeux pourrait diminuer votre assujettissement à l'impôt dans l'ensemble¹.

Les éléments suivants liés à la fiscalité américaine s'appliquent aux résidents canadiens qui ne sont ni des citoyens américains ni des détenteurs de la carte verte.

Impôt successoral américain

Les résidents canadiens qui détiennent un bien immobilier à usage personnel ou commercial aux États-Unis sont assujettis à l'impôt successoral américain sur la valeur brute du bien américain (sous réserve de certaines réductions) détenu au moment du décès d'une personne².

Le taux maximal de l'impôt successoral américain est de 40 %, et l'IRS permet un crédit global, de sorte que la première tranche de 13,99 millions de dollars américains³ n'est pas assujettie à l'impôt successoral américain.

Les citoyens américains ont droit au montant total du crédit global, qui est transférable dans la plupart des cas au conjoint survivant. Toutefois, pour les citoyens étrangers et les personnes qui ne sont pas considérées comme domiciliées aux États-Unis aux fins de l'impôt sur les dons et de l'impôt successoral des États-Unis, le crédit global est rajusté proportionnellement pour tenir compte de la valeur des actifs situés aux États-Unis par rapport à la valeur de leur succession mondiale en vertu de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis. Si le bien aux États-Unis ne représente pas une part importante de la succession mondiale du citoyen étranger, le montant du crédit global disponible sera réduit considérablement.

Au Canada, un crédit pour impôt étranger limité est accordé au titre de l'impôt successoral américain payé à hauteur de l'impôt sur le revenu canadien exigible relativement aux gains en capital réalisés sur le même bien, à condition que l'impôt canadien sur les gains en capital s'applique la même année. Ce crédit pour impôt étranger est peu élevé si la plus-value du bien immobilier aux États-Unis était relativement faible par rapport à sa valeur brute.

¹ Toute information, le cas échéant, ne vise pas à permettre d'éviter des pénalités pouvant être imposées en vertu de l'*Internal Revenue Code* ou des lois fiscales étatiques ou locales des États-Unis applicables, n'est pas rédigée à cette fin ni ne peut être utilisée à cette fin.

² Il importe de noter que, généralement, si la valeur de vos actifs situés aux États-Unis excède 60 000 \$ US, un représentant de votre succession devra produire une déclaration relative à l'impôt successoral des États-Unis, qu'il y ait un impôt successoral américain à payer ou non. Dans certains cas, une déclaration relative à l'impôt successoral des États-Unis pourrait être requise même si la valeur des actifs du défunt qui sont situés aux États-Unis est inférieure à 60 000 \$ US. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

³ En vertu de la *Tax Cuts and Jobs Act* (TCJA) des États-Unis, adoptée le 22 décembre 2017, le montant de l'exonération de l'impôt successoral américain (sur lequel le crédit global est fondé) a été porté à 13,99 millions de dollars américains pour 2025.

La TCJA a haussé le montant de l'exonération, le faisant passer de 5 millions de dollars américains à 10 millions de dollars américains (indexé annuellement). Cette hausse s'applique pour les années 2018 à 2025. À moins que des dispositions législatives définitives ne soient adoptées, le montant de l'exonération reviendra aux valeurs prévues dans les lois précédentes (c.-à-d. 5 millions de dollars américains avec indexation).

Société à but unique

Avant 2005, une technique de planification courante pour éviter l'impôt successoral américain était d'utiliser une société canadienne, souvent appelée « société à but unique », afin de détenir un bien immobilier aux États-Unis. Puisque la société détenant le bien américain ne « meurt » pas en même temps que son actionnaire, aucun décès ne vient déclencher l'impôt successoral américain.

Selon les principes fiscaux généraux du Canada, l'utilisation personnelle d'un actif de la société par un actionnaire donnerait habituellement lieu à un avantage imposable pour celui-ci. Cependant, avant le 23 juin 2004, l'Agence du revenu du Canada (ARC) permettait que de tels arrangements soient mis en œuvre sans calculer d'avantage imposable. Cette concession administrative a été éliminée le 31 décembre 2004 et tout nouvel arrangement de ce genre donnera lieu à un avantage imposable pour l'actionnaire. Par conséquent, la société à but unique n'est généralement plus considérée comme une stratégie efficace pour les nouveaux achats de biens immobiliers aux États-Unis⁴.



Copropriété

Lorsqu'un bien appartient à plusieurs propriétaires, l'impôt successoral américain à payer sera divisé entre les copropriétaires. L'IRS appliquera habituellement une réduction à la valeur de la part du bien appartenant à chaque copropriétaire, en fonction des principes d'évaluation, puisqu'il est plus difficile de vendre une participation partielle dans un bien que le bien complet.

De même, avec la copropriété, chaque particulier propriétaire peut utiliser le crédit global. Par conséquent, le montant total de l'impôt successoral américain payable par les copropriétaires sur la valeur réduite sera généralement inférieur au montant total qui serait exigible s'il n'y avait qu'un seul propriétaire.

Pour mettre en œuvre cette stratégie de façon adéquate, tous les copropriétaires doivent financer leur part du prix d'achat pour que l'IRS ne considère pas la planification comme un « simulacre » et de manière à éviter d'éventuels problèmes liés à l'impôt sur les dons des États-Unis à la vente ultérieure du bien.

De plus, vous devriez savoir que l'IRS présume automatiquement que la valeur totale du bien détenu en copropriété est incluse dans la valeur brute de la succession de la personne décédée, à moins que l'exécuteur testamentaire ou le liquidateur ne puisse prouver de manière satisfaisante que le bien n'avait pas été acquis en totalité grâce à la seule contribution de la personne décédée ou que le bien avait été acquis par la personne décédée et les autres copropriétaires par voie de don, de legs ou d'héritage. Par conséquent, l'impôt successoral américain peut être prélevé deux fois sur les biens détenus en copropriété par des conjoints. Il est donc important de conserver la preuve que tous les copropriétaires ont payé leur part du bien.

Bien que cette structure de propriété puisse entraîner une réduction significative de l'impôt successoral américain, elle peut rendre la disposition future du bien plus complexe et fastidieuse. En effet, tous les copropriétaires devront consentir à la disposition et ils devront tous signer les documents juridiques constatant l'opération.

Assurance-vie

L'utilisation de l'assurance-vie pour financer le paiement de l'impôt successoral américain constitue une autre option. Le montant des primes dépendra de l'âge et de l'état de santé du ou des propriétaires. Par conséquent, s'il y a un problème d'assurabilité, cette solution risque de ne pas être rentable. De plus, les primes d'une police d'assurance servant à financer le paiement de l'impôt successoral américain ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu.

Il y a toutefois lieu de noter que le produit d'une assurance sur la vie d'un non-résident qui n'est pas citoyen américain n'est pas considéré comme un bien situé aux États-Unis et ne sera pas assujéti à l'impôt successoral américain. Le produit de l'assurance viendra toutefois réduire le montant du crédit global disponible pour la personne décédée, puisque ce produit payable à la succession ou aux bénéficiaires sera inclus dans la valeur brute de la succession mondiale de la personne décédée si cette personne est la propriétaire de l'assurance.

⁴ Il y a certaines exceptions. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Hypothèque sans recours

Pour déterminer la valeur d'un bien aux fins de l'impôt successoral américain, l'IRS accorde une déduction pour l'hypothèque sans recours entre personnes sans lien de dépendance qui grève le bien. Cette déduction réduit la valeur assujettie à l'impôt successoral américain et, du même coup, le montant à payer à ce titre. Pour qu'une hypothèque soit considérée comme étant sans recours, la créance hypothécaire ne doit viser que le bien particulier donné en garantie par l'emprunteur.

Ces prêts peuvent être difficiles à négocier. De plus, les institutions financières ne prêteront habituellement pas plus de 60 % de la valeur du bien. Par conséquent, si le créancier hypothécaire est une institution financière, il peut être impossible d'éliminer tout assujettissement à l'impôt successoral américain.

Autre avantage, l'intérêt versé sur l'emprunt hypothécaire sans recours pourrait être déductible aux fins de l'impôt sur le revenu du Canada si le produit de l'emprunt servait à l'achat d'actifs productifs de revenus.



Fiducie canadienne

Un non-citoyen américain (l'auteur de la fiducie) pourrait établir une fiducie canadienne pour acheter une propriété de loisirs aux États-Unis avec un intérêt viager pour son conjoint et une participation au capital pour son conjoint et ses enfants. L'auteur donnerait à la fiducie les liquidités nécessaires pour acheter le bien immobilier.

Il est important que l'auteur de la fiducie ne soit ni un fiduciaire ni un bénéficiaire de celle-ci. Cette restriction est nécessaire pour éviter l'application de l'article 2036 de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, qui prévoit l'attribution de la valeur du bien à l'auteur de la fiducie aux fins du calcul de l'impôt successoral américain à payer par celui-ci.

En plus de l'apport original, l'auteur de la fiducie devra probablement faire apport de sommes additionnelles à la fiducie pour financer annuellement ses frais de fonctionnement et les améliorations à ses immobilisations.

Généralement, avec une telle planification, la fiducie ne générerait aucun revenu pendant la période de détention du bien immobilier, de sorte qu'elle ne devrait avoir aucune déclaration de revenus annuelle américaine à produire, bien qu'elle puisse avoir une déclaration de revenus annuelle canadienne à produire (voir ci-après).

Il faut également savoir que, selon les règles fiscales canadiennes applicables aux fiducies, une fiducie est réputée avoir disposé de ses immobilisations tous les 21 ans. Le libellé de l'acte de fiducie devrait donc être suffisamment souple pour éviter les conséquences futures potentiellement négatives de l'application de la règle des 21 ans.

Déclaration pour les fiducies

Une fiducie est tenue de produire une déclaration de revenus annuelle, la *Déclaration de renseignements et de revenus des fiducies* (« déclaration T3 »), dans les 90 jours suivant la fin de son année d'imposition. Cependant, il a existé diverses exceptions prévues par la loi et exceptions administratives à cette exigence de production.

Généralement, avant l'année d'imposition 2023, une fiducie avait seulement à produire une déclaration T3 pour une année d'imposition si son revenu imposable de toutes provenances était supérieur à 500 \$ et qu'elle avait de l'impôt sur le revenu à payer, avait disposé d'une immobilisation, avait réalisé un gain en capital imposable ou avait distribué la totalité ou une partie de son revenu (excédant 100 \$), de ses gains ou de son capital à un ou plusieurs de ses bénéficiaires.

Des exigences de déclaration supplémentaires pour les fiducies ont été proposées dans le budget fédéral de 2018 puis intégrées à plusieurs versions subséquentes de propositions législatives. Les nouvelles exigences, instaurées dans le cadre du projet de loi C-32, *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022*, s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 30 décembre 2023. Puisque la plupart des fiducies doivent à présent avoir une fin d'année d'imposition au 31 décembre, ces règles prennent effet à compter de l'année d'imposition 2023⁵.

Les nouvelles règles de déclaration prévoient une déclaration annuelle pour les fiducies expresses (soit les fiducies créées avec l'intention expresse de l'auteur, par écrit, par opposition aux autres fiducies créées par l'effet de la loi) résidant au Canada et les fiducies non-résidentes qui sont actuellement tenues de produire une déclaration T3.

⁵ Seules les successions assujetties à l'imposition à taux progressifs (SAITP) ont le droit d'avoir une fin d'année d'imposition autre que le 31 décembre. Les SAITP sont également exemptées des nouvelles exigences en matière de déclaration. Consultez le [chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »](#).

Par conséquent, ces règles font en sorte que certaines fiducies qui n'étaient pas tenues de produire une déclaration T3 en raison d'exceptions prévues par la loi ou d'exceptions administratives doivent désormais en produire une chaque année. De plus, les nouvelles règles pourraient faire en sorte que de nombreuses fiducies non-résidentes qui n'étaient pas tenues de produire une déclaration de revenus annuelle au Canada doivent le faire pour la première fois.

En vertu des nouvelles règles, les renseignements supplémentaires suivants doivent être fournis pour chaque fiduciaire, bénéficiaire et auteur de la fiducie ainsi que pour chaque personne qui peut exercer une influence sur les décisions du fiduciaire concernant l'affectation du revenu ou du capital de la fiducie :

- Nom
- Adresse
- Date de naissance
- Juridiction de résidence
- Numéro d'identification fiscal

Certaines exceptions s'appliquent.

Pour en savoir plus, consultez le [chapitre 12, « Protéger son patrimoine : bien planifier sa succession »](#).

Société de personnes canadienne⁶

Une société de personnes canadienne pourrait acheter le bien. Dans ce cas, on peut faire valoir que la personne décédée détenait une participation dans une société de personnes canadienne et non le bien immobilier américain.

Cependant, on ne sait pas avec certitude comment l'IRS détermine l'emplacement d'une société de personnes. L'IRS pourrait considérer qu'il s'agit de l'emplacement du commerce ou de l'entreprise de la société de personnes, le domicile de l'associé,

l'emplacement des actifs de la société de personnes ou le lieu où elle a été légalement constituée. Rien ne garantit donc qu'à cette fin l'IRS n'écartera pas la société de personnes pour s'intéresser aux actifs sous-jacents et lever ainsi l'impôt successoral américain sur le bien détenu.

De même, on ne sait pas avec certitude si une société de personnes canadienne peut être légalement constituée dans le seul but de détenir un bien immobilier américain à usage personnel.

Pour être plus certaine d'être à l'abri de l'impôt successoral américain, la société de personnes canadienne pourra, en cochant la case appropriée sur ses déclarations américaines, faire le choix dit *check-the-box* pour être considérée comme une société par actions aux fins de l'impôt américain. La société de personnes sera toujours considérée comme telle au Canada, mais elle sera considérée comme une société par actions aux fins de l'impôt successoral et de l'impôt sur le revenu des États-Unis.

Comme la société à but unique, le particulier ou l'associé sera considéré, au décès, comme étant propriétaire d'actions d'une société canadienne plutôt que d'un bien immobilier américain. Cependant, contrairement à la société à but unique, cette structure hybride ne soulèvera pas de problème en matière d'avantages conférés à l'actionnaire au Canada.

Auparavant, le principal désavantage de cette structure hybride résidait dans le fait que c'est le taux d'impôt sur le revenu américain plus élevé qui se serait appliqué à tout gain en capital réalisé lors de la disposition du bien. Par contre, par suite de la réforme fiscale américaine, l'écart est nettement moins grand; en 2025, un gain en capital réalisé par une société par actions est assujéti à l'impôt sur le revenu des sociétés américain au taux de 21 % (et non plus au précédent taux de 35 %) (plus l'impôt sur le revenu de l'État, le cas échéant), alors que le taux de l'impôt américain sur les gains en capital à long terme qui s'appliquerait aux particuliers si la structure était considérée comme une société

FISCALIDÉES

- Vous pouvez vous prévaloir de nombreuses stratégies pour réduire l'impôt successoral américain, dont :
 - la copropriété;
 - l'assurance-vie aux fins de financement de l'impôt successoral américain;
 - les hypothèques sans possibilité de recours;
 - le recours à une fiducie canadienne pour l'achat du bien;
 - le recours à une société de personnes canadienne.
- Votre conseiller en fiscalité EY peut vous aider à choisir et à mettre en œuvre la stratégie qui vous convient. Si vous avez une société à but unique, pensez à en retirer le bien. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.
- Bien que la propriété du bien par la voie d'une société ne fonctionne plus pour les biens à usage personnel, déterminez si le fait de détenir des biens de placement américains dans une société permet de réduire l'impôt successoral américain sur ces biens.



⁶ Il faudrait procéder à une analyse approfondie des dispositions pertinentes des lois fiscales américaines ainsi que des règles fiscales canadiennes avant d'aller de l'avant avec une telle structure. Parmi les facteurs qui viennent compliquer les choses, de nouvelles dispositions dans la TCJA prévoient que la somme qu'un non-résident tire de la vente d'une participation dans une société de personnes américaine pourrait être imposable aux États-Unis et que l'acquéreur ou la société de personnes elle-même pourrait devoir retenir 10 % du produit si certaines conditions sont remplies. De plus, les règles contre les montages hybrides de l'article IV de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis devraient aussi être prises en compte. Consultez votre conseiller en fiscalité EY pour en savoir plus.

de personnes aux fins de l'impôt américain s'établit à 15 %/20 % (plus l'impôt de l'État et l'impôt-santé aux fins du régime Medicare, le cas échéant). Néanmoins, les imposants frais de constitution et de maintien de la structure constituent toujours des désavantages.

Aux États-Unis, certains planificateurs fiscaux estiment que le choix dit *check-the-box* peut être fait après le décès, puisqu'il peut prendre effet jusqu'à 75 jours avant la date où il est produit. Avec le report du choix à une date postérieure au décès, les gains en capital ne seront pas assujettis à l'impôt sur le revenu des sociétés américain si la disposition du bien a eu lieu avant le décès, puisque la structure serait considérée comme une société de personnes aux fins de l'impôt sur le revenu américain.

Avec cette stratégie, il faudra toutefois envisager d'autres planifications complexes après le décès pour éviter la double imposition. De plus, gardez à l'esprit que l'on ignore si l'IRS accepterait un choix dit *check-the-box* après le décès aux fins de l'impôt successoral américain ou si ce choix donnerait lieu à un transfert réputé du bien qui exigerait un ajustement du calcul de la valeur des biens situés aux États-Unis au décès, si le bien en question est considéré comme un don dans les trois ans du décès.

La structure appropriée de détention d'une propriété de loisirs aux États-Unis dépendra évidemment de votre situation personnelle, mais, dans tous les cas, il est important de consulter un conseiller en fiscalité pour s'assurer que la structure choisie est fiscalement efficace aussi bien que réalisable.

Location d'un bien américain

Si vous envisagez de louer votre résidence secondaire située aux États-Unis pour couvrir une partie des coûts liés à la propriété du bien, vous devez tenir compte des exigences de déclaration aux États-Unis.

Bien que les étrangers non-résidents ne soient généralement pas tenus de produire des déclarations de revenus américaines pour déclarer ce revenu de location, les loyers bruts sont assujettis à un impôt américain au taux uniforme de 30 %, que le locataire ou l'agent de gestion est tenu de retenir et de verser à l'IRS.

Il est possible de réduire ce coût lié à l'impôt américain en fournissant aux locataires ou aux agents le formulaire W-8ECI de l'IRS pour réduire ou éliminer la retenue d'impôt initiale, et en incluant une note dans la première déclaration américaine 1040NR qui indique que le choix d'imposer le revenu de location net a été fait et qui donne des renseignements sur l'emplacement et la propriété du bien.

Les règles fiscales américaines en matière de dépenses portées en réduction du revenu de location sont plus restrictives que les règles canadiennes. Le bien doit être loué pendant au moins 15 jours pour qu'il soit possible de déclarer le revenu de location ou de déduire des dépenses de location. Si le bien est utilisé à des fins personnelles pendant plus de 15 jours dans une année (et qu'il est loué pendant au moins 15 jours), la déduction de certaines dépenses de location est limitée, mais les dépenses excédentaires peuvent être reportées pour être utilisées en réduction d'un revenu de location futur.

Un amortissement doit être demandé aux fins de l'impôt dans le calcul du revenu net de location gagné ou de la perte nette de location subie. La vente du bien peut donner lieu à une récupération de l'amortissement déjà demandé, entraînant une inclusion dans le revenu dans l'année de la vente.

FISCALIDÉES



- Assurez-vous de faire le compte et de conserver les pièces justificatives du revenu et des dépenses liés à vos biens locatifs situés aux États-Unis, afin de préparer votre déclaration de revenus américaine.
- Conservez les pièces justificatives pour les rénovations qui devront être envoyées pour réduire la retenue d'impôt en vertu de la *Foreign Investment in Real Property Tax Act* (FIRPTA).
- Conservez également une preuve de l'impôt en vertu des règles relatives aux retenues d'impôt (voir ci-après) de la FIRPTA remis à l'égard de l'achat initial à des fins de référence.
- Sachez que si le bien est principalement utilisé pour tirer un revenu de location plutôt qu'à des fins personnelles et que son coût et celui de tous les autres biens étrangers totalisent plus de 100 000 \$ CA, à un moment donné durant l'année, le formulaire T1135 doit être produit au Canada pour déclarer le revenu net de location, le prix de base et l'emplacement du bien pour l'année. Pour un particulier, la date d'échéance est la même que celle de la déclaration T1.

Une perte nette de location est souvent refusée et reportée pour être utilisée en réduction d'un revenu de location futur. Si des pertes reportées sont disponibles dans l'année de la disposition, elles peuvent être portées en réduction du revenu découlant de la vente du bien. Si un revenu net de location est réalisé et que de l'impôt sur le revenu des États-Unis est payé, un crédit pour impôt étranger peut être demandé au Canada jusqu'à concurrence du montant de l'impôt sur le revenu du Canada payé sur le revenu de location⁷.

⁷ En raison de l'amortissement aux fins fiscales et des taux d'imposition des États-Unis, le montant d'impôt américain est souvent le moins élevé des deux montants.

Si vous ne produisez pas en temps opportun une déclaration de revenus américaine dans laquelle vous choisissez d'être imposé sur les loyers nets, vous perdrez généralement l'avantage lié aux déductions et aux crédits. De plus, vous serez tenu de payer l'impôt fédéral américain de 30 % (plus l'impôt de l'État, le cas échéant) sur les loyers bruts⁸. Dans certains cas, des exceptions à cette règle sont possibles si vous pouvez prouver que vous avez agi raisonnablement et de bonne foi en ne produisant pas de déclaration.

Les impôts étatiques sont établis séparément de l'impôt fédéral américain, de sorte que les incidences varient selon les règles fiscales de l'État du particulier. Un certain nombre d'États, comme la Floride et le Texas, n'ont pas d'impôt sur le revenu étatique.

Copropriété et impôt sur les dons des États-Unis

Au Canada, beaucoup de couples détiennent des biens en copropriété, bien souvent parce que l'administration de la succession est ainsi facilitée et qu'il peut s'agir d'une façon simple et économique d'éviter l'homologation. Si vous avez choisi cette option pour réduire votre assujettissement à l'impôt successoral américain, vous devriez savoir qu'il peut y avoir des conséquences fiscales canadiennes et américaines inattendues si les copropriétaires n'ont pas assez d'argent pour financer leur part du prix d'achat du bien.

Certains transferts de biens effectués par des citoyens américains ou par des particuliers considérés comme résidant aux États-Unis aux fins de l'impôt sur les dons et de l'impôt successoral sont imposables. Toutefois, un citoyen américain a droit à une franchise d'impôt illimitée sur la donation au dernier vivant si son conjoint est aussi citoyen américain.

Par ailleurs, les citoyens américains et les résidents étrangers ont droit à une exonération cumulative de l'impôt sur les dons (indexée), ainsi qu'à des exclusions annuelles pour les dons à leur conjoint non américain (indexées), et à une exonération pour les dons en faveur d'autres particuliers (indexée par tranche de 1 000 \$ US). Pour 2025, l'exonération cumulative de l'impôt sur les dons est de 13,99 millions de dollars américains, l'exonération annuelle pour les dons en faveur d'autres particuliers est de 19 000 \$ US, et l'exonération annuelle pour les dons à un conjoint non américain est de 190 000 \$ US⁹.

Les Canadiens qui ne sont ni des citoyens américains ni des résidents des États-Unis aux fins de l'impôt sur les dons et de l'impôt successoral des États-Unis sont assujettis à l'impôt sur les dons des États-Unis au transfert de biens corporels situés dans ce pays s'ils ne reçoivent pas une contrepartie adéquate en échange. Les biens immobiliers américains sont des biens corporels. Ainsi, les Canadiens doivent aussi tenir compte des règles en matière d'impôt sur les dons des États-Unis avant d'acheter ou de vendre un bien immeuble situé de l'autre côté de la frontière.

Selon le moment de l'acquisition du bien aux États-Unis, des règles différentes s'appliqueront en matière d'impôt sur les dons des États-Unis à la création et à la disposition d'une propriété conjointe. Dans le cas d'un bien acquis après le 13 juillet 1988, il n'y a pas de don au moment de l'acquisition, peu importe qui l'a financée. Au moment de la disposition du bien (autrement qu'en raison du décès du conjoint), la propriété conjointe prend fin, et l'un des conjoints peut être réputé avoir fait un don à l'autre conjoint. Le don correspondra à la proportion dans laquelle le premier conjoint a financé le coût d'acquisition total multipliée par l'excédent du produit de disposition sur le produit effectivement touché par l'autre conjoint.

Par exemple, si un conjoint a financé intégralement l'acquisition, la proportion applicable sera 100 %; or, s'il reçoit seulement 50 % du produit, les autres 50 % seront considérés comme un don et assujettis à l'impôt sur les dons des États-Unis, dont le taux varie de 18 % à 40 %.

Dans le cas des biens acquis avant le 13 juillet 1988, la création d'une propriété conjointe sans apport de financement correspondant était réputée constituer un don et était donc assujettie à l'impôt sur les dons des États-Unis dès l'acquisition.

Alors, que faire si vous songez à vendre le bien que vous avez acheté aux États-Unis après 1988 et que vous détenez en propriété conjointe avec votre conjoint, mais dont l'acquisition n'a été financée que par l'un d'entre vous?

Envisagez de céder tous les droits dans le bien, y compris le droit au produit de disposition (sans changement de titre toutefois) au conjoint qui a financé l'acquisition. Vous pourriez ainsi éviter une situation de don, puisque le conjoint qui a financé l'acquisition au départ aura droit au produit intégral à la clôture de la disposition.

En revanche, si cette stratégie peut permettre d'éviter l'assujettissement à l'impôt sur les dons des États-Unis, elle peut augmenter votre assujettissement à l'impôt successoral américain. De plus, elle ne règlera probablement pas un problème de disparité des crédits pour impôt étranger demandés dans votre déclaration de revenus canadienne, comme il est abordé ci-après.

Consultez un avocat exerçant à l'endroit où se trouve le bien afin de vous assurer de la validité d'une telle entente contractuelle.

⁸ <https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/p515.pdf>.

⁹ <https://www.irs.gov/businesses/small-businesses-self-employed/frequently-asked-questions-on-gift-taxes-for-nonresidents-not-citizens-of-the-united-states>.

Problèmes liés au crédit pour impôt étranger en cas d'application des règles d'attribution canadiennes

Si un gain en capital est réalisé à la vente d'un bien immobilier aux États-Unis détenu en propriété conjointe par deux conjoints, chacun d'entre eux sera imposé sur la moitié du gain aux fins de l'impôt sur le revenu américain, même si un seul conjoint touche le produit de disposition. Chaque conjoint peut réclamer l'impôt en question à titre de crédit pour impôt étranger porté en réduction des impôts canadiens à payer sur le gain qu'il déclare dans sa propre déclaration de revenus canadienne.

Par contre, si un seul des conjoints a fourni les fonds ayant servi à l'acquisition du bien aux États-Unis, il devra, en vertu des règles d'attribution, déclarer la totalité du gain aux fins fiscales canadiennes. Néanmoins, il pourra réclamer seulement 50 % des impôts américains payés au titre du crédit pour impôt étranger, les règles d'attribution ne trouvant pas application à l'égard des impôts étrangers payés.

Pour régler à la fois le problème de l'impôt sur les dons des États-Unis et l'asymétrie des crédits pour impôt étranger, vous pourriez, avant de vendre le bien à un tiers, produire un acte de renonciation afin de retirer le nom du conjoint n'ayant pas contribué à l'acquisition du titre de propriété. Cette stratégie ne devrait pas avoir de conséquences fiscales au Canada ni aux États-Unis. La vente du bien n'entraînera pas de don, le conjoint ayant financé l'acquisition devra payer la totalité de l'impôt des États-Unis et de l'impôt du Canada sur le gain, et la totalité de l'impôt des États-Unis pourra être prise en compte dans le calcul du crédit pour impôt étranger au Canada.



Vendre des biens immobiliers aux États-Unis : obligations d'observation

Si vous êtes résident canadien¹⁰ et que vous décidez de vendre votre bien situé aux États-Unis – que ce soit parce que vous avez besoin de cet argent, parce que votre santé décline et que vous utilisez de moins en moins la propriété ou parce que vous souhaitez acquérir une habitation plus vaste –, vous devez savoir certaines choses avant d'aller de l'avant avec votre projet.

Incidences fiscales aux États-Unis

La vente d'un bien immeuble situé aux États-Unis doit être déclarée dans une déclaration de revenus des particuliers américaine, et l'impôt américain sur le gain réalisé doit être payé, le cas échéant. Le taux d'impôt sur le revenu fédéral américain applicable aux gains en capital à long terme (c.-à-d. les gains réalisés à l'égard de biens détenus pendant plus d'un an) peut atteindre 20 % (avant l'impôt-santé aux fins du régime Medicare [*Medicare contribution tax*], le cas échéant), sous réserve de certaines exceptions pouvant entraîner l'application d'un taux de 25 % ou de taux progressifs.

Les règles relatives à la vente d'un bien immeuble sont complexes. Consultez un conseiller en fiscalité EY si vous avez des questions à ce sujet. Selon l'État où se trouve le bien, la production d'une déclaration de revenus des particuliers étatique peut aussi être requise.

Si vous n'avez pas de numéro de sécurité sociale ou de numéro d'identification du contribuable, vous devriez en obtenir un bien avant la disposition afin que l'impôt retenu soit dûment crédité et appliqué à votre compte au moment de la production de votre déclaration.

Une retenue d'impôt des États-Unis est obligatoire en vertu de la FIRPTA. Ainsi, si le vendeur d'un bien est un étranger non-résident des États-Unis, l'acquéreur doit **généralement** retenir et remettre à l'IRS 15 % du produit brut de la vente à titre de paiement anticipé de l'impôt du vendeur¹¹. Cette obligation de retenue s'applique sans égard au montant du gain réalisé ou de la perte subie à l'égard du bien.

Trois exceptions pourraient toutefois permettre de réduire, voire d'éliminer, cette retenue d'impôt :

1. Si le prix de vente du bien est d'au plus 300 000 \$ US et que l'acheteur entend utiliser le bien à titre de résidence principale, la retenue d'impôt n'est pas obligatoire. Il est conseillé que l'acheteur signe une attestation d'usage personnel (*personal use certification*) au moment de conclure l'opération afin que les deux parties aient une trace écrite des exigences prévues par les lignes directrices de l'IRS et de l'intention de l'acheteur de les remplir.
2. Si le montant réalisé à la vente dépasse 300 000 \$ US sans excéder 1 million de dollars américains et que l'acheteur a acquis le bien pour l'utiliser à titre de résidence principale, une retenue d'impôt de 10 % (plutôt que 15 %) s'applique¹².
3. Si l'impôt des États-Unis que le vendeur devrait payer représente moins de 15 % du produit de la vente, le vendeur peut présenter une demande pour faire réduire la retenue (ou l'annuler en l'absence de gain) à l'aide du **formulaire 8288-B de l'IRS**.

Incidences sur l'impôt sur le revenu au Canada

La vente d'un bien aux États-Unis doit aussi être déclarée dans une déclaration de revenus des particuliers canadienne, et l'impôt payé aux États-Unis (tel qu'il a été déclaré dans la déclaration fédérale 1040NR et la déclaration de revenus étatique) donne droit à un crédit pour impôt étranger au Canada. Par contre, le montant du gain réalisé ou de la perte subie aux fins canadiennes pourrait être très différent de celui figurant dans la déclaration américaine, du fait que les taux de change utilisés pour déclarer l'opération au Canada sont ceux qui étaient respectivement en vigueur au moment de l'achat et à celui de la vente.

¹⁰ Cela n'inclut pas les résidents canadiens qui sont des citoyens américains ou des détenteurs de la carte verte.

¹¹ <https://www.irs.gov/individuals/international-taxpayers/firpta-withholding>.

¹² Comme dans le cas de l'exception précédente, l'acheteur devrait signer une attestation d'usage personnel (*personal use certification*). Si la propriété est achetée à titre de bien de placement, l'exception ne s'appliquera pas et, par conséquent, le taux de retenue plus élevé s'appliquera.

CHAPITRE 15

Émigration et immigration



LORSQU'UN PARTICULIER IMMIGRE AU CANADA OU ÉMIGRE DU CANADA AU COURS D'UNE ANNÉE CIVILE, IL EST CONSIDÉRÉ COMME UN RÉSIDENT CANADIEN POUR LA PÉRIODE PENDANT LAQUELLE IL RÉSIDE AU CANADA ET COMME UN NON-RÉSIDENT POUR LA PÉRIODE PENDANT LAQUELLE IL NE RÉSIDE PAS AU CANADA. ON PARLE HABITUELLEMENT D'UN RÉSIDENT PENDANT UNE PARTIE DE L'ANNÉE SEULEMENT.





Un particulier qui est résident pendant une partie de l'année seulement est assujéti à l'impôt canadien sur ses revenus de toutes provenances pour la partie de l'année pendant laquelle il est résident du Canada. Il est également assujéti à l'impôt canadien sur certains revenus de source canadienne reçus pour la période précédant l'établissement de la résidence ou suivant la fin de la résidence.

Si vous êtes résident pendant une partie de l'année seulement parce que vous êtes immigrant ou émigrant, vous constaterez que certains crédits d'impôt non remboursables fédéraux peuvent être demandés seulement s'ils se rapportent à la période de résidence et que d'autres crédits doivent être calculés au prorata du nombre de jours de résidence dans l'année.

Comme l'obligation fiscale canadienne d'un particulier est fondée sur la résidence, la date à laquelle il devient résident du Canada ou cesse de l'être est pertinente pour déterminer comment et dans quelle mesure le revenu du particulier est assujéti à l'impôt canadien. Souvent, la date de l'arrivée ou du départ physique est reconnue comme étant la date du début ou de la fin de la résidence canadienne. Cependant, d'autres facteurs doivent être pris en considération, dont la mesure dans laquelle le particulier établit des liens de résidence avec le Canada ou les rompt.

Le lieu où se trouvent le ou les logements de votre conjoint ou conjoint de fait ou des personnes à votre charge est dans la plupart des cas considéré comme un lien de résidence important pour déterminer votre statut de résidence.

De plus, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a indiqué que lorsqu'un particulier arrivant au Canada demande et obtient le statut de résident permanent et bénéficie du régime d'assurance-santé d'une province, cela représente généralement des liens de résidence importants avec le Canada et, sauf circonstances exceptionnelles, ce particulier est considéré comme résidant au Canada¹.

Les liens de résidence secondaire sont également considérés dans leur ensemble pour déterminer le statut de résidence. En voici quelques exemples :

- Les biens personnels au Canada (p. ex. meubles, vêtements, automobiles, véhicules récréatifs)
- Les liens sociaux avec le Canada (p. ex. l'adhésion à une association récréative ou à un organisme religieux)
- Les liens économiques avec le Canada (p. ex. un emploi avec un employeur canadien ou la participation active dans une entreprise canadienne, un compte auprès d'une banque canadienne, et un régime d'épargne-retraite, une carte de crédit ou un compte de dépôts de titres au Canada)²

Date à laquelle un particulier change de résidence

L'ARC estime que la date à laquelle un particulier devient non-résident du Canada est celle à laquelle le particulier rompt tous ses liens de résidence au Canada. Cette date est habituellement la plus tardive des dates suivantes :

- La date à laquelle il quitte le Canada
- La date à laquelle son époux (ou son conjoint de fait) ou les personnes à sa charge quittent le Canada
- La date à laquelle il devient résident du pays où il a émigré (à moins que le particulier ne retourne dans son ancien pays de résidence et y rétablisse son lieu de résidence, auquel cas le particulier devient non-résident à la date de son départ du Canada, peu importe si son conjoint ou ses personnes à charge y restent pendant encore un certain temps)

¹ Folio de l'impôt sur le revenu S5-F1-C1, *Détermination du statut de résidence d'un particulier*, paragraphe 1.25.

² Folio de l'impôt sur le revenu S5-F1-C1, *Détermination du statut de résidence d'un particulier*, paragraphes 1.14 et 1.25.

Les particuliers qui ne peuvent être considérés comme non-résidents parce qu'ils ont gardé suffisamment de liens de résidence avec le Canada demeurent des résidents de fait du Canada et sont assujettis à l'impôt canadien sur leurs revenus de toutes provenances. Cependant, une convention fiscale entre le Canada et l'autre pays peut modifier cette détermination.

La détermination du statut de résident d'un particulier ne peut être faite qu'en fonction des faits propres à chaque cas. L'ARC a publié un résumé des facteurs à prendre en considération dans son folio de l'impôt sur le revenu S5-F1-C1, *Détermination du statut de résident d'un particulier*.

Émigration

Sauf dans des circonstances très inhabituelles, les particuliers qui deviennent non-résidents du Canada aux fins de l'impôt sur le revenu deviennent résidents d'un autre pays. Par conséquent, l'évaluation des incidences fiscales qui en découlent doit tenir compte tant des règles fiscales du Canada que de celles du pays hôte.

Par exemple, de nombreux pays se comparent au Canada, en ce sens qu'ils appliquent un ensemble de règles pour les résidents et un autre pour les non-résidents. Cependant, certaines administrations ont un sous-ensemble de règles visant les résidents à court terme ou les employés expatriés. Il pourrait aussi être nécessaire de tenir compte de toute convention fiscale en vigueur entre le Canada et le pays de destination pour déterminer le statut de résidence et la meilleure façon de réduire la double imposition qui pourrait faire suite au départ.

Comme le Canada impose ses résidents sur leurs revenus de toutes provenances, mais impose les non-résidents sur certains revenus de source canadienne seulement, un particulier qui quitte le Canada et devient non-résident se préoccupera de la manière dont son changement de statut fiscal influera sur ses impôts personnels futurs.

Revenu d'emploi

Il n'est pas toujours simple de déterminer quel revenu d'emploi doit être déclaré dans l'année de départ. Le revenu d'emploi gagné doit souvent être réparti entre la période de résidence et celle de non-résidence; il est aussi possible qu'il faille établir la source du revenu d'emploi de manière à déterminer si le revenu gagné pendant la résidence au Canada est de source étrangère (ce qui est pertinent si ce revenu est également assujéti à l'impôt dans un autre pays). Il est aussi important de déterminer si des revenus gagnés pendant la période de non-résidence sont de source canadienne et, par conséquent, assujettis à l'impôt canadien.

La répartition du revenu d'emploi pour déterminer le montant gagné dans une période donnée est le plus souvent fonction du temps; c'est-à-dire qu'il faut tenir compte du lieu où se trouve physiquement le particulier durant ses journées de travail au cours des périodes visées. Il est important de prendre note que l'identification du payeur à titre d'entreprise canadienne ou étrangère n'a pas d'incidence sur la détermination préliminaire de la source du revenu.

Il arrive fréquemment que la date de départ ne corresponde pas à la date à laquelle le particulier est rayé de la liste de paie de l'entreprise canadienne et inscrit sur la liste de paie de l'entreprise étrangère. Dans ce cas, il est nécessaire de déterminer quels revenus ont été gagnés à titre de résident (et sont, par conséquent, imposables au Canada) et quels revenus de source canadienne ont été gagnés à titre de non-résident (et sont, par conséquent, également imposables au Canada). Il faut aussi établir si une partie des revenus gagnés pendant la période de résidence est imposable dans le pays hôte, puisque les revenus de source étrangère peuvent donner droit à un crédit pour impôt étranger afin de réduire l'impôt canadien.

De plus, le revenu de source canadienne gagné au cours de la période de non-résidence pourrait être exonéré d'impôt en vertu d'une convention fiscale entre le Canada et le pays étranger.



Options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions exercées par un non-résident du Canada sont imposables au Canada dans la mesure où elles ont été octroyées dans le cadre d'un emploi au Canada.

Les options d'achat d'actions exercées par un non-résident du Canada tandis qu'il réside dans un pays étranger seront aussi vraisemblablement assujetties à l'impôt dans ce pays. La question des mesures visant à éviter la double imposition lorsque les avantages liés à des options d'achat d'actions sont assujettis à l'impôt dans plus d'une administration est complexe étant donné que la méthode d'établissement de la source d'un avantage lié à une option d'achat de titres – tant en ce qui concerne le pouvoir d'imposition qu'aux fins des crédits pour impôt étranger – n'est pas universelle.

Selon la position administrative de longue date de l'ARC (qui s'applique aux options d'achat d'actions exercées avant 2013), un avantage lié à une option d'achat de titres était attribuable aux services fournis au cours de l'année de l'octroi de l'option (c.-à-d. les services passés), à moins qu'une preuve convaincante n'établisse qu'une autre période serait plus appropriée.

Le 25 septembre 2012, l'ARC a annoncé la modification de sa position administrative de longue date. Pour les options d'achat d'actions exercées après 2012, la détermination du montant des avantages liés à des options d'achat d'actions concernant un emploi canadien est fondée sur les services futurs fournis au cours de la période entre l'octroi des options et l'acquisition (l'approche établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques), plutôt que sur les services passés fournis au cours de l'année de l'octroi des options, sauf si des dispositions d'une convention fiscale prévoient une méthode différente. Par exemple, en vertu du cinquième protocole à la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis,

la détermination du montant des avantages liés à des options d'achat d'actions concernant un emploi canadien est fondée sur la période entre l'octroi et l'exercice de l'option³.

Il est important de souligner qu'un non-résident du Canada exerçant des options d'achat d'actions qui ont été octroyées avant son départ du Canada doit produire une déclaration T1 canadienne au cours de l'année où les options sont exercées afin de déclarer l'avantage lié aux options d'achat de titres résultant de l'exercice des options d'achat d'actions, car cet avantage est considéré comme un revenu d'emploi de source canadienne.

L'employé pourrait demander une déduction à l'égard d'une partie de l'avantage lié aux options d'achat d'actions. Pour les options octroyées le 1^{er} juillet 2021 ou après cette date, la partie des options d'achat de titres admissible au titre de la déduction pour options d'achat de titres est assujettie à un plafond de dévolution annuel de 200 000 \$⁴.

Unités d'actions restreintes

Les employés non-résidents à qui on a attribué des unités d'actions restreintes (UAR) sont assujettis à l'impôt du Canada sur la partie de l'attribution qui est liée à leurs services à titre d'employé au Canada.

Ainsi, dans le cas d'employés en affectation internationale, il est nécessaire de déterminer la partie de l'avantage qui se rattache à des services rendus au Canada, et celle qui se rattache à des services rendus à l'étranger. Le montant de l'attribution d'UAR lié aux services rendus au Canada serait assujetti à l'impôt du Canada.

La détermination du pays où l'avantage est touché est toujours une question de fait. La méthode la plus courante consiste à déterminer la partie des avantages liés aux UAR qui se rattache au Canada en divisant le nombre de jours travaillés par l'employé

au Canada durant la période d'acquisition des UAR par le nombre total de jours d'emploi occupé au cours de cette même période.

Toutefois, une interprétation technique de l'ARC présente une « méthode hybride », une nouvelle méthode pour établir la source des avantages liés aux UAR lorsque l'emploi est exercé au Canada et à l'étranger⁵.

EY est d'avis que la méthode hybride devrait être utilisée pour établir la source des UAR dans les cas où le Canada n'a pas de convention fiscale avec le pays étranger. Lorsque le Canada et le pays étranger ont signé une convention fiscale, l'approche historique pour établir la source des avantages liés aux UAR peut être utilisée.

Une fois que la source des UAR a été établie et que la partie liée au travail au Canada a été déterminée, l'employé non-résident doit produire une déclaration de revenus des non-résidents du Canada pour déclarer la partie des avantages liés aux UAR qui se rattache au Canada et payer tout solde d'impôt, en supposant qu'aucun avantage prévu par une convention fiscale n'exonère d'impôt les avantages liés aux UAR.

Unités d'actions liées au rendement

Bien que les unités d'actions liées au rendement soient semblables aux UAR, EY est d'avis que la méthode hybride ne devrait pas s'appliquer aux attributions d'unités d'actions liées au rendement qui sont assujetties à un risque important de déchéance.

La source des avantages liés aux unités d'actions liées au rendement devrait être établie en divisant le nombre de jours travaillés par l'employé au Canada durant la période d'acquisition des unités par le nombre total de jours d'emploi occupé au cours de cette même période.

³ Autrement dit, la proportion de l'avantage lié à des options d'achat d'actions concernant un emploi canadien ou considéré comme un revenu provenant de sources au Canada et non un revenu provenant de sources aux États-Unis correspond au nombre de jours de la période qui commence le jour de l'octroi de l'option et se termine le jour de l'exercice de l'option et au cours de laquelle le lieu de travail principal du particulier était au Canada par rapport au nombre total de jours de la période pendant laquelle le particulier était un employé de l'employeur. Par exemple, votre employeur vous octroie des options le 1^{er} mars 2023 et vous les exercez le 1^{er} mars 2025. Au cours de cette période de 2 ans, vous étiez employé par le même employeur, mais n'avez travaillé principalement au Canada que pendant 18 mois et, par la suite, êtes devenu un non-résident du Canada et avez travaillé aux États-Unis. Dans ce scénario, les trois quarts de l'avantage lié à des options d'achat d'actions (18 mois sur 24) sont imposables au Canada et sont considérés comme un revenu provenant de sources au Canada.

⁴ Pour en savoir plus, consultez le [chapitre 7, « Employés »](#).

⁵ Reportez-vous au document de l'ARC n° 2019-083221117(E), *Cross-border Restricted Share Units*.

Prestations canadiennes

Le Canada se réserve généralement le droit d'imposer les prestations canadiennes versées aux non-résidents. Consultez le [chapitre 16, « Impôts canadiens pour les non-résidents »](#), pour plus de détails.

Biens personnels

En règle générale, un particulier est réputé avoir disposé de tous les biens lui appartenant pour un produit égal à la juste valeur marchande à la date à laquelle il devient un non-résident, sous réserve d'exceptions particulières.

Les exceptions visent notamment les biens suivants :

- Biens immeubles situés au Canada
- Immobilisations et biens figurant à l'inventaire utilisés dans le cadre d'une entreprise exploitée par l'intermédiaire d'un établissement stable au Canada

- Droits en matière de pension, tels les régimes de pension agréés (RPA), les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), les fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) et les régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB), et droits aux prestations au titre du Régime de pensions du Canada (RPC) / Régime des rentes du Québec (RRQ) ou de la Sécurité de la vieillesse
- Autres droits et intérêts exclus, comme les comptes d'épargne libre d'impôt (CELI), régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) et régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI)
- Options d'achat d'actions accordées aux employés
- Polices d'assurance-vie au Canada (à l'exception des polices à fonds réservés)
- Pour certains contribuables ayant résidé au Canada pendant une courte période (les personnes ayant résidé au Canada au plus 60 mois au cours de la période de 10 ans ayant précédé l'émigration), les biens dont ils étaient propriétaires quand ils sont devenus résidents du Canada ou dont ils ont hérité après être devenus résidents du Canada

Ainsi, tout gain accumulé sur les biens détenus par le particulier à la date de son départ sera imposé dans l'année de son départ. Plutôt que d'avoir à payer immédiatement l'impôt découlant de la disposition réputée, les contribuables émigrants peuvent faire le choix de fournir une garantie à l'ARC et payer l'impôt lorsque le bien sera effectivement vendu⁶. L'ARC n'imposera pas d'intérêts entre le moment de la présomption de disposition et la date de la disposition réelle.

Toutefois, il importe de noter que l'impôt à payer est généralement établi au moment du départ. Ainsi, la production d'un choix ne fait que reporter le paiement de l'impôt, qui ne diminuera pas même si les biens perdent de la valeur après le départ du Canada.

Consultez votre conseiller en fiscalité EY pour discuter des possibles stratégies de planification et des exigences relatives au dépôt de garantie.

De plus, si la vente ultérieure du bien donne lieu à de l'impôt sur le revenu dans le nouveau pays de résidence, le Canada accorde un crédit pour les impôts payés à l'étranger relativement à des gains antérieurs au départ, crédit qui peut être demandé à une date ultérieure si ce pays est lié au Canada par une convention fiscale.

Si un particulier redevient résident canadien (peu importe la période de non-résidence) et qu'il continue à détenir les biens qui étaient auparavant assujettis à la présomption de disposition, il peut choisir de se soustraire à la présomption de disposition dans sa déclaration de revenus pour l'année de son retour au Canada.

⁶ Le choix est produit en remplissant le formulaire T1244, *Choix*, en vertu du paragraphe 220(4.5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de reporter le paiement de l'impôt sur le revenu relatif à la disposition réputée de biens, et en le joignant à la déclaration de revenus du particulier pour l'année de l'émigration. La garantie n'est pas requise si le montant d'impôt fédéral sur le revenu lié à la disposition réputée du bien ne dépasse pas 16 500 \$ (ou 13 777,50 \$ pour les anciens résidents du Québec), mais le formulaire doit quand même être produit. L'ARC a indiqué qu'elle ne considère habituellement pas une marge de crédit comme une garantie appropriée aux fins de ce choix. Voir le document de l'ARC n° 2021-0892681C6.



Les formulaires de déclaration suivants sont pertinents pour un particulier qui cesse d'être résident du Canada :

- **Formulaire T1161, Biens possédés par un émigrant du Canada** – Le particulier qui cesse d'être résident du Canada dans l'année est tenu de déclarer la juste valeur marchande de tous les biens qu'il possédait lorsqu'il a quitté le Canada si cette valeur dépassait 25 000 \$. Certains biens sont toutefois exclus de cette exigence, notamment les biens à usage personnel évalués individuellement à moins de 10 000 \$, les régimes de pension, les régimes enregistrés d'épargne-retraite, l'argent comptant et les dépôts bancaires⁷.
- **Formulaire T1243, Disposition réputée de biens par un émigrant du Canada** – Le particulier qui cesse d'être résident du Canada pendant l'année et qui était réputé avoir disposé de biens à la date où il a quitté le Canada est tenu de déclarer les détails de la disposition réputée, sauf en ce qui a trait à certains biens⁸.

Impôt sur les revenus de location

Tant en vertu de sa législation interne que de ses conventions fiscales, le Canada conserve généralement le droit d'assujettir un non-résident à l'impôt sur ses revenus provenant de biens immeubles canadiens et sur ses revenus provenant de la disposition de biens immeubles canadiens. « Biens immeubles » s'entend des fonds de terre et de tout ce qui y est érigé, y pousse ou y est fixé.

Consultez le **chapitre 16, « Impôts canadiens pour les non-résidents »**, pour des renseignements concernant l'impôt sur les revenus de location provenant de biens immeubles canadiens.

⁷ Voir le **formulaire T1161**.

⁸ Voir le **formulaire T1243**.

Immigration

Lorsqu'un particulier établit résidence au Canada, ses revenus de toutes provenances sont imposables au Canada selon des taux d'imposition progressifs. Tout revenu de source étrangère que le particulier reçoit après être devenu résident du Canada sera probablement assujéti à l'impôt étranger et à l'impôt canadien. Cependant, afin d'éviter la double imposition, il existe un crédit pour impôt étranger (assorti de certaines limites)

à l'égard des impôts étrangers payés relativement à ce revenu. Par conséquent, si les taux d'imposition du pays duquel le particulier émigre sont inférieurs à ceux du Canada, le particulier devrait faire en sorte de recevoir un revenu aussi élevé que possible dans ce pays avant d'établir sa résidence au Canada ou de reporter la date de résidence au Canada jusqu'à ce que le montant ait été reçu.



FISCALIDÉES

Un particulier qui quitte le Canada devrait déterminer la date à laquelle il est devenu un non-résident et s'assurer de pouvoir la justifier. Il est aussi important de tenir un journal de bord détaillé pour justifier les déplacements au Canada et à l'extérieur du Canada pendant l'année.

- **Comptes bancaires ou comptes de placement au Canada** – Si ces comptes sont conservés, avisez les payeurs d'intérêts ou de dividendes canadiens, de sorte qu'ils prélèvent et remettent le montant approprié au titre de la retenue d'impôt.
- **Biens locatifs canadiens** – Si vous louez votre habitation ou un autre bien au Canada après avoir cessé d'être résident canadien, vous serez assujéti à la retenue d'impôt des non-résidents canadien de 25 % sur le revenu de location brut.
Une meilleure solution pourrait être de choisir de produire un formulaire NR6 pour réduire la retenue d'impôt de 25 % du revenu de location net ainsi qu'une déclaration de revenus canadienne pour le choix prévu à l'article 216 présentant le revenu de location net (en déduisant les dépenses s'y rattachant), auquel cas les taux marginaux d'imposition canadiens s'appliqueront.
- **Droits de cotisation à un REER** – Envisagez de verser une cotisation à un REER pour l'année de votre départ.
- **Placements dans des REER et des comptes d'épargne libres d'impôt pour l'achat d'une première propriété (« CELIAPP »)** – Il est généralement avantageux de maintenir vos REER et CELIAPP lorsque vous cessez d'être résident canadien, dans la mesure où le maintien de fonds dans un REER ou un CELIAPP canadien ne pose aucun problème d'ordre fiscal dans votre nouveau pays de résidence.
Aviser l'administrateur de vos REER et de vos CELIAPP de votre départ, car certaines restrictions de négociation d'un REER ou d'un CELIAPP peuvent s'appliquer dans le cas de non-résidents en vertu des lois sur les valeurs mobilières locales.
- **Emprunts sur des REER en vertu du Régime d'accession à la propriété ou du Régime d'encouragement à l'éducation permanente** – Remboursez ces prêts dans les 60 jours de votre départ du Canada pour éviter que le solde impayé du prêt soit inclus à titre de revenu imposable dans l'année de votre départ.
- **Cotisations à un REEE** – Ces cotisations ne peuvent être effectuées que lorsque le bénéficiaire est un résident du Canada. Ainsi, les cotisations à un REEE devraient être effectuées avant que le bénéficiaire quitte le Canada.
- **Cotisations à un CELI** – Vous pouvez continuer de détenir un CELI même si vous n'êtes plus résident canadien, mais vous ne pouvez pas verser de cotisations ni accumuler de droits de cotisation pendant que vous êtes non-résident. Par conséquent, vous devriez verser vos cotisations avant de quitter le Canada. Veuillez noter que votre nouveau pays de résidence ne considérera pas nécessairement le revenu et les gains accumulés dans un CELI comme étant libres d'impôt, au sein du régime ou lorsqu'ils en sont retirés.

Revenu d'emploi

Lorsqu'un particulier devient résident du Canada en raison d'un emploi, l'employé travaille habituellement pour un employeur de son pays d'origine avant d'arriver au Canada et commence à travailler pour un autre employeur au Canada.

Cependant, il n'est pas toujours simple de déterminer quel revenu d'emploi doit être déclaré dans l'année d'arrivée. Le revenu d'emploi gagné doit souvent être réparti entre la période de résidence et celle de non-résidence; il est aussi possible qu'il faille établir la source du revenu d'emploi de manière à déterminer si le revenu gagné pendant la résidence au Canada est de source étrangère (ce qui est pertinent si ce revenu est également assujéti à l'impôt dans le pays d'origine). Il est aussi important de déterminer si des revenus gagnés pendant la période de non-résidence sont de source canadienne et, par conséquent, assujéti à l'impôt canadien.

La répartition du revenu d'emploi pour déterminer le montant gagné dans une période donnée est le plus souvent fonction du temps, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte du lieu où se trouve physiquement le particulier durant ses journées de travail au cours des périodes visées. Il est important de prendre note que l'identification du payeur à titre d'employeur canadien ou étranger n'a pas d'incidence sur la détermination préliminaire de la source du revenu.

Il arrive fréquemment que la date d'arrivée ne corresponde pas à la date à laquelle le particulier est rayé de la liste de paie de l'entreprise étrangère et inscrit sur la liste de paie de l'entreprise canadienne. Dans ce cas, il est nécessaire de déterminer quels revenus ont été gagnés à titre de résident (et sont, par conséquent, imposables au Canada) et quels revenus de source canadienne ont été gagnés à titre de non-résident (et sont, par conséquent, également imposables au Canada). Il faut aussi établir si une partie des revenus gagnés pendant la période

de résidence est imposable dans le pays hôte, puisque l'impôt payé dans le pays hôte sur les revenus de source étrangère peut donner droit à un crédit pour impôt étranger afin de réduire l'impôt canadien.

De plus, le revenu de source canadienne gagné au cours de la période de non-résidence pourrait être exonéré d'impôt en vertu d'une convention fiscale entre le Canada et le pays étranger.

Biens personnels

Quand un particulier devient résident du Canada, il est réputé avoir disposé des biens lui appartenant et avoir acquis de nouveau chacun d'entre eux immédiatement avant d'établir sa résidence pour un produit égal à la juste valeur marchande le jour où la résidence est établie. Il existe certaines exceptions à cette acquisition réputée, notamment les biens canadiens imposables (BCI), les biens figurant à l'inventaire et les actifs incorporels compris dans la catégorie de DPA 14.1 relatifs à une entreprise exploitée au Canada et certains droits ou intérêts exclus. Cette présomption ne donne pas lieu à une opération imposable ou à une opération à déclarer, mais établit simplement un nouveau prix de base pour le bien du particulier.

Les BCI comprennent les biens immeubles ou réels au Canada, les immobilisations utilisées pour exploiter une entreprise au Canada, certaines actions de sociétés privées canadiennes, certaines actions de sociétés publiques et les avoirs miniers canadiens. Les BCI excluent les droits ou les intérêts du particulier dans des caisses de retraite ou de pension. De plus, les BCI excluent certaines actions et autres participations dont la valeur n'est pas tirée principalement de biens immeubles ou réels situés au Canada, d'avoirs miniers canadiens ou d'avoirs forestiers.

À l'égard des biens qu'un particulier est réputé avoir acquis, l'établissement d'un nouveau prix de base rajusté signifie que les gains accumulés avant la résidence canadienne ne sont pas

assujéti à l'impôt canadien. Si les biens ont perdu de la valeur depuis la date d'achat, la présomption donnera lieu à un prix de base inférieur aux fins de l'impôt canadien par rapport au montant réel de l'achat. Par conséquent, il peut être plus avantageux de vendre des biens en situation de perte avant l'établissement de la résidence, surtout si la perte qui en découle peut être portée en réduction d'autres gains ou d'autres revenus dans le pays duquel le particulier émigre.

Déclaration de biens étrangers productifs de revenus de placement

Les résidents du Canada détenant des placements à l'étranger sont assujéti à certaines règles relatives à la déclaration des biens étrangers. Les règles exigent que les particuliers qui possèdent des biens étrangers produisent des déclarations de renseignements annuelles.

Les règles suivantes sont particulièrement pertinentes pour les particuliers qui commencent leur résidence canadienne :

- **Formulaire T1135, Bilan de vérification du revenu étranger** - Les particuliers détenant une participation dans des biens étrangers déterminés, comme des actions, des comptes bancaires et des biens immeubles (autres que des biens à usage personnel), dont le coût indiqué total est d'au moins 100 000 \$ CA à un moment ou à un autre de l'année doivent déclarer ces biens et fournir les détails à leur sujet tous les ans. Toutefois, si le coût global est inférieur à 250 000 \$ CA tout au long de l'année, il est possible d'avoir recours à une méthode de déclaration simplifiée⁹.
- **Formulaire T1141, Déclaration de renseignements sur les apports aux fiducies non-résidentes, les arrangements ou les entités** - Les particuliers qui ont transféré ou prêté un bien à une fiducie non-résidente, à un arrangement ou à une entité doivent produire une déclaration de renseignements annuelle¹⁰.

⁹ Voir le [formulaire T1135](#).

¹⁰ Voir le [formulaire T1141](#).

- **Formulaire T1142**, *Déclaration de renseignements sur les distributions effectuées par une fiducie non-résidente et sur les dettes envers celle-ci* - Les bénéficiaires de certaines fiducies non-résidentes doivent produire une déclaration de renseignements pour l'année au cours de laquelle ils ont reçu une distribution ou un prêt de la fiducie¹¹.
- **Formulaire T1134**, *Déclaration de renseignements sur les sociétés étrangères affiliées contrôlées et non contrôlées* - Les particuliers qui ont une participation dans une société non-résidente ou une fiducie non-résidente considérée comme une société étrangère affiliée doivent produire une déclaration de renseignements annuelle¹².

Veuillez prendre note que les particuliers n'ont pas à produire ces déclarations de renseignements pour l'année pendant laquelle ils ont commencé à résider au Canada. Cependant, les particuliers qui ont résidé au Canada par le passé seront assujettis à ces obligations de déclaration dans l'année au cours de laquelle ils redeviennent résidents canadiens.

Exonération accordée aux résidents à court terme

La *Loi de l'impôt sur le revenu* ne définit pas le terme « résident à court terme », mais, en général, il est employé pour désigner des particuliers qui déménagent au Canada et qui y résident pendant moins de cinq ans. Les résidents à court terme ont droit à une certaine exonération à l'égard des règles sur l'impôt de départ de même que des règles relatives aux participations dans un régime de pension étranger pendant qu'ils sont résidents canadiens.

Un particulier qui est résident du Canada pendant au plus 60 mois dans la période de 120 mois précédant le départ du Canada n'est pas assujetti à l'impôt de départ sur les biens qu'il possédait avant de devenir résident canadien ou qu'il a acquis par legs ou par héritage pendant qu'il était résident canadien.

¹¹ Voir le [formulaire T1142](#).

¹² Voir le [formulaire T1134](#).

En général, un particulier qui déménage au Canada à la demande d'un employeur, et qui demeure membre du régime de pension de l'ex employeur dans le pays d'origine de l'employé, peut continuer de participer à ce régime de pension pendant les cinq premières années de la résidence Canadienne. Après cinq ans, certaines mesures doivent être prises pour éviter l'application des règles fiscales canadiennes selon lesquelles un régime étranger est réputé être une convention de retraite dans le cadre de laquelle les cotisations de l'employeur deviennent assujetties à l'impôt canadien.

L'employé pourrait être en mesure de déduire les cotisations à un régime de pension étranger ou à un arrangement de sécurité sociale étranger en plus des cotisations à un arrangement de retraite des États-Unis. Pour connaître les pays admissibles, consultez le formulaire RC269, *Cotisations d'un employé à un régime de pension étranger ou à un arrangement de sécurité sociale autre qu'un régime ou un arrangement des États-Unis*.

FISCALIDÉES

Un particulier qui immigre au Canada devrait déterminer la date à laquelle il est devenu résident et s'assurer de pouvoir la justifier. Il est aussi important de tenir un journal de bord détaillé pour justifier les déplacements au Canada et à l'extérieur du Canada pendant l'année.

- **Date à laquelle la résidence commence** - Il peut aussi être possible de planifier la date de début de la résidence canadienne de manière à profiter de taux marginaux d'imposition moins élevés au Canada.
- **Portefeuilles de placements** - Revoyez votre portefeuille de placements avant d'établir votre résidence au Canada. Il pourrait s'avérer avantageux de vendre des placements cumulant une perte avant de devenir résident canadien si ces pertes peuvent être utilisées dans le pays de résidence.
- **Frais de déménagement** - Vérifiez les conséquences fiscales de tout avantage accordé par l'employeur relativement à votre déménagement au Canada et, si c'est possible, structurez les avantages de manière à ce qu'ils ne soient pas imposables au Canada ou reçus avant l'obtention du statut de résident. Certains remboursements de frais de déménagement ne sont pas imposables.
- **Régimes d'options d'achat d'actions** - Vérifiez les conséquences fiscales de l'exercice d'options d'achat d'actions d'un employeur étranger avant d'établir votre résidence au Canada et soyez conscient des nouvelles limitations imposées à l'égard de certaines options d'achat d'actions accordées à compter du 1^{er} juillet 2021, lesquelles peuvent avoir une incidence sur la capacité de demander la déduction pour options d'achat d'actions relativement aux options exercées.
- **Régime de pension étranger** - L'employé pourrait être en mesure de continuer à cotiser à ce régime. Toutefois, ces cotisations pourraient limiter la faculté de l'employé de se prévaloir de RPA, de RPDB ou de REER au Canada.
Dans certains cas, il peut être permis à l'employé de transférer, en report d'impôt, les prestations de retraite à un REER (bien qu'il soit possible que le transfert soit assujetti à l'impôt étranger).
- **Primes de sécurité sociale** - Vérifiez les conséquences fiscales liées au fait de continuer de vous prévaloir de la protection du système de sécurité sociale de votre ancien pays de résidence et de ne pas participer au RPC (ou au RRQ). Le Canada et le Québec ont conclu des ententes en matière de sécurité sociale avec de nombreux pays.



CHAPITRE 16

Impôts canadiens pour les non-résidents



SI VOUS ÊTES NON-RÉSIDENT, MAIS QUE VOUS TOUCHEZ UN REVENU DE SOURCE CANADIENNE, CE REVENU POURRAIT ÊTRE ASSUJETTI À L'IMPÔT SUR LE REVENU CANADIEN, Y COMPRIS À L'IMPÔT MINIMUM DE REMPLACEMENT (IMR)¹.





Certains types de revenus de source canadienne, tels que les dividendes, les revenus de location, les redevances, les revenus de fiducie, les revenus de pension et les pensions alimentaires, font l'objet d'une retenue d'impôt canadien au taux général de 25 % (lequel peut être réduit en vertu d'une convention fiscale entre le Canada et votre pays de résidence). La plupart des paiements d'intérêts entre des personnes sans lien de dépendance faits à des non-résidents sont exonérés de la retenue d'impôt canadien.

Les non-résidents recevant un revenu de location de biens immobiliers provenant de biens immeubles canadiens peuvent choisir de produire une déclaration de revenus et d'être imposés sur le revenu de location net aux mêmes taux que ceux s'appliquant aux résidents du Canada (c.-à-d. d'être imposés à des taux progressifs sur le revenu net plutôt que de faire l'objet des taux de retenue d'impôt applicables au revenu brut). De même, les non-résidents recevant certains revenus de pension et de prestations peuvent faire le choix d'être imposés sur les revenus en question aux mêmes taux d'imposition progressifs que ceux s'appliquant aux résidents du Canada plutôt que d'être assujettis au taux de retenue d'impôt.

Si vous gagnez un revenu d'emploi ou un revenu d'entreprise de source canadienne ou que vous vendez un bien canadien² imposable à titre de non-résident, vous devez produire une déclaration de revenus canadienne faisant état de ce revenu et payer l'impôt qui s'y rapporte. Si vous devez inclure ce revenu de source canadienne dans votre revenu imposable dans votre pays de résidence, vous pouvez peut-être réclamer un crédit pour impôt étranger à l'égard de l'impôt canadien payé.

Employés rendant des services au Canada

La mobilité de la main-d'œuvre mondiale s'accroît de sorte que de plus en plus d'employés non-résidents travaillent au Canada dans le cadre d'affectations à court terme. Bien que nombre de ces employés puissent, en fin de compte, ne pas être tenus de payer l'impôt canadien en raison d'une convention fiscale, les employeurs et les employés doivent respecter certaines obligations de déclaration et de retenue.

Beaucoup d'employés non-résidents à court terme sont assujettis à l'impôt canadien en vertu du droit interne, mais en sont exonérés par effet de l'article d'une convention fiscale relatif aux services rendus à titre d'employé (p. ex. l'article XV de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis). Ces personnes peuvent être exonérées de l'impôt canadien en vertu d'une règle de minimis si les dispositions de la convention fiscale applicable le permettent (10 000 \$ CA aux termes de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis) ou de la règle « du moins de 183 jours ».

En vertu de la règle « du moins de 183 jours », les employés à court terme qui sont au Canada pendant moins de 183 jours (pour leur travail ou à des fins personnelles) au cours de toute période de 12 mois commençant ou se terminant dans l'exercice financier en cause peuvent néanmoins être imposables au Canada si leur salaire :

- a été réclamé à un employeur qui réside au Canada³; ou
- est pris en charge par un établissement stable ou une base fixe de l'employeur au Canada.

¹ De récentes modifications législatives ont élargi l'assiette du régime d'IMR pour l'année d'imposition 2024 et les suivantes. Pour en savoir plus sur l'IMR et ces modifications, consultez l'article « Impôt minimum de remplacement : modifications proposées que vous devriez connaître » paru dans le **numéro d'octobre 2023 du bulletin Questions fiscales@EY** ainsi que les bulletins **FiscAlerte 2023 numéro 45** et **FiscAlerte 2024 numéro 25** d'EY.

² Les biens canadiens imposables comprennent généralement des biens réels situés au Canada, des biens utilisés dans le cadre d'une entreprise exploitée au Canada et des participations dans certaines entités tirant une proportion définie de leur valeur de biens réels ou d'avoirs miniers canadiens. Il y a plusieurs exclusions à la définition de bien canadien imposable. Si vous êtes un non-résident et que vous disposez de biens canadiens, consultez votre conseiller en fiscalité EY qui vous aidera à comprendre les règles complexes applicables.

³ Le salaire peut être imposable au Canada s'il y a une obligation de verser le salaire même si la rétrofacturation n'a pas eu lieu. Consultez votre conseiller en fiscalité EY.

Par exemple, lorsque l'employé à court terme est affecté à un établissement au Canada – qui ne lui verse pas directement son salaire, mais paie son employeur d'origine pour ses services au Canada –, il est généralement assujéti à l'impôt sur le revenu des particuliers du Canada et doit produire une déclaration de revenus.

Ces règles font intervenir un certain nombre de questions de fait qui devraient être soigneusement examinées avant de conclure qu'un employé est exempté de l'impôt canadien en vertu d'une convention fiscale.

Qu'ils soient Canadiens ou non-résidents, les employeurs sont tenus de déduire et de remettre les retenues d'impôt sur le revenu et de déclarer le revenu d'emploi sur un feuillet T4 de l'Agence du revenu du Canada (ARC). L'employeur sera redevable du montant d'impôt qui aurait dû être retenu, plus les intérêts et les pénalités, s'il fait défaut de retenir et de remettre les impôts requis.

Même si des paiements sont faits à des employés non-résidents qui sont exemptés de l'impôt canadien aux termes d'une convention, l'employeur non-résident est tenu d'appliquer ces retenues d'emploi, ou il court le risque de payer de l'impôt. Avant l'instauration des modifications décrites ci-après, seuls les paiements à un employé non-résident qui avait obtenu une dispense de retenue d'impôt de l'ARC pouvaient être exemptés de ces retenues.

Reconnaissant les difficultés administratives inhérentes à l'obtention de dispenses de retenue d'impôt, le gouvernement fédéral a instauré des modifications dans le budget fédéral de 2015 afin de créer un nouveau régime pour les employeurs non-résidents en vue d'obtenir une exemption de retenues d'impôt sur les paiements faits à certains employés non-résidents travaillant au Canada. Ces modifications s'appliquent aux obligations de retenue découlant de paiements effectués après 2015. Dans le cadre de ce régime, un employeur non-résident qui réside dans un pays avec lequel le Canada a signé une convention peut demander une exemption de cette obligation de retenir

les impôts canadiens sur le revenu d'emploi versé à certains employés non résidents pour le travail effectué au Canada, sous réserve de certaines restrictions.

Pour demander cette exemption, un employeur non-résident admissible doit remplir le formulaire RC473, *Demande de certification d'un employeur non-résident*. Si l'ARC approuve la demande, l'employeur non-résident ne sera pas tenu de retenir les impôts sur le revenu canadiens relativement aux paiements faits à des employés non résidents admissibles pendant la période de certification.

Un employé non-résident admissible :

- réside dans un pays avec lequel le Canada a une convention fiscale au moment du paiement;
- est exempté de l'impôt sur le revenu du Canada relativement au paiement en vertu de cette convention fiscale;
- soit il travaille au Canada moins de 45 jours au cours de l'année civile qui comprend le moment du paiement, soit il est présent au Canada moins de 90 jours au cours de toute période de 12 mois qui comprend le moment du paiement.

Les employeurs non-résidents demeureront responsables à l'égard des montants à retenir relativement aux employés qui ne remplissent pas les conditions susmentionnées.

Notons que pour maintenir cette exemption, l'employeur non-résident doit remplir certaines obligations, dont faire le suivi et l'inscription du nombre de jours de travail ou de présence au Canada de chaque employé non-résident admissible et déterminer si chaque employé réside dans un pays avec lequel le Canada a signé une convention fiscale.

Les employés non-résidents qui ne sont pas considérés comme des employés non résidents admissibles, mais qui demeurent exemptés de l'impôt en vertu d'une convention fiscale, ou dont l'employeur n'a pas obtenu d'exemption de l'obligation de retenue susmentionnée, peuvent continuer de demander des dispenses de retenue d'impôt individuelles.

Un particulier n'est tenu de produire une déclaration de revenus du Canada que s'il a un impôt à payer pour l'année ou qu'il a vendu une immobilisation imposable au cours de l'année⁴. Ainsi, un employé non-résident qui est exempté de l'impôt canadien n'est pas tenu de produire une déclaration de revenus. Toutefois, si l'employeur a effectué des retenues d'impôt canadien sur le salaire d'un employé non-résident qui est exempté de l'impôt canadien, l'employé peut choisir de produire une déclaration de revenus pour obtenir un remboursement des retenues d'impôt.

L'ARC s'attend à ce que le particulier non-résident qui rend des services au Canada et qui n'est pas exempté de l'impôt canadien produise une déclaration de revenus canadienne, de manière à ce qu'un montant d'impôt définitif puisse être établi dans l'avis de cotisation visant la déclaration de revenus. En outre, une déclaration de revenus canadienne produite en temps voulu confère à l'employé la protection inhérente aux délais de prescription édictés dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*.



FISCALITÉ

Un employé qui passe beaucoup de temps à voyager au Canada à partir d'autres administrations fiscales devrait conserver un registre de ses déplacements pour y consigner les renseignements suivants pour une période donnée :

- Le nombre de jours pendant lesquels il a séjourné au Canada (distinguer les séjours à des fins professionnelles de ceux à des fins personnelles)
- Le nombre de jours pendant lesquels il a séjourné à l'extérieur du Canada (distinguer les séjours à des fins professionnelles de ceux à des fins personnelles)
- Le nombre total de jours de travail au cours de la période

⁴ Voir le paragraphe 150(1.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Services rendus au Canada

Toute personne qui paie des honoraires, une commission ou toute autre somme à une personne non-résidente pour des services rendus au Canada, autrement que dans le cadre d'un emploi régulier et continu, est tenue de retenir et de remettre 15 % du montant brut. Cette retenue est exigée même si la personne qui reçoit le paiement peut ne pas être assujettie à l'impôt au Canada en vertu de la législation canadienne ou d'une convention fiscale.

Le montant retenu ne représente pas un impôt définitif, mais plutôt un acompte au titre de l'impôt sur le revenu que le non-résident devra ultimement payer au Canada. Le particulier non-résident est tenu de produire une déclaration de revenus des particuliers canadienne pour déclarer le revenu gagné et le montant retenu tels qu'ils figurent sur le feuillet T4A-NR.

De plus, le non-résident fournissant des services au Canada peut être tenu de facturer la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Pour ce faire, le non-résident doit obtenir un numéro d'entreprise, puis s'inscrire à un compte de TPS/TVH auprès de l'ARC. Il pourrait également devoir produire une déclaration de TPS/TVH.

FISCALIDÉES

- Pour déterminer si certains revenus tirés d'un travail indépendant sont assujettis à l'impôt au Canada ou dans d'autres pays, il est aussi important de tenir compte des dispositions de toute convention fiscale qui s'applique.
- De nombreuses conventions fiscales conclues par le Canada prévoient qu'un particulier ne sera assujetti à l'impôt canadien que sur les bénéfices d'entreprise tirés d'un travail indépendant, lesquels peuvent être imputables à un établissement stable maintenu au Canada.

Disposition de biens immobiliers

Si un particulier de même que son époux ou conjoint de fait sont non-résidents à la vente de leur résidence canadienne, l'acheteur doit retenir 25 % du produit brut de la vente et le remettre à l'ARC. Dans le cadre du processus de vente, le vendeur peut devoir obtenir un certificat de l'ARC indiquant que le gain réalisé à la vente est entièrement ou partiellement exonéré de la retenue d'impôt. Habituellement, l'ARC accepte que le gain faisant l'objet de la retenue d'impôt de 25 % à la date de la vente puisse être réduit du prix de base rajusté du bien et du montant de l'exemption pour résidence principale.

Si le vendeur obtient ce certificat, il doit aviser l'ARC de la vente dans les 10 jours de la conclusion de la transaction. S'il y a du retard dans le traitement de la demande de certificat par l'ARC, les fonds retenus par l'acheteur peuvent être déposés entre les mains d'un tiers.

La disposition d'une résidence canadienne doit être indiquée sur une déclaration selon le paragraphe 115(1) produite par le non-résident pour l'année de la vente. Une perte à la vente d'une résidence est refusée si la résidence n'a jamais été louée et, par conséquent, est considérée comme un bien personnel. Tous les gains résultant de l'application de l'exemption pour résidence principale sont imposables.

Quand un non-résident dispose d'une ancienne résidence qui a été louée et a demandé une déduction pour amortissement à l'égard du bien, la déduction est « récupérée » et incluse dans le revenu au moment de la disposition du bien si le produit de la disposition est plus élevé que la fraction non amortie du coût en capital. Le montant de la récupération est inscrit sur une déclaration distincte selon le paragraphe 216(5), qui doit inclure tous les revenus tirés de biens immobiliers canadiens gagnés dans l'année où il y a récupération (voir la rubrique « **Impôt sur les revenus de location** »).

FISCALIDÉES

- Lorsque le certificat est obtenu avant la vente et que le prix de vente réel se révèle supérieur au prix estimatif inscrit sur le certificat, l'acheteur a l'obligation de retenir 25 % du gain rajusté au titre de l'impôt.
- Si le certificat est produit après la conclusion de la transaction et que le vendeur non-résident remet un montant égal à 25 % du gain à l'ARC, l'acheteur est libéré de l'obligation de retenir l'impôt quand l'ARC délivre le certificat.
- La délivrance d'un certificat par l'ARC ne dégage pas le vendeur non-résident de son obligation de produire une déclaration T1 canadienne pour déclarer la vente.



Exemption pour résidence principale - modifications apportées en 2016

Le 3 octobre 2016, le gouvernement fédéral a annoncé des mesures relatives à l'exemption spéciale pouvant s'appliquer pour mettre à l'abri de l'impôt un gain réalisé à la vente d'une résidence principale. Ces mesures ont été incluses dans le projet de loi C-63, *Loi n° 2 d'exécution du budget de 2017*, qui a été sanctionné le 14 décembre 2017.

Les modifications changeaient le calcul de l'exemption pour résidence principale en éliminant une année aux fins de l'exemption pour les particuliers qui sont des non résidents du Canada tout au long de l'année de l'acquisition du bien. Le calcul révisé s'applique aux dispositions postérieures au 2 octobre 2016. De plus, ces modifications font en sorte que certaines fiducies (dont celles avec des bénéficiaires non-résidents) n'ont plus le droit de désigner un bien à titre de résidence principale pour les années d'imposition qui commencent après 2016. Toutefois, les gains accumulés jusqu'à la fin de 2016 à l'égard d'une résidence principale admissible de la fiducie peuvent encore être admissibles à l'exemption.

Parmi les autres modifications, une période de cotisation plus longue est prévue pour les contribuables qui ne déclarent pas la disposition du bien dans leur déclaration de revenus.

Les particuliers qui achètent un bien au Canada alors qu'ils sont des non-résidents du Canada et les bénéficiaires de certaines fiducies devraient passer en revue les règles et les incidences fiscales de la disposition d'un bien qui pourrait ne plus être admissible à l'exemption pour résidence principale.

Pour plus de renseignements, communiquez avec votre conseiller en fiscalité EY.

Exemption pour résidence principale - modifications apportées en 2023

Pour les années d'imposition 2023 et suivantes, l'exemption pour résidence principale n'est pas accessible à l'égard du gain en capital ou du profit découlant de la disposition d'un bien immobilier résidentiel situé au Canada - y compris un bien locatif - qui a été détenu par le contribuable pendant moins de 365 jours consécutifs, sous réserve de certaines exceptions. Ce gain en capital ou profit est plutôt réputé être un revenu d'entreprise imposable du contribuable qui vend le bien. Cette règle (règle sur les reventes précipitées de biens immobiliers résidentiels) s'applique à l'égard des dispositions ayant lieu après le 31 décembre 2022.

Pour en savoir davantage, consultez le [chapitre 8, « Exemption pour résidence principale »](#).

Impôt sur les revenus de location

Le Canada se réserve le droit d'imposer les non-résidents sur leur revenu tiré de biens immeubles canadiens. En vertu des dispositions générales de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, un non-résident du Canada qui gagne un revenu de location est assujéti à une retenue d'impôt de 25 % sur son revenu de location brut. La personne qui verse un loyer à un non-résident doit retenir et remettre cet impôt. Si les loyers sont versés à un agent, celui-ci doit retenir et remettre l'impôt.

En ce qui a trait au paiement de l'impôt sur un bien locatif canadien, un propriétaire non-résident a trois options :

1. Selon l'option par défaut, un agent ou un locataire doit retenir l'impôt de 25 % sur le loyer brut, remettre l'argent directement à l'ARC tout au long de l'année, et déclarer le loyer brut reçu et l'impôt retenu sur le formulaire NR4 au plus tard le 31 mars

de l'année suivante. Si le formulaire est produit à temps, le propriétaire non-résident n'a pas besoin de produire une déclaration T1 canadienne pour déclarer le revenu de location reçu. Comme cette option ne permet aucune déduction du loyer brut, elle n'est habituellement pas la préférée.

2. Le non-résident peut choisir de produire une déclaration canadienne selon l'article 216 dans les deux ans suivant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle il a reçu les loyers et de payer l'impôt aux taux progressifs sur le revenu de location net. En règle générale, toutes les dépenses raisonnables liées au revenu de location sont déductibles dans le calcul du revenu de location net. L'agent ou le locataire doit quand même retenir et remettre l'impôt de 25 % sur le loyer brut. Par contre, l'impôt retenu peut être porté en diminution de l'impôt à payer selon la déclaration T1 du particulier, et tout excédent peut être remboursé.
3. Le non-résident peut choisir que la retenue d'impôt initiale de 25 % soit calculée en fonction du revenu de location net anticipé (exclusion faite de la déduction pour amortissement) plutôt qu'en fonction du loyer brut. Pour que la retenue d'impôt soit réduite de la sorte, le particulier doit nommer un agent résidant au Canada et produire la déclaration selon l'article 216 dans les six mois suivant la fin de l'année d'imposition où le loyer a été reçu. Le non-résident fait ce choix en produisant le formulaire NR6 avant le début de chaque année d'imposition (le 1^{er} janvier), ou dans l'année au cours de laquelle le bien est loué pour la première fois, au plus tard à la date d'échéance du premier paiement de loyer.

Le revenu net inscrit sur la déclaration selon l'article 216 et les déductions permises sont les mêmes pour les deuxième et troisième options. Lorsqu'un non-résident détient plusieurs biens locatifs et qu'une déclaration selon l'article 216 est produite, tous les revenus et toutes les dépenses de location canadiens doivent être déclarés ensemble dans la même déclaration.

Impôt sur les prestations canadiennes

Le Canada se réserve généralement le droit d'imposer les prestations canadiennes versées aux non-résidents. Un non-résident est assujéti à une retenue d'impôt uniforme de 25 % sur ses prestations canadiennes brutes. L'impôt de 25 % représente le montant final prévu de l'obligation fiscale du non-résident envers le Canada, et le non-résident n'a pas à produire une déclaration T1 pour déclarer ses prestations canadiennes. Lorsqu'un particulier est résident d'un pays avec lequel le Canada a conclu une convention fiscale, le taux de retenue d'impôt peut être réduit en vertu de cette convention.

En revanche, un non-résident peut faire le choix prévu à l'article 217 de déclarer ses prestations canadiennes dans une déclaration T1, payer l'impôt de la partie I à un taux d'imposition marginal et demander les déductions et crédits applicables. En faisant le choix prévu à l'article 217, le non-résident pourrait se voir rembourser une partie ou la totalité de l'impôt de 25 % retenu en vertu de la partie XIII.

De plus, un non-résident qui compte faire le choix prévu à l'article 217 peut demander à l'ARC une réduction de la retenue d'impôt en remplissant le formulaire NR5, *Demande de réduction du montant à retenir au titre de l'impôt des non-résidents présentée par un non-résident du Canada pour l'année d'imposition*. Si l'ARC approuve cette demande, les prestations canadiennes seront assujetties à un taux de retenue réduit, que l'ARC déterminera en fonction des renseignements fournis dans la demande. Généralement, ce taux réduit s'appliquera pour une période de cinq ans, sauf s'il y a des changements au montant du revenu que le non-résident reçoit, auquel cas un formulaire à jour devra être produit.

À cette fin, les prestations canadiennes englobent :

- la pension de la Sécurité de la vieillesse;
- les prestations au titre du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec;
- les prestations de retraite ou les prestations de pension;
- les paiements dans le cadre d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB), d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), d'un régime de pension agréé collectif (RPAC) et d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR);
- les allocations de retraite;
- les paiements provenant d'une convention de retraite;
- les prestations consécutives au décès;
- les prestations d'assurance-emploi;
- certaines prestations, visées par règlement, prévues par un programme d'aide gouvernemental;
- les paiements dans le cadre d'un régime de prestations supplémentaires de chômage;
- les prestations dans le cadre du Pacte de l'automobile.

Si le choix en question est fait, toutes les prestations canadiennes versées ou créditées au cours de l'année visée doivent être déclarées dans la déclaration T1 selon l'article 217. La déclaration selon l'article 217 doit être produite dans les six mois de la fin de l'année.

FISCALIDÉES

La déclaration selon l'article 217 doit être produite dans les six mois de la fin de l'année :

- Pour les particuliers qui font le choix prévu à l'article 217 pour 2025, la déclaration T1 doit être produite au plus tard le 30 juin 2026. Si le particulier doit déclarer d'autres revenus dans la déclaration, comme un revenu d'emploi de source canadienne ou des gains en capital imposables, la date limite est le 30 avril 2026.
- Pour les déclarations à produire au plus tard le 30 juin 2026, tout solde d'impôt à payer pour 2025 doit être acquitté au plus tard le 30 avril 2026 de façon à éviter de payer des intérêts.



CHAPITRE 17

Clôture de l'année d'imposition : paiements et remboursements d'impôt



MAINTENANT QUE NOUS VOUS AVONS
DONNÉ DE BONNES SUGGESTIONS
SUR DIVERSES FAÇONS DE FAIRE DES
ÉCONOMIES D'IMPÔT, EXAMINONS COMMENT
VOUS POUVEZ PROCÉDER POUR QUE LA
DERNIÈRE PARTIE DU PROCESSUS SOIT
AUSSI EFFICACE QUE POSSIBLE.





Paielements

Retenues à la source

Votre revenu d'emploi fait l'objet de retenues à la source. De façon générale, ces retenues ne tiennent pas compte de certaines déductions ou de certains crédits que vous réclamerez au moment de produire votre déclaration de revenus. Avec le consentement de l'Agence du revenu du Canada (ARC) ou de Revenu Québec, il est possible de rajuster les retenues d'impôt à la source pour tenir compte de ces déductions et crédits, comme la déduction au titre d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et la déduction pour frais d'intérêts.

Vous devez remplir et produire le **formulaire T1213, Demande de réduction des retenues d'impôt à la source**. Le formulaire indique le bureau de l'ARC auquel vous devez envoyer votre formulaire. Si votre demande est approuvée, votre employeur tiendra compte du montant approuvé (indiqué dans la lettre d'approbation ou la lettre d'autorisation que l'ARC vous aura envoyée) dans le calcul du montant à retenir. Généralement, une nouvelle demande de réduction des retenues doit être produite chaque année.

Au Québec, vous devez remplir et produire le formulaire TP-1016, *Demande de réduction de la retenue d'impôt*. Le formulaire indique le bureau de Revenu Québec auquel vous devez envoyer votre formulaire. Si votre demande est approuvée, votre employeur tiendra compte du montant approuvé (indiqué dans la lettre d'autorisation que Revenu Québec vous aura envoyée)

FISCALITÉ

Si vous prévoyez réclamer des déductions d'impôt importantes, envisagez de faire une demande de réduction des retenues d'impôt à la source à l'ARC ou à Revenu Québec au début de l'année.



dans le calcul du montant d'impôt à retenir. Généralement, une nouvelle demande de réduction des retenues d'impôt doit être produite chaque année.

Acomptes provisionnels

Si la différence entre l'impôt fédéral à payer et l'impôt retenu à la source est supérieure à 3 000 \$ (pour les résidents du Québec, 1 800 \$) pour l'année en cours et l'une ou l'autre des deux années antérieures, vous êtes tenu de verser des acomptes provisionnels trimestriels. À cet égard, l'impôt à payer combine l'impôt sur le revenu provincial et fédéral (sauf au Québec)¹.

Les résidents du Québec sont tenus de verser des acomptes provisionnels d'impôt provincial si la différence entre l'impôt à payer et l'impôt retenu à la source est supérieure à 1 800 \$ et que l'impôt net à payer dépassait 1 800 \$ pour l'une ou l'autre des deux années antérieures.

Si vous devez verser des acomptes provisionnels trimestriels, vous devez le faire au plus tard le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre². Les mêmes exigences générales s'appliquent aux fins de l'application de l'impôt du Québec.

L'ARC (ou Revenu Québec) vous fera parvenir des avis d'acomptes provisionnels indiquant les versements que vous devez effectuer, le cas échéant.

Trois méthodes sont permises pour le calcul des acomptes provisionnels :

- **Méthode sans calcul** - Vous pouvez simplement choisir de payer le montant suggéré sur l'avis d'acomptes provisionnels que l'ARC vous envoie. Dans cet avis, le montant est déterminé d'après la méthode selon laquelle chacun de vos deux premiers acomptes provisionnels de 2026 correspond à un quart de votre solde exigible pour 2024, et vos deux acomptes suivants totalisent votre solde exigible pour 2025, moins les montants

¹ Toutefois, il se peut que le particulier ne soit pas tenu de verser des acomptes provisionnels s'il n'avait pas d'impôt à payer pour l'année précédente et qu'il choisit, aux fins du calcul des acomptes provisionnels, la méthode de l'année précédente (voir ci-après).

² Même si les agriculteurs et les pêcheurs utilisent le même calcul pour leurs acomptes provisionnels, ils sont tenus de verser un acompte équivalant aux deux tiers du montant au plus tard le 31 décembre et de verser le solde de leur impôt au moment de la production de leur déclaration.

déjà versés pour vos deux premiers acomptes provisionnels. Chacun des deux derniers acomptes provisionnels correspondra à la moitié de ce montant. Si vous ne recevez pas d'avis d'acomptes provisionnels de l'ARC, aucun acompte provisionnel n'est requis.

- **Méthode de l'année précédente** - Vous pouvez choisir de plutôt calculer chaque acompte provisionnel pour qu'il corresponde à un quart de votre solde exigible de 2025.
- **Méthode de l'année courante** - La troisième méthode vous permet de calculer chaque acompte provisionnel pour qu'il corresponde à un quart de votre solde exigible estimatif de 2026.

La troisième méthode peut entraîner une diminution des acomptes provisionnels s'il est prévu que votre impôt de 2026 sera inférieur à celui de 2025; toutefois, vous devrez payer des intérêts et peut-être des pénalités si vous versez des acomptes provisionnels insuffisants parce que vous aurez sous-évalué votre solde exigible de 2026.

À compter du 1^{er} janvier 2024, les versements d'impôt sur le revenu supérieurs à 10 000 \$ devront être effectués par voie électronique. Cette exigence s'appliquera aux versements d'acomptes provisionnels ainsi qu'aux autres paiements d'impôt sur le revenu. Chaque défaut de se conformer à cette exigence entraînera une pénalité de 100 \$.

Intérêts

Les acomptes en retard ou insuffisants et les impôts non payés donnent lieu à des frais d'intérêts non déductibles, composés quotidiennement et calculés à l'aide des taux prescrits qui varient d'un trimestre à l'autre. Le taux prescrit fédéral était de 8 % pour les premier et deuxième trimestres civils de 2025. Il était de 7 % pour les troisième et quatrième trimestres civils.

Les frais d'intérêts sont calculés à partir de la date à laquelle chaque acompte est exigible. Cependant, vous pouvez réduire ou éliminer les frais d'intérêts débités sur les acomptes provisionnels insuffisants ou en retard en effectuant un versement anticipé ou en faisant des versements excédentaires lors des acomptes provisionnels subséquents.

Pénalités

Outre les frais d'intérêts sur les versements en retard ou insuffisants, une pénalité fédérale correspondant à la moitié des intérêts payables peut s'appliquer. Cette pénalité vise seulement les intérêts sur les acomptes provisionnels exigibles, après compensation des intérêts payables au particulier et déduction faite de la première tranche de 1 000 \$ des intérêts ou d'un montant correspondant aux intérêts sur au plus 25 % de l'impôt payable par acomptes, si ce montant est plus élevé.

Cette pénalité ne s'applique pas aux fins du calcul de l'impôt du Québec. Dans cette province, lorsque le montant versé est inférieur à 75 % de l'acompte exigé, des intérêts additionnels de 10 % par année, composés quotidiennement, sont imputés à la partie impayée de cet acompte.

Dispositions d'allègement (auparavant appelées dispositions en matière d'équité)

Les dispositions d'allègement pour les contribuables autorisent l'ARC à exercer un certain pouvoir discrétionnaire dans le cadre de l'administration et de l'application des règles fiscales. Par exemple, elles permettent à l'ARC de renoncer aux pénalités

ou aux intérêts payables ou de les annuler dans des circonstances exceptionnelles (dont des cas de catastrophes naturelles ou de maladie grave), de difficultés financières ou encore de retards ou d'erreurs de la part de l'ARC.

En général, l'ARC peut, à sa discrétion, se montrer clément envers les contribuables qui, en raison de circonstances indépendantes de leur volonté, sont incapables de respecter les échéances ou de se conformer à certaines règles. Ce pouvoir discrétionnaire peut être exercé à l'égard des demandes visant une année d'imposition terminée au cours des 10 années civiles précédentes. Par exemple, une demande formulée en 2025 ne pourra être acceptée que pour 2015 et les années d'imposition ultérieures.

Il faut généralement faire une demande écrite et expliquer pourquoi l'ARC devrait exercer ce pouvoir discrétionnaire (Revenu Québec a adopté des dispositions semblables).

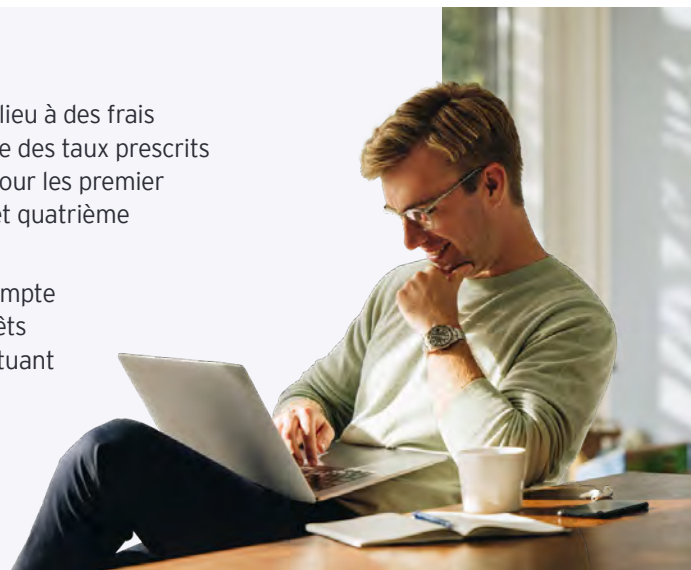
Si vous croyez que vous pouvez tirer parti des dispositions d'allègement, communiquez avec votre conseiller en fiscalité EY.



FISCALIDÉE

Les dispositions d'allègement autorisent ce qui suit :

- Les remboursements d'impôt pourront être effectués même si la déclaration est produite avec plus de trois ans de retard.
- Les pénalités et les intérêts pourront être annulés en cas de circonstances exceptionnelles.
- Les choix tardifs, modifiés ou révoqués pourront être acceptés.



Divulgations volontaires

Le Programme des divulgations volontaires (PDV) est un programme administratif administré par l'ARC, dont l'objectif est de promouvoir l'observation volontaire du droit fiscal canadien.

En vertu du PDV, les contribuables peuvent corriger tout renseignement incomplet ou erroné déjà fourni à l'ARC ou divulguer des renseignements qu'ils n'avaient pas déclarés auparavant. Bien que certaines conditions régissent l'admissibilité au programme, le PDV a récemment été modifié de manière à en élargir les critères d'admissibilité.

En règle générale, l'ARC examinera seulement une demande subséquente présentée par un même contribuable dans le cadre du PDV si les circonstances liées à cette demande sont indépendantes de sa volonté ou se rapportent à une question différente d'une demande précédente. De plus, comme l'ARC ne veut pas que les contribuables utilisent le PDV comme moyen de planification fiscale rétroactive, elle n'accepte pas les productions tardives dans le cadre du PDV.

Habituellement, un contribuable fait une divulgation volontaire pour éviter des pénalités importantes – ou, dans des cas extrêmes, des poursuites – pouvant s'appliquer si les erreurs ou omissions sont relevées en premier par l'administration fiscale. Une divulgation valide doit comprendre une demande écrite et remplir plusieurs conditions; elle doit notamment être volontaire et être accompagnée du formulaire RC199, *Demande relative au Programme des divulgations volontaires (PDV)*, rempli.

Lorsqu'un contribuable fait une divulgation valide que l'ARC accepte, il doit payer les impôts exigibles en plus des intérêts partiels, mais il n'est pas passible de poursuites criminelles ou de pénalités pour faute lourde. Le niveau d'allègement des pénalités et des intérêts varie selon que la demande relative au PDV donne droit à un allègement général ou partiel³.

Le PDV a subi d'importantes modifications récemment qui ont pour effet d'élargir son application et d'offrir un allègement plus généreux en comparaison de la politique précédente. Notamment, l'ARC a assoupli l'exigence du « caractère volontaire » et a remplacé les anciennes catégories de demandes « programme général » et « programme limité » par un modèle à deux niveaux d'allègement⁴.

La nouvelle politique de l'ARC relative au PDV lié à l'impôt sur le revenu est présentée dans sa circulaire mise à jour IC00-1R7, *Programme des divulgations volontaires*, et s'applique aux demandes dans le cadre du PDV reçues à partir du 1^{er} octobre 2025. Pour plus d'information, consultez le bulletin **FiscAlerte 2025 numéro 46**, *L'ARC annonce la simplification du Programme des divulgations volontaires*, d'EY.

Les règles actuelles comprennent les particularités suivantes à l'égard de la nouvelle politique relative au PDV de l'ARC :

- Admissibilité : Une demande n'est pas considérée comme volontaire et ne donne donc pas droit à un allègement dans le cadre du PDV, dans le seul cas où une vérification ou une enquête est commencée à l'égard du contribuable ou d'un contribuable qui lui est lié et qui a un lien avec les renseignements divulgués⁵. Selon la nouvelle politique relative

au PDV, les contribuables qui reçoivent des communications de l'ARC concernant un problème d'observation potentiel peuvent tout de même être admissibles à un allègement dans le cadre du PDV. Il s'agit d'un changement par rapport à l'ancienne politique de l'ARC, où des communications ordinaires de l'ARC pouvaient entraîner le rejet d'une demande.

- Deux niveaux d'allègement :
 - Allègement général (demandes non sollicitées) : Les contribuables qui présentent une demande relative au PDV sans avoir reçu au préalable une communication de l'ARC à propos d'un problème d'observation connu lié à la divulgation pourraient avoir droit à un allègement de 75 % des intérêts applicables et à un allègement de 100 % des pénalités applicables. Si vous présentez une demande après avoir reçu une lettre éducative ou un avis offrant des conseils généraux liés à un sujet particulier, la demande sera considérée comme étant non sollicitée.
 - Allègement partiel (demandes sollicitées) : Les contribuables qui présentent une demande relative au PDV à la suite d'une communication de l'ARC à propos d'un problème d'observation connu lié à la divulgation pourraient avoir droit à un allègement de 25 % des intérêts applicables et à un allègement pouvant aller jusqu'à 100 % des pénalités applicables.

³ Le ministre du Revenu national a également le pouvoir de renoncer aux pénalités ou aux intérêts ou de les annuler en vertu des dispositions d'allègement pour les contribuables prévues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (voir la circulaire d'information de l'ARC IC07-1R1 pour en savoir plus).

⁴ Dans le cadre de l'ancien programme général, les contribuables dont les demandes étaient acceptées ne se voyaient pas imposer de pénalités, mais l'allègement des intérêts liés aux demandes concernant l'impôt sur le revenu était limité à 50 % des intérêts applicables pour les années précédant les trois années les plus récentes visées par la divulgation. Dans le cadre du programme limité, aucun allègement des pénalités ou intérêts n'était offert. Toutefois, pour tous les contribuables dont les demandes étaient acceptées, les pénalités pour fautes lourdes ne s'appliquaient pas, et aucune poursuite au criminel n'était engagée.

⁵ Dans le cadre du PDV, les vérifications et les enquêtes peuvent comprendre celles menées par l'ARC ainsi que par un organisme d'application de la loi, une commission des valeurs mobilières ou d'autres autorités sous réglementation fédérale ou provinciale.

- Divulgations signées seulement : Les demandeurs doivent révéler leur identité et produire une divulgation complète pour participer au PDV. Cependant, les contribuables peuvent participer, de façon anonyme, à des discussions préalables à la divulgation avec l'ARC afin d'évaluer leur admissibilité au PDV et l'allègement potentiel offert.
- Paiement de l'impôt à payer : Les contribuables sont tenus d'acquitter le montant estimatif de l'impôt à payer au moment de la présentation de leur demande d'allègement dans le cadre du PDV, à moins qu'une entente de paiement ne soit conclue avec les agents de recouvrement de l'ARC.
- Identité des conseillers : Les contribuables doivent révéler le nom des particuliers, y compris les professionnels de la fiscalité et les promoteurs, qui les ont aidés ou conseillés en ce qui concerne l'objet de la demande relative au PDV.

Remboursements

Dépôt direct

Vous pouvez faire déposer votre remboursement d'impôt sur le revenu directement dans votre compte bancaire personnel dans toute institution financière au pays.

Intérêts sur les remboursements

L'ARC verse des intérêts sur les paiements effectués en trop pour l'année en cours. Comme l'indique l'ARC sur son site Web, les intérêts sont payés aux fins fédérales à la plus tardive des dates suivantes :

- Le 30 mai de l'année suivante
- Trente jours après la date de production de la déclaration
- La date à laquelle le paiement en trop s'est produit⁶

Les intérêts sur les remboursements sont imposables. Par contre, les intérêts sur les arrérages et les pénalités ne sont pas déductibles.

⁶ Revenu Québec verse des intérêts calculés à partir du 15 juin de l'année suivante (à condition que la déclaration ait été produite avant le 1^{er} mai de cette même année) ou du 46^e jour suivant la date de production, si la déclaration a été produite après le 30 avril.



Communication avec l'ARC

Conservez les reçus pour votre déclaration de revenus

L'examen par l'ARC des déclarations de revenus des particuliers comprend l'examen précotisation, l'examen postérieur à la cotisation et la vérification. Les particuliers qui produisent leurs déclarations de revenus par voie électronique ou qui n'envoient pas leurs feuillets de renseignements ni leurs reçus avec leurs déclarations produites sur papier doivent conserver leurs reçus pendant six ans suivant la production de leurs déclarations au cas où l'ARC communiquerait avec eux.

Déclarations choisies pour un examen

En 2025, l'ARC a traité plus de 33 millions de déclarations de revenus des particuliers⁷, sans procéder à un examen manuel de la majorité d'entre elles. Certaines déclarations, toutefois, sont choisies pour un examen plus approfondi à divers moments au cours de la période de traitement par l'ARC. Le processus de sélection des déclarations de revenus pour un examen est le même, que la déclaration soit produite sur papier ou par voie électronique.

Il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles une déclaration de revenus peut être choisie pour un examen, notamment :

- une sélection au hasard;
- une comparaison des renseignements fournis sur les déclarations à ceux reçus de sources tierces, tels que ceux figurant sur les feuillets de renseignements T4;
- les genres de déductions ou de crédits demandés, ainsi que les antécédents d'examen du particulier (p. ex. si la déclaration du contribuable a été choisie pour un examen lors d'une année antérieure et que l'examen a donné lieu à un redressement).

Lorsqu'une déclaration de revenus est choisie pour un examen, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas d'une vérification fiscale. La sélection pour un examen peut se produire en tout temps au cours du cycle de cotisation :

- Examen précotisation : Avant l'envoi de l'avis de cotisation.
- Revue du traitement : Après l'envoi de l'avis de cotisation.
- Programmes de rapprochement : Examen postérieur à l'établissement d'une cotisation visant à comparer les renseignements fournis dans la déclaration de revenus d'un particulier avec les renseignements fournis par des sources tierces comme les employeurs ou les institutions financières.
- Programmes de cotisations spéciales : Avant ou après l'envoi de l'avis de cotisation pour recenser et recueillir les renseignements sur les tendances et les situations d'inobservation.

Les programmes de rapprochement comprennent le rapprochement des renseignements figurant dans la déclaration et de ceux des feuillets T (reçus de votre employeur quant au revenu d'emploi, reçus des payeurs dans le cas des intérêts et dividendes, etc.) qui sont dans le système de l'ARC et l'établissement de liens avec les déclarations du conjoint et des autres membres de la famille. L'établissement des liens entre les membres d'une même famille assure que le bon revenu familial est utilisé pour des réclamations comme le crédit pour TPS/TVH ou l'Allocation canadienne pour enfants, que les bons montants personnels et autres crédits sont réclamés (p. ex. lorsque des crédits sont transférés au conjoint ou à un parent) ou que certaines déductions sont valides (comme la déduction des frais de garde d'enfants, habituellement offerte seulement au conjoint dont le revenu est le moins élevé).

Si le rapprochement et l'établissement des liens révèlent des divergences, de nouvelles cotisations peuvent être établies ou encore l'ARC peut parfois demander les renseignements supplémentaires nécessaires au contribuable.

Dans le cadre de cet examen postérieur à l'établissement de la cotisation, un certain pourcentage des déclarations produites est retenu pour un examen plus approfondi. Des déductions particulières sont ciblées, et les contribuables visés sont appelés à fournir des pièces justificatives, généralement des copies de reçus, pour ces réclamations. Les dons, les frais de déménagement, les frais de garde d'enfants, les frais de scolarité, les crédits pour impôt étranger, les frais médicaux ainsi que les frais financiers figurent au titre des dépenses ayant fait l'objet d'un examen postérieur à l'établissement de la cotisation par le passé. Selon les résultats de cet examen, l'ARC peut décider de cibler les mêmes postes de réclamation pendant un certain nombre d'années.

Une fois qu'une déclaration a été choisie pour un examen, l'ARC tentera de vérifier la réclamation en fonction des renseignements au dossier. Lorsque des renseignements additionnels sont nécessaires, l'ARC communiquera avec le contribuable ou le représentant autorisé qui a préparé la déclaration. Les renseignements demandés peuvent être transmis par la poste, par télécopieur ou par voie électronique au moyen de Mon dossier ou du service Représenter un client.

Si le contribuable ne répond pas en temps voulu ou ne peut fournir les pièces justificatives à l'appui d'une réclamation, une nouvelle cotisation est établie, refusant intégralement la réclamation ou rajustant le montant de la dépense ou du revenu en fonction des renseignements dans le dossier; il est donc toujours important de répondre rapidement à ces demandes.

⁷ Jusqu'au 30 juillet 2025.

Services en ligne de l'ARC

L'ARC a élargi son offre de services en ligne pour aider les particuliers à gérer leurs affaires fiscales.

Mon dossier

Mon dossier est un service en ligne qui confère à un particulier un accès sécurisé à ses propres renseignements relatifs à l'impôt des particuliers et aux avantages fiscaux dans Internet. Ce service vous permet de consulter les renseignements sur :

- votre courrier de l'ARC;
- vos déclarations de revenus et les montants de reports;
- vos comptes d'épargne libre d'impôt;
- votre compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété;
- vos REER, le Régime d'accession à la propriété et le Régime d'encouragement à l'éducation permanente;
- le solde de votre compte et votre état de compte;
- vos acomptes provisionnels;
- votre remboursement d'impôt ou votre solde dû;
- vos chèques non encaissés;
- votre dépôt direct;
- votre entente de paiements préautorisés;
- votre état civil;
- vos feuillets d'impôt T4, T4A, T4A(P), T4A(OAS), T4RSP, T4RIF, T5007, T3, T5, T5008, T5013, reçu de cotisation REER et T4E;
- le crédit d'impôt pour personnes handicapées;
- les enfants dont vous êtes le responsable;
- vos versements, votre solde de compte et votre état de compte de l'Allocation canadienne pour enfants (y compris les programmes provinciaux et territoriaux semblables);

- vos versements, votre solde de compte et votre état de compte du crédit pour la TPS/TVH (ainsi que les programmes provinciaux semblables);
- vos versements anticipés de l'Allocation canadienne pour les travailleurs;
- vos avis de cotisation ou de nouvelle cotisation;
- vos oppositions en matière d'impôt sur le revenu;
- votre représentant autorisé;
- vos adresses et numéros de téléphone;
- la taxe sur les logements sous-utilisés.

Mon dossier vous permet aussi de gérer en ligne votre dossier personnel d'impôt et de prestations. Vous pouvez, entre autres :

- modifier vos déclarations;
- changer votre adresse ou vos numéros de téléphone;
- changer votre état civil;
- demander des prestations pour enfants;
- demander un numéro de compte de non-résident ou un numéro de compte de fiducie;
- demander des versements anticipés de l'Allocation canadienne pour les travailleurs;
- prendre des dispositions pour le dépôt direct;
- autoriser votre représentant;
- établir une entente de paiements préautorisés, verser des acomptes provisionnels et payer le solde de votre compte;
- déposer un avis de contestation officiel à l'égard de votre cotisation ou de votre détermination;

- présenter une demande d'allégement des intérêts et des pénalités;
- produire le formulaire GST189 (TPS189), *Demande générale de remboursement de la TPS/TVH*;
- demander une décision concernant le Régime de pensions du Canada (RPC) et l'assurance-emploi (AE);
- déposer une plainte liée au service;
- soumettre des documents en réponse à une demande de l'ARC;
- configurer vos préférences d'avis lorsqu'une nouvelle correspondance de l'ARC est disponible;
- utiliser le service Préremplir ma déclaration (voir ci-après);
- soumettre des demandes concernant une vérification et recevoir des réponses d'un vérificateur/agent des programmes d'observation, et consulter votre historique de vérification (si vous disposez d'un numéro de cas de vérification).

Vous devez avoir une adresse courriel à votre dossier pour utiliser Mon dossier.



Préremplir ma déclaration

Ce service vous permet de remplir automatiquement certaines parties de votre déclaration de revenus en ligne si vous êtes inscrit à Mon dossier et que vous utilisez un logiciel homologué pour IMPÔTNET pour préparer celle-ci. Il remplit d'avance certains champs de la déclaration à l'aide des renseignements que l'ARC détient dans ses dossiers tels que ceux des feuillets T3, T4, T4A, T4A(P), T4A(OAS), T4E, T4FHSA, T4RIF, T4RSP, T5, T5008 et T2202, *Certificat pour frais de scolarité et d'inscription*, ainsi que des reçus de cotisations REER et le maximum déductible au titre des REER, des renseignements relatifs aux montants de remboursement, le solde en souffrance et le solde remboursable du Régime d'accession à la propriété et du Régime d'encouragement à l'éducation permanente, certains montants de reports, le montant maximal au titre du crédit canadien pour la formation et les acomptes provisionnels versés.

Outil « Vérifier les délais de traitement de l'ARC »

L'outil « Vérifier les délais de traitement de l'ARC » vous permet de prendre connaissance des délais de traitement pour les déclarations de revenus et autres demandes liées aux impôts envoyées à l'ARC. À titre d'exemples, mentionnons les délais de traitement pour les déclarations de revenus des particuliers, les demandes de redressement d'une T1, les demandes d'opposition en matière d'impôt sur le revenu et d'allègement pour les contribuables, les demandes d'Allocation canadienne pour enfants et celles au titre du formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*. L'outil est accessible dans Mon dossier ou à l'adresse <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/coordonnees/verifier-delaix-traitement-arc.html>.

Service ReTRANSMETTRE

Le service ReTRANSMETTRE de l'ARC vous permet de modifier votre déclaration de revenus à l'aide d'un logiciel de préparation de déclarations de revenus homologué pour IMPÔTNET, à condition que votre déclaration de revenus initiale ait également été produite par voie électronique. Des modifications peuvent être apportées à vos déclarations de revenus de 2024, 2023, 2022, de 2021 ou de 2020. Vous devez avoir déjà reçu l'avis de cotisation à l'égard de votre déclaration initiale avant d'utiliser ReTRANSMETTRE pour produire des modifications. Certaines modifications de déclaration de revenus ne peuvent être produites au moyen du service ReTRANSMETTRE et doivent plutôt être produites par voie postale. Pour plus de détails, consultez la page <https://www.canada.ca/fr/services/impots/impot-sur-le-revenu/impot-sur-le-revenu-des-particuliers/apres-declaration-revenus/changer-declaration.html>.

Dans la plupart des cas, vous pouvez aussi demander une modification à votre déclaration directement dans Mon dossier au moyen du service « Modifier ma déclaration ». Pour plus de détails, consultez la page <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/services-electroniques/services-numeriques-particuliers/dossier-particuliers/modifier-declaration.html>.

Service ADC express

Certains logiciels de préparation de déclarations de revenus offrent le service ADC express de l'ARC, service qui permet de voir votre avis de cotisation immédiatement après avoir produit votre déclaration de revenus par voie électronique. Vous devez être inscrit à Mon dossier et au service d'avis par courriel de l'ARC (voir ci-après) et utiliser un logiciel homologué pour IMPÔTNET pour vous servir du service ADC express.

Service d'avis par courriel de l'ARC

Le service d'avis par courriel de l'ARC vous envoie un courriel pour vous informer qu'un nouveau message de l'ARC doit être consulté dans Mon dossier (voir ci-dessus). Le service d'avis par courriel vous permet aussi de recevoir un courriel d'alerte de compte de l'ARC lorsqu'un changement est apporté à votre compte, tel qu'un changement :

- à votre adresse (domiciliaire ou postale);
- à vos renseignements bancaires pour le dépôt direct;
- aux renseignements concernant votre représentant autorisé.

Les avis par courriel vous avertissent également si du courrier que l'ARC vous a envoyé lui a été retourné. À compter du 1^{er} janvier 2024, l'ARC pourra envoyer un avis de cotisation électronique (au lieu d'une version papier) si vous avez produit votre déclaration de revenus par voie électronique ou si un spécialiste en déclarations l'a produite par voie électronique pour votre compte. Si l'ARC envoie un avis de cotisation électronique, cet avis sera accessible dans Mon dossier, et vous en serez avisé grâce au service d'avis par courriel.

Le service d'avis par courriel est avantageux, puisque vous recevez une confirmation que les changements demandés ont été apportés à votre adresse, aux renseignements pour le dépôt direct ou aux renseignements concernant votre représentant autorisé. Si vous recevez un courriel qui vous informe

d'un changement que vous n'avez pas demandé, vous pouvez le signaler immédiatement à l'ARC. Grâce aux avis par courriel pour le courrier retourné à l'ARC, vous ne raterez pas de paiement (p. ex. un chèque) que l'ARC a envoyé par la poste. Vous devez être inscrit à Mon dossier pour vous inscrire aux avis par courriel.

L'ARC a récemment commencé à envoyer, par défaut, une partie de sa correspondance par courriel plutôt que par la poste, y compris la correspondance d'entreprise et les avis à l'intention de certains bénéficiaires de prestations qui sont inscrits à un compte de l'ARC. Si ces changements vous concernent, vous pouvez mettre à jour vos préférences de correspondance dans Mon dossier pour continuer de recevoir des avis par la poste. Pour la correspondance d'entreprise, il faut remplir le formulaire RC681, *Demande d'activation du courrier papier pour mon entreprise*. Pour plus d'information, consultez le bulletin **FiscAlerte 2025 numéro 34**, *Ce que vous devez savoir à propos du passage de l'ARC au courrier en ligne pour la majorité de la correspondance d'entreprise*, d'EY.

Planifiez votre avenir en toute confiance

Peu importe l'étape à laquelle vous êtes rendu dans votre vie, les placements que vous détenez ou l'endroit où vous habitez, et peu importe que vous soyez un salarié ou un propriétaire d'entreprise, vous devez connaître l'incidence des impôts personnels sur votre situation. Nous espérons que le présent guide vous a éclairé sur la manière de vous y prendre pour protéger vos avoirs si durement gagnés et envisager l'avenir en toute confiance.

Restez bien au fait de l'évolution du cadre fiscal en allant sur notre site Web, à l'adresse ey.com/fr_ca/services/tax. Vous pourrez y consulter nos fréquents bulletins FiscAlerte et nos bulletins mensuels **Questionsfiscales@EY**, qui traitent de sujets d'actualité et d'intérêt en fiscalité. Vous y trouverez également notre **calculatrice d'impôt personnel** et notre calculatrice REER interactives et conviviales.

Pour vous inscrire à nos alertes en fiscalité et à d'autres alertes par courriel, visitez le ey.com/fr_ca/tax/tax-alerts.

Pour plus de renseignements sur nos services de fiscalité, veuillez communiquer avec votre conseiller EY.

La présente publication ne cherche pas à étudier toutes les circonstances dans lesquelles une personne peut être assujettie à l'impôt sur le revenu. Par exemple, elle ne fait qu'un survol de l'imposition des non-résidents, des résidents pendant une partie de l'année seulement, des sociétés de personnes et des entreprises à propriétaire-exploitant. Pour de plus amples renseignements sur ces questions ou sur d'autres sujets, veuillez consulter votre conseiller en fiscalité EY.

La publication tient compte de toutes les mesures prises par les gouvernements jusqu'au 4 novembre 2025. Elle reflète également notre compréhension des pratiques administratives de l'ARC et de Revenu Québec à la date de rédaction. Bien que nous nous soyons efforcés de fournir aux lecteurs des renseignements exacts et à jour, notre publication n'analyse pas exhaustivement la matière qui y est traitée et ne peut remplacer des conseils professionnels précis. Ainsi, les lecteurs doivent consulter leurs conseillers professionnels avant de prendre une décision fondée sur la présente publication.



CHAPITRE 18

Annexes



A / TAUX D'IMPÔT COMBINÉS SUR
LE REVENU DES PARTICULIERS

B / CRÉDITS D'IMPÔT NON
REMBOURSABLES PAR ADMINISTRATION

C / DROITS D'HOMOLOGATION PAR
PROVINCE OU TERRITOIRE

D / DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE



ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Alberta		Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE			ALBERTA					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³	GAINS EN CAPITAL ⁴	
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	22 323	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
22 324	à	57 375	898	22,50 %	0,00 %	12,98 %	11,25 %	
57 376	à	60 000	8 785	28,50 %	7,56 %	19,88 %	14,25 %	
60 001	à	114 750	9 533	30,50 %	10,16 %	22,18 %	15,25 %	
114 751	à	151 234	26 232	36,00 %	17,75 %	28,50 %	18,00 %	
151 235	à	177 882	39 366	38,00 %	20,51 %	30,80 %	19,00 %	
177 883	à	181 481 ⁵	49 492	41,31 %	25,07 %	34,61 %	20,65 %	
181 482	à	241 974 ⁵	50 979	42,31 %	26,45 %	35,76 %	21,15 %	
241 975	à	253 414 ⁵	76 571	43,31 %	27,83 %	36,91 %	21,65 %	
253 415	à	362 961	81 525	47,00 %	32,93 %	41,15 %	23,50 %	
362 962	et plus		133 012	48,00 %	34,31 %	42,30 %	24,00 %	

1. Les taux d'impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu'au 1^{er} juin 2025. Si l'impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l'impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s'applique pas. L'IMR peut s'appliquer lorsque l'impôt par ailleurs exigible est inférieur à l'impôt déterminé en appliquant le taux d'IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l'exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l'impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

3. Les taux s'appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d'imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d'impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l'égard d'autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l'année précédente.

4. Les taux s'appliquent au montant réel des gains en capital. Il pourrait être possible de se prévaloir d'une exonération des gains en capital pour réduire ou éliminer l'impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d'entreprise.

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu'à l'élimination du crédit d'impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l'impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Colombie-Britannique			Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹					
REVENU IMPOSABLE			COLOMBIE-BRITANNIQUE					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	24 039	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
24 040	à	25 020	1 147	19,56 %	0,00 %	9,86 %	9,78 %	
25 021	à	40 807 ⁵	1 339	23,12 %	0,00 %	13,95 %	11,56 %	
40 808	à	49 279	4 989	19,56 %	0,00 %	9,86 %	9,78 %	
49 280	à	57 375	6 646	22,20 %	0,00 %	12,90 %	11,10 %	
57 376	à	98 560	8 443	28,20 %	7,56 %	19,80 %	14,10 %	
98 561	à	113 158	20 057	31,00 %	7,56 %	23,02 %	15,50 %	
113 159	à	114 750	24 583	32,79 %	7,96 %	25,07 %	16,40 %	
114 751	à	137 407	25 105	38,29 %	15,55 %	31,40 %	19,15 %	
137 408	à	177 882	33 780	40,70 %	18,88 %	34,17 %	20,35 %	
77 883	à	186 306 ⁶	50 253	44,01 %	23,44 %	37,97 %	22,00 %	
186 307	à	253 414 ⁶	53 960	46,11 %	26,34 %	40,39 %	23,05 %	
253 415	à	259 829	84 901	49,80 %	31,44 %	44,64 %	24,90 %	
259 830	et plus		88 096	53,50 %	36,54 %	48,89 %	26,75 %	

1. Les taux d'impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu'au 1^{er} juin 2025. Si l'impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l'impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s'applique pas. L'IMR peut s'appliquer lorsque l'impôt par ailleurs exigible est inférieur à l'impôt déterminé en appliquant le taux d'IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l'exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l'impôt établi selon le tableau (voir la note 6 ci-dessous).

3. Les taux s'appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d'imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d'impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l'égard d'autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l'année précédente.

4. Les taux s'appliquent au montant réel des gains en capital. Il pourrait être possible de se prévaloir d'une exonération des gains en capital pour réduire ou éliminer l'impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d'entreprise.

5. Les particuliers qui résident en Colombie-Britannique le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d'au plus 24 039 \$ ne paieront pas d'impôt provincial en raison de la réduction de l'impôt applicable aux faibles revenus. La réduction de l'impôt applicable aux faibles revenus est récupérée quand le revenu dépasse 25 020 \$, jusqu'à son élimination, ce qui entraîne une majoration de 3,56 % de l'impôt provincial applicable sur le revenu entre 25 021 \$ et 40 807 \$.

6. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu'à l'élimination du crédit d'impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l'impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Île-du-Prince-Édouard			Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹					
REVENU IMPOSABLE			ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	18 334	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
18 335	à	22 650	320	24,00 %	0,00 %	15,72 %	12,00 %	
22 651	à	29 650 ⁵	1 356	29,00 %	5,52 %	21,47 %	14,50 %	
29 651	à	33 328	3 386	24,00 %	0,00 %	15,72 %	12,00 %	
33 329	à	57 375	4 268	27,97 %	4,10 %	20,28 %	13,99 %	
57 376	à	64 656	10 994	33,97 %	11,66 %	27,18 %	16,99 %	
64 657	à	105 000	13 468	37,10 %	15,98 %	30,78 %	18,55 %	
105 001	à	114 750	28 435	38,12 %	17,39 %	31,95 %	19,06 %	
114 751	à	140 000	32 152	43,62 %	24,98 %	38,28 %	21,81 %	
140 001	à	177 882	43 166	45,00 %	26,88 %	39,87 %	22,50 %	
177 883	à	253 414 ⁶	60 213	48,31 %	31,44 %	43,67 %	24,15 %	
253 415	et plus		96 699	52,00 %	36,54 %	47,92 %	26,00 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 6 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Les particuliers qui résident à l’Île-du-Prince-Édouard le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d’au plus 18 334 \$ ne paieront pas d’impôt sur le revenu provincial en raison de la réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus. Cette réduction sera récupérée quand le revenu dépassera 22 650 \$, jusqu’à son élimination, ce qui entraînera une majoration de 5 % de l’impôt provincial applicable sur le revenu entre 22 651 \$ et 29 650 \$.

6. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Manitoba			Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹					
REVENU IMPOSABLE			MANITOBA					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	15 780 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
15 781	à	16 129	-	10,80 %	3,86 %	11,52 %	5,40 %	
16 130	à	47 000	38	25,30 %	3,86 %	17,81 %	12,65 %	
47 001	à	57 375	7 848	27,25 %	6,56 %	20,05 %	13,63 %	
57 376	à	100 000	10 675	33,25 %	14,12 %	26,95 %	16,63 %	
100 001	à	114 750	24 848	37,90 %	20,53 %	32,30 %	18,95 %	
114 751	à	177 882	30 438	43,40 %	28,12 %	38,62 %	21,70 %	
177 883	à	200 000 ⁵	57 838	46,71 %	32,69 %	42,43 %	23,35 %	
200 001	à	253 414 ^{5, 6}	68 168	47,56 %	33,86 %	43,41 %	23,78 %	
253 415	à	400 000 ⁶	93 570	51,25 %	38,96 %	47,65 %	25,63 %	
400 001	et plus		168 699	50,40 %	37,78 %	46,67 %	25,20 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir les notes 5 et 6 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

6. Les particuliers dont le revenu net est inférieur à 200 000 \$ peuvent bénéficier du plein montant personnel de base du Manitoba. Celui-ci est réduit de manière graduelle pour les particuliers dont le revenu net excède 200 000 \$ et est entièrement éliminé pour les particuliers dont le revenu net est de 400 000 \$ ou plus. Par conséquent, le montant est récupéré sur le revenu net qui excède 200 000 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt de 1 704 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt provincial (soit 0,85 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 200 001 \$ et 400 000 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Nouveau-Brunswick		Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE			NOUVEAU-BRUNSWICK					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	21 920	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
21 921	à	48 620 ⁵	840	26,90 %	0,00 %	17,39 %	13,45 %	
48 621	à	51 306	8 022	23,90 %	0,00 %	13,94 %	11,95 %	
51 307	à	57 375	8 664	28,50 %	0,00 %	19,23 %	14,25 %	
57 376	à	102 614	10 394	34,50 %	7,56 %	26,13 %	17,25 %	
102 615	à	114 750	26 001	36,50 %	10,32 %	28,43 %	18,25 %	
114 751	à	177 882	30 431	42,00 %	17,91 %	34,75 %	21,00 %	
177 883	à	190 060 ⁶	56 946	45,31 %	22,47 %	38,55 %	22,65 %	
190 061	à	253 414 ⁶	62 464	48,81 %	27,30 %	42,58 %	24,40 %	
253 415	et plus		93 384	52,50 %	32,40 %	46,83 %	26,25 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 6 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Il pourrait être possible d’appliquer une déduction pour gains en capital pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Les particuliers qui résident au Nouveau-Brunswick le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d’au plus 21 920 \$ ne paieront pas d’impôt sur le revenu provincial en raison de la réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus. La réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus est récupérée quand le revenu dépasse 21 920 \$, jusqu’à son élimination, ce qui entraîne une majoration de 3 % de l’impôt provincial applicable sur le revenu entre 21 921 \$ et 48 620 \$.

6. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Nouvelle-Écosse		Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE			NOUVELLE-ÉCOSSE					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	15 100 \$ ⁵	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
15 101	à	16 129 ⁵	-	13,79 %	6,82 %	14,13 %	6,90 %	
16 130	à	21 000 ⁵	142	28,29 %	6,82 %	20,42 %	14,15 %	
21 001	à	30 507	1 520	23,29 %	0,00 %	14,67 %	11,65 %	
30 508	à	57 375	3 734	29,45 %	8,42 %	21,76 %	14,73 %	
57 376	à	61 015	11 647	35,45 %	15,98 %	28,66 %	17,73 %	
61 016	à	95 883	12 937	37,17 %	18,35 %	30,64 %	18,59 %	
95 884	à	114 750	25 898	38,00 %	19,50 %	31,59 %	19,00 %	
114 751	à	154 650	33 067	43,50 %	27,09 %	37,92 %	21,75 %	
154 651	à	177 882	50 423	47,00 %	31,92 %	41,94 %	23,50 %	
177 883	à	253 414 ⁶	61 343	50,31 %	36,49 %	45,75 %	25,16 %	
253 415	et plus		99 343	54,00 %	41,58 %	49,99 %	27,00 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 6 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Les particuliers qui résident en Nouvelle-Écosse le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d’au plus 15 100 \$ ne paieront pas d’impôt provincial en raison de la réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus. Cette réduction est récupérée quand le revenu dépasse 15 100 \$, jusqu’à son élimination, ce qui entraîne une majoration de 5 % de l’impôt provincial applicable sur le revenu entre 15 101 \$ et 21 000 \$.

6. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Nunavut		Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE			NUNAVUT					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	19 274	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
19 275	à	54 707	456	18,50 %	0,00 %	7,89 %	9,25 %	
54 708	à	57 375	7 011	21,50 %	2,06 %	11,34 %	10,75 %	
57 376	à	109 413	7 585	27,50 %	9,62 %	18,24 %	13,75 %	
109 414	à	114 750	21 895	29,50 %	12,38 %	20,54 %	14,75 %	
114 751	à	177 881	23 470	35,00 %	19,97 %	26,87 %	17,50 %	
177 882	à	253 414 ⁵	45 565	40,81 %	27,98 %	33,54 %	20,40 %	
253 415	et plus		76 387	44,50 %	33,08 %	37,79 %	22,25 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Ontario		Taux d'impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ^{1,5}						
REVENU IMPOSABLE			ONTARIO					
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³		
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
16 130	à	18 569	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %	
18 570	à	24 391 ⁶	354	24,60 %	0,00 %	11,04 %	12,30 %	
24 392	à	52 886	1 786	19,55 %	0,00 %	8,66 %	9,78 %	
52 887	à	57 375	7 357	23,65 %	0,00 %	13,38 %	11,83 %	
57 376	à	93 137	8 418	29,65 %	7,56 %	20,28 %	14,83 %	
93 138	à	105 775	19 022	31,48 %	8,92 %	22,38 %	15,74 %	
105 776	à	109 723	23 000	33,89 %	12,24 %	25,16 %	16,95 %	
109 724	à	114 750	24 338	37,91 %	17,79 %	29,78 %	18,95 %	
114 751	à	150 000	26 244	43,41 %	25,38 %	36,10 %	21,70 %	
150 001	à	177 882	41 546	44,97 %	27,53 %	37,90 %	22,48 %	
177 883	à	220 000 ⁷	54 084	48,28 %	32,09 %	41,70 %	24,14 %	
220 001	à	253 414 ⁷	74 417	49,84 %	34,25 %	43,49 %	24,92 %	
253 415	et plus		91 069	53,53 %	39,34 %	47,74 %	26,76 %	

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Ces taux ne tiennent pas compte de la contribution-santé de l’Ontario (voir la note 5 ci-dessous). Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages. La surtaxe provinciale et la réduction de l’impôt de l’Ontario sont établies au prorata si le particulier est un déclarant dans des administrations multiples.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 7 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente. S’il y a lieu, la surtaxe provinciale a été appliquée avant la déduction du crédit d’impôt pour dividendes.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Les particuliers qui résident en Ontario le 31 décembre 2025 et dont l’ensemble du revenu imposable et du revenu fractionné est supérieur à 20 000 \$ doivent verser la contribution-santé de l’Ontario. Cette contribution varie de zéro à 900 \$ selon le revenu imposable du particulier, le montant maximal exigible s’appliquant aux particuliers dont le revenu imposable est supérieur à 200 599 \$.

6. Les particuliers qui résident en Ontario le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d’au plus 18 569 \$ ne paieront pas d’impôt sur le revenu provincial en raison de la réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus. Cette réduction (294 \$ d’impôt provincial) est récupérée quand le revenu dépasse 18 569 \$, jusqu’à son élimination, ce qui entraîne une majoration de 5,05 % de l’impôt provincial applicable sur le revenu entre 18 570 \$ et 24 391 \$.

7. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Québec									
Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹									
QUÉBEC									
REVENU IMPOSABLE ²			TAXE FÉDÉRALE ³		REVENU IMPOSABLE ²			TAXE PROVINCIALE	
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ⁴	TAUX SUR L'EXCÉDENT	LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ⁴	TAUX SUR L'EXCÉDENT
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	- \$	à	18 571 \$	- \$	0,00 %
16 130	à	57 375	-	12,11 %	18 572	à	53 255	-	14,00 %
57 376	à	114 750	4 994	17,12 %	53 256	à	106 495	4 856	19,00 %
114 751	à	177 882	14 815	21,71 %	106 496	à	129 590	14 971	24,00 %
177 883	à	253 414 ⁴	28 521	24,47 %	129 591	et plus		20 514	25,75 %
253 415	et plus		47 004	27,56 %					
Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu de dividendes et les gains en capital - 2025 ¹									
REVENU IMPOSABLE ⁷			REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ⁶	AUTRES DIVIDENDES ⁶	GAINS EN CAPITAL ⁸				
- \$	à	16 129 \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %				
16 130	à	18 571	0,00 %	5,25 %	6,05 %				
18 572	à	53 255	3,17 %	17,42 %	13,05 %				
53 256	à	57 375	10,07 %	23,17 %	15,55 %				
57 376	à	106 495	16,39 %	28,93 %	18,06 %				
106 496	à	114 750	23,29 %	34,68 %	20,56 %				
114 751	à	129 590	29,63 %	39,96 %	22,86 %				
129 591	à	177 882	32,04 %	41,97 %	23,73 %				
177 883	à	253 414	35,85 %	45,15 %	25,11 %				
253 415	et plus		40,11 %	48,70 %	26,65 %				

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’impôt minimum de remplacement (IMR) et l’impôt minimum du Québec (IMQ) peuvent s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant les taux d’IMR et d’IMQ appropriés au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages. Les taux d’impôt ne tiennent pas compte de la cotisation au Fonds des services de santé pouvant être exigible sur un revenu autre que d’emploi.

2. Le revenu imposable aux fins du Québec sera vraisemblablement différent du revenu imposable aux fins fédérales.

3. L’impôt fédéral à payer a été réduit de 16,5 % au titre de l’abattement pour les particuliers au Québec dont l’impôt à payer représente le total des impôts fédéral et provincial.

4. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 193 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,26 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

6. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

7. Le revenu imposable aux fins du Québec sera vraisemblablement différent du revenu imposable aux fins fédérales. Les taux d’impôt ne tiennent pas compte de la cotisation au Fonds des services de santé pouvant être exigible sur un revenu autre que d’emploi.

8. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

Saskatchewan

Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025¹

REVENU IMPOSABLE			SASKATCHEWAN			
LIMITE INF.		LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT	
					REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³
- \$	à	16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %
16 130	à	19 491	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %
19 492	à	53 463	487	25,00 %	0,00 %	15,47 %
53 464	à	57 375	8 980	27,00 %	2,07 %	17,77 %
57 376	à	114 750	10 037	33,00 %	9,63 %	24,67 %
114 751	à	152 750	28 970	38,50 %	17,22 %	30,99 %
152 751	à	177 882	43 600	40,50 %	19,98 %	33,29 %
177 883	à	253 414 ⁵	53 779	43,81 %	24,54 %	37,09 %
253 415	et plus		86 866	47,50 %	29,64 %	41,34 %

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise. Les particuliers résidant en Saskatchewan le 31 décembre 2025 qui ont déclaré des gains en capital découlant de la disposition de biens agricoles admissibles ou d’actions admissibles de petite entreprise peuvent avoir droit à un crédit pour gains en capital additionnel d’un maximum de 2 %.

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Terre-Neuve-et-Labrador		Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers – 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE		TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR						
LIMITE INF.	LIMITE SUP.	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT						
		IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³	GAINS EN CAPITAL ⁴		
- \$	à 16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
16 130	à 22 527	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %		
22 528	à 23 928	928	23,20 %	3,31 %	12,62 %	11,60 %		
23 929	à 30 159 ⁵	1 253	39,20 %	25,39 %	31,02 %	19,60 %		
30 160	à 44 192	3 695	23,20 %	3,31 %	12,62 %	11,60 %		
44 193	à 57 375	6 951	29,00 %	11,32 %	19,29 %	14,50 %		
57 376	à 88 382	10 774	35,00 %	18,88 %	26,19 %	17,50 %		
88 383	à 114 750	21 627	36,30 %	20,67 %	27,68 %	18,15 %		
114 751	à 157 792	31 198	41,80 %	28,26 %	34,01 %	20,90 %		
157 793	à 177 882	49 190	43,80 %	31,02 %	36,31 %	21,90 %		
177 883	à 220 910 ⁶	57 989	47,11 %	35,58 %	40,11 %	23,55 %		
220 911	à 253 414 ⁶	78 258	49,11 %	38,34 %	42,41 %	24,55 %		
253 415	à 282 214	94 219	52,80 %	43,44 %	46,66 %	26,40 %		
282 215	à 564 429	109 425	53,80 %	44,82 %	47,81 %	26,90 %		
564 430	à 1 128 858	261 257	54,30 %	45,51 %	48,38 %	27,15 %		
1 128 859	et plus	567 742	54,80 %	46,20 %	48,96 %	27,40 %		

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 6 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Les particuliers qui résident à Terre-Neuve-et-Labrador le 31 décembre 2025 et dont le revenu imposable est d’au plus 22 527 \$ ne paieront pas d’impôt sur le revenu provincial en raison de la réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus. La réduction de l’impôt applicable aux faibles revenus est récupérée quand le revenu dépasse 23 928 \$, jusqu’à son élimination, ce qui entraîne une majoration de 16 % de l’impôt provincial applicable sur le revenu entre 23 929 \$ et 30 159 \$.

6. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Territoires du Nord-Ouest

Territoires du Nord-Ouest		Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers – 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE		TERRITOIRES DU NORD-OUEST						
LIMITE INF.	LIMITE SUP.	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT						
		IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³	GAINS EN CAPITAL ⁴		
- \$	à 16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
16 130	à 17 842	-	14,50 %	0,00 %	6,29 %	7,25 %		
17 843	à 51 964	248	20,40 %	0,00 %	6,29 %	10,20 %		
51 965	à 57 375	7 209	23,10 %	0,00 %	9,28 %	11,55 %		
57 376	à 03 930	8 459	29,10 %	7,56 %	16,18 %	14,55 %		
103 931	à 114 750	22 007	32,70 %	8,53 %	20,32 %	16,35 %		
114 751	à 168 967	25 545	38,20 %	16,12 %	26,65 %	19,10 %		
168 968	à 177 882	46 256	40,05 %	18,67 %	28,77 %	20,03 %		
177 883	à 253 414 ⁵	49 826	43,36 %	23,23 %	32,57 %	21,68 %		
253 415	et plus	82 573	47,05 %	28,33 %	36,82 %	23,53 %		

1. Les taux d’impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu’au 1^{er} juin 2025. Si l’impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l’impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s’applique pas. L’IMR peut s’appliquer lorsque l’impôt par ailleurs exigible est inférieur à l’impôt déterminé en appliquant le taux d’IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d’impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l’exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l’impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

3. Les taux s’appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d’imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d’impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l’égard d’autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l’année précédente.

4. Les taux s’appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l’impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d’entreprise.

5. Le montant personnel de base fédéral est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu’à l’élimination du crédit d’impôt supplémentaire de 231 \$, ce qui entraîne une majoration de l’impôt fédéral (soit 0,31 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu net entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

ANNEXE A

Taux d’impôt combinés sur le revenu des particuliers¹

Au 1^{er} juin 2025

Yukon		Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹						
REVENU IMPOSABLE		YUKON						
LIMITE INF.	LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE ²	TAUX SUR L'EXCÉDENT	TAUX MARGINAUX D'IMPÔT			GAINS EN CAPITAL ⁴	
				REVENU DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS ³	AUTRE REVENU DE DIVIDENDES ³			
- \$	à 16 129 \$	- \$	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %	
16 130	à 57 375	-	20,90 %	0,00 %	12,88 %		10,45 %	
57 376	à 114 750	8 620	29,50 %	7,56 %	22,77 %		14,75 %	
114 751	à 177 882	25 546	36,90 %	15,15 %	31,28 %		18,45 %	
177 883	à 253 414 ⁵	48 842	42,24 %	20,97 %	37,43 %		21,12 %	
253 415	à 500 000	80 747	45,80 %	25,89 %	41,52 %		22,90 %	
500 001	et plus	193 683	48,00 %	28,92 %	44,05 %		24,00 %	

1. Les taux d'impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu'au 1^{er} juin 2025. Si l'impôt est déterminé en vertu des dispositions relatives à l'impôt minimum de remplacement (IMR), le tableau ci-contre ne s'applique pas. L'IMR peut s'appliquer lorsque l'impôt par ailleurs exigible est inférieur à l'impôt déterminé en appliquant le taux d'IMR approprié au revenu imposable du particulier rajusté pour tenir compte de certains avantages.

2. Les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux applicables, à l'exception des montants personnels de base qui ont été inclus dans les calculs, doivent être déduits de l'impôt établi selon le tableau (voir la note 5 ci-dessous).

3. Les taux s'appliquent au montant réel des dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes déterminés sont ceux versés par des sociétés publiques et des sociétés privées et prélevés sur le revenu imposé au taux général d'imposition des sociétés (la société qui verse le dividende doit le désigner comme étant un dividende déterminé). Si le crédit d'impôt pour dividendes excède le montant des impôts fédéral et provincial par ailleurs exigibles sur les dividendes, les taux ne tiennent pas compte de la valeur de cet excédent, qui peut être utilisé pour compenser les impôts payables à l'égard d'autres sources de revenus. Cette hypothèse concorde avec les taux de l'année précédente.

4. Les taux s'appliquent au montant réel des gains en capital. Une déduction pour gains en capital pourrait être utilisée pour réduire ou éliminer l'impôt sur les gains en capital réalisés sur certains biens admissibles et certains transferts admissibles d'entreprise.

5. Le montant personnel de base fédéral et territorial est composé de deux éléments : le montant de base (14 538 \$ pour 2025) et un montant supplémentaire (1 591 \$ pour 2025). Le montant supplémentaire est réduit pour les particuliers dont le revenu net excède 177 882 \$ et est éliminé pour les particuliers dont le revenu net excède 253 414 \$. Par conséquent, le montant supplémentaire est récupéré sur le revenu net qui excède 177 882 \$, jusqu'à l'élimination du crédit d'impôt supplémentaire (231 \$ au fédéral et 102 \$ au Yukon), ce qui entraîne une majoration de l'impôt fédéral et territorial (soit respectivement 0,31 % et 0,13 % sur le revenu ordinaire) applicable au revenu imposable entre 177 883 \$ et 253 414 \$.

Non-résidents		Taux d’impôt fédéral et provincial combinés sur le revenu des particuliers - 2025 ¹			
REVENU IMPOSABLE		TAUX DE NON-RÉSIDENTS : 48 %			
LIMITE INF.	LIMITE SUP.	IMPÔT DE BASE	TAUX SUR L'EXCÉDENT		
- \$	à 57 375 \$	- \$	21,46 %		
57 376	à 114 750	12 313	30,34 %		
114 751	à 177 882	29 720	38,48 %		
177 883	à 253 414	54 013	42,92 %		
253 415	et plus	86 432	48,84 %		

1. Les taux d'impôt tiennent compte des propositions budgétaires et des communiqués jusqu'au 1^{er} juin 2025.

ANNEXE B

Crédits d'impôt non remboursables par administration

Valeurs maximales fédérales et provinciales/territoriales combinées - 2025¹

	C.-B.	ALB.	SASK. ¹⁷	MAN.	ONT.	QC ⁷	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	YN	T.N.-O.	NT
MONTANT DU CRÉDIT	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Montant personnel de base ¹²	2 762	3 894	4 155	3 812 ¹⁸	3 112	4 360	3 367	3 140	3 500	3 071	3 038 ¹⁶	3 161	2 879
Montant pour conjoint ou pour personne à charge admissible ^{2, 12}	2 668	3 894	4 155	3 094	2 961	4 360 ⁸	3 095	3 140	3 290	2 895	3 038 ¹⁶	3 161	2 879
Montant pour personne à charge handicapée de 18 ans ou plus ²	-	1 034	1 469	389	-	- ⁹	549	254	232	306	-	349	237
Crédit pour aidants naturels ²	1 533	2 281	2 716	1 636	1 720	2 535 ¹⁰	1 796	1 678	1 480	1 553	1 798	1 596	1 484
Montant en raison de l'âge (65 ans et plus) ²	1 602	1 807	1 916	1 712	1 623	1 640 ¹¹	1 877	1 813	1 928	1 924	1 887	1 824	1 801
Montant pour personnes handicap	1 961	2 848	2 939	2 137	2 281	1 805	2 411	2 115	2 125	2 120	2 119	2 324	2 126
Supplément pour personnes handicapées ayant moins de 18 ans ³	1 144	1 891	2 327	1 247	1 331	858	1 406	1 161	1 239	1 164	1 237	1 206	1 094
Montant pour revenu de pension (max.)	341	428	395	398	429	728 ¹¹	384	393	385	377	418	349	370
Montant relatif aux études et montant pour manuels par mois (études à temps plein)	-	-	-	43	-	-	-	18	38	17	-	24	19
Crédit canadien pour emploi	213	213	213	213	213	178	213	213	213	213	307	213	213
Crédits d'impôt pour les activités artistiques et pour la condition physique des enfants ¹³	-	-	-	108	-	100	-	44	95	-	32	-	-
CRÉDITS EXPRIMÉS EN POURCENTAGE DES...	%		%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Frais de scolarité	19,56	14,50	14,50	25,30	14,50	20,11	23,90	23,29	24,00	23,20	20,90	20,40	18,50
Frais médicaux ⁴	19,56	22,50	25,00	25,30	22,38	32,11	23,90	23,29	24,00	23,20	20,90	20,40	18,50
Dons de bienfaisance ⁵													
▪ première tranche de 200 \$	19,56	74,50	25,00	25,30	22,38	32,11	23,90	23,29	24,00	23,20	20,90	20,40	18,50
▪ excédent (lorsque le montant du revenu imposable est inférieur à 253 415 \$)	45,80	50,00	43,50	46,40	46,41	48,22/49,97 ¹⁵	46,95	50,00	48,00	50,80	41,80	43,05	40,50
▪ excédent (lorsque le montant du revenu imposable est supérieur à 253 414 \$)	49,80/53,50 ¹⁴	54,00	47,50	50,40	50,41	53,31	50,95	54,00	52,00	54,80	45,80	47,05	44,50
Cotisations au RRQ/RPC ⁶	19,56	22,50	25,00	25,30	22,38	12,11	23,90	23,29	24,00	23,20	20,90	20,40	18,50
Cotisations à l'assurance-emploi	19,56	22,50	25,00	25,30	22,38	12,11	23,90	23,29	24,00	23,20	20,90	20,40	18,50

ANNEXE B

Crédits d'impôt non remboursables par administration

Valeurs maximales fédérales et provinciales/territoriales combinées - 2025¹

NOTES

1.

Ce tableau résume les crédits d'impôt non remboursables les plus importants. Des crédits d'impôt non remboursables fédéraux supplémentaires sont disponibles. La valeur fiscale de chaque crédit d'impôt correspond à la somme du crédit d'impôt fédéral, du crédit d'impôt provincial ou territorial, et de la réduction de la surtaxe provinciale (le cas échéant), tels qu'ils s'appliqueraient aux particuliers de la fourchette d'imposition supérieure, exception faite du montant en raison de l'âge. Ces valeurs sont fondées sur les taux et les montants des crédits connus en date du 1^{er} juin 2025.
2.

La valeur de ces crédits est réduite lorsque le revenu de la personne à charge (du contribuable, dans le cas du montant en raison de l'âge) dépasse des seuils déterminés. Les seuils fédéraux sont les suivants : 0 \$ pour le montant pour conjoint ou pour une personne à charge admissible; 20 197 \$ pour le crédit pour aidants naturels; et 45 522 \$ pour le montant en raison de l'âge. Les seuils peuvent différer aux fins provinciales.
3.

Un supplément fédéral de 858 \$ est offert pour les personnes âgées de moins de 18 ans, lequel montant est réduit du total des frais de garde d'enfants et de préposé aux soins excédant 3 464 \$ réclamés à l'égard de cette personne. Les suppléments et les seuils provinciaux/territoriaux varient d'une administration à l'autre.
4.

Le crédit s'applique aux frais médicaux admissibles qui sont supérieurs à 2 834 \$ (seuil fédéral) ou à 3 % du revenu net (du revenu familial au Québec) selon le montant le moins élevé. Les provinces/territoires peuvent avoir des seuils différents.
5.

Les dons de bienfaisance donnant droit au crédit sont plafonnés à 75 % du revenu net (sauf au Québec).
6.

La moitié des cotisations au RRQ/RPC versées par les travailleurs indépendants est déductible dans le calcul du revenu imposable.
7.

Les crédits personnels supplémentaires offerts par le Québec comprennent le crédit pour personnes vivant seules ou avec une personne visée par le crédit d'impôt pour enfant à charge - 298 \$ (réduit lorsque le revenu net du parent dépasse 42 090 \$); le crédit consenti aux chefs de famille monoparentale vivant avec un ou des enfants majeurs étudiant à temps plein - 368 \$ (réduit lorsque le revenu net du parent dépasse 42 090 \$); un crédit de 780 \$ est offert pour les personnes à charge liées (autres qu'un époux ou conjoint de fait) âgées de 18 ans ou plus (réduit d'un montant correspondant à 14 % du revenu de la personne à charge). Lorsque des enfants mineurs à charge étudient à temps plein (programme de formation professionnelle ou études postsecondaires), un crédit additionnel de 535 \$ par session est offert (pour un maximum de deux sessions), mais est réduit d'un montant correspondant à 14 % du revenu de l'enfant.
8.

Le Québec permet le transfert de crédits personnels d'un conjoint à l'autre. Le crédit du Québec est réduit de 14 % du revenu imposable du conjoint jusqu'à concurrence de 18 571 \$. Le Québec n'offre pas de crédit pour une personne à charge admissible.
9.

Le Québec n'offre pas de crédit particulier pour une personne à charge handicapée.
10.

En plus du montant du crédit de base offert à l'égard de chaque personne majeure aidée atteinte d'une déficience grave et prolongée qu'une personne aidante soutient tout en cohabitant avec elle, un montant supplémentaire de 1 494 \$, réduit en fonction du revenu net de la personne aidée qui excède 26 520 \$ à un taux de 16 %, et un montant pouvant atteindre 1 560 \$ pour les frais de relève sont disponibles (le montant réductible de 1 494 \$ est aussi offert aux personnes aidantes qui ne cohabitent pas avec la personne aidée). Les personnes qui soutiennent un proche (autre qu'un époux) âgé de 70 ans ou plus sans une telle déficience et qui cohabitent avec lui pourraient avoir droit à un montant supplémentaire de 1 494 \$.
11.

Les crédits du Québec sont réduits lorsque le revenu familial net dépasse 42 090 \$.
12.

La valeur fiscale fédérale du montant personnel de base, du montant pour conjoint et du montant pour personne à charge admissible représente le montant offert aux particuliers dans la fourchette d'imposition la plus élevée. Les particuliers dont le revenu imposable est inférieur à 253 414 \$ peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt supplémentaire. Le crédit d'impôt supplémentaire s'élève à 231 \$ pour les particuliers dont le revenu imposable est inférieur à 177 882 \$; ce montant supplémentaire est réduit progressivement pour les particuliers dont le revenu imposable s'établit entre 177 883 \$ et 253 414 \$. Un crédit d'impôt fédéral pour aidants naturels de 390 \$ (325 \$ au Québec) peut être réclamé relativement à l'époux ou au conjoint de fait, à une personne à charge ou à un enfant qui est à la charge du particulier en raison d'une déficience mentale ou physique.
13.

Le crédit d'impôt du Manitoba peut être réclamé pour un particulier âgé d'au plus 24 ans. Le crédit d'impôt pour le bien-être des enfants (Children's Wellness Tax Credit) de l'Île-du-Prince-Édouard peut être réclamé pour un enfant de moins de 18 ans. Le Québec offre aussi un crédit d'impôt remboursable pour les activités des enfants de 100 \$ par enfant âgé de 5 et 15 ans (le revenu familial ne doit pas excéder 168 470 \$). En outre, la Saskatchewan offre, à compter de 2025, un crédit d'impôt remboursable pouvant atteindre 300 \$ par enfant (400 \$ pour un enfant handicapé) aux familles dont les revenus nets combinés ne dépassent pas 120 000 \$. Terre-Neuve-et-Labrador offre, à compter de 2023, un crédit d'impôt provincial remboursable pour l'activité physique pouvant atteindre 348 \$ par famille. La Nouvelle-Écosse offre, à compter de 2022, un crédit d'impôt provincial remboursable pour les activités sportives et artistiques des enfants de moins de 19 ans (Children's Sports and Arts Tax Credit).
14.

Le taux de 53,50 % du crédit d'impôt s'applique à la tranche des dons de bienfaisance en excédent de 200 \$ lorsque le revenu imposable aux fins de la Colombie-Britannique du particulier est de plus de 259 829 \$; si tel n'est pas le cas, un taux de 49,80 % s'applique.
15.

Le taux de 49,97 % du crédit d'impôt s'applique à la tranche des dons de bienfaisance en excédent de 200 \$ lorsque le revenu imposable aux fins du Québec du particulier est de plus de 129 590 \$; si tel n'est pas le cas, un taux de 48,22 % s'applique.
16.

La valeur fiscale territoriale du montant personnel de base, du montant pour conjoint et du montant pour personne à charge admissible représente le montant offert aux particuliers dans la fourchette d'imposition la plus élevée. Les particuliers dont le revenu imposable est inférieur à 253 414 \$ peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt supplémentaire. Le crédit d'impôt supplémentaire s'élève à 102 \$ pour les particuliers dont le revenu imposable est inférieur à 177 882 \$; ce montant supplémentaire est réduit progressivement pour les particuliers dont le revenu imposable s'établit entre 177 883 \$ et 253 414 \$.
17.

Un crédit d'impôt provincial non remboursable pour enfant de 809 \$ est aussi offert pour chaque enfant de moins de 18 ans.
18.

Les particuliers dont le revenu net est inférieur à 200 000 \$ peuvent bénéficier du plein montant personnel de base du Manitoba. Celui-ci est réduit de manière graduelle pour les particuliers dont le revenu net excède 200 000 \$ et est entièrement éliminé pour les particuliers dont le revenu net est de 400 000 \$ ou plus.

ANNEXE C

Droits d'homologation par province ou territoire

Au 1^{er} juin 2025

PROVINCE/TERRITOIRE	DROIT/IMPÔT ¹	LOI/RÈGLEMENT
Alberta	<ul style="list-style-type: none">35 \$, si la valeur nette des biens ne dépasse pas 10 000 \$135 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 10 001 \$ et 25 000 \$275 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 25 001 \$ et 125 000 \$400 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 125 001 \$ et 250 000 \$525 \$, si la valeur nette des biens dépasse 250 000 \$	Annexe 2 des <i>Surrogate Rules</i> prises en vertu de la <i>Judicature Act</i>
Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none">6 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de la valeur de la succession sur 25 000 \$, si la valeur se situe entre 25 001 \$ et 50 000 \$150 \$ + 14 \$ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de la valeur de la succession sur 50 000 \$ Des frais fixes additionnels de 200 \$ s'appliquent aux successions de plus de 25 000 \$.	Art. 2 de la <i>Probate Fee Act</i> et annexe C des <i>Supreme Court Civil Rules</i> prises en vertu de la <i>Court Rules Act</i>
Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none">50 \$, si la valeur de la succession ne dépasse pas 10 000 \$100 \$, si la valeur de la succession se situe entre 10 001 \$ et 25 000 \$200 \$, si la valeur de la succession se situe entre 25 001 \$ et 50 000 \$400 \$, si la valeur de la succession se situe entre 50 001 \$ et 100 000 \$400 \$ + 4 \$ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de la valeur de la succession sur 100 000 \$	Par. 119.1(4) de la <i>Probate Act</i>
Manitoba	<ul style="list-style-type: none">Aucun droit d'homologation ni impôt	Règlement prescrivant les frais judiciaires et les droits d'homologation
Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none">25 \$, si la valeur de la succession ne dépasse pas 5 000 \$50 \$, si la valeur de la succession se situe entre 5 001 \$ et 10 000 \$75 \$, si la valeur de la succession se situe entre 10 001 \$ et 15 000 \$100 \$, si la valeur de la succession se situe entre 15 001 \$ et 20 000 \$5 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$, si la valeur dépasse 20 000 \$	Art. 75.1 et annexe A de la <i>Loi sur la Cour des successions</i>
Nouvelle-Écosse	<ul style="list-style-type: none">85,60 \$, si l'actif de la succession ne dépasse pas 10 000 \$215,20 \$, si l'actif de la succession se situe entre 10 001 \$ et 25 000 \$358,15 \$, si l'actif de la succession se situe entre 25 001 \$ et 50 000 \$1 002,65 \$, si l'actif de la succession se situe entre 50 001 \$ et 100 000 \$1 002,65 \$ + 16,95 \$ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de la valeur de l'actif de la succession sur 100 000 \$	Par. 87(2) de la <i>Probate Act</i> , « <i>Fees and Allowances</i> » en vertu de la partie I de la <i>Costs and Fees Act</i>
Nunavut	<ul style="list-style-type: none">30 \$, si la valeur nette des biens ne dépasse pas 10 000 \$110 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 10 001 \$ et 25 000 \$215 \$ si la valeur nette des biens se situe entre 25 001 \$ et 125 000 \$325 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 125 001 \$ et 250 000 \$425 \$, si la valeur nette des biens dépasse 250 000 \$	Annexe C (article 4) du <i>Règlement sur les droits relatifs aux services judiciaires</i> pris en vertu de la <i>Loi sur l'organisation judiciaire</i>

ANNEXE C

Droits d'homologation par province ou territoire

Au 1^{er} juin 2025

PROVINCE/TERRITOIRE	DROIT/IMPÔT ¹	LOI/RÈGLEMENT
Ontario	<ul style="list-style-type: none">15 \$ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de la valeur de la succession sur 50 000 \$	Par. 2(6.1) de la <i>Loi de 1998 de l'impôt sur l'administration des successions</i>
Québec	<ul style="list-style-type: none">Aucun droit d'homologation ni impôt²	Par. 15(8) du <i>Tarif judiciaire en matière civile</i>
Saskatchewan	<ul style="list-style-type: none">7 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de la valeur de la succession	Par. 51(2) de la <i>Loi sur l'administration des successions</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	<ul style="list-style-type: none">60 \$, si la valeur de la succession ne dépasse pas 1 000 \$60 \$ + 0,60 \$ pour chaque tranche additionnelle de 100 \$ de l'excédent de la valeur de la succession sur 1 000 \$	Art. 4 de la <i>Services Charges Act</i>
Territoires du Nord-Ouest	<ul style="list-style-type: none">30 \$, si la valeur nette des biens ne dépasse pas 10 000 \$110 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 10 001 \$ et 25 000 \$215 \$ si la valeur nette des biens se situe entre 25 001 \$ et 125 000 \$325 \$, si la valeur nette des biens se situe entre 125 001 \$ et 250 000 \$435 \$, si la valeur nette des biens dépasse 250 000 \$	Partie 2 de l'annexe A du <i>Règlement sur les droits relatifs aux services judiciaires</i> pris en vertu de la <i>Loi sur l'organisation judiciaire</i>
Yukon	<ul style="list-style-type: none">Néant, si la valeur de la succession est de 25 000 \$ ou moins140 \$, si la valeur de la succession dépasse 25 000 \$	Annexe 1 de l'appendice C des <i>Règles de procédure de la Cour suprême du Yukon</i> en vertu de la <i>Loi sur l'organisation judiciaire</i>

NOTES

- Des frais fixes additionnels (p. ex. des frais de dépôt) peuvent s'appliquer.
- Le Québec applique des frais fixes de 237 \$ lorsqu'une requête en vérification de testament est déposée auprès de la Cour supérieure du Québec, qu'elle soit déposée par une personne physique ou morale.

ANNEXE D

Droits de cession immobilière

Au 15 juin 2025

PROVINCE/TERRITOIRE	TAXE OU DROIT ¹	LOIS ET AUTRES SOURCES
Alberta	Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont de 50 \$, plus 5 \$ par tranche complète ou partielle de 5 000 \$ de la valeur du bien-fonds ² . Des frais d'enregistrement d'hypothèque s'appliquent également.	Art. 64.1 et 102.1 de la <i>Land Titles Act</i>
Colombie-Britannique	Le total de : <ul style="list-style-type: none">1 % de la première tranche de 200 000 \$ de la juste valeur marchande (JVM) de l'opération imposable;2 % de la tranche de la JVM du bien-fonds qui se situe entre 200 001 \$ et 2 000 000 \$;3 % de la tranche de la JVM du bien-fonds qui se situe au-delà de 2 000 000 \$;s'il s'agit d'un bien résidentiel, 5 % de la tranche de la JVM du bien-fonds qui excède 3 000 000 \$ (calculé au prorata dans le cas d'une propriété à usage mixte)³. Taxe supplémentaire de 20 % applicable aux cessions à des entités étrangères d'immeubles résidentiels situés dans le district régional du Grand Vancouver et dans certaines autres régions visées par règlement	Par. 2.02(4), 3(1) et 3.01(4) de la <i>Property Transfer Tax Act</i> ; art. 17.01 et 17.02 du <i>Property Transfer Tax Regulation</i> (74/88) Voir l'annexe 2 de la <i>Land Title Act</i> pour l'application des frais d'enregistrement.
Île-du-Prince-Édouard ⁷	1 % de la plus élevée de : <ul style="list-style-type: none">la contrepartie du transfert;la valeur de l'évaluation du bien réel. Aucun droit de cession immobilière ne s'applique lorsque la plus élevée de la contrepartie ou de la valeur de l'évaluation n'excède pas 30 000 \$.	Par. 3(1) et 4(2) de la <i>Real Property Transfer Tax Act</i> Voir l'art. 50.1 de la <i>Registry Act</i> pour l'application des frais d'enregistrement.
Manitoba	Le total de : <ul style="list-style-type: none">0 % sur la première tranche de 30 000 \$ de la JVM;0,5 % sur la tranche de la JVM qui se situe entre 30 001 \$ et 90 000 \$;1,0 % sur la tranche de la JVM qui se situe entre 90 001 \$ et 150 000 \$;1,5 % sur la tranche de la JVM qui se situe entre 150 001 \$ et 200 000 \$;2,0 % sur la tranche de la JVM supérieure à 200 000 \$.	Par. 112(1) de la partie III (« Taxes sur les mutations de biens-fonds ») de la <i>Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes</i> Voir le règlement du Manitoba 71/2014, <i>Règlement modifiant le Règlement sur les droits afférents aux titres fonciers</i> , pour l'application des frais d'enregistrement.
Nouveau-Brunswick	1,0 % de la plus élevée de : <ul style="list-style-type: none">la contrepartie du transfert;la valeur de l'évaluation du bien réel.	Par. 2(1.03) de la <i>Loi de la taxe sur le transfert de biens réels</i> Voir l'annexe B du <i>Règlement du Nouveau-Brunswick</i> 83-130 pour l'application des frais d'enregistrement.
Nouvelle-Écosse	La taxe est déterminée par chaque municipalité et appliquée au prix de vente de chaque bien dont le titre de propriété a été transféré. Le maximum est de 1,5 % de la valeur du bien transféré. Taxe provinciale sur le transfert de titres de propriété de 10 % visant les immeubles résidentiels acquis par des non-résidents de la Nouvelle-Écosse ⁴	Par. 102(1) de la partie V (« Deed Transfers ») de la <i>Municipal Government Act</i> Vous pouvez obtenir une liste des taux pour chaque municipalité à : http://www.novascotia.ca/snsmr/pdf/ans-property-ddt-rates.pdf . Art. 4 de la <i>Non-resident Deed Transfer Tax Act</i>
Nunavut	Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont calculés comme suit : <ul style="list-style-type: none">Si la JVM du bien-fonds ne dépasse pas 1 000 000 \$, 1,50 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de cette valeur (les frais minimums étant de 60 \$).Si la JVM du bien-fonds est supérieure à 1 000 000 \$, 1 500 \$, plus 1 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de cette valeur sur 1 000 000 \$. Des frais d'enregistrement d'hypothèque s'appliquent également.	Voir le par. 156(1) de la <i>Loi sur les titres de biens-fonds</i> et l'annexe du <i>Règlement sur le tarif des droits relatifs aux titres de biens-fonds</i> .

ANNEXE D

Droits de cession immobilière

Au 1^{er} juin 2025

PROVINCE/TERRITOIRE	TAXE OU DROIT ¹	LOIS ET AUTRES SOURCES
Ontario ⁵	<p>Le total de :</p> <ul style="list-style-type: none">0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement;1,0 % de la valeur de la contrepartie pour la cession qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement;1,5 % de la valeur de la contrepartie pour la cession qui est supérieure à 250 000 \$, jusqu'à 400 000 \$ inclusivement;2,0 % de la valeur de la contrepartie pour la cession qui est supérieure à 400 000 \$;2,5 % de la valeur de la contrepartie pour la cession qui est supérieure à 2 000 000 \$ (seulement lorsque l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux). <p>Une taxe supplémentaire de 25 % s'applique aux cessions à des entités étrangères d'immeubles résidentiels⁶.</p>	<p>Par. 2(1) et 2(2.1) de la <i>Loi sur les droits de cession immobilière</i></p> <p>Art. 1.3 du Règlement de l'Ontario 182/17 : <i>Droits à acquitter en application du paragraphe 2(2.1) de la Loi par les entités étrangères et les fiduciaires imposables</i></p> <p>Voir la disposition 163.1(1) 19 de la <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> pour l'application des frais d'enregistrement.</p>
Québec ⁸	<p>Le total de :</p> <ul style="list-style-type: none">0,5 % sur la base d'imposition qui n'excède pas 61 500 \$ inclusivement;1,0 % sur la tranche de la base d'imposition qui excède 61 500 \$, sans dépasser 307 800 \$;1,5 % sur la tranche de la base d'imposition qui excède 307 800 \$. <p>La base d'imposition est la plus élevée de :</p> <ul style="list-style-type: none">la contrepartie fournie pour le transfert;la contrepartie stipulée pour le transfert;la valeur marchande de l'immeuble au moment de son transfert.	<p>Art. 2 et 2.1 de la <i>Loi concernant les droits sur les mutations immobilières</i></p> <p>Voir l'annexe 1 de la <i>Loi sur les bureaux de la publicité des droits</i> pour l'application des frais d'inscription.</p>
Saskatchewan	<p>Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont calculés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">Zéro, si la valeur du titre est inférieure à 500 \$.25 \$, si la valeur du titre est supérieure à 500 \$, mais n'excède pas 6 300 \$.0,4 % de la valeur du titre, si cette valeur est supérieure à 6 300 \$.	<p>Voir l'art. 118 de la <i>Land Titles Act, 2000</i> et le site Web d'Information Services Corporation pour l'application des frais d'enregistrement : https://www.isc.ca/LandTitles/Pages/LandTitlesFees.aspx.</p>
Terre-Neuve-et-Labrador	<p>Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont calculés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">100 \$, si la JVM du bien-fonds ne dépasse pas 500 \$; plus0,40 \$ par tranche complète ou partielle de 100 \$ de l'excédent de la valeur du bien-fonds sur 500 \$. <p>Des frais d'enregistrement d'hypothèque s'appliquent également.</p>	<p>Voir le document <i>Schedule of Fees Prescribed by the Minister of Government Services - Registry of Deeds</i> à : https://www.gov.nl.ca/dgsnl/files/forms-files-fees-deed.pdf et l'art. 39 de la <i>Registration of Deeds Act, 2009</i>.</p>
Territoires du Nord-Ouest	<p>Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont calculés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">Si la JVM du bien-fonds ne dépasse pas 1 000 000 \$, 2 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de cette valeur (frais minimums de 100 \$).Si la JVM du bien-fonds est supérieure à 1 000 000 \$, 2 000 \$, plus 1,50 \$ par tranche complète ou partielle de 1 000 \$ de l'excédent de cette valeur sur 1 000 000 \$. <p>Des frais d'enregistrement d'hypothèque s'appliquent également.</p>	<p>Voir le par. 156(2) de la <i>Loi sur les titres de biens-fonds</i> et l'annexe du <i>Règlement sur le tarif des droits relatifs aux titres de biens-fonds</i>.</p>
Yukon	<p>Aucun droit de cession immobilière; les frais d'enregistrement sont calculés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">50 \$, si la valeur du bien-fonds est inférieure à 100 000 \$.150 \$, si la valeur du bien-fonds est de 100 000 \$ ou plus, mais inférieure à 500 000 \$.350 \$, si la valeur du bien-fonds est de 500 000 \$ ou plus, mais inférieure à 3 000 000 \$.550 \$, si la valeur du bien-fonds est de 3 000 000 \$ ou plus, mais inférieure à 10 000 000 \$.750 \$, si la valeur du bien-fonds est de 10 000 000 \$ ou plus. <p>Des frais d'enregistrement d'hypothèque s'appliquent également.</p>	<p>Voir le règlement YD 2016/110, <i>Règlement sur le tarif des droits relatifs aux titres de biens-fonds</i>.</p>

ANNEXE D

Droits de cession immobilière

Au 15 juin 2025

NOTES

1.

Des exemptions ou des remboursements peuvent être disponibles dans certaines circonstances.
2.

Conformément à son budget de 2024-2025, l'Alberta a fait passer les frais d'enregistrement des titres fonciers de 2 \$ à 5 \$ par tranche de 5 000 \$ de valeur foncière dans le cas d'une cession immobilière ou de l'enregistrement d'une hypothèque, à compter du 20 octobre 2024. Les frais d'enregistrement de base de 50 \$ demeurent inchangés.
3.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, les achats d'immeubles neufs construits spécialement pour la location admissibles sont exonérés des droits de mutation immobilière supplémentaires de 2 % qui s'appliquent à la JVM de la composante résidentielle d'une opération imposable qui dépasse 3 millions de dollars. Toutefois, conformément à son budget de 2024-2025, la Colombie-Britannique prévoit aussi une exonération des droits généraux de mutation immobilière (c.-à-d. un taux de 0 %) pour les achats d'immeubles neufs construits spécialement pour la location admissibles, applicable aux transactions conclues dans la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030.
4.

Depuis le 1^{er} avril 2022, la Nouvelle-Écosse impose une taxe provinciale sur le transfert de titres de propriété de 5 % visant les immeubles résidentiels acquis par des non-résidents de la province, sous réserve de certaines exemptions. Dans le cas d'un contrat de vente signé entre le 1^{er} avril 2022 et le 30 juin 2023, la taxe s'appliquait si une personne présentait aux fins d'enregistrement un titre de propriété à l'égard d'un immeuble résidentiel qui attribuait une participation de plus de 50 % à un ou plusieurs non-résidents. La taxe est perçue sur le montant le plus élevé entre le prix de vente et la valeur foncière de l'immeuble. Depuis le 1^{er} juillet 2023, la taxe s'applique aux titres de propriété présentés aux fins d'enregistrement à l'égard d'un immeuble résidentiel qui attribue une participation à des non-résidents de la province, quelle qu'elle soit. La taxe de 5 % est calculée en fonction de la participation totale transférée aux non-résidents. Conformément à son budget de 2025-2026, la Nouvelle-Écosse a fait passer le taux de la taxe de 5 % à 10 %. Ce nouveau taux s'applique à tous les contrats de vente signés après le 31 mars 2025 ainsi qu'aux transferts sans contrat de vente effectués après cette date.
5.

La Ville de Toronto perçoit des droits de cession immobilière municipaux (DCIM) qui s'appliquent en sus des droits de cession immobilière provinciaux. Pour les cessions effectuées le 1^{er} mars 2017 ou après cette date, les taux des DCIM pour les biens-fonds résidentiels et commerciaux sont identiques aux taux provinciaux. Toutefois, la Ville a approuvé des tranches supplémentaires pour les biens-fonds résidentiels à valeur élevée lorsque l'objet de la cession immobilière comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux. Pour les cessions enregistrées à compter du 1^{er} janvier 2024 (aucun changement pour 2025), les tranches supplémentaires sont les suivantes :

▪ 3,5 % d'une contrepartie supérieure à 3 millions de dollars, jusqu'à 4 millions de dollars; plus

▪ 4,5 % d'une contrepartie supérieure à 4 millions de dollars, jusqu'à 5 millions de dollars; plus

▪ 5,5 % d'une contrepartie supérieure à 5 millions de dollars, jusqu'à 10 millions de dollars; plus

▪ 6,5 % d'une contrepartie supérieure à 10 millions de dollars, jusqu'à 20 millions de dollars; plus

▪ 7,5 % d'une contrepartie supérieure à 20 millions de dollars.
6.

L'impôt sur la spéculation pour les non-résidents (ISNR) de l'Ontario s'applique lorsqu'une entité étrangère (c.-à-d. un étranger [une personne autre qu'un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada], une société étrangère ou un fiduciaire imposable) achète ou acquiert, le 21 avril 2017 ou par la suite, un bien résidentiel. L'ISNR s'applique à la cession de biens-fonds comportant au moins une résidence unifamiliale, mais pas plus de six. L'ISNR ne s'applique pas aux immeubles multirésidentiels comportant plus de six logements, aux terres agricoles, aux terrains commerciaux ou aux terrains industriels. Avant le 30 mars 2022, l'ISNR ne s'appliquait qu'aux biens résidentiels situés dans la région élargie du Golden Horseshoe du sud de l'Ontario, et le taux était de 15 %. À compter de cette date, l'Ontario a fait passer le taux d'impôt à 20 % et étendu l'application de l'ISNR aux achats ou acquisitions de biens résidentiels effectués n'importe où dans la province. L'Ontario a depuis augmenté de nouveau le taux d'impôt pour le porter à 25 %; ce taux s'applique aux conventions d'achat-vente exécutoires conclues le 25 octobre 2022 ou après cette date. À compter du 1^{er} janvier 2025, la Ville de Toronto applique également un ISNR municipal de 10 % sur le prix d'achat pour les acheteurs étrangers de certains biens résidentiels.
7.

Dans son budget de 2025-2026, l'Île-du-Prince-Édouard a proposé de faire passer le taux de la taxe sur le transfert de biens réels de 1 % à 2 % lorsqu'un seuil de 1 million de dollars est atteint, et ce, à compter du 28 avril 2025. Cependant, ces changements n'ont pas été adoptés au cours des travaux du printemps, et on ignore si la province ira de l'avant avec cette mesure.
8.

Québec a modifié la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, indexant les seuils des tranches d'imposition pour 2018 et les années d'imposition ultérieures. De plus, les municipalités sont désormais autorisées à fixer un taux supérieur à 1,5 % pour la tranche de la base d'imposition excédant 500 000 \$, sous réserve d'un taux maximal de 3,0 % (sauf pour la Ville de Montréal).

La Ville de Montréal a adopté un règlement établissant des taux pour le transfert d'un immeuble situé sur son territoire. De plus, pour les années 2018 et suivantes, le seuil des tranches d'imposition de la Ville de Montréal est modifié annuellement selon les paramètres établis par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (maintenant le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation). À compter du 1^{er} février 2022, une tranche supplémentaire a été créée pour la base d'imposition supérieure à 3 millions de dollars, laquelle est assujettie à un taux de 4,0 %. Depuis le 1^{er} janvier 2025, Montréal perçoit des droits au taux de :

▪ 0,5 % sur les premiers 61 500 \$; plus

▪ 1,0 % sur la base d'imposition qui excède 61 500 \$ sans excéder 307 800 \$; plus

▪ 1,5 % sur la base d'imposition qui excède 307 800 \$ sans excéder 552 300 \$; plus

▪ 2,0 % sur la base d'imposition qui excède 552 300 \$ sans excéder 1 104 700 \$; plus

▪ 2,5 % sur la base d'imposition qui excède 1 104 700 \$ sans excéder 2 136 500 \$; plus

▪ 3,5 % sur la base d'imposition qui excède 2 136 500 \$ sans excéder 3 113 000 \$; plus

▪ 4,0 % sur la base d'imposition qui excède 3 113 000 \$.

À votre service d'un océan à l'autre

Avec des bureaux d'un bout à l'autre du pays, nos conseillers en fiscalité du Canada font partie du réseau mondial EY. Pour en savoir plus sur EY, communiquez avec notre bureau le plus proche ou consultez le site ey.com/ca/fr.



Pour les coordonnées du bureau d'une ville,
pointez le curseur sur celle-ci.

EY | Travailler ensemble pour un monde meilleur

EY contribue à un monde meilleur en créant de la valeur pour ses clients, pour ses gens, pour la société et pour la planète, tout en renforçant la confiance à l'égard des marchés financiers.

Grâce aux données, à l'intelligence artificielle et aux technologies de pointe, les équipes d'EY aident les clients à façonner l'avenir en toute confiance et proposent des solutions aux enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain.

Les équipes d'EY fournissent une gamme complète de services en certification, en consultation et en fiscalité ainsi qu'en stratégie et transactions. S'appuyant sur des connaissances sectorielles, un réseau mondial multidisciplinaire et des partenaires diversifiés de l'écosystème, les équipes d'EY sont en mesure de fournir des services dans plus de 150 pays et territoires.

EY est *All in* pour façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Les sociétés EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site ey.com.

© 2025 Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. Tous droits réservés.
Société membre d'Ernst & Young Global Limited.

4739047

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires, à jour à la date de publication seulement et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Avant d'agir relativement aux questions abordées, communiquez avec EY ou un autre conseiller professionnel pour discuter de votre propre situation. Nous déclinons toute responsabilité à l'égard des pertes ou dommages subis à la suite de l'utilisation de renseignements contenus dans la présente publication.

ey.com/ca/fr